

RIS

GUIDE
D'ACTION

RÉADAPTATION ET (RÉ)INTÉGRATION PAR
L'ENGAGEMENT INDIVIDUEL, SOCIAL ET STRUCTUREL



UNITED STATES
INSTITUTE OF PEACE

Les opinions exprimées dans ce guide n'engagent que leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement celles du United States Institute of Peace ou d'autres institutions auxquelles les auteurs sont associés.

UNITED STATES INSTITUTE OF PEACE

2301 Constitution Avenue NW
Washington, DC 20037, États-Unis
www.usip.org

© 2023 Endowment of the United States Institute of Peace. Tous droits réservés.

Pour toute autorisation de photocopier ou imprimer des documents afin de les utiliser dans des cours, veuillez contacter le Copyright Clearance Center à l'adresse suivante : www.copyright.com. Pour impression, presse électronique et tous autres droits auxiliaires, envoyez un courriel à permissions@usip.org.

Première publication en 2023.

Imprimé aux États-Unis

Couverture et mise en page par Impact Marketing. Illustrations intérieures par Kamila Baimukasheva/iStock.

ISBN : 978-1-60127-917-0

Guide d'action RISE

**Réadaptation et (ré)intégration par
l'engagement individuel, social et structurel**

*Lisa Schirch et Chris Bosley
en collaboration avec Michael Nikonchuk*

À PROPOS DE CE GUIDE

Ce guide d'action fournit aux organisations de consolidation de la paix et de la société civile, aux formateurs, aux médiateurs, aux fonctionnaires et administrateurs du gouvernement au niveau local et aux autres parties prenantes, un cadre pour soutenir la réadaptation des personnes qui se désengagent de la violence extrémiste, ainsi que leur (ré)intégration dans les communautés locales et leur réconciliation avec celles-ci. La réadaptation et la (ré)intégration par l'engagement individuel, social et structurel (Rehabilitation and (Re) integration through Individual, Social, and Structural Engagement, RISE) adopte une approche de consolidation de la paix qui s'appuie sur des principes de santé publique et met l'accent sur les interventions dirigées par les communautés.

Les six modules de ce guide d'action analysent les dynamiques sociales, structurelles et individuelles qui peuvent être mises à profit pour faire aboutir les efforts de désengagement, de réadaptation et de (ré)intégration, en créant un sentiment d'appartenance et une autre identité qui rejette la violence. Chaque module décrit des pratiques permettant de réduire les obstacles, d'ouvrir des espaces et d'accompagner la volonté d'engagement prosocial entre les personnes qui se (ré)intègrent et les membres des communautés et les institutions. Pris ensemble, les modules sont conçus pour aider les praticiens à changer les comportements, les identités et les environnements conflictuels.

Le guide offre des informations faciles à comprendre et à utiliser, fondées sur des données probantes. Il a été rédigé en tenant compte des publics suivants :

- les groupes et dirigeants des communautés locales et de la société civile qui souhaitent concevoir et mettre en œuvre des programmes de désengagement, de réadaptation et de (ré)intégration ;
- les organisations non gouvernementales qui soutiennent les communautés locales en concevant et en mettant en œuvre de tels programmes ;
- les administrations locales et nationales, et leur personnel, qui veulent appuyer les initiatives communautaires ; et
- les organisations non gouvernementales et internationales, les administrations nationales et les fondations qui cherchent à investir dans des solutions fondées sur des données probantes pour relever les défis du désengagement, de la réadaptation et de la (ré)intégration.

SOMMAIRE

GLOSSAIRE DES CONCEPTS ET TERMES CLÉS	6
INTRODUCTION	11
PARTIE I : TRANSFORMER LE COMPORTEMENT AU NIVEAU INDIVIDUEL	33
MODULE 1 : PROMOUVOIR LA SANTÉ COMPORTEMENTALE ET LE BIEN-ÊTRE	34
MODULE 2 : AIDER À GUÉRIR DES TRAUMATISMES	61
PARTIE II : TRANSFORMER L'IDENTITÉ AU NIVEAU SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE	83
MODULE 3 : RÉDUIRE LA STIGMATISATION	84
MODULE 4 : FACILITER L'APPARTENANCE SOCIALE	111
PARTIE III : TRANSFORMER LE CONFLIT AU NIVEAU STRUCTUREL	136
MODULE 5 : FAVORISER LA JUSTICE ET LA RÉCONCILIATION	137
MODULE 6 : RENFORCER LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE	157
REMERCIEMENTS	184
À PROPOS DES AUTEURS	187
À PROPOS DU UNITED STATES INSTITUTE OF PEACE	188

GLOSSAIRE DES CONCEPTS ET TERMES CLÉS

Expériences négatives durant l'enfance (ENE) désigne des événements potentiellement traumatiques qui surviennent pendant l'enfance. Ils peuvent inclure des violences, de la négligence ou un dysfonctionnement du foyer.

Santé comportementale désigne la capacité à agir et à faire face aux événements de la vie quotidienne, à opérer avec un concept de soi sain et à développer et maintenir des liens sociaux positifs. La santé comportementale repose sur les interactions entre les éléments biologiques, émotionnels, psychologiques et sociaux afin de promouvoir le bien-être personnel.

Santé comportementale/mentale et soutien psychosocial (B/MHPSS) désigne des activités visant à promouvoir le bien-être psychosocial, la santé mentale et les comportements sains.

Stress chronique désigne l'accumulation d'expériences anxiogènes qui, en raison de leur tension sur divers processus cognitifs et physiologiques, peuvent entraîner des changements néfastes à long terme en matière de santé physique, de santé psychologique et de relations sociales.

Traumatisme collectif désigne un traumatisme vécu par un grand nombre de personnes ou un segment spécifique de la société.

Un **cycle de violence** désigne le caractère auto-entretenu de la violence communautaire, qui met en évidence des liens entre la perception qu'une personne a d'être victime et son choix d'y répondre en commettant des violences contre autrui.

Déradicalisation. Voir *Radicalisation et déradicalisation*.

Désengagement désigne le processus par lequel les personnes cessent les comportements liés à la violence extrémiste et rejettent la violence comme moyen acceptable de résoudre un conflit, d'exprimer des griefs ou de poursuivre un objectif.

Violence extrémiste désigne une forme de conflit violent dans lequel les personnes adoptent un ensemble de comportements qui encouragent, soutiennent ou emploient la violence pour changer l'ordre politique ou social existant, et qui fait avancer un récit de type « nous contre eux » qui justifie de recourir au meurtre, à l'enlèvement ou à d'autres actions violentes contre des personnes appartenant à des groupes sociaux ou politiques particuliers. Ce guide donne la priorité à l'utilisation du terme *violence extrémiste* (plutôt qu'à *extrémisme violent*) afin de mettre l'accent sur le comportement violent, plutôt que sur l'idéologie extrémiste, comme point principal de changement. En outre, le terme *violence extrémiste* évite de catégoriser une cohorte diversifiée de personnes en extrémistes violents, indépendamment de leur statut juridique ou du niveau réel de leur implication dans la violence extrémiste (pour une explication plus approfondie de ces nuances, voir *Personnes en (ré)intégration*).

Fragilité désigne le manque de capacité d'une communauté à réagir, s'adapter, gérer, absorber ou survivre à des événements anxiogènes ou perturbateurs ou à des chocs, généralement à cause d'un manque de confiance sociale dans d'autres groupes et de confiance entre le gouvernement et les citoyens.

Réduction des risques fait référence à un ensemble de principes de prestation de services qui tentent de réduire les effets néfastes des comportements à haut risque tels que la consommation de drogues. La réduction des risques suggère des stratégies pragmatiques et bienveillantes pour réduire les préjudices individuels et sociaux qui résultent de comportements à risque.

La **théorie des contacts intergroupes** affirme que les contacts significatifs, c'est-à-dire les contacts positifs et coopératifs où les participants partagent le même statut de pouvoir que les personnes issues de groupes sociaux externes, peuvent réduire les préjugés et favoriser la cohésion sociale.

Consolidation de la paix désigne une approche multipartite et multidisciplinaire de la prévention, de l'atténuation et de la résolution des conflits qui englobe la complexité, l'humanité et le contexte pour transformer les dynamiques entre les personnes et les groupes afin de construire des sociétés, des institutions, des politiques et des relations à même de favoriser et soutenir la paix et la justice.

Personnes en (ré)intégration est un terme générique désignant les catégories complexes de personnes qui s'installent ou vivent dans des communautés locales et se réconcilient avec celles-ci après avoir quitté ou abandonné des groupes extrémistes violents, s'être désengagées de la violence extrémiste et/ou être sorties d'un conflit extrémiste violent.

Troubles de stress post-traumatique (TSPT) désigne un ensemble spécifique de symptômes cognitifs, émotionnels et comportementaux présents plus de trente jours après l'exposition à un traumatisme et qui se traduisent par une détresse émotionnelle importante affectant la capacité d'une personne à agir socialement, professionnellement ou civiquement.

Prévention et lutte contre l'extrémisme violent (PREV) désigne un concept qui concentre des politiques et des pratiques non cinétiques (diplomatiques, humanitaires, de consolidation de la paix et de développement) pour dissuader les personnes de se mobiliser vers la violence ; pour aider les personnes, les communautés et les pays à résister à la violence extrémiste ; et pour atténuer le recrutement, le soutien, la facilitation ou l'engagement dans des groupes extrémistes violents.

Le **comportement prosocial** est positif, inclusif et destiné à promouvoir l'acceptation sociale ou à contribuer à l'établissement de relations et de liens sociaux.

L'**engagement prosocial** implique des interactions durables, positives et inclusives entre les personnes en (ré)intégration et les membres des communautés locales et les institutions.

Psychoéducation désigne la fourniture d'informations de manière bienveillante, solidaire et structurée pour aider les personnes à mieux comprendre et faire face aux problèmes de santé comportementale ou mentale.

Santé publique désigne la science et la pratique multidisciplinaires de protection et d'amélioration de la santé, de la sécurité et du bien-être des personnes et de leurs communautés en promouvant des modes de vie sains, en prévenant les maladies et les blessures, et en détectant et répondant aux risques sanitaires, y compris la violence.

La **radicalisation et la déradicalisation** sont deux processus liés à la violence extrémiste. La radicalisation désigne le processus par lequel les personnes adoptent une croyance ou un système de croyance selon lequel la violence contre un autre groupe social est nécessaire à la survie de leur groupe. La déradicalisation désigne le processus par lequel les personnes décident de rejeter ces croyances radicales. La radicalisation et la déradicalisation résultent de dynamiques complexes, sont spécifiques au contexte et à la période, et peuvent se dérouler de manière idiosyncrasique pour chaque individu.

Réconciliation désigne un processus par lequel les communautés et les personnes qui se désengagent de la violence extrémiste s'humanisent à nouveau et entreprennent un processus de guérison pour réduire la stigmatisation, ouvrir des espaces pour l'engagement prosocial, répondre aux besoins de justice et de réconciliation, restaurer les relations et passer de l'exclusion et de la peur à l'inclusion et à la participation productive dans la communauté et la société.

Réadaptation désigne une intervention ou une suite d'interventions qui vise à modifier les caractéristiques d'un individu se désengageant de la violence extrémiste ou sortant d'un conflit extrémiste violent (par exemple, ses attitudes, ses compétences et processus cognitifs, sa personnalité ou sa santé mentale, ainsi que ses compétences sociales, éducatives ou professionnelles), caractéristiques considérées comme la cause de son comportement violent. L'objectif final de la réadaptation est d'accroître le bien-être de l'individu et de réduire les chances qu'il récidive.

(Ré)intégration désigne le processus par lequel les individus qui se désengagent de la violence extrémiste adoptent un rôle et une identité prosociaux au sein de la société. La (ré) intégration vise à créer un sentiment d'inclusion et d'appartenance à la communauté, et à réduire le risque de réengagement ou de récidive à la violence.

Honte réintégrative désigne la désapprobation par la communauté des comportements et actions nuisibles d'une personne, tout en lui présentant un chemin de rédemption, d'acceptation et de (ré)intégration.

Résilience communautaire désigne la capacité d'une communauté à réagir, s'adapter, gérer, absorber ou survivre à des événements anxiogènes ou perturbateurs ou à des chocs, en encourageant la confiance sociale entre les groupes et la confiance du public dans des institutions capables de maintenir son bien-être.

Résilience individuelle désigne l'état d'un individu ayant les capacités et les soutiens nécessaires, dans son environnement social, pour réagir, s'adapter, gérer, absorber ou faire face à des crises ou changements importants, en s'appuyant sur des relations, des réseaux et des stratégies positifs pour gérer son stress et tempérer ses émotions.

Justice réparatrice désigne un processus de gestion des préjudices qui (1) tient compte des besoins et de la parole des survivants pour traiter les préjudices qu'ils ont subis ; (2) aide ceux qui ont blessé les autres à rendre des comptes par le biais d'un processus communautaire visant à guérir à la fois les survivants et les personnes qui ont causé un préjudice ; et (3) examine le contexte dans son ensemble pour déterminer si les personnes qui causent un préjudice auraient également pu connaître des formes structurelles plus larges de violence ou des cycles de violence.

Les **représailles** et les **peines** sont des réponses à la violence qui justifient un préjudice intentionnel, institutionnalisent la vengeance, perpétuent le cycle de violence et n'offrent pas de voies de rédemption ou de réconciliation.

Prendre soin de soi désigne le processus de maintien d'une bonne santé et d'un bien-être personnel grâce à des comportements qui favorisent la santé et la prise en charge active de la maladie ou de la détresse, le cas échéant.

Concept de soi fait référence à l'ensemble des croyances qui définissent une personne.

L'**auto-stigmatisation** repose sur les opinions négatives que les individus ont d'eux-mêmes en raison d'une caractéristique particulière, souvent intériorisées et renforcées par des récits stigmatisants tenus par les autres dans la société.

Chocs désigne des crises et des événements inattendus qui perturbent la capacité d'un individu ou d'une communauté à survivre et à prospérer.

Le **capital social** comprend le stock de ressources tangibles et non tangibles (notamment les réseaux de relations, les normes et les institutions) au sein d'une unité sociale qui promeuvent la coopération, l'appartenance, le lien et l'identité et permettent le fonctionnement efficace d'une société.

Cohésion sociale désigne le sentiment de but, d'identité et de confiance partagé entre les membres d'un groupe ou les résidents d'une localité, et la volonté de ces membres ou résidents de coopérer les uns avec les autres dans l'avancement du bien commun. La cohésion sociale peut exister à plusieurs niveaux : le *lien social* implique le lien entre les personnes qui partagent une identité, comme dans une famille ; le *rapprochement social* implique le lien entre les personnes qui sont dans différents groupes ; et le *lien de citoyenneté* fait référence au lien entre les communautés et les institutions gouvernantes.

Les **interventions socio-écologiques**, selon les US Centers for Disease Control and Prevention, prennent en compte l'interaction complexe entre les dynamiques individuelles, relationnelles, communautaires et sociétales pour comprendre l'éventail de facteurs qui exposent les personnes à un risque d'engagement dans la violence, et pour identifier les points d'entrée et d'action communs à chacun de ces facteurs afin de rendre les interventions efficaces.

Écologie sociale désigne le système à plusieurs niveaux dans lequel les interactions entre les personnes et l'environnement social affectent les comportements individuels et la société. Les modèles socio-écologiques tiennent compte de l'individu et de ses affiliations à des personnes, à des organisations et à sa communauté dans son ensemble. Les niveaux d'écologie sociale comprennent les politiques individuelles, interpersonnelles, organisationnelles, communautaires et publiques.

Intégration sociale désigne un sentiment d'appartenance au sein d'une communauté d'accueil qui comprend le maintien de relations significatives avec les autres et l'acceptation mutuelle par d'autres groupes au sein de la communauté d'accueil, souvent facilité par l'élimination des obstacles qui limitent la pleine participation aux systèmes sociaux.

Mouvements sociaux désigne des efforts soutenus, organisés et collectifs qui se concentrent sur certains aspects de la promotion d'une distribution juste et équitable des richesses, des opportunités et des privilèges au sein d'une société.

Diversité des réseaux sociaux désigne le degré de diversité ethnique, religieuse, partisane, sectaire et socio-économique dans les interactions et les relations d'une personne.

Stigmatisation désigne l'expression ou la manifestation de points de vue négatifs ou d'une désapprobation d'un individu ou d'un groupe d'individus sur la base de certaines caractéristiques.

Facteurs de stress désigne des facteurs permanents ou chroniques qui augmentent la fragilité ou la vulnérabilité à la violence extrémiste, comme l'exclusion et la discrimination politiques, économiques ou sociales.

Survivants ou **personnes ayant subi un préjudice** et **personnes ayant causé un préjudice** sont des termes utilisés pour décrire ceux qui ont subi un préjudice (survivants) et ceux qui ont causé un préjudice à autrui. En raison du cycle de violence, les survivants peuvent également causer un préjudice et ceux qui causent un préjudice peuvent également être des survivants.

Traumatisme désigne un événement ou une série d'événements, souvent dangereux ou perçu(s) comme dangereux, qui paralyse(nt) la capacité du cerveau et du corps à faire face.

Les **soins axés sur les traumatismes** ne sont pas une technique ou une méthode de traitement spécifique, mais impliquent une sensibilisation et une sensibilité à l'impact du stress traumatique que les prestataires de services doivent maintenir tout au long des programmes de traitement en promouvant une culture de sécurité, d'autonomie et de guérison.

Extrémisme violent est parfois utilisé comme synonyme de *violence extrémiste* lorsqu'il s'agit d'une approche ou d'un titre établi.
Voir *Violence extrémiste*.

Extrémiste violent est un terme utilisé comme adjectif composé pour modifier un événement ou un phénomène, mais pas pour décrire ou catégoriser une personne qui s'est désengagée de la violence extrémiste ou qui n'a pas été reconnue coupable d'une infraction liée au terrorisme par un processus légal en bonne et due forme.

Le **bien-être familial** comprend la communication ouverte entre les membres de la famille, le partage d'un soutien émotionnel, la répartition des responsabilités et la reconnaissance de la contribution unique de chaque membre.

Bien-être communautaire désigne l'ensemble de la cohésion sociale, du capital social et des facteurs de santé et de résilience qui permettent aux personnes de s'épanouir, de réaliser leur potentiel et de faire face aux chocs et aux facteurs de stress de manière constructive et saine.

Bien-être individuel désigne la combinaison complexe de facteurs de santé mentale, comportementale, physique et sociale qui comprennent la présence d'émotions et d'humeurs positives, l'absence d'émotions négatives, la satisfaction générale à l'égard de la vie et de l'accomplissement, les actions positives et la capacité à faire face au stress et aux chocs.

INTRODUCTION

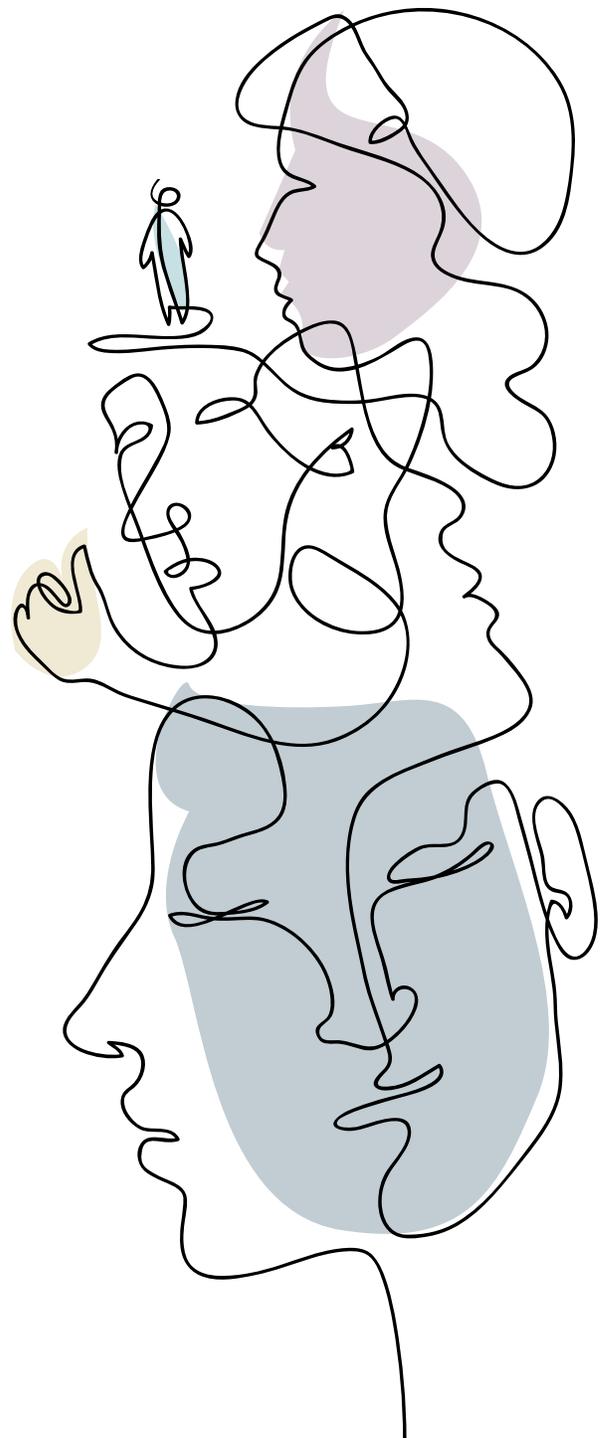
Elle n'a pas rejoint le mouvement violent d'extrême droite en Australie parce qu'elle a été radicalisée par des personnalités politiques charismatiques. Non. Abandonnée par les politiciens, les employeurs et les soi-disant experts en qui elle était censée avoir confiance, elle s'est sentie impuissante et ignorée par les dirigeants. La clarté et la solidarité qu'offrait le groupe en cette période d'incertitude lui ont apporté le soutien qu'elle désirait tant.

Il n'est pas allé en Syrie à cause de ses croyances religieuses fondamentalistes. Il s'est senti obligé de défendre ses frères et pour lui, la violence était le seul moyen de le faire.

Il n'a pas rejoint Boko Haram parce qu'il souffrait d'un trouble de la personnalité ou d'une déficience mentale qui le rendait violent et imprévisible. Il a rejoint le mouvement parce qu'il faisait confiance à ses amis qui l'avaient déjà rejoint et qu'il ne voulait pas les perdre. En tout cas, ce serait une aventure.

Elle ne l'a pas suivi en Syrie parce que les bonnes épouses honorent leurs maris et leur obéissent, mais parce qu'elle pensait que c'était enfin l'occasion de construire une vie entourée de personnes qui partageaient ses valeurs.

Il n'a pas été endoctriné par l'histoire que lui ont raconté ses parents et tous leurs amis. S'il a rejoint le groupe paramilitaire républicain en Irlande du Nord, c'est simplement parce qu'il combattait la violence et la dévastation auxquelles était confrontée sa communauté, aux mains des loyalistes. Il voulait prendre part au combat.



Elle n'a pas soutenu le groupe partisan de l'État islamique dans le sud des Philippines parce qu'elle avait grandi dans une effroyable pauvreté. Elle l'a fait, car cela lui a donné les moyens d'exprimer sa capacité à agir d'une manière qui lui aurait été impossible dans son village traditionnel.

Aujourd'hui, tous se sont désolidarisés des groupes extrémistes violents qu'ils avaient rejoints. Ils luttent pour reconstruire leur vie et se sentent humiliés, stigmatisés et marginalisés par leurs communautés, qui les considèrent avec peur, colère ou désapprobation. Dans certains cas, leurs familles ont été, elles aussi, surveillées par les forces de l'ordre ou ostracisées par des gens qui étaient autrefois leurs amis. Ils tentent de se désengager de la violence et de se réconcilier avec leurs voisins. Néanmoins, ils sont également au chômage, stressés et humiliés, et les griefs politiques qu'ils nourrissaient avant de se livrer à la violence extrémiste restent en suspens.

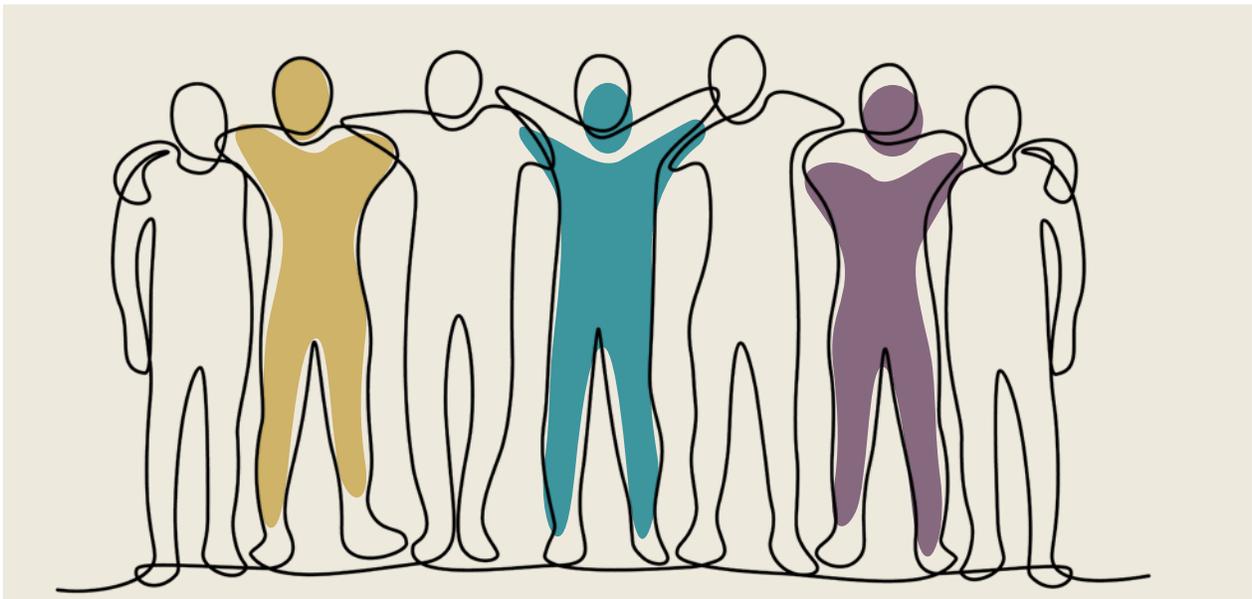
Ces histoires sont fictives, mais quiconque a travaillé avec des individus qui se sont désengagés de la violence extrémiste pourra raconter des dizaines, voire des centaines, d'histoires réelles comme celles-ci. Et ces individus diront qu'ils ont eu besoin des mêmes choses – de donner un sens, d'un sentiment d'appartenance, d'un canal pour exprimer leur capacité à agir et de l'aptitude à faire face à un énorme stress – pour ne pas retourner à un mode de vie violent, antisocial et malsain.

Malheureusement, les interventions destinées à interrompre le cycle de la violence peuvent parfois avoir des impacts limités ou néfastes sur les communautés qu'elles entendent soutenir.¹ Les efforts de lutte contre le terrorisme qui se concentrent principalement sur l'application de la loi et les réponses sécuritaires qui impliquent des investissements considérables peuvent faire un grand nombre de victimes et aggraver les griefs existants ou en générer de nouveaux qui contribuent à la violence extrémiste.² De plus, bien souvent, les communautés locales pensent que la prévention et la répression de l'extrémisme violent (PREV) sont des efforts du gouvernement pour recueillir des renseignements et assurer la sécurité nationale, plutôt que des initiatives locales qui profitent aux communautés à part entière. En outre, ces programmes se concentrent trop souvent sur le changement des attitudes et des croyances plutôt que sur les dynamiques comportementales et sociales plus ancrées dans la pratique qui aident à expliquer pourquoi des personnes se tournent

« Les programmes de PREV. . . se concentrent trop souvent sur le changement des attitudes et des croyances plutôt que sur les dynamiques comportementales et sociales plus ancrées dans la pratique qui aident à expliquer pourquoi des personnes se tournent vers la violence extrémiste. »

vers la violence extrémiste. Enfin, ces programmes s'orientent vers des interventions au niveau individuel et n'accordent que trop peu d'attention au rôle des structures et institutions en contexte.³

Pour trouver une autre voie, il faut dépasser les limites de ces approches. De la Somalie à Singapour, de l'Indonésie à l'Irlande du Nord et du Nigeria à la Norvège, les dirigeants communautaires expérimentent de nouvelles méthodes pour aider les individus à se désengager de la violence extrémiste. Ces expériences ont éclairé l'élaboration de l'approche présentée dans ce guide d'action : Réadaptation et (ré)intégration par l'engagement individuel, social et structurel (RISE).

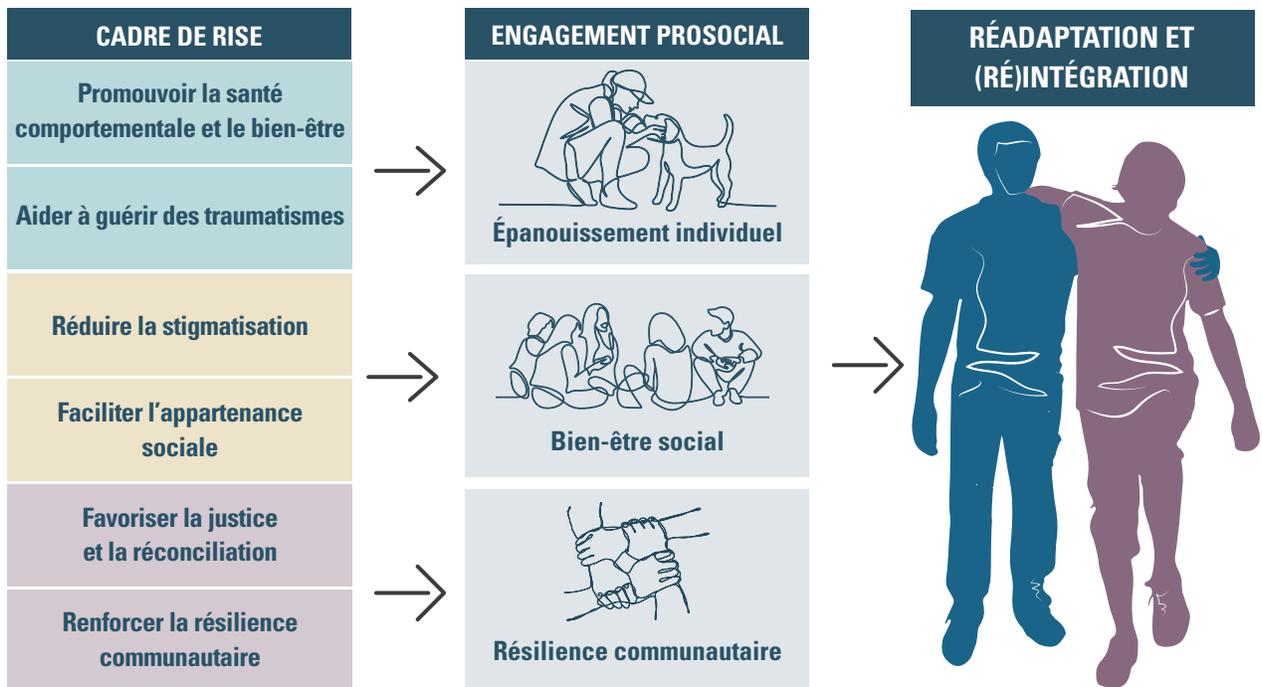


QU'EST-CE QUE RISE ?

RISE propose une approche prosociale du désengagement, de la réadaptation, de la (ré)intégration et de la réconciliation après des actes de violence extrémiste qui s'appuie sur une démarche de consolidation de la paix en partenariat avec les principes de santé publique. Se concentrer sur l'engagement prosocial, ainsi que sur le changement d'attitude, permet d'élargir les outils et les réseaux à notre disposition pour répondre à la violence extrémiste et établir des liens entre les approches de PREV, de consolidation de la paix et de santé publique. Tout en reconnaissant l'importance d'aborder, dans certains contextes, le changement d'attitude au niveau individuel pour les personnes en (ré)intégration, RISE se concentre sur la promotion des changements comportementaux, à la fois plus mesurables et qui permettent de lever des obstacles cruciaux aux niveaux communautaire et structurel.⁴ À cette fin, l'objectif de RISE est d'encourager les changements comportementaux qui favorisent le désengagement de la violence extrémiste et le rejet de la violence, en permettant aux communautés de réduire les obstacles à l'engagement prosocial et d'ouvrir des espaces pour la réconciliation entre les personnes se désengageant de la violence extrémiste et les communautés locales. La figure 1.1 présente la théorie du changement sous-jacente à RISE, à la fois sous forme textuelle et visuelle.

Figure I.1. La théorie du changement de RISE

La réussite de la réadaptation et de la (ré)intégration des personnes qui se désengagent de la violence extrémiste dépend de la capacité des praticiens à améliorer la santé psychologique individuelle et le bien-être ; à ouvrir la voie à l'inclusion sociale, politique et économique ; et à assurer une responsabilité structurelle envers les droits, la sécurité et l'inclusion de tous dans la communauté. Si les praticiens peuvent systématiquement soutenir les facteurs de résilience individuels, sociaux et structurels, ils peuvent encourager un engagement soutenu, positif et inclusif entre ceux qui se désengagent et les membres de la communauté et les institutions. Un tel engagement peut créer des relations et des liens sociaux, générer un sentiment d'appartenance et offrir une identité différente qui adhère à des normes non violentes. Si les personnes qui se désengagent élargissent leur identité sociale pour inclure les pairs qui rejettent la violence, elles aussi en viendront à rejeter la violence, contribuant ainsi à une plus grande réussite dans la réadaptation et la (ré)intégration des personnes qui se sont désengagées de la violence extrémiste.



Termes clés de RISE

Étant donné que RISE adopte une approche intersectionnelle envers le désengagement de la violence extrémiste, certains termes essentiels doivent être explicités. (Pour une liste complète des termes et concepts, voir le glossaire.) Treize termes clés seront utilisés tout au long de ce guide d'action :

- **Santé comportementale** désigne la capacité à agir et à faire face aux événements de la vie quotidienne, à opérer avec un concept de soi sain et à développer et maintenir des liens sociaux positifs. La santé comportementale repose sur les interactions entre les éléments biologiques, émotionnels, psychologiques et sociaux afin de promouvoir le bien-être personnel.
- **Désengagement** désigne le processus par lequel les personnes cessent les comportements liés à la violence extrémiste et rejettent la violence comme moyen acceptable de résoudre un conflit, d'exprimer des griefs ou de poursuivre un objectif.
- **Violence extrémiste** désigne une forme de conflit violent dans lequel les personnes adoptent un ensemble de comportements qui encouragent, soutiennent ou emploient la violence pour changer l'ordre politique ou social existant, et qui fait avancer un récit de type « nous contre eux » qui justifie de recourir au meurtre, à l'enlèvement ou à d'autres actions violentes contre des personnes appartenant à des groupes sociaux ou politiques particuliers.
- **Consolidation de la paix** désigne une approche multipartite et multidisciplinaire de la prévention, de l'atténuation et de la résolution des conflits qui englobe la complexité, l'humanité et le contexte pour transformer les dynamiques entre les personnes et les groupes. La consolidation de la paix vise à construire des sociétés, des institutions, des politiques et des relations qui peuvent favoriser et soutenir la paix et la justice.
- **Personnes en (ré)intégration** est un terme générique désignant les catégories complexes de personnes qui s'installent ou vivent dans des communautés locales et se réconcilient avec celles-ci après avoir quitté ou abandonné des groupes extrémistes violents, s'être désengagées de la violence extrémiste et/ou être sorties d'un conflit extrémiste violent.
- **Engagement prosocial** désigne les interactions durables, positives et inclusives entre les personnes en (ré)intégration et les membres des communautés locales et les institutions.

- **Santé publique** désigne la science et la pratique multidisciplinaires de la protection et de l'amélioration de la santé, de la sécurité et du bien-être des personnes et de leurs communautés en promouvant des modes de vie sains, en prévenant les maladies et les blessures, et en détectant et répondant aux risques sanitaires, y compris la violence.
- **Réadaptation** désigne une intervention ou une suite d'interventions qui vise à modifier les caractéristiques d'un individu se désengageant de la violence extrémiste ou sortant d'un conflit extrémiste violent (par exemple, ses attitudes, ses compétences et processus cognitifs, sa personnalité ou sa santé mentale, ainsi que ses compétences sociales, éducatives ou professionnelles) qui sont considérées comme la cause du comportement violent de l'individu. L'objectif final de la réadaptation est d'accroître le bien-être de l'individu et de réduire les chances qu'il récidive.
- **(Ré)intégration** désigne le processus par lequel les individus qui se désengagent de la violence extrémiste adoptent un rôle et une identité prosociaux au sein de la société. La (ré) intégration vise à créer un sentiment d'inclusion et d'appartenance à la communauté et à réduire le risque de réengagement dans, ou de récidive de la violence extrémiste. (Voir également encadré I.1 : « Pourquoi mettre des parenthèses à *Personnes en (ré)intégration* ? »)
- **Résilience communautaire** désigne la capacité d'une communauté à réagir, s'adapter, gérer, absorber ou survivre à des événements anxiogènes ou perturbateurs ou à des chocs, en encourageant la confiance sociale entre les groupes et la confiance du public dans des institutions capables de maintenir son bien-être.
- **Résilience individuelle** désigne l'état d'un individu ayant les capacités et les soutiens nécessaires, dans son environnement social, pour réagir, s'adapter, gérer, absorber ou faire face à des crises ou changements importants, en s'appuyant sur des relations, des réseaux et des stratégies positifs pour gérer son stress et contrôler ses émotions.
- **Écologie sociale** désigne le système à plusieurs niveaux dans lequel les interactions entre les personnes et l'environnement social affectent les comportements individuels et la société. Les modèles socio-écologiques tiennent compte de l'individu et de ses affiliations à des personnes, à des organisations et à sa communauté dans son ensemble. Les niveaux d'écologie sociale comprennent les politiques individuelles, interpersonnelles, organisationnelles, communautaires et publiques.
- **Bien-être communautaire** désigne l'ensemble de la cohésion sociale, du capital social et des facteurs de santé et de résilience qui permettent aux personnes de s'épanouir, de réaliser leur potentiel et de faire face aux chocs et aux facteurs de stress de manière constructive et saine.
- **Bien-être individuel** désigne la combinaison complexe de facteurs de santé mentale, comportementale, physique et sociale qui comprend la présence d'émotions et d'humeurs positives, l'absence d'émotions négatives, la satisfaction générale à l'égard de la vie et de l'accomplissement, les actions positives et la capacité à faire face au stress et aux chocs.

Principales caractéristiques de RISE

RISE est une approche pluridimensionnelle d'un problème pluridimensionnel. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un programme concret avec un calendrier et des interventions spécifiques, RISE fournit un cadre de principes directeurs et des idées de planification et de conception d'interventions qui peuvent être adaptés et appliqués selon les contextes. Ce cadre se concentre sur neuf caractéristiques principales.

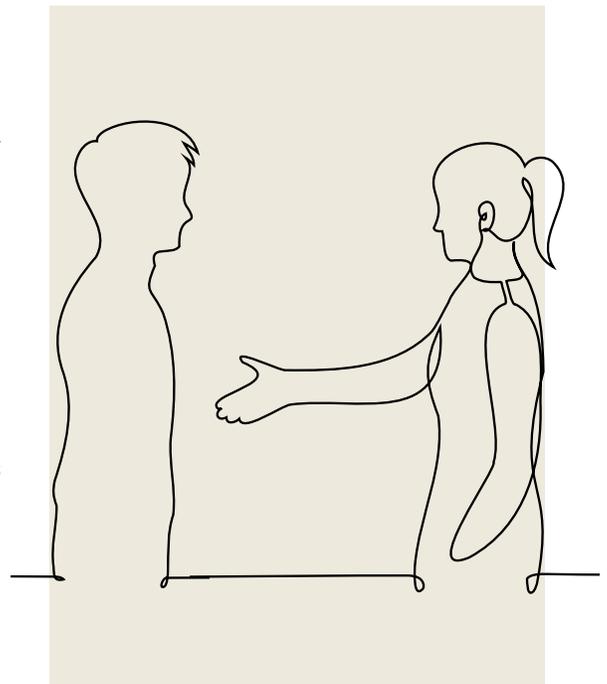
Inclure une transformation

L'approche RISE s'attaque aux dynamiques qui piègent les individus et les maintiennent engagés dans la violence extrémiste, à tous les niveaux de l'écologie sociale : individuel, émotionnel et cognitif ; social, relationnel et communautaire ; structurel et politique. Elle vise à transformer les comportements en encourageant la volonté de chercher de l'aide et d'interagir de manière proactive avec les autres. Elle vise à transformer l'identité en humanisant autrui et en offrant la possibilité d'appartenir à un autre groupe social. Elle vise toujours à transformer les conflits en associant prévention et désengagement, en abordant les griefs légitimes qui contribuent souvent à la violence extrémiste et en construisant un capital social qui comble les divisions et rassemble les personnes.

Se concentrer sur le changement de comportement

La plupart des personnes qui se désengagent de la violence extrémiste le font pour un large éventail de raisons. Le changement d'attitude n'en est qu'un exemple et, dans certains contextes, joue un rôle marginal.⁵ Les approches en matière de violence extrémiste qui tentent seulement de changer les mentalités sont donc, le plus souvent, peu susceptibles d'entraîner des changements significatifs, et présentent des obstacles importants à la surveillance et à l'évaluation des programmes. Ces approches ne parviennent pas à modéliser des alternatives aux comportements ni à proposer des alternatives au groupe social. Elles ignorent également la myriade de contextes dans lesquels des idéologies, des attitudes et des systèmes de croyance violents sont utilisés comme un vernis pour rationaliser ou justifier la violence lorsque des griefs plus profonds et des besoins psychosociaux sont, en fait, souvent plus saillants.⁶

Les facteurs sociaux tels que des interactions sincères et l'engagement avec les autres peuvent susciter de l'empathie et des relations qui défient implicitement les récits extrémistes violents et ouvrent la voie au changement ; il en va de même pour les réformes structurelles qui traitent des griefs, renforcent l'inclusion ou réduisent l'incertitude pour les personnes qui se désengagent.⁷ Des facteurs au niveau individuel, comme le burn-out et la désillusion à l'égard des dirigeants et de leur cause, peuvent également jouer un rôle dans le changement des comportements dans de nombreuses circonstances.⁸



Cependant, les approches qui cherchent à remettre directement en question les visions du monde sont plus susceptibles de provoquer des réactions défensives pouvant conduire à l'évitement social, et renforcer l'engagement d'une personne en faveur de la cause, empêchant ainsi toute possibilité de changement. Plutôt que de stigmatiser et d'isoler les individus au cours de ces processus, les efforts de désengagement, de réadaptation et de (ré)intégration doivent se concentrer sur l'identification et la suppression des obstacles aux interactions prosociales entre, d'une part, les personnes engagées ou favorables à la violence extrémiste et, d'autre part, les membres des communautés locales et les institutions.

L'approche RISE ne consiste pas à négliger ou à tolérer des croyances haineuses et sectaires qui déshumanisent autrui et aggravent les divisions sociales. Il s'agit plutôt de contester indirectement ces croyances en se concentrant sur le remplacement des comportements violents et antisociaux par des comportements sains et inclusifs qui peuvent prouver le mensonge des récits extrémistes, construire des relations et établir un sentiment d'appartenance.

Accepter la complexité

La plupart des personnes qui ont des croyances radicales ou extrêmes ne se livrent jamais à la violence extrémiste ; bien souvent, celles qui passent à l'action sont motivées par des raisons sans rapport avec ces croyances.⁹ Les processus par lesquels les personnes décident de s'engager dans la violence extrémiste sont complexes et idiosyncrasiques, et le nombre de voies d'entrée et de sortie est infini. L'idéologie peut être un facteur de motivation mais, le plus souvent, elle n'est qu'un facteur parmi d'autres. Cependant, la violence extrémiste est intrinsèquement sociale ; c'est une forme d'action collective et le produit d'une expérience vécue dans un environnement social donné.¹⁰

L'engagement dans la violence est le résultat d'interactions au sein d'un kaléidoscope de dynamiques cognitives, sociales et structurelles.¹¹ Les griefs sociaux et politiques, ainsi que les facteurs psychologiques et émotionnels (notamment les traumatismes, la victimisation, le désespoir, l'incapacité à agir, les besoins humains en matière de respect et de reconnaissance, et certaines caractéristiques de santé comportementale et mentale), interagissent avec les perceptions de marginalisation, d'aliénation, d'exclusion sociale et d'isolement. Ces interactions peuvent transformer la relation d'un individu avec son groupe identitaire, le conduisant souvent à confondre l'identité de groupe avec le sentiment de soi et amplifiant sa volonté de faire d'énormes sacrifices pour poursuivre ce qu'il pense être de la légitime défense et la défense du groupe.¹² Au cours de leur évolution, les êtres humains sont devenus des êtres profondément sociaux, et nos identités sociales activent et interagissent avec des réponses profondément ancrées. Les menaces à l'identité et au statut du groupe peuvent déclencher des réactions défensives profondes, notamment la violence, dans certains cas, ou la déshumanisation de ceux qui sont considérés comme une menace.¹³

Mettre l'accent sur les interventions communautaires

Une forte participation au niveau local est nécessaire pour cultiver un sentiment d'appropriation et pour concevoir et mettre en œuvre des programmes durables et efficaces. L'implication de personnes clés de la communauté locale dans la phase d'évaluation et de planification peut permettre de créer des programmes qui répondent aux différences de pouvoir entre les groupes de la communauté. Connaître l'environnement

local peut également permettre d'établir des canaux de communication, d'instaurer la confiance et de développer des partenariats entre les leaders culturels ou religieux locaux, les fournisseurs de soins de santé mentale et comportementale et les principales autorités gouvernementales et judiciaires. À leur tour, ces partenariats peuvent permettre d'améliorer et de développer des programmes dotés de compétences culturelles plus importantes ayant des répercussions et un impact plus importants. (Ce sujet est abordé plus en détail par la suite ; voir page 23 : « Pourquoi les communautés locales sont-elles au cœur de RISE ? »)

Refuser le caractère exceptionnel de la violence extrémiste

La violence extrémiste n'est qu'un des nombreux effets négatifs résultant d'un ensemble familier de facteurs de risque et d'écologies sociales. Les ouvrages existants qui traitent de la criminalité, l'implication des gangs, l'usage nocif de drogues, la toxicomanie, l'automutilation, la violence entre partenaires intimes, les mauvais résultats en matière de santé, la fragilité et d'autres formes d'instabilité politique et de conflits violents, met en évidence des thèmes similaires à ceux rencontrés dans les études sur l'extrémisme violent. Les thèmes de la stigmatisation, de la marginalisation, du traumatisme, de l'incapacité à agir, du manque d'accès aux services, de l'iniquité, de la dépravation familiale et de la gouvernance fragile sont caractéristiques de nombreux problèmes de santé communautaire et comportementale. Les praticiens de la santé publique ont des dizaines d'années d'expérience dans la mise en œuvre d'interventions socio-écologiques qui exploitent les points d'entrée des individus, des réseaux sociaux, des communautés et des institutions pour prévenir la violence et changer les comportements. RISE refuse le caractère exceptionnel de la violence extrémiste en la traitant de la même manière que d'autres formes de violence. L'approche RISE s'appuie sur un large éventail de recherches et de pratiques relatives à d'autres formes de violence et de conflits violents pour répondre à cette manifestation spécifique.

Proposer une voie à double sens

La violence extrémiste résulte de l'interaction des dynamiques à tous les niveaux de l'*écologie sociale* : individuel, relationnel, communautaire et sociétal. Par conséquent, le désengagement, la réadaptation et la (ré)intégration impliquent des changements chez les personnes en (ré)intégration, ainsi que des changements au sein des communautés affectées et des structures et institutions qui perpétuent les griefs, l'exclusion sociale et la violence.

Les modèles socio-écologiques montrent comment les facteurs à un niveau influencent les autres niveaux. Les praticiens de la santé publique ont utilisé des approches socio-écologiques exerçant une pression à tous les niveaux pour renforcer l'efficacité, la durabilité et la portée des interventions conçues pour relever des défis sociaux et de santé complexes, notamment la prévention de la violence. RISE utilise la même approche pour éclairer les points d'entrée potentiels qui peuvent être exploités simultanément à plusieurs niveaux de l'écologie sociale. Comprendre l'éventail des facteurs pouvant constituer des obstacles au désengagement de la violence et de l'extrémisme violent permet aux programmes de s'attaquer aux dynamiques cognitives, comportementales, relationnelles, sociales, communautaires, systémiques et structurelles qui piègent les personnes et les maintiennent engagées dans la violence extrémiste.

Appliquer une philosophie de réduction des risques

Les approches de réduction des risques minimisent les risques et renforcent les capacités en déplaçant l'attention mise sur les individus vers les situations sociales dans lesquelles ils se trouvent. Ces approches visent à réduire au minimum les effets néfastes des comportements à haut risque en appliquant un seuil extrêmement bas d'accès aux services et en favorisant des alternatives ascendantes pour répondre aux défis sociaux et de santé complexes. Elles offrent également des stratégies pragmatiques et bienveillantes qui commencent par valider les expériences vécues et rencontrer les personnes là où elles sont. La réduction des risques est une approche de santé publique connue (si ce n'est en nom, au moins en pratique) de nombreux artisans de la paix, et peut faire le lien entre les composantes de paix et de santé des réponses à la violence extrémiste.

Utiliser une langue axée sur les personnes

En s'inspirant des bonnes pratiques de santé publique, de justice pénale et de travail social, RISE reconnaît l'importance neurologique du langage et de son encadrement pour façonner les perceptions et les attitudes sociales, ré-humaniser les groupes marginalisés, réduire le fardeau de la stigmatisation, offrir des opportunités d'apprentissage social et remettre en question les récits aliénants qui génèrent du ressentiment. Des mots tels que *terroriste* ou *extrémiste* provoquent une réaction négative, car ils sont associés au conflit et à la violence. Personne ne veut s'engager auprès d'un terroriste ou d'un extrémiste. Plutôt qu'un langage rétrospectif qui met l'accent sur les conflits et les responsabilités, la réconciliation exige un langage prospectif qui imagine un avenir, reconnaît la responsabilité mutuelle et encourage l'introspection sur l'identité d'un groupe, puis l'élargit. Étant donné l'importance du comportement prosocial dans le processus de désengagement et de réadaptation, ce guide d'action considère la personne avant l'étiquette, comme dans l'expression *personnes en (ré)intégration*, pour éviter de renforcer les identités que les personnes doivent transformer.

Encadré I.1. Pourquoi mettre des parenthèses à « personnes en (ré)intégration » ?

Ce guide d'action utilise l'expression générique « *personnes en (ré)intégration* » pour décrire les catégories complexes de personnes qui réintègrent les communautés locales et se réconcilient avec celles-ci après avoir quitté ou abandonné des groupes extrémistes violents, s'être désengagées de la violence extrémiste ou être sorties d'un conflit extrémiste violent. Les parenthèses indiquent que le terme peut s'appliquer à la fois aux personnes qui réintègrent une communauté et à celles qui intègrent une communauté pour la première fois : les personnes qui reviennent dans leur communauté d'origine pour se désengager de la violence, les personnes qui n'ont peut-être jamais été pleinement intégrées, et les personnes qui se désengagent de la violence dans une communauté autre que leur communauté d'origine.

EN QUOI L'APPROCHE RISE EST-ELLE DIFFÉRENTE ?

D'un point de vue individuel et collectif, les caractéristiques clés de RISE la distinguent des autres approches de lutte contre la violence extrémiste.

RISE et la lutte contre le terrorisme

La lutte contre le terrorisme est un ensemble de politiques et de pratiques découlant principalement des impératifs de sécurité et d'application de la loi. Traditionnellement, les approches de lutte contre le terrorisme abordent l'impact de la violence extrémiste sur la défense nationale et la justice pénale, mettant souvent de côté le bien-être des personnes en (ré)intégration et des communautés affectées. Cependant, en l'absence de réformes qui prennent en compte le bien-être, les approches de la lutte contre le terrorisme peuvent renforcer les appareils d'État abusifs et perpétuer les moteurs sous-jacents de la violence extrémiste et, dans les meilleurs cas, rater des opportunités uniques de bâtir des communautés plus résilientes et des sociétés plus saines. En refusant le caractère exceptionnel de la violence extrémiste, RISE permet aux exécutants et aux parties prenantes d'envisager un bien-être individuel et communautaire plus large en entreprenant une série d'activités (par exemple en mettant en œuvre des interventions socio-écologiques, en fournissant des soins axés sur les traumatismes, en s'engageant dans des pratiques de réduction de la stigmatisation et en offrant une santé comportementale/mentale et un soutien psychosocial pour améliorer l'accès aux soins) ; en encourageant les individus à chercher de l'aide ; et en renforçant les capacités, le bien-être et la résilience communautaires. En fin de compte, RISE ne cherche pas à rejeter les préoccupations en matière de sécurité et d'application de la loi, mais plutôt à intégrer des réformes qui construisent et soutiennent des communautés plus résilientes ayant la capacité de (ré)intégrer durablement les personnes qui se désengagent de la violence extrémiste.

« RISE ne cherche pas à rejeter les préoccupations en matière de sécurité et d'application de la loi, mais plutôt à intégrer des réformes qui construisent et soutiennent des communautés plus résilientes. »

RISE et la PREV

À l'instar de la lutte contre le terrorisme, la PREV est un ensemble de politiques et de pratiques découlant principalement des impératifs de sécurité et d'application de la loi. Alors que la lutte contre le terrorisme se concentre principalement sur la prévention secondaire (c'est-à-dire les interventions destinées à ralentir ou à arrêter les activités extrémistes violentes une fois que les acteurs

impliqués ont été identifiés), la PREV a lentement évolué pour intégrer une série de pratiques préventives dans différents contextes mondiaux. Il s'agit notamment de pratiques primaires (renforcement de la résilience à la violence extrémiste avant qu'elle ne se produise), de pratiques secondaires et de pratiques tertiaires (réadaptation des personnes touchées par la violence extrémiste ou impliquées dans celle-ci et réduction des risques de récurrence). Dans le spectre complet des activités de PREV, RISE se concentre sur le volet tertiaire, c'est-à-dire sur les personnes qui se sont déjà engagées dans la violence extrémiste et qui ont subi, assisté à, encouragé ou commis des méfaits. Ces méfaits ont des effets sur les comportements, l'activité cérébrale et les relations, et présentent des défis distincts de ceux auxquels sont confrontées les personnes qui ne se sont pas engagées dans la violence extrémiste. Dans l'approche RISE, la prévention et le désengagement de la violence extrémiste ne sont pas deux points distincts aux deux extrémités d'un continuum, mais sont intimement liés. Ensemble, ils ferment le cercle et interrompent le cycle de la violence extrémiste.

RISE et la déradicalisation

RISE se concentre sur les comportements violents, tandis que, traditionnellement, les efforts de déradicalisation se concentrent principalement sur les croyances, les idéologies et les attitudes individuelles.¹⁴ Bon nombre de ces efforts contrôlent l'idéologie et la pensée et, ce faisant, risquent de réduire les libertés d'expression et de religion en criminalisant un ensemble de croyances intrinsèquement subjectives. Les approches de déradicalisation reposent souvent sur l'hypothèse que le comportement est le résultat d'attitudes et de croyances, sans reconnaître que de nombreux facteurs favorisent l'engagement dans la violence extrémiste, notamment les problèmes de santé comportementale tels que les traumatismes, la stigmatisation sociale, l'exclusion et l'isolement. Faire pression sur quelqu'un pour qu'il change complètement sa vision du monde est extrêmement difficile et nécessite beaucoup de ressources ; cela peut également l'amener à se replier davantage dans son système de croyance et à renforcer son engagement en faveur de la cause. RISE s'attaque aux croyances nuisibles et haineuses en donnant la priorité aux interventions qui soutiennent la santé comportementale et le bien-être social.

« Dans l'approche RISE, la prévention et le désengagement de la violence extrémiste ne sont pas deux points distincts aux deux extrémités d'un continuum, mais sont intimement liés. Ensemble, ils ferment le cercle et interrompent le cycle de la violence extrémiste. »

POURQUOI LES COMMUNAUTÉS LOCALES SONT-ELLES AU CŒUR DE RISE ?

RISE privilégie les interventions et l'appropriation au niveau local. Les communautés locales peuvent créer des programmes qui tiennent compte de la culture et qui s'appuient sur les capacités disponibles pour créer des effets d'entraînement qui affectent positivement les objectifs de santé et de sécurité des communautés au sens large. Les approches communautaires peuvent permettre aux communautés de soutenir et de prendre soin de leurs membres de manière à encourager la guérison et la résilience.

Bien que les experts étrangers puissent être utiles aux communautés, ils ne devraient jamais être aux commandes des interventions au niveau local, pour des raisons liées à la culture, à la capacité et à la durabilité.

Culture. Chaque culture et chaque contexte est unique, et les populations locales connaissent mieux que quiconque les ressources et les besoins qui existent dans leur communauté et qui pourraient faciliter ou entraver la (ré)intégration. Les intervenants étrangers, même bien intentionnés, ne maîtrisent pas forcément les langues locales, les traditions religieuses et culturelles, le contexte économique, politique et social ainsi que l'histoire. Lorsque les communautés locales ont un intérêt dans le programme et qu'elles apportent leurs idées et leurs conseils sur les priorités, les politiques, les budgets et les programmes, les interventions peuvent être adaptées plus précisément pour s'aligner sur leurs valeurs, leurs normes et leurs rituels propres. Les programmes RISE doivent être présentés dans un langage, un cadre et des activités familières et en résonance avec les membres de la communauté. Lorsque les programmes sont offerts d'une manière qui interpelle et génère l'adhésion de la communauté, les interventions peuvent atteindre des groupes qui autrement resteraient isolés, et éliminer de nombreux obstacles auxquels sont confrontés les membres des groupes marginalisés, y compris ceux qui se désengagent de la violence extrémiste.

Capacité. Les communautés locales peuvent devenir les moteurs de leur santé, de leur bien-être, de leur changement et de la justice sociale. Dans de nombreux contextes où l'approche RISE se révèle pertinente, les responsables des gouvernements locaux, les responsables de l'éducation, les acteurs religieux, les soignants, les travailleurs sociaux et d'autres personnes vivent et comprennent leur communauté. Bien souvent, ils occupent également des postes qui nécessitent des interactions régulières avec les personnes en (ré)intégration, et ils peuvent détenir le pouvoir de faciliter le processus de (ré)intégration en distribuant les ressources qu'ils contrôlent. Ce sont les principales parties prenantes. Dans les contextes où ces ressources, en particulier les soignants et les travailleurs sociaux, font défaut, les programmes RISE mettent l'accent sur l'exploitation de pratiques communautaires ou traditionnelles qui ont souvent évolué pour répondre à bon nombre de défis auxquels sont également confrontées d'autres communautés très dotées en ressources, d'une manière qui place les forces locales au premier plan. RISE met également l'accent sur la formation et les ressources nécessaires aux communautés locales pour relever ces défis complexes tout en opérant dans les limites des pratiques durables.

Durabilité. Les actions menées par des intervenants étrangers coûtent plus cher et nécessitent que des personnes extérieures se rendent dans les communautés, ce qui peut entraîner une dépendance locale ou une dépendance excessive vis-à-vis d'une présence et d'un financement étrangers continus, plutôt qu'à l'adoption de modèles plus durables. Les membres de la communauté sont les mieux placés pour élaborer des programmes prenant en compte leurs moyens financiers à long terme et pour créer un savoir local qui peut soutenir la réconciliation bien après que le financement initial du programme a été dépensé.

Qui doit être impliqué ?

Trop souvent, la consultation communautaire se contente de cocher des cases qui ne concernent qu'une poignée de membres de l'élite, souvent des membres masculins de la société civile.¹⁵ C'est insuffisant.

La participation de la communauté doit inclure les acteurs suivants :

- **Divers membres de la communauté.** Même dans une communauté apparemment homogène co-existent différentes expériences, perspectives et divisions sociales. Les personnes de différents sexes, âges, classes socio-économiques, niveaux d'éducation, couleurs de peau et autres marqueurs identitaires peuvent apporter des perspectives et des capacités uniques.
- **Leaders et influenceurs communautaires.** Les personnes disposant de larges réseaux sociaux ou qui occupent une position de leadership dans des domaines tels que la religion et l'éducation peuvent galvaniser l'adhésion de la communauté aux programmes RISE.
- **Membres de la famille des personnes en (ré)intégration.** Les membres de la famille sont très impliqués dans le processus RISE. Leur contribution est essentielle pour guider la réussite des programmes.
- **Pairs des personnes en (ré)intégration.** Les pairs peuvent avoir une influence significative sur les personnes qui se désengagent de la violence. Leur contribution à chaque phase d'une intervention peut se révéler inestimable.
- **Acteurs des gouvernements locaux et nationaux.** Idéalement, les fonctionnaires locaux soutiendront le processus RISE et occuperont une place centrale. Les fonctionnaires du gouvernement national peuvent avoir les ressources nécessaires pour mettre en œuvre les programmes.
- **Société civile locale, organisations communautaires et organismes de santé.** Les organisations locales peuvent avoir une expérience pertinente dans le cadre du processus RISE. Elles peuvent disposer de programmes liés à la réduction d'autres formes de violence et à la résilience communautaire. Les prestataires locaux de soins de santé ont un rôle crucial à jouer dans la gestion des services de soins de santé comportementale et de guérison des traumatismes.
- **Organismes de sécurité et d'application de la loi.** Le rôle des acteurs de la sécurité est complexe. La coopération des programmes RISE avec les organismes de sécurité doit être soigneusement calibrée pour éviter le ciblage extrajudiciaire et la surveillance des personnes en (ré)intégration et de leurs familles, s'abstenir de donner les moyens d'agir aux forces de sécurité abusives ou hostiles, protéger la vie privée des personnes en (ré)intégration et préserver la légitimité des organisations de la société civile, leur indépendance et leur contribution bénéfique au bien-être social des communautés locales.

Ces parties prenantes communautaires devraient être rejointes, mais non dirigées ou autrement dominées, par des experts techniques nationaux et internationaux qui peuvent apporter leurs idées sur les bonnes pratiques fondées sur des données probantes, ainsi que sur l'évaluation, la conception de programmes, le suivi et l'évaluation à partir d'autres contextes. Les experts externes peuvent fournir un point de vue unique qui complète, mais ne remplace pas, le leadership local d'un processus RISE.

Quelles sont les caractéristiques d'une participation communautaire significative à RISE ?

Au niveau local, prendre part à RISE, c'est aller au-delà de la participation passive de la communauté, lorsque les membres de la communauté sont informés de ce qui se passera ou sont brièvement consultés, mais ont peu de pouvoir pour façonner les interventions. Au lieu de cela, les membres de la communauté sont activement impliqués tout au long de la durée du programme : de la première évaluation au bilan final, dans la conception puis la mise en œuvre, ainsi que dans le suivi à chaque phase.

ÉTAPE 1

La première étape de tout processus RISE est une *évaluation* du contexte local et de ses besoins uniques. Toutes les parties prenantes clés identifiées doivent y participer. Idéalement, une organisation communautaire locale mène une évaluation à l'aide d'une méthodologie établie telle que la recherche-action participative, qui implique des acteurs locaux clés pour définir les questions de recherche et effectuer la recherche. Les comités de programmes communautaires, composés des principales parties prenantes décrites, peuvent fournir un soutien vital aux programmes en cartographiant les ressources, capacités et actifs existants au sein de la communauté et en évaluant les besoins et la dynamique des conflits. Une telle évaluation permet d'identifier et de localiser intervenants et partenaires, et quelles actions ils peuvent mener ou quelles ressources ils peuvent apporter.

ÉTAPE 2

L'étape suivante consiste à *concevoir* une intervention, c'est-à-dire une série de projets, répondant aux besoins et aux cultures uniques identifiés dans l'évaluation. L'appropriation par la communauté locale peut garantir que les stratégies d'intervention sont en accord avec les langues, les valeurs et les normes locales. Les leaders et influenceurs locaux peuvent ensuite jouer un rôle de premier plan en articulant la conception d'un processus RISE avec le reste de la communauté.

ÉTAPE 3

Le processus de conception consiste à attribuer des rôles distincts à tous les intervenants principaux de la communauté au cours de la troisième étape, la *mise en œuvre*. Si ces rôles doivent être complémentaires, la mise en œuvre nécessite également un mécanisme de coordination capable d'orchestrer les efforts d'une grande variété d'acteurs communautaires pour soutenir à la fois les personnes en (ré)intégration et la communauté dans son ensemble tout au long du processus.

ÉTAPE 4

La quatrième et dernière étape est le *bilan*. Les parties prenantes de la communauté sont bien placées pour être « les yeux et les oreilles » lors d'une intervention, et déterminer si celle-ci a l'effet souhaité ou des incidences inattendues.

Un solide bilan doit être réalisé à l'étape finale, mais *le suivi et l'évaluation* (S&E) doivent figurer à chaque phase du cycle de vie du programme et sont essentiels à la sécurité de la communauté. Un S&E continu peut également permettre d'éviter le gaspillage de ressources si un programme ne fonctionne pas comme prévu, en permettant aux gestionnaires de ce programme d'en identifier les lacunes et d'adopter des changements pour y remédier.

COMMENT CE GUIDE D'ACTION A-T-IL ÉTÉ ÉLABORÉ ?

L'élaboration de ce guide d'action reflète le refus du caractère exceptionnel de la violence extrémiste par rapport à d'autres formes de violence et de conflit, en réunissant un large éventail d'experts et de connaissances sur trois ans. Le cadre du guide a été articulé pour la première fois en 2020 par Chris Bosley et Leanne Erdberg Stedman du United States Institute of Peace.¹⁶ Ensemble, ces publications fondamentales représentent une vaste revue de preuves et de littérature qui a formé l'esprit conceptuel et théorique de l'approche RISE.

Les auteurs du guide ont été sélectionnés selon leur expérience dans l'application d'approches de consolidation de la paix pour lutter contre la violence extrémiste, leur expertise dans la résolution et la réconciliation des conflits, et leur expertise de la science comportementale des conflits violents, de la violence communautaire et de la réintégration des combattants. (Vous pouvez consulter les biographies des auteurs à la fin de ce guide.)

Le contenu du guide a été rassemblé lors d'une série d'ateliers qui ont réuni des experts praticiens issus de disciplines diverses liées aux sujets et aux thèmes abordés. Animé par un conseiller thématique, chaque atelier a éclairé les dernières recherches, les bonnes pratiques et les avancées conceptuelles pertinentes à un module particulier du guide. Les opinions, les idées et les expériences partagées dans les ateliers ont servi de base au contenu du guide. (Ces experts sont identifiés dans les remerciements à la fin de ce guide.)

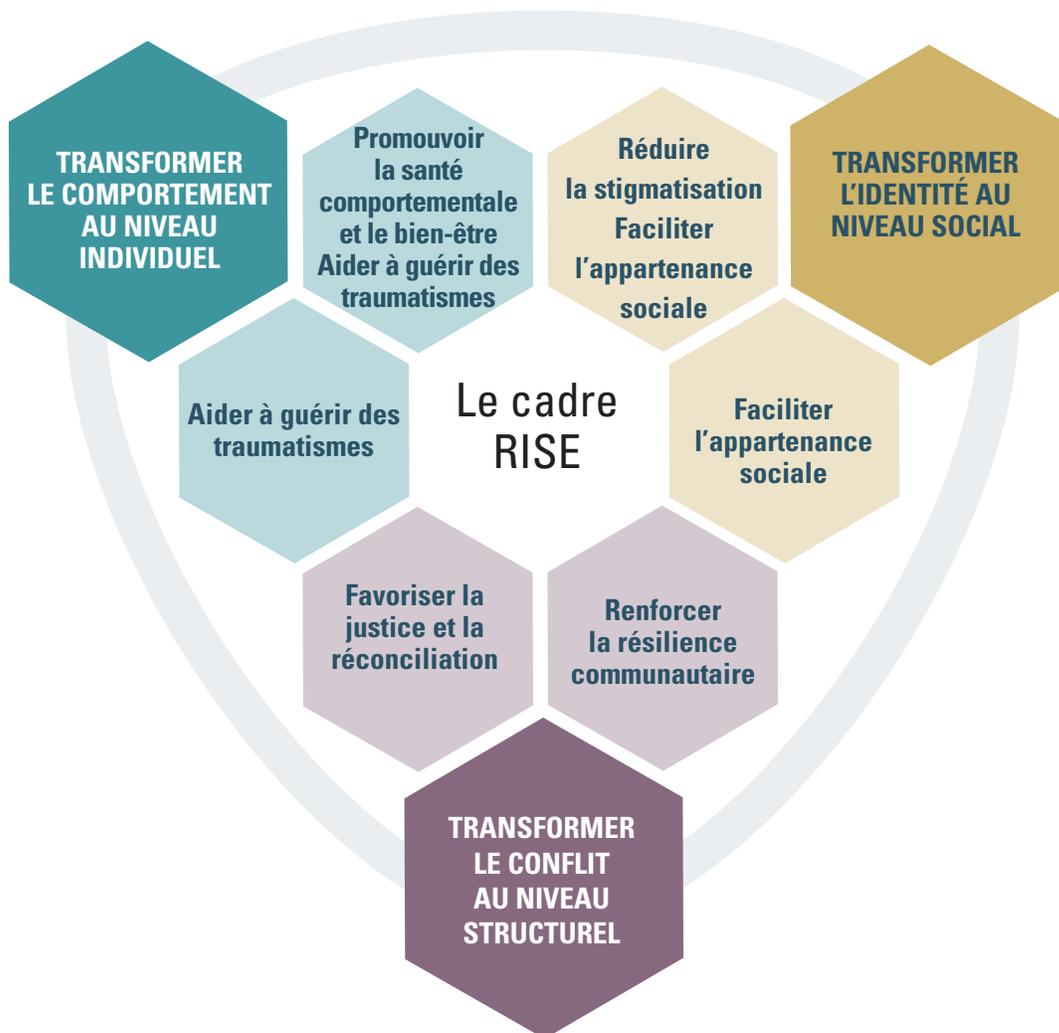
Chaque atelier a été animé par un ou deux conseillers thématiques reconnus internationalement comme des experts dans leur domaine. Leurs recherches ont fourni un fondement probant afin que le contenu soit conforme à l'état actuel des connaissances. Ces conseillers ont étudié et fourni des informations cruciales pour garantir la validité du contenu et des recommandations que ce guide propose.

« L'élaboration de ce guide d'action reflète le refus du caractère exceptionnel de la violence extrémiste par rapport à d'autres formes de violence et de conflit. »

COMMENT CE GUIDE D'ACTION EST-IL ORGANISÉ ?

Ce guide d'action est divisé en trois parties, qui contiennent chacune deux modules. Chaque partie comprend un aspect particulier de la dynamique de désengagement, de réadaptation et de (ré)intégration : individuelle, sociale et structurelle. Ces divisions, il faut le souligner, ne sont en aucun cas tranchées : le chevauchement entre les trois parties est important, et nous encourageons les lecteurs à garder à l'esprit toute l'écologie sociale prévalant à la conception et la mise en œuvre du programme. De même, bien que chaque module soit, dans une certaine mesure, indépendant, nous invitons les lecteurs à lire les six modules, car chacun d'entre eux comprend des éléments importants à prendre en compte dans la plupart des contextes.

Figure I.2. Le cadre RISE



Ce que couvrent les six modules

Chaque module est centré sur l'une des six composantes du cadre RISE. Comme le montre la figure I.2, ce cadre n'est pas linéaire mais modulaire, constitué d'éléments qui s'emboîtent, s'éclairent et s'appuient les uns sur les autres. Les praticiens qui utilisent l'approche RISE peuvent choisir de concentrer leurs activités sur une partie seulement du cadre – par exemple, la conception et la mise en œuvre d'un programme pour réduire la stigmatisation dans une communauté locale – ou ils peuvent utiliser plusieurs parties du cadre, voire toutes.

PARTIE

1

Module 1 : Promouvoir la santé comportementale et le bien-être. Les problèmes de santé comportementale constituent souvent des obstacles à RISE. Le premier module vise à réduire les obstacles à l'engagement prosocial. Il analyse comment les communautés peuvent promouvoir la santé comportementale et le bien-être en mettant à profit des décennies d'expérience en santé publique et en utilisant des ressources communautaires positives, pour susciter un changement de comportement et encourager les individus à demander de l'aide et à adopter un comportement prosocial.

Module 2 : Aider à guérir des traumatismes. Le traumatisme est un obstacle à RISE. Le deuxième module réduit les obstacles à l'engagement prosocial en analysant comment les communautés peuvent aider à guérir des traumatismes. Le traumatisme peut être associé à la violence extrémiste de diverses manières : le traumatisme peut contribuer à la motivation initiale d'une personne envers la violence extrémiste ; la violence extrémiste peut exposer une personne à des événements traumatiques, qu'elle en soit un survivant, un témoin ou un auteur ; et le traumatisme peut être associé à la honte, à l'impuissance et à l'isolement d'une personne lorsqu'elle tente de (ré)intégrer une communauté qui hésite à l'accueillir. Les réponses indésirables aux traumatismes peuvent inclure l'évitement social et la difficulté à faire confiance ou à nouer des relations et des liens sociaux. Ces deux réponses peuvent constituer des obstacles importants au désengagement, à la réadaptation et à la réconciliation.

PARTIE

2

Module 3 : Réduire la stigmatisation. La stigmatisation est un obstacle à RISE. Le troisième module réduit les obstacles à l'engagement prosocial en analysant comment les communautés peuvent réduire la stigmatisation envers les personnes en (ré)intégration et les groupes sociaux plus larges auxquels elles s'identifient. Les domaines de pratique de la santé publique, de la justice pénale et du travail social ont consacré des décennies à l'élaboration de stratégies visant à réduire la stigmatisation envers les populations engagées dans des comportements déviants ou à haut risque. RISE porte sur la ré-humanisation : ré-humaniser non seulement la société aux yeux de ceux qui se désengagent, mais également ré-humaniser ceux qui se désengagent aux yeux de la société, afin d'ouvrir des espaces dans des communautés où l'engagement prosocial peut s'épanouir en toute sécurité et avec sincérité.

Module 4 : Faciliter l'appartenance sociale. L'isolement social est un obstacle à RISE. Le quatrième module réduit les obstacles à l'engagement prosocial en analysant comment les communautés peuvent faciliter l'interaction sociale. La diversité des réseaux sociaux est un facteur de protection contre des comportements violents et antisociaux, y compris l'engagement dans la violence extrémiste. Un engagement soutenu, positif et inclusif entre des individus qui se désengagent de la violence extrémiste et leurs communautés peut transformer les relations, développer l'empathie, encourager l'apprentissage social, ré-humaniser autrui, favoriser la réconciliation, générer un sentiment d'appartenance et offrir une nouvelle identité.

Module 5 : Favoriser la justice et la réconciliation. Les perceptions des préjugés et des injustices sont des obstacles à RISE. Le cinquième module analyse comment les communautés peuvent réduire les obstacles à l'engagement prosocial en favorisant la justice et la réconciliation. Les communautés touchées par la violence extrémiste peuvent éprouver de la colère et se sentir trahies par ceux qui se désengagent de la violence extrémiste, ce qui peut fermer des espaces là où un engagement prosocial significatif pourrait se produire. Les rituels et processus communautaires de rédemption, de guérison et de réconciliation peuvent constituer une voie pour avancer ensemble.

Module 6 : Renforcer la résilience communautaire. Les facteurs de stress et les chocs systémiques, structurels et environnementaux sont des obstacles à RISE. Le sixième module analyse comment les communautés peuvent réduire les obstacles à l'engagement prosocial en renforçant la résilience. Les personnes qui se désengagent de la violence extrémiste le font souvent dans les mêmes contextes qui ont contribué à leur engagement initial. Interagir avec les mêmes réseaux sociaux, s'engager avec les mêmes systèmes, structures et normes politiques et sociales, et accéder aux mêmes sources d'information donnera lieu à une expérience similaire. Renforcer la résilience suppose des interventions pour protéger les personnes contre les chocs ou les facteurs d'anxiété qui contribuent à l'engagement ou au désengagement, créer des liens entre les personnes afin qu'elles puissent supporter ces chocs, et transformer les facteurs qui peuvent en être la cause.

Structure des modules

Tous les modules sont organisés de la même manière :

- **Récit.** Pour commencer, un récit présente un exemple fictif mais réaliste de la manière dont le module pourrait s'appliquer aux personnes en (ré)intégration dans un contexte spécifique.
- **Résumé.** Un bref résumé du module explique la théorie sous-jacente du changement proposé et la place du sujet dans l'approche RISE.
- **Concepts clés.** Les concepts clés utilisés dans le module sont définis.
- **Justification de l'action.** Un aperçu conceptuel et factuel explique le lien entre le module, la violence extrémiste et RISE.
- **Comment agir ?** Cette partie décrit un certain nombre de pratiques concrètes liées aux programmes et aux interventions que les praticiens de première ligne et les organismes de mise en œuvre peuvent appliquer pour mettre la philosophie RISE en action. Elle comprend également des recommandations pour la planification et la conception, pour les interventions et les activités, ainsi que pour le suivi et l'évaluation.
- **Exemples.** Des exemples et des histoires sur le terrain illustrent comment certains des thèmes clés du module sont mis en œuvre dans la pratique.
- **Ressources.** Une liste annotée de ressources supplémentaires qui pourraient être utiles aux programmes pour la mise en œuvre des éléments du module.

CE QUE CE GUIDE D'ACTION NE FAIT PAS

Ce guide est conçu comme une ressource pour aider les parties prenantes locales dans les contextes touchés par les personnes qui se désengagent de la violence extrémiste et qui se réintègrent dans les communautés locales. Les processus associés comprennent, entre autres, le rapatriement, les procédures administratives liées au traitement initial, au contrôle ou à l'évaluation des risques et des besoins, la gestion des cas, ainsi que les décisions relatives aux poursuites pénales.¹⁷ Ce guide ne traite pas de ces processus ; il a été conçu pour soutenir la (ré)intégration des personnes sortant de contextes extrémistes violents dans les communautés locales.

Par conséquent, ce guide d'action n'est pas conçu pour les lieux d'incarcération (c'est-à-dire les établissements dans lesquels les forces de l'ordre placent les personnes en détention, en prison ou en internement), qui présentent des défis uniques liés au désengagement de la violence extrémiste. Il n'est pas non plus destiné à aider les forces de l'ordre ou les autorités judiciaires à décider qui poursuivre pour des crimes liés au terrorisme et comment les poursuivre. Les poursuites et l'incarcération peuvent se révéler appropriées dans de nombreux cas, mais RISE n'a pas la prétention de fournir des informations sur la détermination des risques, la gestion des cas ou la catégorisation. Le guide reconnaît que les personnes en (ré)intégration peuvent être des combinaisons complexes d'auteurs et de victimes que les systèmes de justice peuvent avoir du mal à démêler. De nombreuses personnes en (ré)intégration peuvent également ne pas être de bons candidats aux poursuites ou à l'incarcération pour toute une série de raisons, telles que les problèmes que pose la collecte de preuves sur un champ de bataille étranger dans le respect des normes de justice et de preuve. Ce guide aborde les défis posés par la (ré)intégration des personnes dans les communautés locales, soit directement après une période d'engagement dans la violence extrémiste, soit après une période d'incarcération pour des crimes liés à l'extrémisme.

Ce guide d'action ne traite pas non plus des questions liées au développement, au bien-être ou à la protection des enfants qui sortent de conflits extrémistes violents. Néanmoins, il est essentiel d'identifier et de répondre à ces besoins distincts : les experts du développement, de la protection, de la socialisation et du bien-être des enfants peuvent s'assurer que les programmes de désengagement, de réadaptation et de (ré)intégration sont sensibles aux besoins uniques des enfants qui sortent de conflits extrémistes violents.

NOTES

- 1 Pour plus d'informations, consultez la note de synthèse de John Horgan, "Deradicalization Programs: Recommendations for Policy and Practice," RESOLVE Network, August 2021, <https://resolvenet.org/research/deradicalization-programs-recommendations-policy-and-practice>.
- 2 Pour consulter une analyse récente des sommes allouées à la lutte contre le terrorisme aux États-Unis : Stimson Study Group, *Counterterrorism Spending: Protecting America while Promoting Efficiencies and Accountability* (Washington, DC: Stimson Center, 2018). Pour consulter une analyse du bilan civil et des implications liées au programme américain de drones : Naureen Shah et al., *The Civilian Impact of Drones: Unexamined Costs, Unanswered Questions* (New York: Center for Civilians in Conflict and Human Rights Clinic at Columbia Law School, 2012).
- 3 William Stephens, Stijn Sieckelinck, and Hans Boutellier, "Preventing Violent Extremism: A Review of the Literature," *Studies in Conflict and Terrorism* 44, no. 4 (2021); Isabella Pistone et al., "A Scoping Review of Interventions for Preventing and Countering Violent Extremism: Current Status and Implications for Future Research," *Journal for Deradicalization* 19 (Spring 2019). Pour en savoir plus sur l'opinion des communautés sur les programmes de PREV, notamment ceux traitant des perspectives de réintégration : Tarela Juliet Ike et al., "Community Perspectives of Former Terrorist Combatants, Militants and Reintegration Programmes in Nigeria: A Systematic Review," *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 14, no. 2 (2022): 142–168; Vanda Felbab-Brown, "In Nigeria, We Don't Want Them Back: Amnesty, Defectors' Programs, Leniency Measures, Informal Reconciliation, and Punitive Responses to Boko Haram," in *The Limits of Punishment: Transitional Justice and Violent Extremism*, ed. Vanda Felbab-Brown et al. (Tokyo: United Nations University, 2018), 83–125.
- 4 Pour en savoir plus sur les liens entre les attitudes et les comportements : James Khalil, John Horgan, and Martine Zeuthen, "The Attitudes-Behaviors Corrective (ABC) Model of Violent Extremism," *Terrorism and Political Violence* 34, no. 3 (2022).
- 5 Pour en savoir plus sur les raisons pour lesquelles des personnes se désengagent de la violence extrémiste : Mary Beth Altier et al., "Why They Leave: An Analysis of Terrorist Disengagement Events from Eighty-Seven Autobiographical Accounts," *Security Studies* 26, no. 2 (2017): 319–121; Kate Barrelle, "Pro-integration: Disengagement from and Life After Extremism," *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 7, no. 2 (2015): 132–133; Tore Bjørgo and John Horgan, eds., *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement* (New York: Routledge, 2009).
- 6 Pour en savoir plus sur les limites des programmes de contre-discours : Nafees Hamid, "Don't Just Counter-Message; Counter-Engage" (The Hague: International Centre for Counter-Terrorism, November 28, 2018). Sur les griefs : Ahmed Ajil, "Politico-ideological Violence: Zooming in on Grievances," *European Journal of Criminology* 19, no. 2 (2022): 304–321. Sur les besoins : Sarah V. Marsden, *Reintegrating Extremists: Deradicalisation and Desistance* (London: Palgrave Macmillan, 2017); Ervin Staub, *Overcoming Evil: Genocide, Violent Conflict, and Terrorism* (Oxford: Oxford University Press, 2010); Arie W. Kruglanski et al., *The Three Pillars of Radicalization: Needs, Narratives, and Networks* (Oxford: Oxford University Press, 2019).
- 7 Sur l'incertitude et comment la réduire : J. M. Berger, *Extremism* (Cambridge, MA: MIT Press, 2018); James Khalil et al., *Journeys through Extremism: The Experiences of Forced Recruits in Boko Haram* (Washington, DC: RESOLVE Network, 2022). <https://doi.org/10.37805/cbags2022.2>
- 8 Voir Mary Beth Altier, Christian N. Thoroughgood, and John G. Horgan, "Turning Away from Terrorism: Lessons from Psychology, Sociology, and Criminology," *Journal of Peace Research* 51, no. 5 (September 2014): 647–661; John Horgan et al., "Walking Away: The Disengagement and De-radicalization of a Violent Right-wing Extremist," *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 9, no. 2 (2017): 63–77; Joshua Ronald Gubler, Eran Halperin, and Gilad Hirschberger, "Humanizing the Outgroup in Contexts of Protracted Intergroup Conflict," *Journal of Experimental Political Science* 2, no. 1 (2015): 36–46.
- 9 Bart Schuurman and Max Taylor, "Reconsidering Radicalization: Fanaticism and the Link between Ideas and Violence," *Perspectives on Terrorism* 12, no. 1 (2018): 3–22.

- 10 Pour en savoir plus sur la violence extrémiste en tant qu'action collective : Laura G.E. Smith, Leda Blackwood, and Emma Thomas, "The Need to Refocus on the Group as the Site of Radicalization," *Perspectives of Psychological Science* 15, no. 2 (March 2020): 328, 335.
- 11 Pour en savoir plus sur la complexité de la violence extrémiste : Noémie Bouhana, "The Moral Ecology of Extremism, A Systemic Perspective," UK Commission for Counter Extremism, July 2019, 14–15, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/834354/Bouhana-The-moral-ecology-of-extremism.pdf; Magnus Ranstorp, "The Root Causes of Violent Extremism," Issue Paper, RAN Centre of Excellence, April 2016, 3, https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/issue_paper_root-causes_jan2016_en.pdf.
- 12 Pour en savoir plus sur la manière dont l'exclusion sociale et les crises identitaires peuvent contribuer à l'engagement dans la violence extrémiste : Clara Pretus et al., "Neural and Behavioral Correlates of Sacred Values and Vulnerability to Violent Extremism," *Frontiers in Psychology* 9 (December 2018): 1–12; Scott Atran, "The Devoted Actor: Unconditional Commitment and Intractable Conflict across Cultures," *Current Anthropology* 57, no. 13 (June 2016): S197.
- 13 Pour en savoir plus sur la neurobiologie de l'appartenance à un groupe et de la violence extrémiste : Michael Niconchuk, "Towards a Meaningful Integration of Brain Science Research in P/CVE Programming," in *Contemporary P/CVE Research and Practice*, ed. Lilah El Sayed and Jamal Barnes (Joondalup, AUS: Hedayah and Edith Cowan University, 2017), 20–41. Pour en savoir plus sur la psychologie de la déshumanisation : Jeroen Vaes et al., "Seven Clarifications on the Psychology of Dehumanization," *Perspectives on Psychological Science* 16, no. 1 (2021): 28–32. Pour en savoir plus sur les déclencheurs de réaction de défense, voir Pretus et al. "Neural and Behavioral Correlates."
- 14 Voir, par exemple : Mary Beth Altier, *Violent Extremist Disengagement and Reintegration: Lessons from Over 30 Years of DDR* (Washington, DC: RESOLVE Network, 2021). Pour en savoir plus sur le terme *déradicalisation* et la littérature associée : "A New Approach? Deradicalization Programs and Counterterrorism," International Peace Institute (March 2010), www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/a_new_approach_epub.pdf; Lina Grip and Jenniina Kotajoki, "Deradicalisation, Disengagement, Rehabilitation and Reintegration of Violent Extremists in Conflict-Affected Contexts: A Systematic Literature Review," *Conflict, Security & Development* 19, no. 4 (2019) : 371–402. Pour une discussion sur la déradicalisation en rapport avec le désengagement, la réintégration et d'autres termes associés : Megan K. McBride et al., "Evaluating Terrorist and Extremist Reintegration Programming: A Systematic Literature Review," *Journal for Deradicalization* 32 (Fall 2022).
- 15 Alpaslan Özerdem, "A Re-Conceptualisation of Ex-Combatant Reintegration: 'Social Reintegration' Approach," *Conflict, Security, and Development* 12, no. 1 (2012): 51–73; Kathleen Kuehnast and Danielle Robertson, *Gender Inclusive Framework and Theory* (Washington, DC: United States Institute of Peace, 2018).
- 16 Voir Chris Bosley, "Violent Extremist Disengagement and Reconciliation: A Peacebuilding Approach," Peaceworks no. 163 (Washington, DC: United States Institute of Peace, July 2020), www.usip.org/sites/default/files/2020-07/20200729-pw_163-violent_extremist_disengagement_and_reconciliation_a_peacebuilding_approach-pw.pdf; Leanne Erdberg Steadman, "Disengagement and Reconciliation in Conflict-Affected Settings," Special Report no. 475 (Washington, DC: United States Institute of Peace, August 7, 2020), www.usip.org/sites/default/files/2020-08/sr_475-disengagement_and_reconciliation_in_conflict-affected_settings-sr.pdf.
- 17 Pour consulter des ressources relatives aux autres étapes du programme de désengagement, de réadaptation et de (ré)intégration : Daniela Pisoiu and Thomas Renard, *Responses to Returning Foreign Terrorist Fighters and their Families*, 2nd ed. (Brussels: European Commission Radicalisation Awareness Network, 2022); Joseph Gyte, Sara Zeigler, and Thomson Hunter, *Blueprint of a Rehabilitation and Reintegration Center* (Abu Dhabi: Hedayah, 2020); Eelco Kessels et al., *Correcting the Course: Advancing Juvenile Justice Principles for Children Convicted of Violent Extremism Offenses* (New York: Global Centre for Cooperative Security, 2017); Eric Rosand, *Non-custodial Rehabilitation and Reintegration in Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Leads to Terrorism: A Guidebook for Policymakers and Practitioners in South-Eastern Europe* (Vienna: OSCE, 2020).

PARTIE I



TRANSFORMER LE COMPORTEMENT AU NIVEAU INDIVIDUEL

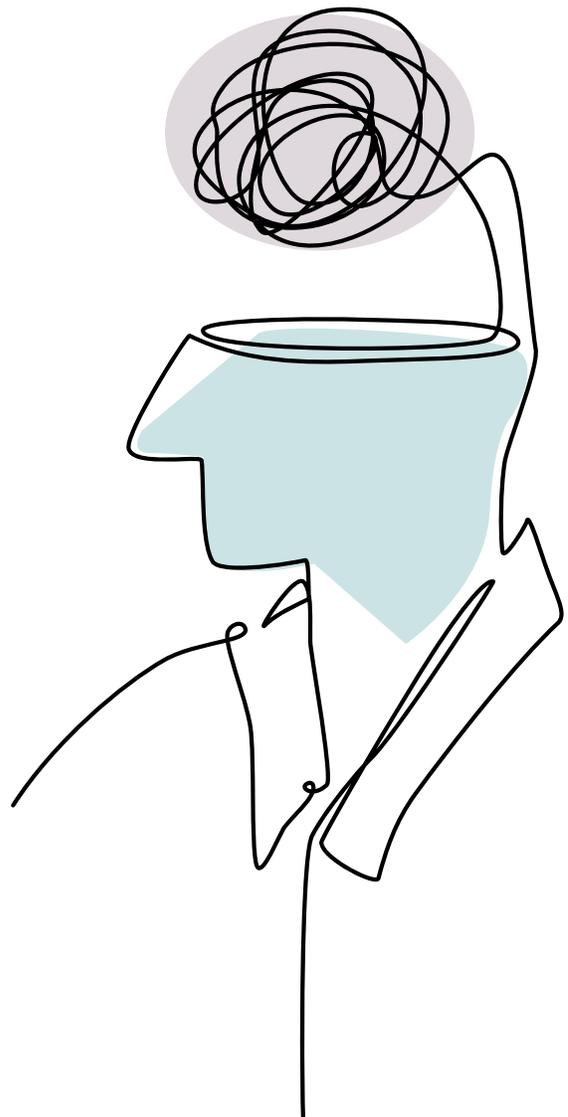
S'engager dans l'extrémisme violent, c'est exprimer un comportement violent. Cette première partie du guide d'action couvre les principes qui traitent des dynamiques du bien-être psychosocial, impliqués dans le changement d'un tel comportement. Comprendre, puis éliminer les obstacles qui empêchent une personne de penser, d'agir et d'établir des relations d'une manière saine peut créer des voies de désengagement de l'extrémisme violent et de (ré)intégration dans les communautés locales. Élargir la portée des soins de santé comportementale peut aider les individus à demander de l'aide et commencer à résoudre les traumatismes et autres obstacles comportementaux et psychosociaux à l'engagement prosocial.

MODULE 1

PROMOUVOIR LA SANTÉ COMPORTEMENTALE ET LE BIEN-ÊTRE

Kristina a vite compris qu'il ne serait pas facile d'arrêter les antidouleurs prescrits par son médecin après son opération. Finalement, elle a arrêté d'essayer. Les opioïdes lui ont permis de se sentir normale, même si sa consommation de drogue a brisé ses relations avec sa famille. Après avoir perdu son emploi et emménagé avec sa mère près de Brisbane, en Australie, elle a rendu le médecin responsable de son addiction et de tous les problèmes que celle-ci causait. Kristina a remis en question les diplômes accrochés aux murs du cabinet médical. « Qu'est-ce qu'il en sait ? » se demandait-elle régulièrement. Elle était en colère.

Kristina a décidé de combattre ses démons toute seule. Peut-être que les antivax avaient raison depuis le début : qui sait ce que les entreprises mettaient dans les analgésiques ou dans les médicaments qu'elle avait pris pour l'anxiété pendant des années ? Encouragée par sa mère, elle a commencé avec des remèdes à base de plantes et de la méditation, ce qui l'a aidée pendant un certain temps... jusqu'à ce qu'un ami lui dise que ces produits importés d'Inde et d'ailleurs étaient responsables de la dégradation de la culture australienne. Sans travail ni routine pour garder les pieds sur terre, confrontée à la détérioration de sa relation avec sa mère et incapable d'affronter le reste de sa famille, Kristina est tombée dans une grave dépression. Sa ville ne comptait que trois psychiatres, et il lui était presque impossible d'obtenir un rendez-vous pour voir l'un d'eux. Elle a brièvement songé au suicide.



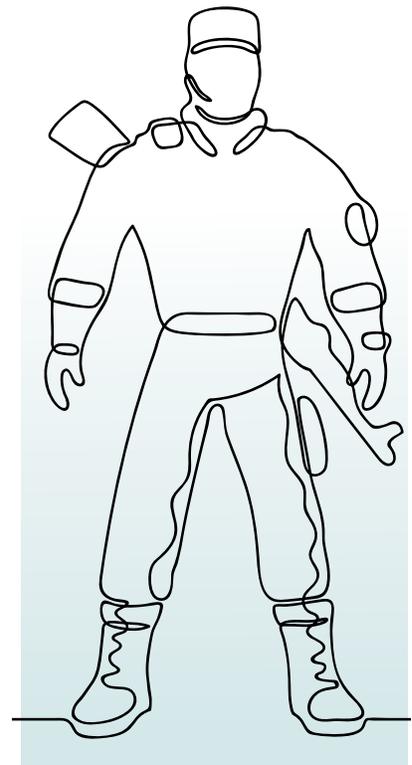
Alors, Kristina s'est tournée vers des connaissances que son ami lui avait présentées lors d'un rassemblement politique. Kristina ne s'était jamais vraiment intéressée à la politique, mais elle y a trouvé des gens qui semblaient capables de comprendre et d'expliquer les tragédies de sa vie. Ils lui ont montré où trouver des réponses et mener ses propres recherches : YouTube, Facebook, Reddit. Elle a commencé à creuser et, très vite, elle ne pouvait plus arrêter de creuser. Chaque indice ressemblait à une révélation qu'elle devait partager. Tous les indices qu'elle partageait sur les réseaux sociaux recevaient des « likes » et des commentaires, et elle est devenue membre d'une communauté exclusive qui avait déniché une vérité profondément enfouie. Elle a trouvé un but, un sentiment d'appartenance, du respect, du soutien, toutes ces choses dont elle ne se souvenait pas avoir eu besoin.

Quelques mois plus tard, comme elle ne connaissait aucun autre moyen de canaliser son désespoir et sa frustration, elle a suivi les membres de sa communauté jusqu'à Melbourne et s'est tenue fermement aux côtés d'autres, masqués et armés de matraques, de bâtons et de pierres sur les lignes de front des manifestations contre la vaccination. Elle portait sur elle une arme qu'elle savait à peine utiliser et brandissait une pancarte qu'elle avait fabriquée la veille, lors du barbecue du groupe.*

RÉSUMÉ

La violence extrémiste est une forme de violence. C'est un comportement délétère aux ramifications néfastes pour ceux qui la commettent et pour ceux qui en sont la cible, ainsi que pour les communautés locales et la société en général, qui en sont affectées. La motivation à s'engager dans la violence extrémiste est généralement influencée par une myriade de facteurs individuels, sociaux et environnementaux. Les expériences négatives durant l'enfance et à l'âge adulte, les besoins sociaux et psychologiques non satisfaits, l'exclusion ou l'isolement social et d'autres facteurs environnementaux et politiques peuvent contribuer à l'engagement dans la violence extrémiste, tout comme ils peuvent contribuer à d'autres comportements antisociaux tels que la consommation de substances nocives, les difficultés interpersonnelles et d'autres formes de violence. Le cycle du mal ne s'arrête pas là, car de nouveaux problèmes de santé comportementale résultent de la participation à la violence extrémiste et au processus de désengagement et de (ré)intégration lui-même.

Qu'elles cherchent à traiter les comportements violents ou d'autres comportements antisociaux, les interventions de santé comportementale ciblent certains aspects du bien-être individuel et du fonctionnement social pour développer des comportements plus sains et des écosystèmes sociaux de soutien. Les interventions peuvent inclure le traitement d'une maladie mentale diagnostiquée et d'une détresse mentale située en dessous du niveau de



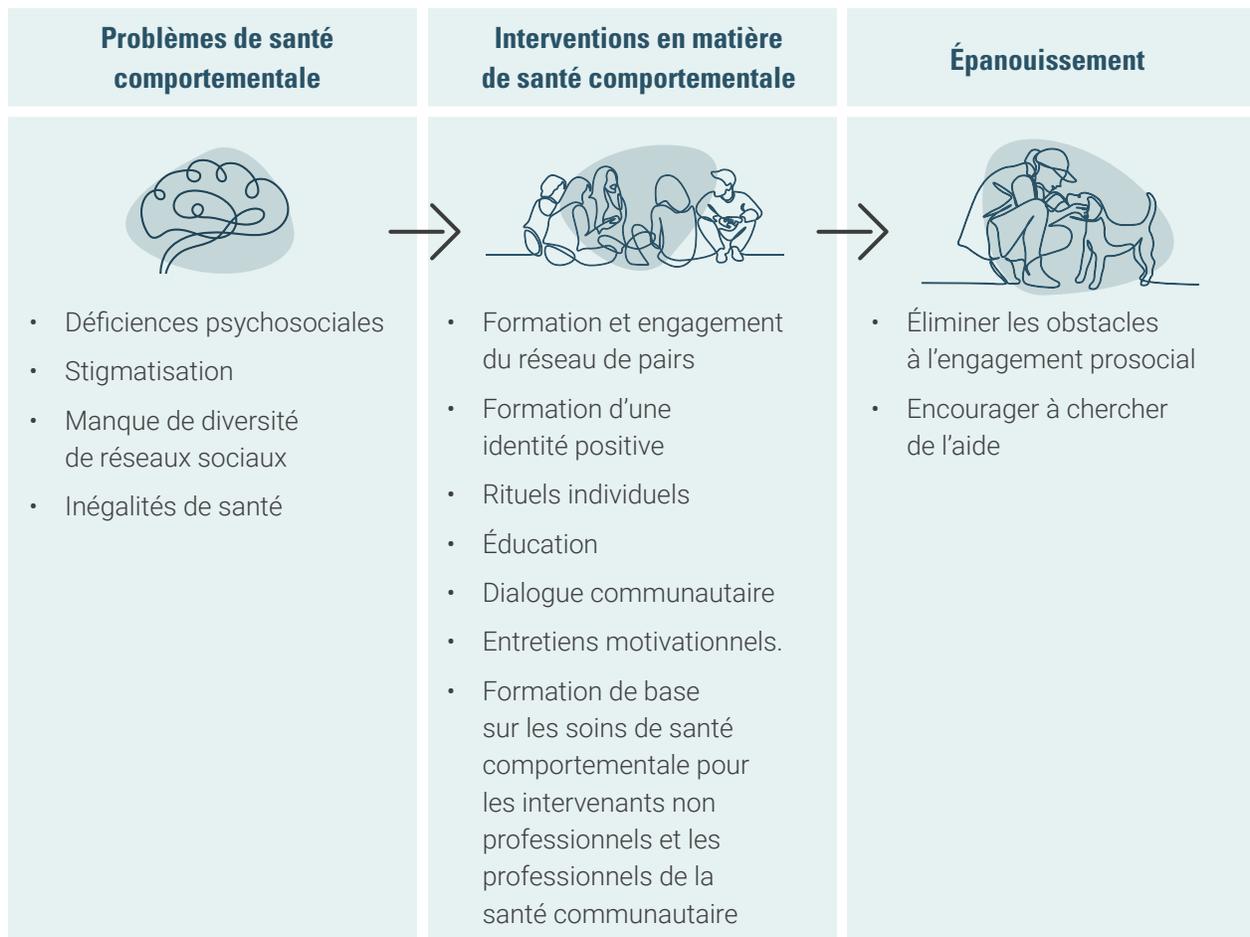
* Les auteurs remercient les conseillers thématiques de ce module : Brandon Kohrt, MD, PhD, titulaire du Charles and Sonia Akman Professorship of Global Psychiatry, The George Washington University ; et Stevan Weine, MD, directeur des Centers for Global Medicine and Global Health, University of Illinois Chicago.

diagnostic clinique, ainsi que d'autres activités visant à encourager le développement de comportements sains, comme des loisirs ou des rituels de groupe pour soutenir le bien-être psychologique et social.

La réussite du désengagement et de la réadaptation des personnes en (ré)intégration nécessite un soutien complet en matière de santé comportementale qui se concentre simultanément sur la santé individuelle, la dynamique familiale et interpersonnelle, le fonctionnement social au sein des communautés, des écoles et des emplois, ainsi que des soutiens sociaux et politiques, qui élargissent ensemble l'accès et la portée des services pour permettre des choix prosociaux sains.

La figure 1.1 montre comment la promotion de la santé comportementale et du bien-être peut contribuer à l'épanouissement individuel en encourageant la volonté à chercher de l'aide pour remédier aux vulnérabilités psychosociales. Les services de santé comportementale peuvent réduire les obstacles à l'engagement prosocial et promouvoir des écosystèmes sains, en favorisant des changements positifs dans la biologie, les facultés cognitives et le comportement d'un individu qui peuvent faciliter des choix prosociaux sains et la création de liens sociaux. Cela permet non seulement de favoriser l'épanouissement individuel, mais aussi d'améliorer le bien-être des familles et des communautés, contribuant ainsi à des résiliences plus larges face à la violence extrémiste.

Figure 1.1. Santé comportementale et RISE : une théorie du changement



CONCEPTS CLÉS

Santé comportementale désigne la capacité à agir et à faire face aux événements de la vie quotidienne, à opérer avec un concept de soi sain et à développer et maintenir des liens sociaux positifs. La santé comportementale repose sur les interactions entre les éléments biologiques, émotionnels, psychologiques et sociaux afin de promouvoir le bien-être personnel.

Santé comportementale/mentale et soutien psychosocial (B/MHPSS) désigne des activités visant à promouvoir un bien-être psychosocial et des comportements sains. Les activités de B/MHPSS comprennent des systèmes de soutien spécifiques au contexte qui s'appuient sur les forces existantes des communautés locales.

Réduction des risques fait référence à un ensemble de principes dans la prestation de services qui tentent de réduire les effets néfastes des comportements à haut risque tels que la consommation de drogues. La réduction des risques suggère des stratégies pragmatiques et bienveillantes pour réduire les préjudices individuels et sociaux qui résultent de comportements à risque.

Le **comportement prosocial** est positif, inclusif et destiné à promouvoir l'acceptation sociale ou à contribuer à l'établissement de relations et de liens sociaux.

L'**engagement prosocial** implique des interactions durables, positives et inclusives entre les personnes en (ré)intégration et les membres des communautés locales et les institutions.

Les **interventions socio-écologiques** prennent en compte l'interaction complexe entre les dynamiques individuelles, relationnelles, communautaires et sociétales pour comprendre ce qui expose les personnes à un risque d'engagement dans la violence et comment les programmes peuvent influencer le changement.

Bien-être communautaire désigne l'ensemble de la cohésion sociale, du capital social et des facteurs de santé et de résilience qui permettent aux personnes de s'épanouir, de réaliser leur potentiel et de faire face aux chocs et aux facteurs de stress de manière constructive et saine.

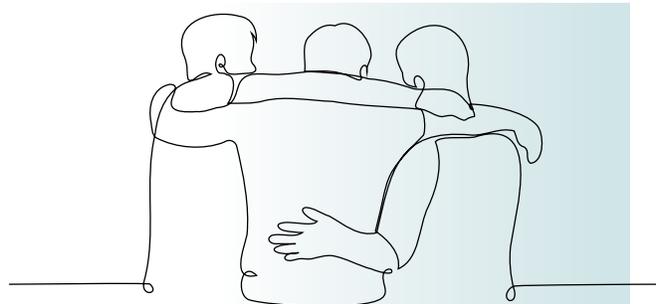
Le bien-être familial comprend la communication ouverte entre les membres de la famille, le partage d'un soutien émotionnel, la répartition des responsabilités et la reconnaissance de la contribution unique de chaque membre.

Bien-être individuel désigne la combinaison complexe de facteurs de santé mentale, comportementale, physique et sociale qui comprend la présence d'émotions et d'humeurs positives, l'absence d'émotions négatives, la satisfaction générale à l'égard de la vie et de l'accomplissement, les actions positives et la capacité à faire face au stress et aux chocs.

POURQUOI S'OCCUPER DE LA SANTÉ COMPORTEMENTALE ?

Une approche de santé comportementale présuppose que la santé physique, la santé mentale et la santé sociale sont étroitement liées. En partant d'une alimentation de base saine, d'un sommeil réparateur et d'exercice pour stimuler un corps sain, une telle approche reconnaît que la santé corporelle contribue à la santé psychologique, et que la santé psychologique contribue à des relations sociales positives et inversement. En fin de compte, dans ce cadre, les comportements violents ne se réduisent qu'à cela, des comportements et, comme d'autres comportements sociaux, ils sont influencés par notre état psychosocial et le contexte dans lequel nous évoluons. Ainsi, les interventions de santé comportementale visent à améliorer le fonctionnement dans tous les domaines principaux de la vie, notamment la santé physique et les relations personnelles, afin de promouvoir des interactions et un bien-être prosociaux.

L'aide à la santé comportementale peut comprendre des interventions de professionnels en santé mentale pour le traitement d'une maladie mentale diagnostiquée, mais aussi d'autres formes de conseil et de soutien (par exemple le soutien nutritionnel, le soutien en santé, le coaching de vie, le mentorat, ainsi que les activités récréatives et de renforcement des compétences) pour gérer les comportements négatifs ou les problèmes dans les relations, sur le lieu de travail, à la maison ou dans d'autres domaines. Les programmes de santé comportementale peuvent également être intégrés aux activités religieuses, aux programmes et clubs sportifs, aux projets artistiques et au travail civique et social dans la communauté.



Lien avec la violence extrémiste

La relation entre la santé comportementale et la violence extrémiste est complexe. La violence extrémiste est un problème de santé comportementale dans la mesure où la psychologie individuelle et la dynamique relationnelle influencent les choix de rejoindre et de quitter des groupes extrémistes violents ou de commettre des actes violents.

Bien que la santé comportementale se concentre traditionnellement sur les maladies mentales et l'abus de substances, elle traite fondamentalement de la façon dont les relations et le contexte peuvent encourager ou décourager la santé et le bien-être en général. Comme l'illustre le récit d'ouverture, la santé comportementale de Kristina n'a pas entièrement été causée par une crise de santé mentale.

En ce qui concerne la santé comportementale des individus qui s'engagent dans la violence extrémiste, les besoins sont divers. Il est essentiel de les traiter pour guérir le sentiment d'isolement et de frustration et doter les individus d'alternatives prosociales et pacifiques à la violence extrémiste ou à d'autres comportements violents.

Il est important de souligner que la grande majorité des personnes souffrant de problèmes de santé mentale ou de détresse psychologique, de quelque nature que ce soit, ne sont pas violentes, ne consomment pas de substances nocives et ne menacent pas le bien-être social. Au contraire, les personnes atteintes de problèmes de santé mentale sont plus susceptibles d'être victimes de violence. En outre, les personnes atteintes de troubles mentaux qui bénéficient de services de santé comportementale adéquats ne sont pas plus susceptibles de s'engager dans la violence que les autres, et les personnes atteintes de troubles mentaux qui s'engagent dans la violence présentent généralement d'autres facteurs de risque pour le comportement violent, tels que des expériences négatives durant l'enfance, la consommation de substances nocives, l'exposition antérieure à la violence, l'accès aux armes, la privation socio-économique ou la vie dans une communauté à forte criminalité.¹ Il n'existe aucun lien de causalité direct entre la maladie mentale ou la consommation de substances et l'engagement dans la violence extrémiste. Néanmoins, parmi un sous-ensemble de personnes qui se sont engagées dans la violence extrémiste, ces problèmes de santé comportementale et ces déficits psychosociaux sont courants. Dans certains cas, les relations instables, la marginalisation ou la détresse émotionnelle résultant d'expériences de vie négatives et traumatiques peuvent générer des schémas d'évitement social, d'agression et de vulnérabilité à l'influence sociale, qui peuvent jouer un rôle important dans la décision d'une personne de s'engager dans la violence et dans des groupes extrémistes violents.² En outre, les problèmes de santé mentale et comportementale peuvent aggraver le sentiment d'isolement, d'absence de sens et de manque d'appartenance sociale, tous susceptibles de contribuer à l'engagement d'une personne dans la violence extrémiste.

Ce guide d'action n'a pas pour but d'expliquer en détail comment des facteurs sociaux, émotionnels et psychologiques spécifiques influencent la motivation des personnes à s'engager dans la violence extrémiste. Mais, comme le souligne un rapport du US National Council for Mental Wellbeing, divers facteurs psychosociaux, allant du sentiment d'isolement au désespoir et des griefs inavoués à la détresse émotionnelle, affectent la capacité à « raisonner et percevoir la réalité, à réguler l'humeur, à formuler et à mettre en œuvre des plans et des décisions, à s'adapter au stress, à se comporter et à avoir des relations avec autrui de manière socialement appropriée, à faire l'expérience de l'empathie, à modérer la consommation et à s'abstenir d'automutilation intentionnelle – ou diverses combinaisons de ces problèmes ». ³

En toute bienveillance



Bien que la détresse mentale, psychosociale et émotionnelle soit fréquente chez les personnes qui s'engagent dans la violence extrémiste, la grande majorité de ceux qui rencontrent de tels problèmes ne sont pas violents. Aucune psychopathologie n'est associée aux personnes qui s'engagent dans la violence extrémiste, et les programmes devraient veiller à ne pas stigmatiser les personnes atteintes de telles affections en exagérant le lien entre la santé mentale et la violence extrémiste.

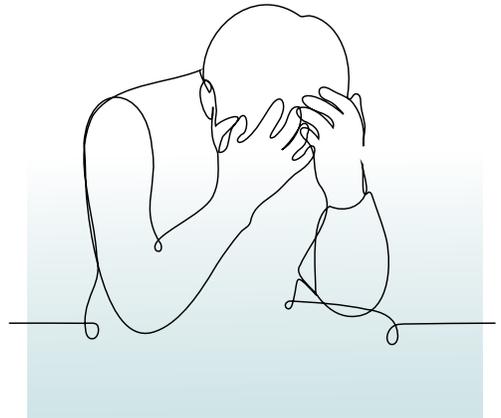
Comme Kristina dans le récit d'ouverture, de nombreuses personnes se sont rendu compte que des changements négatifs dans leur état de santé psychologique, sociale ou physique contribuaient à des comportements antisociaux (tels que la consommation de substances nocives, la violence intime avec les partenaires, l'enrôlement dans un gang et l'engagement dans la violence extrémiste) et que ces changements les encourageaient à rejoindre des groupes de personnes partageant le même état d'esprit et pouvant ensuite exercer une influence sur leurs décisions en tant que nouveaux membres.⁴

Les données suggèrent que les personnes qui s'engagent dans la violence extrémiste éprouvent fréquemment des difficultés à s'adresser aux autres membres de leurs réseaux sociaux, en partie, bien souvent, à cause des problèmes de santé psychosociale ou comportementale qui compliquent ces relations.⁵ Ironiquement, cependant, la participation à un groupe extrémiste violent offre souvent des avantages psychosociaux à court terme sous forme d'appartenance, de spiritualité, d'autonomie et de soutien social qui peuvent soulager la détresse.⁶ Ainsi, les facteurs susceptibles de pousser une personne à rejoindre un groupe extrémiste violent peuvent être temporairement soulagés, étant donné que l'interaction avec des personnes partageant les mêmes idées peut avoir l'air saine sur le moment, même si le groupe défend et promeut des comportements antisociaux et destructeurs.

Bien qu'influencés par des facteurs inconscients, l'engagement et le désengagement de la violence extrémiste sont généralement des choix et des comportements accompagnés d'alternatives. Les interventions en matière de santé comportementale peuvent aider les individus à reconnaître et à accéder à ces alternatives ou à réduire la probabilité qu'ils choisissent des comportements antisociaux, comme la violence extrémiste, la consommation de drogues nocives ou tout autre comportement antisocial.

Lien avec RISE

Aborder les facteurs cognitifs et les dynamiques qui peuvent influencer l'engagement dans la violence extrémiste (notamment les traumatismes, la victimisation, la honte, l'humiliation, l'incapacité à agir et les besoins humains en matière de respect et de reconnaissance) est essentiel pour permettre aux personnes de changer de comportement et de se désengager de la violence extrémiste et d'autres comportements antisociaux. Les problèmes de santé comportementale peuvent mener à la violence extrémiste, mais ils peuvent également constituer des obstacles à une réadaptation réussie.



Résoudre la détresse psychosociale qui existait avant de s'engager dans l'extrémisme est nécessaire pour prévenir la violence future. La résolution des facteurs de stress psychosociaux avant le recrutement est également nécessaire pour prévenir d'autres conséquences antisociales après le désengagement, notamment la consommation de substances nocives, d'autres formes de violence et l'automutilation. Les problèmes de santé comportementale, notamment les troubles mentaux, la consommation de substances nocives et la détresse psychosociale (par exemple l'isolement, la marginalisation et les griefs non résolus), peuvent également résulter de la participation à la violence extrémiste ou apparaître pendant le processus de (ré)intégration.

Deux problèmes de santé comportementale spécifiques méritent d'être pris en compte, car ils peuvent affecter de manière significative le processus RISE : l'accès limité aux soins de santé comportementale et le soutien social.

Accès aux soins

Certaines personnes ne peuvent pas participer à des programmes de réadaptation et à d'autres programmes de soutien, ni chercher de l'aide pour résoudre les problèmes de santé comportementale (une aide pouvant offrir le choix d'un comportement plus prosocial), pour une série de raisons, notamment la stigmatisation, la honte, l'embarras, le désespoir ou la résignation, l'anxiété, les normes sociales et culturelles restrictives, le ressentiment, la faible estime d'elles-mêmes, le choix de s'en sortir seules, le manque de confiance dans les systèmes de traitement ou les prestataires de santé, ou la peur des représailles.

Ainsi, la mise en œuvre d'activités de B/MHPSS dans l'approche RISE nécessite une *adaptation culturelle et contextuelle* minutieuse et un étalonnage des traitements et des pratiques afin de se conformer aux normes sociales régissant les traitements et les processus de recherche d'aide dans les contextes locaux. Proposer des activités de B/MHPSS d'une manière familière et acceptable aux communautés locales peut élargir la portée de ces programmes à des personnes en (ré)intégration qui pourraient autrement douter de leur intérêt. L'adaptation culturelle permet de faire en sorte que le langage utilisé soit facile à comprendre et ne stigmatise pas les bénéficiaires des services. L'intégration d'activités de B/MHPSS dans les ressources communautaires existantes telles que les rituels, pratiques et processus de guérison traditionnels et communautaires, et la formation des leaders religieux, des éducateurs, des travailleurs sociaux et des prestataires de soins de santé primaires peuvent permettre de contourner de nombreux obstacles freinant l'accès aux soins pour les personnes en (ré)intégration. Les dirigeants des groupes locaux de services civiques et récréatifs peuvent également être à même d'interagir avec les personnes ayant besoin de services d'une manière motivante et non stigmatisante.

Bien que les individus soient souvent confrontés à la stigmatisation en raison de déficits de santé comportementale, ils peuvent également y être confrontés sur la base de leur identité sociale ou parce que la communauté les considère avec peur et colère. Les niveaux les plus élevés de discrimination résultent souvent de la rencontre de deux types de stigmatisation : la stigmatisation des troubles mentaux et la stigmatisation de l'appartenance à un groupe extrémiste ou violent. (Ce point est abordé en profondeur dans le module 3 : « Réduire la stigmatisation ».)

« Proposer des activités de B/MHPSS d'une manière familière et acceptable aux communautés locales peut élargir la portée de ces programmes à des personnes en (ré)intégration qui pourraient autrement douter de leur intérêt. »

Réseaux de pairs et soutiens relationnels

La violence extrémiste sévit dans une écologie sociale où les individus se réfèrent à leur contexte social plus large. La marginalisation sociale, économique et politique perturbe les réseaux sociaux sains et peut pousser une personne à se tourner vers la violence extrémiste. Lorsqu'un individu perd ou manque de réseaux sociaux, il peut se rapprocher d'autres personnes qui partagent sa douleur et sa frustration. La prolifération des médias sociaux en ligne a donné aux réseaux extrémistes violents une plus grande portée pour interagir avec, et manipuler, les personnes souhaitant bâtir des liens basés sur ces frustrations et perspectives communes. C'est tout aussi vrai pendant la réadaptation que pendant l'engagement.



Les réseaux sociaux, en ligne ou en personne, peuvent soulager la détresse. Toutefois, ils peuvent également devenir des vecteurs de violence extrémiste, car ils sont vulnérables aux voix et aux récits qui offrent des solutions simples à des problèmes complexes, fournissent un sens et un lien avec une cause plus vaste, et rejettent la faute sur des griefs souvent légitimes.

Il est essentiel de cultiver des liens sociaux positifs en dehors des réseaux établis qui encouragent ou s'engagent dans la violence extrémiste, pour que les personnes en (ré)intégration évitent de se réengager avec d'anciens groupes perçus comme protecteurs. L'interruption de liens sociaux forts, notamment les liens au sein d'un groupe extrémiste violent, peut créer des vulnérabilités en matière de santé comportementale pour les personnes en (ré)intégration.

Les soins de santé comportementale peuvent favoriser des relations positives avec la famille, les dirigeants communautaires, le clergé et d'autres acteurs religieux, ainsi qu'avec des groupes de pairs et dans des milieux éducatifs et professionnels. Ces soutiens relationnels aident les individus à se désengager de la violence extrémiste en réduisant le sentiment d'isolement ou d'exclusion sociale et en accroissant les liens au sein d'une communauté, tout en réduisant les risques de réintégration dans d'anciens groupes. Cependant, les programmes doivent être conscients que le désengagement d'un groupe extrémiste peut engendrer un vide relationnel susceptible d'aggraver d'autres vulnérabilités psychosociales.

La dynamique entre les individus qui se sont engagés dans la violence extrémiste et leurs familles est complexe. Le soutien familial peut être une puissante source de résilience et un facteur de protection contre la récidive, mais les personnes ayant des familles qui soutiennent elles-mêmes la violence extrémiste peuvent avoir plus de difficultés à se désengager et à (ré)intégrer une communauté plus vaste.

Dans certaines circonstances, les mères peuvent jouer un rôle de surveillance pour empêcher les membres vulnérables de la famille d'embrasser la violence extrémiste, mais les hypothèses selon lesquelles les mères sont toujours capables de repérer ou de prévenir la radicalisation dans le cadre familial doivent être écartées.⁷ En fait, dans de nombreuses circonstances, les femmes jouent un rôle important dans le soutien de la violence extrémiste en tant que membres recruteurs, financiers et responsables de l'application des normes et des valeurs d'un groupe. Dans certains cas, les femmes ont aussi directement perpétré des violences. De même, les pères peuvent donner l'exemple de normes de genre saines qui soutiennent le désengagement et la réadaptation, mais ils peuvent également constituer des modèles de normes toxiques qui sapent les principes vitaux de non-violence ou même renforcent la violence, la discrimination ou d'autres comportements destructeurs. D'autres membres de la famille et les pairs peuvent également jouer un rôle de premier plan dans l'intégration de leurs unités familiales au sein de groupes et mouvements extrémistes violents, ou dans leur désengagement.

Considérations sexospécifiques



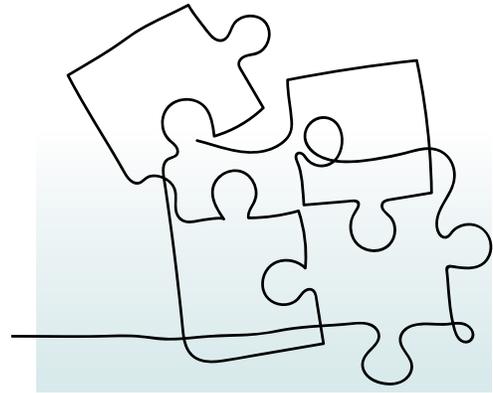
- Les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre sont souvent confrontées à la violence et à la maltraitance fondées sur le genre lorsqu'elles sont engagées dans la violence extrémiste. De tels cas peuvent nécessiter des soins spécialisés pendant le désengagement et la (ré)intégration.
- Des études ont montré une forte corrélation entre les femmes victimes de violence et le développement de problèmes de santé comportementale tels que la consommation de substances nocives, le sentiment d'impuissance, les problèmes de régulation émotionnelle, la colère, la honte, la dépression, l'automutilation et le rejet de l'autre.*
- La violence sexuelle, pratique répandue chez les hommes engagés dans la violence extrémiste, peut continuer à façonner leur comportement même après le désengagement et la (ré)intégration. Les hommes en (ré)intégration qui se sentent autorisés à avoir des rapports sexuels violents et à glorifier la violence peuvent être enclins à continuer à faire usage de violence contre les femmes et les filles ou à ressentir le besoin de les protéger par la violence.
- Les femmes membres de groupes extrémistes violents ont peut-être assumé des rôles de responsabilité et de leadership plus importants que ne le permettaient les normes de genre dans leurs communautés d'origine, ce qui peut entraîner un sentiment d'impuissance ou de manque de respect, ou encore une incapacité à opérer la (ré)intégration.

* Voir Joseph P. Morrissey et al., "Outcomes for Women with Co-occurring Disorders and Trauma: Program- and Person-level Effects," *Journal of Substance Abuse Treatment* 28, no. 2 (March 2005): 121–133.

COMMENT INTÉGRER LES SOINS DE SANTÉ COMPORTEMENTALE

Idées de planification et de conception

Les interventions en matière de santé comportementale peuvent aider les individus qui se désengagent de la violence extrémiste à modifier certains comportements et sentiments antisociaux, conduisant à des relations plus saines et à un engagement prosocial avec la communauté. Il est important de prendre en compte plusieurs facteurs, ainsi que les bonnes pratiques existantes, lors de la conception d'interventions en matière de santé comportementale pour RISE, notamment les consultations communautaires, la sensibilisation, l'application de la loi et les soutiens institutionnels.



Garantir l'équité en matière de santé

De nombreuses communautés sont affectées par des dynamiques de pouvoir qui marginalisent ou stigmatisent certains membres et groupes et constituent des obstacles à l'accès aux soins. De nombreux pays et communautés n'ont pas les ressources nécessaires pour fournir des services de santé comportementale élaborés. Dans certains cas, la formation de comités consultatifs communautaires ou de comités de santé communautaire peut contribuer à des programmes de santé comportementale plus équitables et accessibles. Les comités communautaires peuvent prendre de nombreuses formes, et constituer une plateforme où les participants bénévoles ou motivés puissent exprimer leurs inquiétudes, générer des idées exploitables grâce à la recherche participative et représenter les voix et les besoins de divers groupes de la communauté. Les comités communautaires peuvent augmenter la probabilité que les interventions aient un impact sur les individus étant, ou ayant été marginalisés politiquement, socialement et économiquement. Ces approches peuvent également contribuer à restaurer ou à renforcer les structures et les systèmes essentiels à la résilience et au bien-être des communautés en identifiant des ressources communautaires positives qui peuvent être exploitées ou adaptées pour fournir des services de santé comportementale.⁸

La consultation et le leadership communautaires peuvent contribuer à la création de programmes RISE fondés sur l'équité. En effet, RISE est un enjeu d'équité en matière de santé. La violence, y compris la violence extrémiste, est alimentée par les inégalités existantes, et elle perpétue et aggrave les disparités en matière de bien-être et de santé. Dans de nombreux endroits, les politiques et les pratiques ont marginalisé certains groupes sociaux et concentré les désavantages sociaux et économiques, exposant ces communautés et ces groupes à des conditions de voisinage réduites et les obligeant à supporter un fardeau disproportionné de violence et d'autres conséquences néfastes pour la santé.⁹

Les conditions et inégalités qui perpétuent les schémas de mauvaise santé et d'insécurité (par exemple : l'accès inéquitable aux opportunités de mobilité sociale, le manque de représentation politique, les taux élevés d'abus de la part des autorités de sécurité, l'exposition historique à la violence et les taux élevés de traumatisme, de racisme et de discrimination) peuvent également augmenter le risque de niveaux élevés d'engagement dans la violence extrémiste au sein des communautés.

La violence, la peur de la violence et la stigmatisation qui en résultent peuvent aggraver la discrimination, les disparités dans l'accès aux soins, les résultats en matière de santé, la qualité de vie et le bien-être général. Bien que ces dynamiques soient difficiles à aborder dans les milieux communautaires, les programmes de désengagement et de réconciliation ne peuvent pas être durables à grande échelle si une telle marginalisation structurelle n'est pas prise en compte pour garantir la prestation équitable de soins de santé comportementale qui répondent aux défis des communautés locales. (Pour en savoir plus sur la résolution des obstacles structurels à la (ré)intégration, voir le module 6 : « Renforcer la résilience communautaire »). Ainsi, la consultation communautaire est essentielle pour comprendre le sentiment d'inégalité, les dynamiques de pouvoir et d'autres problèmes susceptibles d'entraver l'accès aux soins.

Éduquer les familles, les pairs et les communautés en matière de violence extrémiste et de santé comportementale

Sensibiliser au lien entre la violence extrémiste, la (ré)intégration et la santé comportementale dans les communautés touchées peut réduire les obstacles à l'accès aux soins de santé comportementale en réduisant la stigmatisation, en normalisant l'accès et en encourageant les individus à chercher de l'aide.

Les programmes peuvent organiser des sessions d'apprentissage au sein des communautés locales, mais leur portée peut être limitée par l'auto-sélection et des intérêts de niche. Les médias de masse et les influenceurs communautaires crédibles peuvent être enrôlés pour sensibiliser et diffuser des messages positifs sur les activités de B/MHPSS ou annoncer des opportunités d'apprentissage plus approfondies. Les organismes communautaires peuvent intégrer le soutien psychosocial, la guérison des traumatismes et l'alphabétisation comportementale dans d'autres activités, tels que les rituels ou les cérémonies, les systèmes d'éducation officiels et les activités récréatives, culturelles et artistiques.

Bien que la violence extrémiste et d'autres formes de violence aient des caractéristiques similaires, peu de membres de la communauté sont à même de comprendre la dynamique de la violence extrémiste, y compris – et peut-être surtout – les familles et les amis des personnes qui se sont engagées dans la violence extrémiste. Connaître les liens entre santé comportementale et violence extrémiste peut permettre aux familles, aux pairs et à d'autres membres influents de la communauté tels que les enseignants ou les leaders religieux d'anticiper et de repérer les problèmes comportementaux des personnes en (ré)intégration, d'y répondre et de savoir quand orienter ces personnes vers des soins spécialisés.

Les interventions de santé comportementale doivent s'assurer de fournir une gamme de services à l'ensemble de la communauté, et pas seulement aux personnes en (ré)intégration. Il est probable que d'autres individus partagent les griefs, les croyances, les attitudes et les déficits en matière de santé comportementale qui peuvent influencer de nombreux types de comportements violents et antisociaux. En outre, les communautés que les personnes (ré)intègrent peuvent elles-mêmes avoir souffert de la violence extrémiste, ce qui pourrait ajouter d'autres obstacles à une (ré)intégration réussie. Il est donc essentiel que les activités de B/MHPSS profitent aux communautés entières et ne ciblent pas uniquement les individus associés à la violence extrémiste. Si elles peuvent nécessiter beaucoup de temps et d'autres ressources, les interventions de santé comportementale qui répondent à ces défis ne se traduiront pas seulement par des communautés et des individus plus résilients dans l'ensemble, mais réduiront aussi la stigmatisation à l'égard des personnes en (ré)intégration et de toute autre personne qui accède aux activités de B/MHPSS.

Traiter les conséquences de l'application de la loi

Les prestataires de services de santé mentale et comportementale sont confrontés à des relations complexes avec les autorités chargées de l'application de la loi.¹⁰ Les acteurs de la sécurité ont un intérêt inhérent à la collaboration avec les prestataires de soins de santé comportementale, à la fois parce que ces prestataires peuvent détenir des informations privilégiées concernant des intentions criminelles ou des informations sur le risque pour la sécurité publique que certains clients peuvent poser, et parce que les prestataires de B/MHPSS offrent une forme de réduction des risques à part entière. Cependant, les prestataires de soins de santé comportementale doivent savoir s'orienter dans une telle collaboration tout en accordant la priorité à leurs obligations envers la vie privée et le bien-être de ceux qu'ils servent, en particulier, mais pas seulement, dans les pays où la protection des prestataires et des clients est faible ou dans un secteur de sécurité abusif.

De nombreuses communautés marginalisées ont été, par le passé, exploitées par le système de santé comportementale et s'en méfient. Dans de nombreuses régions du monde, la psychiatrie institutionnalisée a été utilisée comme une forme de contrôle social sur les groupes politiquement marginalisés. Les prestataires de soins de santé comportementale ont parfois participé à des programmes visant à recueillir et à fournir des informations aux organisations politiques, aux acteurs abusifs de la sécurité, aux forces de l'ordre et à d'autres institutions. Il est important d'être sensible à cet héritage et à son rôle dans la résistance potentielle d'un individu, lorsqu'il s'agit d'encourager l'engagement envers les services de santé comportementale.

S'assurer que les prestataires de B/MHPSS connaissent bien le système de justice pénale local peut permettre de fournir aux personnes en (ré)intégration des attentes claires et des techniques d'adaptation à ces facteurs de stress. En outre, dans les cas où les personnes en (ré)intégration peuvent faire face à d'éventuelles poursuites ou incarcérations, ces connaissances peuvent assurer la continuité des soins en permettant une gestion efficace des cas et la coordination des services de traitement entre les prestataires communautaires et les prestataires en milieu carcéral. Ces connaissances peuvent également clarifier la répartition des rôles et des responsabilités entre les prestataires de services de B/MHPSS et les autorités chargées de l'application de la loi, et permettre aux prestataires de reconnaître et de défendre les possibilités de réorienter les clients impliqués par la justice vers des services de traitement, le cas échéant.

Une implication excessive des forces de l'ordre envers les personnes en (ré)intégration peut entraver la réadaptation de ces dernières. Cibler les personnes en (ré)intégration, leurs familles ou leurs pairs par une surveillance ou un harcèlement accru peut entraîner le risque de stigmatiser, d'entraver le type d'engagement prosocial nécessaire à la (ré)intégration et de décourager les personnes d'accéder à des soins de santé comportementale.

« Une implication excessive des forces de l'ordre envers les personnes en (ré)intégration peut entraver la réadaptation de ces dernières. Cibler les personnes en (ré)intégration, leurs familles ou leurs pairs par une surveillance ou un harcèlement accru peut entraîner le risque de stigmatiser, d'entraver le type d'engagement prosocial nécessaire à la (ré)intégration et de décourager les personnes d'accéder à des soins de santé comportementale. »

Dans la mesure où une interaction entre les personnes en (ré)intégration et les acteurs chargés de l'application de la loi ou de la sécurité est nécessaire, l'intégration de compétences de gestion de la santé comportementale et de connaissances spécialisées des dynamiques de (ré)intégration et de violence extrémiste au sein des agences d'application de la loi (soit en fournissant aux agents une formation d'intervention en cas de crise, soit en intégrant des professionnels de B/MHPSS au sein des agences) peut aider à désamorcer les crises et à réduire les perceptions erronées qui peuvent conduire à la confrontation. La formation sur les approches de politiques communautaires peut ouvrir les yeux des acteurs chargés de la sécurité sur les possibilités de porter davantage leur attention et leurs ressources sur l'amélioration du bien-être général de la communauté, réduisant ainsi la tentation d'employer une approche trop sévère. De même, les politiques communautaires, les alternatives à l'incarcération et les structures de responsabilité pour les pratiques de lutte contre l'oppression et le racisme peuvent réduire le ciblage excessif des personnes en (ré)intégration.

En toute bienveillance



- Le personnel local et technique doit bénéficier à la fois d'une supervision et d'une formation aux activités de B/MHPSS fondées sur des preuves.
- Favoriser une culture qui privilégie le fait de prendre soin de soi aidera à limiter le burn-out du personnel.

Coordonner les soutiens institutionnels

Les programmes de santé comportementale nécessitent une approche coordonnée et multipartite. Les organisations communautaires de la société civile sont souvent en première ligne et, de fait, les mieux placées et les plus efficaces. Pourtant, la société civile est souvent confrontée à de sévères restrictions dans son travail et dans ses ressources. Les approches de lutte contre le terrorisme se concentrent souvent sur le renforcement des capacités militaires, policières, de renseignement et de justice pénale. Cependant, les acteurs de la lutte contre le terrorisme ont généralement des liens réels limités avec les communautés touchées par les personnes en (ré)intégration. Une approche multipartite établit des lignes de communication entre ces acteurs, de même qu'entre eux et les membres de la société civile, afin de s'appuyer sur leurs forces et instaurer la confiance et la coopération.

Lorsqu'une telle collaboration est développée et intégrée, il faut garder les recommandations suivantes à l'esprit :

- Veiller à ce que les recommandations de personnes en (ré)intégration vers des prestataires de B/MHPSS débouchent sur des actions concrètes. La gestion des cas devrait impliquer l'élaboration d'un plan de traitement qui coordonne les efforts des intervenants impliqués.
- Renforcer les structures de santé communautaire et les liens avec les établissements de soins de santé primaires afin d'améliorer l'accès aux services et la disponibilité de ceux-ci.
- Promouvoir des services de santé comportementale sensibles aux cultures et aux religions.
- Définir des protocoles clairs pour le partage d'informations entre les organisations et les services.
- Établir des réseaux de recommandations entre les cercles de pratique – travail humanitaire, sécurité, consolidation de la paix, réconciliation et développement – et s'assurer que ces réseaux incluent des donateurs.
- Proposer des communautés de pratique pour les professionnels, afin qu'ils apprennent les uns des autres et évitent de répéter les mêmes erreurs.

Types d'interventions et d'activités

Les interventions en matière de santé comportementale devront répondre aux défis auxquels les personnes en (ré)intégration sont confrontées et qui pourraient avoir influencé leur décision de s'engager dans la violence extrémiste au départ. Cependant, les interventions doivent également tenir compte du fait que les personnes en (ré)intégration peuvent ne pas faire face aux mêmes défis qu'avant leur période d'engagement dans la violence extrémiste. Les expériences vécues pendant leur engagement et les difficultés auxquelles elles sont confrontées pendant le processus de désengagement et de (ré)intégration présentent souvent de nouveaux problèmes en matière de santé comportementale qui doivent également être traités.

En toute bienveillance



Les programmes devraient toujours protéger la vie privée des participants, en particulier ceux qui sont affiliés à des personnes qui se désengagent de la violence extrémiste, car la divulgation d'informations sensibles pourrait les exposer à la stigmatisation, affecter leur bien-être mental ou les mettre en danger.

Les soins de santé comportementale dans le contexte de RISE constituent des défis multiples qui ont un impact sur le processus de (ré)intégration. En effet, transformer des comportements antisociaux en comportements sains est en soi un processus itératif qui intervient simultanément à la (ré)intégration. Ce n'est pas un processus linéaire et il est susceptible d'entraîner des revers et des défis propres à chaque individu. Néanmoins, les activités de B/MHPSS doivent être intégrées tout au long du processus pour aider les personnes en (ré)intégration à faire face à ces facteurs de stress lorsqu'elles y sont confrontées.

Les initiatives de santé comportementale dans le cadre de RISE peuvent inclure l'encouragement des personnes à rechercher et à accepter des soins, l'élargissement de la portée des services de santé comportementale et la promotion de la santé psychosociale individuelle et des compétences d'adaptation.

L'objectif de ces interventions devrait aller au-delà du simple renforcement de la sécurité publique : il devrait être d'améliorer le bien-être global des personnes en (ré)intégration et des communautés touchées afin de favoriser une prévention durable des dommages envers elles-mêmes et envers les autres.

Encourager les individus à chercher de l'aide et élargir l'accès aux soins

Parmi les différentes façons d'encourager les individus à chercher de l'aide et à accéder à des soins professionnels figurent la formation d'observateurs, l'éducation communautaire et la réduction de la stigmatisation.

Formation d'observateurs. Un observateur est une personne (souvent un pair, un membre de la famille, un mentor ou un enseignant) qui interagit régulièrement, en toute confiance, avec une personne en (ré)intégration et qui peut identifier et interrompre un comportement potentiellement dangereux, soit en fournissant un soutien de base en matière de santé comportementale, soit en dispensant des soins plus spécialisés aux personnes qui en ont besoin.

Toutefois, la recherche suggère que les pairs peuvent être réticents à aborder les comportements violents ou nuisibles de leurs amis. Ils peuvent tout simplement ne pas reconnaître les signes avant-coureurs, ils peuvent avoir peur de nuire à leur relation en tentant de résoudre le problème, ou ils peuvent refuser de prendre le risque de causer un danger, de l'embarras ou une punition, pour eux-mêmes ou pour leurs amis.¹¹

Lorsque les observateurs sont formés aux problèmes comportementaux potentiels et à la façon de fournir directement des interventions de base et des premiers secours en cas de traumatisme, ils sont plus enclins à le faire et ont une meilleure compréhension du moment et de la façon de diriger les individus vers les prestataires de services professionnels de B/MHPSS.

La formation des observateurs doit leur apprendre à :

- remarquer un comportement qui indique un risque de violence ;
- interpréter ce comportement comme une urgence ;
- assumer la responsabilité de répondre à l'urgence ;
- identifier les formes d'assistance appropriées ; et
- prendre la décision d'aider ou de demander de l'aide.¹²

Education axée sur la communauté et réduction de la stigmatisation.

Les activités de B/MHPSS dans le cadre de RISE devraient traiter de la stigmatisation ciblant ceux qui accèdent aux services de santé mentale. Les services de B/MHPSS doivent s'adapter à la culture et au contexte locaux, mais doivent également impliquer les chefs religieux et les voix communautaires de confiance pour amplifier la sensibilisation et promouvoir les services existants. Les interventions de B/MHPSS devraient envisager d'introduire des programmes dispensés par le biais d'activités pédagogiques formelles, de médias de masse, de sensibilisation ciblée de la communauté et d'engagement auprès de personnalités influentes susceptibles de promouvoir des messages clés pour réduire la stigmatisation à l'égard des interventions de santé comportementale et normaliser l'utilisation des services de santé comportementale. Les recherches suggèrent que faciliter le contact social avec les membres d'un groupe stigmatisé est l'un des moyens les plus efficaces de changer les attitudes et les comportements. Par conséquent, trouver des activités pouvant être partagées entre les personnes qui accèdent à des services de santé comportementale, les prestataires de ces services et les membres de la communauté dans son ensemble, dans des circonstances sécuritaires, peut changer les attitudes des communautés et des individus.

En toute bienveillance



Pour maintenir les normes de soins et s'assurer que les traitements de santé comportementale n'aggravent pas les problèmes psychosociaux ou comportementaux existants ou n'en génèrent pas de nouveaux, les paraprofessionnels doivent être supervisés par un psychologue professionnel ayant reçu une formation spécialisée en B/MHPSS pour les personnes touchées par la violence.

Élargir la portée des services de santé comportementale

Élargir la portée des services de santé comportementale pour inclure les personnes en (ré)intégration peut se faire de plusieurs manières, notamment par le biais de services de télésanté, l'intégration des soins de santé primaires et le recours à des travailleurs communautaires non professionnels.

Services de télésanté. Dans les communautés ayant une capacité limitée à fournir des soins de santé comportementale ou lorsque la stigmatisation ou des normes sociales restrictives peuvent empêcher les personnes d'accéder aux soins existants, les services de B/MHPSS peuvent être proposés via des services en ligne ou une ligne d'assistance nationale. Les services de télésanté offrent un niveau de confidentialité que les services en personne ne peuvent pas proposer, déjouant les angoisses qui pourraient empêcher les individus d'accéder aux soins de santé comportementale en public. Les services de télésanté peuvent être dispensés à la fois par des spécialistes en santé comportementale et par des non-spécialistes formés à de brèves interventions psychologiques.

Intégration des soins de santé primaires. Dans les environnements où les individus hésitent à accéder aux soins de santé comportementale en raison de la stigmatisation ou de normes restrictives, les services de B/MHPSS peuvent être combinés avec les soins de santé primaires. C'est un autre moyen de déjouer l'anxiété causée par la honte ou la stigmatisation, car l'accès aux soins comportementaux devient indissociable de l'accès aux soins physiques. Le fait de combiner les services de B/MHPSS avec les soins de santé primaires peut également élargir l'accès aux femmes ou aux enfants en (ré)intégration dans les environnements où ils doivent demander une autorisation d'accès aux soins, ce qui leur permet de recevoir à la fois des soins de santé primaires et de B/MHPSS lors d'une seule visite. En outre, la prestation de soins de santé primaires permet d'intégrer le traitement de problèmes tels que la douleur, les problèmes de santé physique et la prévention des maladies. Par exemple, les soins primaires sont un excellent moyen d'intégrer la prise en charge de la douleur chronique, le sevrage tabagique et de brèves interventions psychologiques.

Considérations sexospécifiques



Dans les milieux humanitaires du monde entier, la majorité des investissements et des programmes de B/MHPSS sont axés sur les femmes et les enfants. Une programmation fondée sur des données probantes est devenue nécessaire pour les hommes adultes.

Travailleurs communautaires non professionnels. Les programmes communautaires administrés par des membres de la communauté formés aux techniques et aux principes de B/MHPSS peuvent répondre aux besoins des communautés mal desservies en amplifiant les ressources et les facteurs de résilience qui existent, ainsi qu'en normalisant les besoins en santé comportementale et en fournissant des services de base tels que la psychoéducation et les activités de régulation des émotions.¹³ Les plateformes de prestation peuvent inclure les écoles, les églises, les bureaux d'ONG, les prisons, les centres communautaires, les espaces publics et les technologies à distance. Mettre l'accent sur un bien-être comportemental de « toute la communauté » qui engage des membres de la communauté crédibles et influents dans plusieurs domaines peut aider à réduire la stigmatisation et encourager les personnes en (ré)intégration, ainsi que d'autres membres de la communauté, à identifier leurs besoins en soins.

Développer des compétences individuelles en matière de santé psychosociale et d'adaptation

La santé psychosociale et les compétences d'adaptation, comme la gestion du stress et l'élaboration de sens, peuvent aider les individus en (ré)intégration à changer leurs comportements nuisibles en alternatives saines, prosociales et non violentes. Promouvoir ces compétences est donc un aspect important d'une approche en matière de soins de santé comportementale. Plusieurs options, qui ne doivent pas être mutuellement exclusives, existent pour donner aux personnes en (ré)intégration la possibilité d'acquérir de telles compétences, notamment les interventions de paraprofessionnels en B/MHPSS, les entretiens motivationnels et les rituels.

Interventions de paraprofessionnels en B/MHPSS. Les experts ont développé certaines interventions de B/MHPSS qui peuvent être fournies par des travailleurs communautaires non professionnels, ou paraprofessionnels, et peuvent promouvoir la santé psychosociale. Ces interventions comprennent le Problem Management Plus (PM+) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui peut être appliqué à divers problèmes de santé comportementale. Le PM+ peut être dispensé en groupe ou individuellement, le PM+ en groupe constituant une approche efficace pour améliorer le soutien social et les comportements prosociaux. D'autres interventions comprennent la réduction du stress basée sur la pleine conscience, les pratiques de guérison somatique (corporelle) et le yoga, ainsi que des campagnes de psychoéducation et de sensibilisation aux effets du stress et des traumatismes. Le programme Self-Help Plus (SH+) développé par l'OMS nécessite une implication minimale d'un paraprofessionnel et a montré ses avantages dans la prévention et la réduction de la détresse psychologique.

Entretiens motivationnels. L'entretien motivationnel est une méthode de communication qui permet d'encourager une personne à adopter un comportement positif. C'est une approche formative et interculturelle qui s'appuie sur des compétences d'écoute active et de communication attentive. La personne qui mène l'entretien invite l'autre personne à réfléchir à son propre récit ou à sa propre histoire, puis l'oriente sur ses choix comportementaux. L'entretien motivationnel est centré sur le client et fondé sur des preuves. Il est conçu pour susciter le changement chez les personnes ambivalentes vis-à-vis du changement. Il met l'accent sur la collaboration plutôt que la confrontation, l'évocation plutôt que l'éducation et l'autonomie plutôt que l'autorité. L'entretien motivationnel peut être réalisé par des professionnels et des paraprofessionnels.¹⁴

« La santé psychosociale et les compétences d'adaptation, comme la gestion du stress et l'élaboration de sens, peuvent aider les individus en (ré)intégration à changer leurs comportements nuisibles en alternatives saines, prosociales et non violentes. »

Rituels. Les rituels de transformation peuvent aider les personnes à trouver du sens en période de transition. Les communautés transmettent les rituels traditionnels de génération en génération. Les rituels reposent sur des symboles, sont riches en métaphores et sont ouverts à de multiples interprétations, autant de caractéristiques qui leur permettent de communiquer indirectement sur des sujets sensibles. Les symboles sont essentiels à la formation de l'identité, et les rituels sont des actions symboliques qui peuvent aider les individus et les communautés à transformer leur identité de victimes en survivants ou de délinquants en membres de la communauté.

Les rituels qui donnent lieu à des marques de transformation et une nouvelle identité, et qui sont suffisamment ancrés dans la psyché des communautés pour qu'elle accorde légitimité et crédibilité à ces marques, peuvent être des outils puissants pour le changement de comportement et aboutir à de meilleurs résultats de (ré)intégration.¹⁵ Les rituels prennent de nombreuses formes et ne doivent pas nécessairement être des événements cérémoniels. Tout type de rituel quotidien peut fournir une structure et une routine prévisible qui peut réduire l'incertitude et aider à soulager le stress et les angoisses, sources d'obstacles à l'engagement dans des activités prosociales.

En toute bienveillance



Il est important que la participation à une pratique rituelle soit volontaire. Certains groupes religieux, communautés et autres organisations ont forcé d'anciens combattants à passer par des rituels avant d'être autorisés à rentrer dans leurs communautés. Cela peut se révéler particulièrement préjudiciable lorsque les femmes sont forcées de subir des rituels de (ré)intégration paralysants ou pénibles. En outre, il est important que les programmes de B/MHPSS ne reposent pas exclusivement sur des rituels lorsque certaines personnes peuvent avoir besoin de services plus spécialisés ou cliniques.

Suivi et évaluation

La mise en œuvre réussie des services de B/MHPSS nécessite la mise en place de systèmes locaux de suivi et d'évaluation. Le S&E est important pour mesurer les aspects clés des services. La compétence des prestataires, qu'ils soient professionnels ou paraprofessionnels, doit être évaluée pour s'assurer qu'ils fournissent les services de manière sûre et efficace. Les prestataires peuvent involontairement nuire à la santé mentale des participants au programme et l'aggraver. Lorsque les systèmes de formation et de supervision sont inadéquats, les prestataires peuvent ne pas atteindre ni maintenir la compétence minimale nécessaire pour dispenser les soins. La plateforme EQUIP (Ensuring Quality in Psychological Support) de l'OMS (voir « Ressources ») fournit des outils pour évaluer les compétences, soit à l'aide de jeux de rôle, soit lors de sessions réelles de prestation de services. EQUIP comprend des compétences pour les services de B/MHPSS destinés aux adultes, ainsi que ceux destinés aux enfants et adolescents, de même que des compétences pour la médiation de groupe et des interventions spécifiques telles que le PM+ et la gestion des cas relevant de la protection de l'enfance.

Outre l'évaluation des compétences individuelles des prestataires, les programmes doivent évaluer la *portée*, c'est-à-dire le pourcentage du public cible qui s'engage dans les services. La surveillance de la portée permet d'identifier les obstacles à l'accès aux soins. La portée devrait inclure une composante d'équité en matière

de santé pour s'assurer que les groupes historiquement marginalisés (comme les minorités raciales ou religieuses) bénéficient d'un engagement comparable dans les services. Un autre indicateur clé est *l'adhésion aux services*, par exemple le nombre de séances suivies pour une intervention comportementale ou la prise des médicaments prescrits. Une faible adhésion suggère que les services ne sont peut-être pas acceptables ou attrayants pour les bénéficiaires visés.

Au niveau des bénéficiaires du programme, il est utile d'utiliser des outils d'évaluation sommaires pour mesurer la santé comportementale et le bien-être qui peuvent être facilement fournis tout en restant culturellement et linguistiquement adaptés et empiriquement validés. L'OMS dispose d'un outil sommaire pour évaluer le fonctionnement au quotidien (Disability Assessment Scale). Les symptômes de dépression et d'anxiété peuvent être facilement évalués à l'aide d'outils tels que le Patient Health Questionnaire-9 et le Generalized Anxiety Disorder-7, respectivement. Pour les programmes d'abus de substances, des outils spécifiques à l'alcool et des outils généraux pour la consommation d'autres substances nocives sont disponibles. Les échelles comportementales, comme celles qui mesurent les compétences parentales, les compétences en communication et l'auto-efficacité, peuvent être appropriées, selon le type de service fourni. Si des facteurs de risque spécifiques au contexte concernant un nouvel enrôlement dans des groupes armés sont en jeu, il peut être utile de surveiller régulièrement l'exposition à ces risques.

En toute bienveillance



Les chercheurs des pays occidentaux ont développé de nombreuses échelles pour analyser le risque potentiel de violence, dont beaucoup utilisent l'approche du jugement structuré. La plupart de ces échelles ont une base de données limitée et ont été étudiées dans des sous-populations qui ne reflètent pas toutes les populations où l'échelle est utilisée. Elles n'ont pas non plus été adaptées pour être utilisées dans différents pays, langues et contextes socioculturels. Pour ces raisons, parmi d'autres, leur utilisation à l'échelle mondiale doit être abordée avec une grande prudence.

EXEMPLES

Réduire la stigmatisation envers les services de santé mentale au Liberia

Au cours des quatorze années de guerre civile au Liberia, qui a pris fin en 2003, les personnes traumatisées par la guerre ont développé d'importants problèmes de santé comportementale. Le Global Behavioral Health Initiative and Mental Health Program du Carter Center au Liberia soutient un système de santé comportementale durable dans le pays en formant un personnel de santé mentale, en soutenant l'adoption d'une loi nationale sur la santé mentale, en réduisant la stigmatisation publique des problèmes de santé comportementale et en aidant le ministère de la Santé du Liberia à mettre en œuvre la politique et le plan nationaux en matière de santé mentale. Le Carter Center espère étendre l'accès aux soins de santé mentale à 70 % de la population. Ce centre a organisé des cours de formation sur la lutte contre la stigmatisation pour les pharmaciens, les journalistes, les agents des forces de l'ordre, les leaders religieux et traditionnels et les usagers des services de santé mentale.¹⁶

Soutenir les individus qui quittent les mouvements d'extrême droite en Allemagne

EXIT-Germany aide les individus qui tentent de quitter les groupes et mouvements d'extrême droite. Fondée en 2000 par un criminologue et ancien dirigeant néo-nazi, EXIT-Germany a depuis traité avec succès plus de huit cents cas individuels, avec un taux de récurrence d'environ 3 %. Le programme aide à remettre en question l'implication dans les mouvements d'extrême droite en offrant d'autres perspectives et comportements à modéliser, et en offrant une sécurité aux personnes qui tentent de couper les liens avec d'anciens groupes et associations, que ce soit par la délocalisation, le changement d'identité, la protection policière ou d'autres moyens. EXIT-Germany s'appuie également sur un éventail de contacts institutionnels et pratiques, des psychologues aux employeurs, pour aider les personnes en (ré)intégration. L'un des objectifs du programme est également d'aider à éduquer le public sur l'extrémisme de droite par le biais d'ateliers, de présentations, de conférences et d'un groupe de recherche dédié.¹⁷

Thérapie comportementale et cognitive au Liberia

Avec l'aide d'anciens combattants et de personnes ayant une expérience passée du système judiciaire, l'organisation à but non lucratif libérienne Network for Empowerment and Progressive Initiatives a conçu et dirigé le programme Sustainable Transformation of Youth in Liberia, qui utilise la thérapie comportementale et cognitive (TCC) pour enseigner de nouvelles compétences, de nouveaux comportements et de nouvelles façons de réfléchir aux pensées nuisibles. La TCC est une approche thérapeutique permettant de répondre à toute une série de problèmes de santé comportementale. Elle demande aux individus de prendre conscience des schémas de pensée et des comportements automatiques, puis d'interrompre ces schémas délétères et de les remplacer par des comportements plus sains et plus prosociaux, tels que la projection dans le futur et la maîtrise de soi. Il est à noter que ce programme de TCC n'exige pas que les participants décrivent en détail les traumatismes auxquels ils ont été exposés. Les interventions qui impliquent l'exploration de traumatismes antérieurs (appelés techniques d'exposition aux traumatismes), comme le fait d'exprimer les récits de traumatismes à haute voix, par écrit ou par le biais d'une ré-exposition contrôlée, risquent d'aggraver les symptômes lorsqu'elles ne sont pas effectuées par un professionnel qualifié dans un contexte de sécurité pour les bénéficiaires du programme.¹⁸

Programme « Friendship Bench » au Zimbabwe

Les « grands-mères » de la communauté s'assoient sur des bancs, connus sous le nom de « Friendship benches » ou « bancs de l'amitié », situés dans les espaces verts devant les cliniques de santé autour de Harare et d'autres grandes villes du Zimbabwe. Ces non professionnelles de la santé, sympathiques et solidaires, reçoivent une formation sur la manière d'écouter et de soutenir les personnes confrontées à l'anxiété, au stress, aux réactions négatives aux traumatismes et à la dépression, troubles localement appelés *kufungisisa* (« trop réfléchir »). Les grands-mères interrogent les individus à l'aide d'un outil validé localement : le Shona Symptom Questionnaire.¹⁹ Ceux qui obtiennent un résultat supérieur à une certaine note sont invités à rester pour une séance de thérapie individuelle de résolution des problèmes afin de les aider à identifier les problèmes et les solutions. En s'appuyant sur les valeurs d'empathie et de lien, les grands-mères fournissent une TCC de base en mettant l'accent sur la thérapie de résolution des problèmes, la planification des activités et les groupes de soutien dirigés par des pairs qui se rencontrent en ligne et hors ligne. En 2017, plus de trente mille personnes au Zimbabwe ont été soignées par une grand-mère sur un banc de l'amitié ; ces résultats positifs ont dépassé ceux d'un groupe de contrôle dont les membres ont reçu des soins thérapeutiques conventionnels.²⁰

RESSOURCES

"Community-based Mental Health—A Training Guide for Community Providers" International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC), 2023

<https://pscentre.org/?resource=community-based-mental-health-a-training-guide-for-community-providers&selected=single-resource>

Ce manuel de formation fournit des conseils aux gestionnaires de programmes et aux prestataires communautaires sur la façon de renforcer les capacités des travailleurs de la santé communautaire en favorisant la communication et la réponse à leurs besoins en matière de santé mentale. Le manuel encourage l'expansion des services de santé mentale communautaire au-delà des cadres de soins de santé primaires.

"Community-Based Approaches to MHPSS Programmes: A Guidance Note" Inter-Agency Standing Committee, 2019

<https://migrationhealthresearch.iom.int/community-based-approaches-mhpss-programmes-guidance-note>

Ce guide fournit des conseils sur les considérations éthiques pour les programmes communautaires de santé mentale et comportementale ainsi que sur les bonnes pratiques d'évaluation, de planification, de mise en œuvre et d'évaluation.

"Community-based Mental Health and Psychosocial Support in Humanitarian Settings" UNICEF, 2018

www.unicef.org/media/52171/file

Ces directives sont conçues pour soutenir des environnements sûrs et bienveillants pour le rétablissement des enfants, leur bien-être psychosocial et leur protection. Elles présentent un cadre opérationnel qui met l'accent sur l'engagement des acteurs à tous les niveaux (enfants, soignants, familles et prestataires de services communautaires) pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies de B/MHPSS pertinentes, complètes et durables au niveau local en vue de restaurer, renforcer et mobiliser plus efficacement les soutiens et systèmes familiaux et communautaires, avec comme objectif final de soutenir le bien-être des enfants et des familles dans les environnements humanitaires.

Ensuring Quality in Psychological Support (EQUIP) World Health Organization

<https://equipcompetency.org>

Cette initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se compose de cours en ligne et d'autres ressources permettant de développer et de diffuser des formations en vue d'augmenter la prestation qualitative des interventions de soutien psychologique et psychosocial par des non-spécialistes.

“A Faith-Sensitive Approach in Humanitarian Response: Guidance on Mental Health and Psychosocial Programming”

Inter-Agency Standing Committee, 2018

<https://interagencystandingcommittee.org/mental-health-and-psychosocial-support-emergency-settings/documents-public/faith-sensitive-approach>

Ces lignes directrices fournissent un soutien pratique aux personnes impliquées dans la planification de programmes de B/MHPSS, dans des contextes qui exigent une sensibilité aux perspectives religieuses et aux ressources des communautés au sein desquelles elles travaillent.

“Integrating Mental Health and Psychosocial Support into Peacebuilding”

United Nations Development Program, 2022

www.undp.org/publications/integrating-mental-health-and-psychosocial-support-peacebuilding

Cette note d'orientation identifie les principes clés d'une approche structurée pour aider les praticiens internationaux, nationaux et locaux à intégrer les activités de B/MHPSS dans leurs efforts de consolidation de la paix.

Manual on Community-based Mental Health and Psychosocial Support in Emergencies and Displacement

International Organization for Migration, 2021

www.iom.int/mhpsed

Ce manuel aide les experts et les gestionnaires de B/MHPSS à concevoir, mettre en œuvre et évaluer des programmes, des projets et des activités communautaires de B/MHPSS pour les populations touchées par l'urgence et déplacées dans les milieux humanitaires.

“Mental Health and Psychosocial Support in Children Associated with Armed Forces and Armed Groups Programmes: Operational Guidance”

UNICEF/MHPSS Collaborative, 2022

<https://mhpscollaborative.org/wp-content/uploads/2022/02/FINAL-MHPSS-in-CAAFAG-Programs-Operational-Guidance.pdf>

Ce rapport fournit des conseils multiorganismes et multisectoriels aux travailleurs de terrain, aux communautés et aux gouvernements locaux et nationaux pour soutenir les besoins de santé comportementale des enfants et des adolescents en réintégration après un conflit armé, ainsi que ceux de leurs soignants, de leurs familles et des communautés. Il présente un cadre opérationnel qui soutient les acteurs bienveillants et engagés du système socio-écologique.

“Mental Health and Psychosocial Support in Children Associated with Armed Forces and Armed Groups Programmes: Contextualization Guidance”

UNICEF/MHPSS Collaborative, 2022

<https://mhpssc Collaborative.org/wp-content/uploads/2022/02/FINAL-MHPSS-in-CAAFAG-Programs-Contextualization-Guidance.pdf>

Ce rapport définit les principaux aspects et les étapes clés de la contextualisation des programmes de B/MHPSS. Il offre également des informations, des outils et des études de cas pour éclairer l'adaptation des composantes des programmes de B/MHPSS à différentes cultures, contextes et situations.

“Mental Health and Psychosocial Support in Emergency Settings: Monitoring and Evaluation with Means and Verification”

Inter-Agency Standing Committee, 2021

www.unicef.org/media/52171/file

Ce document fournit des conseils sur l'évaluation, la recherche, la conception, la mise en œuvre, le suivi et le bilan des programmes de B/MHPSS en situation d'urgence. Le cadre peut également s'appliquer aux phases de transition entre l'urgence et le développement.

Motivational Interviewing Network of Trainers (MINT)

<https://motivationalinterviewing.org>

MINT est un réseau mondial de formateurs qui offre un soutien pour la tenue d'entretiens motivationnels dans des dizaines de langues différentes.

TERRA Toolkit

European Commission

<https://terratoolkit.eu>

Élaboré par la Commission européenne, la boîte à outils TERRA est un projet de prévention et d'apprentissage en réseau, déployé à l'échelle européenne, destiné à soutenir les enseignants, les travailleurs du secteur de la jeunesse, les forces de l'ordre, les dirigeants religieux, les journalistes et les décideurs locaux et nationaux lorsqu'ils échangent des informations sur des jeunes qui risquent de s'engager dans la violence extrémiste.

Treatment Improvement Protocol 59: Improving Cultural Competence

Substance Abuse and Mental Health Services Administration, US Department of Health and Human Services, 2014

www.samhsa.gov/resource/ebp/tip-59-improving-cultural-competence

Ce protocole présente un modèle de développement des compétences culturelles dans tous les contextes de santé comportementale. Le modèle sert de cadre pour cibler trois niveaux organisationnels de traitement : conseiller et personnel individuel, clinique et programmatique, organisationnel et administratif. Il aide les lecteurs à comprendre le rôle de la culture dans la prestation de services de santé comportementale.

NOTES

- 1 Pour plus d'informations sur les liens, et l'absence de liens, entre la santé mentale et les comportements violents : E. Fuller Torrey et al., "The MacArthur Violence Risk Assessment Study Revisited: Two Views Ten Years after Its Initial Publication," *Psychiatric Services* 52, no. 2 (February 2008): 147–152; Tori DeAngelis, "Mental Illness and Violence: Debunking Myths, Addressing Realities," *Monitor on Psychology* 52, no. 3 (April-May 2021): 31–36; Graham Thornicroft, "People with Severe Mental Illness as the Perpetrators and Victims of Violence: Time for a New Public Health Approach," *Lancet* 5, no. 2 (February 2020): e72–e73.
- 2 Voir, par exemple : Simon Copeland and Sarah Marsden, "The Relationship between Mental Health Problems and Terrorism," Centre for Research and Evidence on Security Threats, November 2020, <https://crestresearch.ac.uk/resources/the-relationship-between-mental-health-problems-and-terrorism>; Paul Gill et al., "Systematic Review of Mental Health Problems and Violent Extremism," *Journal of Forensic Psychiatry and Psychology* 32, no. 1 (2021): 51–78; Rezhna Mohammed and Frank Neuner, "War Trauma, Mental Health, Aggressions, and Violent-Extremism among Former ISIS Terrorists," *Journal of Affective Disorders Reports* 10 (2022).
- 3 National Council for Mental Wellbeing, "Mass Violence in America: Causes, Impacts, and Solutions," August 2019, v, www.thenationalcouncil.org/wp-content/uploads/2019/08/Mass-Violence-in-America_8-6-19.pdf?daf=375ateTbd56.
- 4 Voir, par exemple : National Council, "Mass Violence in America"; Jordy Krasenberg and Lieke Wouterse, "Mental Health Disorders as a Pathway to Extremism," Radicalization Awareness Network, March 13, 2019, https://ec.europa.eu/home-affairs/pages/page/ran-hsc-understanding-mental-health-disorders-pathway-leading-violent-extremism-turin-13-march-2019_en.
- 5 Oluf Gøtzsche-Astrup and Lasse Lindekilde, "Either Or? Reconciling Findings on Mental Health and Extremism Using a Dimensional Rather than Categorical Paradigm," *Journal of Forensic Sciences* 64, no. 4 (July 2019): 982–988.
- 6 Daniel Koehler, "Violent Extremism, Mental Health and Substance Abuse among Adolescents: Towards a Trauma Psychological Perspective on Violent Radicalization and Deradicalization," *Journal of Forensic Psychiatry and Psychology* 31, no. 3 (2020): 455–472.
- 7 Emily Winterbotham, *Do Mothers Know Best? How Assumptions Harm CVE* (London: Tony Blair Institute for Global Change, 2018).
- 8 Inter-Agency Standing Committee, *Community-Based Approaches to MHPSS Programmes: A Guidance Note*, 2019, <https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2021-10/Community-Based%20Approaches%20to%20MHPSS%20Programmes-%20A%20Guidance%20Note.pdf>.
- 9 Centers for Disease Control and Prevention, Division of Community Health, *A Practitioners Guide for Advancing Health Equity: Community Strategies for Preventing Chronic Disease* (Atlanta, GA: US Department of Health and Human Services, 2013), sec. 4–6: Preventing Violence.
- 10 Cette partie s'inspire largement de la publication de la Substance Abuse and Mental Health Services Administration, "Principles of Community-Based Behavioral Health Services for Justice-Involved Individuals: A Research-Based Guide," HHS Publication no. SMA19-5097 (Washington: US Department of Health and Human Services, Office of Policy, Planning, and Innovation, 2019), 9–13, <https://store.samhsa.gov/sites/default/files/d7/priv/sma19-5097.pdf>.
- 11 Michael J. Williams et al., "Expansion and Replication of the Theory of Vicarious Help-Seeking," *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 12, no. 2 (2020): 99–104; William P. Evans, Laura Davidson, and Lorie Sicufuse, "Someone Listen: Increasing Youth Help-Seeking Behavior through a Text-Based Crisis Line for Youth," *Journal of Community Psychology* 41, no. 4 (May 2013): 471–487.
- 12 Michael Williams, John G. Horgan, and William P. Evans, "The Critical Role of Friends in Networks for Countering Violent Extremism: Toward a Theory of Vicarious Help-Seeking," *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 8, no. 1 (2016): 45–65, adapté de Bibb Latane and John M. Darley, "Group Inhibition of Bystander Intervention in Emergencies," *Journal of Personality and Social*

- Psychology* 10, no. 3 (1968): 215–221, tel que cité dans *Social Psychology*, 6th ed., ed. Elliot Aronson et al. (Upper Saddle River, NJ: Pearson, 2007).
- 13 Graham Thornicroft, Tanya Deb, and Claire Henderson, “Community Mental Health Care Worldwide: Current Status and Further Developments,” *World Psychiatry* 15, no. 3 (October 2016): 276.
 - 14 Elizabeth Hartney, “What Is Motivational Interviewing?” *Verywell Mind*, May 30, 2021, www.verywellmind.com/what-is-motivational-interviewing-22378.
 - 15 Shadd Maruna et al., “Pygmalion and the Reintegration Process: Desistance from Crime through the Looking Glass,” *Psychology, Crime, and Law* 10, no. 3 (September 2004): 273–274; Thomas Meisenhelder, “Becoming Normal: Certification as a State in Exiting from Crime,” *Deviant Behavior* 3, no. 2 (1982): 137–153.
 - 16 “Global Behavioral Health,” Carter Center, accessed January 5, 2022, www.cartercenter.org/health/mental_health/mh-liberia.html.
 - 17 “EXIT-Germany | We Provide Ways Out Of Extremism,” EXIT-Germany, accessed November 7, 2022, www.exit-deutschland.de/english/.
 - 18 Network for Empowerment & Progressive Initiative, <http://www.nepiliberia.org/>.
 - 19 Vikram Patel et al., “The Shona Symptom Questionnaire: The Development of an Indigenous Measure of Common Mental Disorders in Harare,” *Acta Psychiatrica Scandinavica* 95, no. 6 (June 1997): 469–475, <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/9242841/>.
 - 20 Pour en savoir plus sur le programme Friendship Bench : www.friendshipbenchzimbabwe.org/about-us; Dixon Chibanda et al., “Effect of a Primary Care–Based Psychological Intervention on Symptoms of Common Mental Disorders in Zimbabwe: A Randomized Clinical Trial,” *Journal of the American Medical Association* 316, no. 24 (December 2016): 2618–2626.

MODULE 2

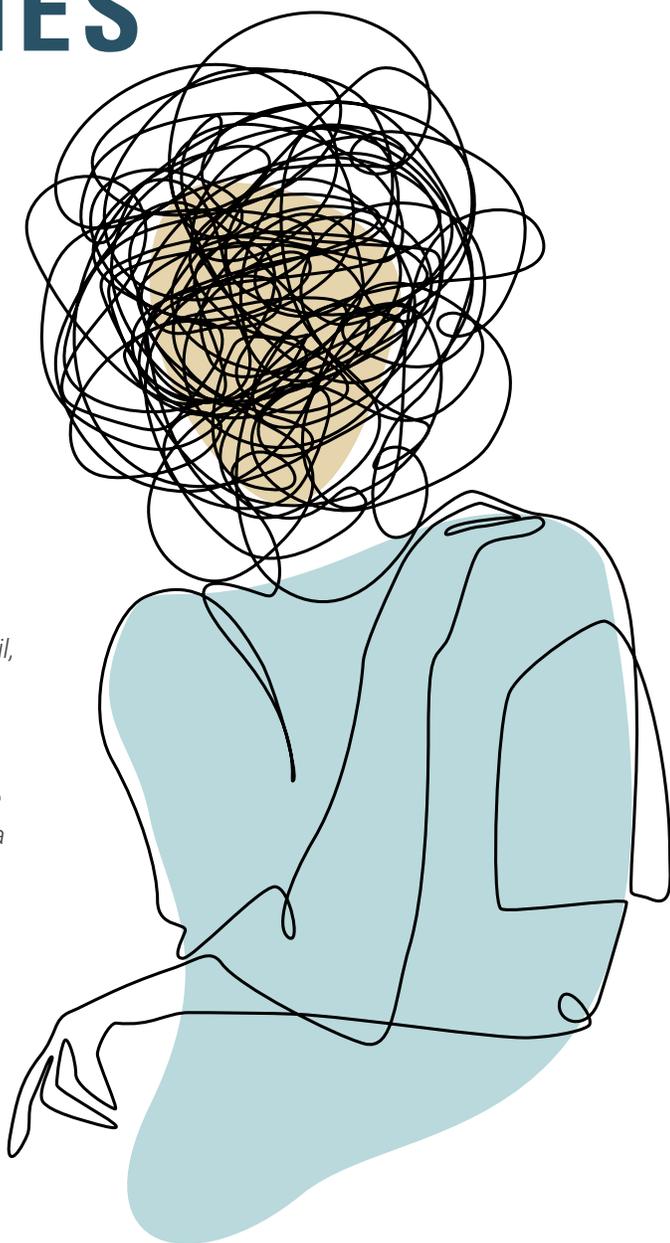
AIDER À GUÉRIR DES TRAUMATISMES

Shadi rassemble lentement les morceaux de ce qui était auparavant une lampe, maintenant éparpillée à travers la pièce. Un sentiment de regret le submerge. Il est en colère contre lui-même pour avoir encore cassé quelque chose. Sa femme s'est réfugiée dans un coin, en tremblant. Pendant des années, Shadi a eu du mal à contrôler ses émotions. Mais l'intensité, la fréquence et la violence de ses débordements ont augmenté depuis son retour de Syrie.

Sa femme ne lui a rien demandé sur son départ ni sur son retour. Elle a accepté ses appels, rares, à chaque fois qu'il la contactait de Syrie, mais au-delà du fait qu'il allait « défendre ses amis » à Deir Az-Zor, elle ne savait rien de son implication de combattant. Elle disait aux gens qu'il voyageait pour le travail, qu'il avait un nouveau projet avec un ami en Libye.

Depuis son retour, Shadi et sa femme parlent peu. Ils font souvent l'amour, mais de façon mécanique et parfois à la limite de la violence. Shadi passe une grande partie de son temps à la maison, sociable avec des inconnus, mais comme un fantôme dans sa propre maison : présent, mais surtout invisible, assis dans la même pièce du matin au soir.

Shadi se souvient à peine de ce qui l'a fait exploser de colère ce soir. S'excuser est inutile parce qu'il sait que cela va se reproduire. Alors qu'il ramasse les morceaux, les images de son père passent dans son esprit. Il n'a jamais voulu être comme son père. Il n'a jamais voulu blesser les autres comme son père l'avait blessé quand il était enfant.



*Shadi se retrouve enlisé dans le regret et la résignation face à ce qu'il est devenu. Y penser, voire essayer de trouver une autre façon d'avancer, semble futile. Le doute et la haine n'ont fait qu'empirer depuis son retour de Syrie. Lorsqu'il combattait, il ne prenait guère de plaisir. Il savait qu'il allait tuer. Il voulait tuer, mais pas avec une telle brutalité, pas avec la désinvolture qu'il a vue chez d'autres. Il a accepté de tuer, mais pas de violer, pas de torturer. Son séjour en Syrie, malgré son désir désespéré de trouver un but plus grand et de construire un endroit où il aurait sa place, l'a déçu. Pire, maintenant il a le sang d'innocents sur les mains – et il sait qu'ils étaient vraiment innocents – et à tout moment l'un des hommes avec qui il a combattu pourrait exposer à la communauté toute entière tous les détails de ce qu'il a fait.**

RÉSUMÉ

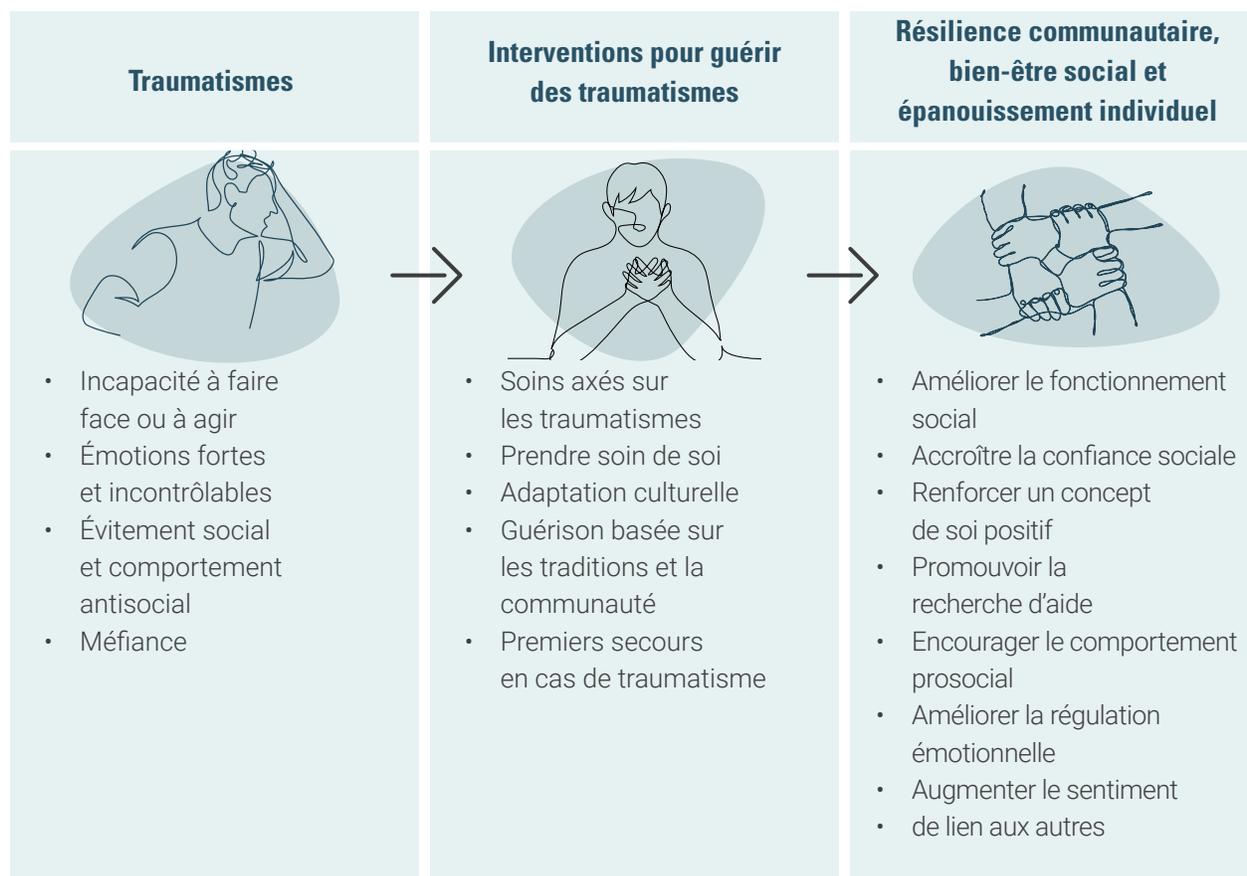
À eux seuls, l'exposition au stress et aux traumatismes chroniques et les problèmes de santé mentale qui en découlent ne provoquent pas l'engagement des personnes dans la violence extrémiste ni n'augmentent leur risque d'engagement. Néanmoins, l'exposition au stress et aux traumatismes chroniques pendant l'enfance ou à l'âge adulte augmente le risque de difficultés émotionnelles et comportementales. Dans certains cas, ces difficultés peuvent interagir avec d'autres facteurs contribuant à des comportements antisociaux et violents, notamment l'engagement dans la violence extrémiste.¹ L'exposition aux traumatismes peut affecter le développement cognitif, le raisonnement moral, la prise de décisions, le contrôle des impulsions et la régulation des émotions. Lorsque ces effets sont aggravés par d'autres dynamiques de l'environnement social, comme la marginalisation, la violence familiale, l'exclusion ou les influences sociales ou politiques extrêmes, ils peuvent accroître l'attrait des individus pour la violence extrémiste ou le recours à un comportement violent.

Pour la petite fraction des personnes exposées aux traumatismes qui se livrent à la violence extrémiste, les traumatismes passés peuvent jouer un rôle dans leur mobilisation en faveur de la violence extrémiste et créer des obstacles à la (ré)intégration après le désengagement.² C'est pourquoi il est essentiel que les praticiens s'occupent à la fois des conséquences psychologiques et comportementales du traumatisme chez les personnes qui se désengagent de la violence extrémiste, et qu'ils construisent autour d'elles des environnements de soutien et de protection pour réduire les risques de réengagement dans la violence et promouvoir le bien-être psychosocial dans la communauté.

La figure 2.1 montre comment le soutien à la guérison des traumatismes peut contribuer à la résilience communautaire, au bien-être social et à l'épanouissement individuel en réduisant les obstacles au comportement prosocial. Guérir d'un traumatisme peut influencer positivement le concept de soi et la capacité d'une personne à penser, à se comporter et à avoir des relations saines. Les programmes axés sur la guérison des traumatismes peuvent promouvoir le contrôle des émotions, les compétences interpersonnelles et d'adaptation, les alternatives à la violence, le recadrage cognitif des expériences traumatiques et la connexion aux autres, qui, lorsqu'ils sont soutenus par une éducation significative et des possibilités de subsistance, peuvent créer un engagement positif soutenu et la formation de l'identité des personnes en (ré)intégration.

* Les auteurs remercient les conseillères thématiques de ce module : Theresa S. Betancourt, ScD, MA directrice du Research Program on Children and Adversity, Boston College School of Social Work ; et B. Heidi Ellis, PhD, directrice du Trauma and Community Resilience Center, Boston Children's Hospital.

Figure 2.1. Guérison des traumatismes et RISE : une théorie du changement



CONCEPTS CLÉS

Expériences négatives durant l'enfance (ENE)

désigne des événements potentiellement traumatiques qui surviennent pendant l'enfance et qui peuvent inclure des mauvais traitements, de la négligence ou un dysfonctionnement du foyer. De telles expériences peuvent interférer avec la santé et le fonctionnement social d'une personne tout au long de sa vie.

Santé comportementale/mentale et soutien psychosocial (B/MHPSS)

désigne des activités visant à promouvoir le bien-être psychosocial, la santé mentale et les comportements sains. Les activités de B/MHPSS comprennent des systèmes de soutien spécifiques au contexte qui s'appuient sur les forces existantes des communautés locales.

Stress chronique désigne l'accumulation d'expériences anxiogènes qui, en raison de leur tension sur divers processus cognitifs et physiologiques, peuvent entraîner des changements néfastes à long terme en matière de santé physique, de santé psychologique et de relations sociales.

Traumatisme collectif désigne les incidents traumatiques subis par un grand nombre de personnes ou un segment spécifique de la société. Les traumatismes collectifs peuvent affecter les individus de la même manière que n'importe quel traumatisme, mais peuvent également influencer les identités, les valeurs, les croyances, les normes et les rituels de toute la communauté affectée pendant plusieurs générations.

CONCEPTS CLÉS

Troubles de stress post-traumatique (TSPT) désigne un ensemble spécifique de symptômes cognitifs, émotionnels et comportementaux présents plus de trente jours après l'exposition à un traumatisme. Les TSPT incluent une plus grande sensibilité aux rappels du traumatisme, une réaction d'effroi accrue, l'évitement de situations spécifiques qui rappellent le traumatisme, et des changements dans les visions du monde et le concept de soi. Ces symptômes se traduisent par une détresse émotionnelle importante qui affecte la capacité de la personne à agir socialement, professionnellement ou civiquement. Ils peuvent rester en sommeil pendant la période initiale, après l'exposition au traumatisme, et se manifester des jours, des semaines, des mois, voire des années après l'événement, souvent en réponse à un rappel ultérieur du traumatisme initial.

La **psychoéducation** fournit des informations de manière bienveillante, solidaire et structurée pour aider les personnes à mieux comprendre et faire face aux problèmes de santé comportementale ou mentale. Dans le contexte de RISE, les informations fournies sont des données scientifiques sur : les effets du stress toxique et des traumatismes sur les personnes et les communautés touchées par la violence extrémiste ; ce à quoi les personnes, les familles et les autres peuvent s'attendre ; et comment ils peuvent répondre à un comportement et à des défis attendus ou inattendus.

Résilience désigne un état dans lequel un individu a les capacités et le soutien nécessaires dans son environnement social pour réagir, s'adapter, gérer, absorber ou s'orienter dans des crises ou des changements graves, en s'appuyant sur des relations, des réseaux et des stratégies positifs pour gérer son stress et contrôler ses émotions.

Prendre soin de soi désigne le processus qui consiste à gérer soi-même sa santé et son bien-être grâce à des comportements qui favorisent la santé et la prise en charge active de la maladie ou de la détresse, le cas échéant.

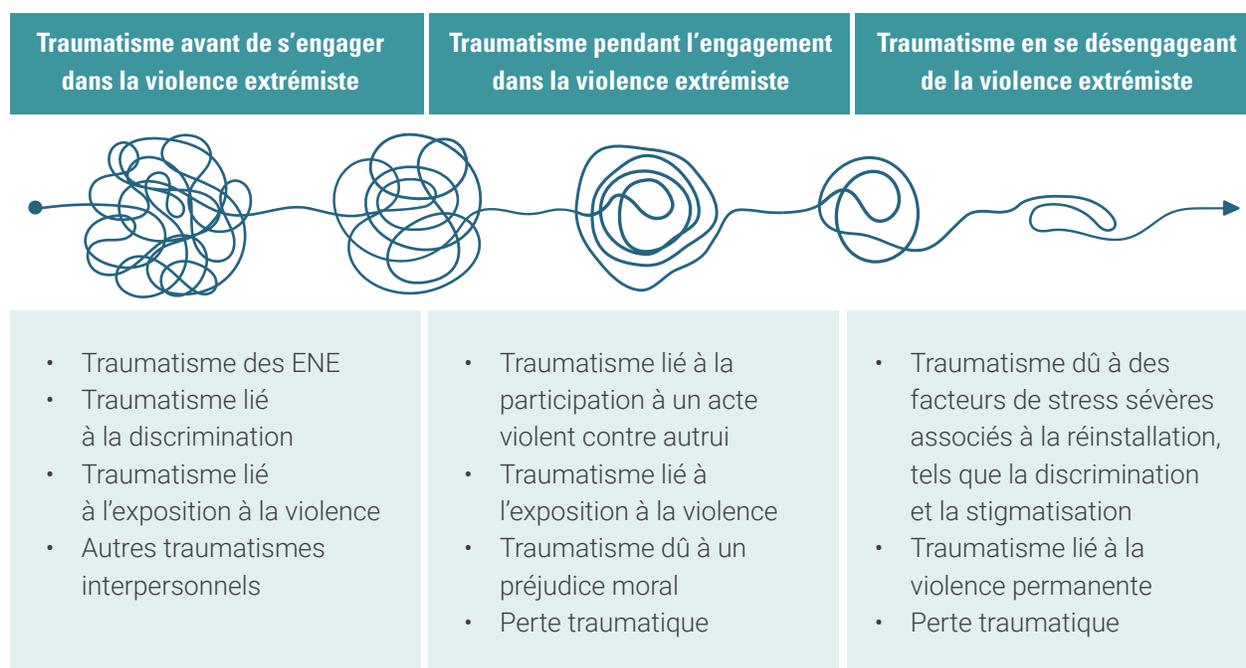
Traumatisme désigne un événement ou une série d'événements, souvent dangereux ou perçu(s) comme tels, qui paralyse(nt) la capacité du cerveau et du corps à faire face. L'exposition au traumatisme peut entraîner des changements non désirés dans la physiologie et la psychologie, affectant les pensées, les relations et les comportements. Dans certains cas, elle peut entraîner un évitement social et un comportement agressif ou violent. Des recherches récentes ont démontré que le traumatisme peut modifier la biochimie des gènes dans les générations suivantes.

Les **soins axés sur les traumatismes** ne sont pas une technique ou une méthode de traitement spécifique, mais impliquent une sensibilisation et une sensibilité à l'impact du stress traumatique dont les prestataires de services doivent faire preuve tout au long des programmes de traitement en promouvant une culture de sécurité, d'autonomie et de guérison. Un programme, une organisation ou un système qui tient compte des traumatismes peut comprendre l'impact généralisé de ces derniers ainsi que les voies possibles de guérison ; il reconnaît les signes et symptômes de traumatismes chez les clients, les familles, le personnel et d'autres personnes impliquées dans le système ; et il y répond en intégrant pleinement les connaissances sur les traumatismes dans les politiques, les procédures et les pratiques et en résistant activement à la rechute traumatique.

POURQUOI INCITER À GUÉRIR DES TRAUMATISMES ?

Intégrer la guérison des traumatismes et les activités de B/MHPSS dans RISE n'a pas pour but d'aider à identifier les personnes atteintes de troubles mentaux, de confirmer si ces troubles augmentent les risques d'engagement dans la violence extrémiste, ni d'éclairer les mécanismes d'évaluation des risques. RISE vise plutôt à éliminer les obstacles psychosociaux et comportementaux à un engagement positif auprès des pairs et de la communauté, et à accroître les facteurs de protection qui favorisent les choix prosociaux des personnes se désengageant de la violence extrémiste. Indépendamment du rôle que le traumatisme peut jouer dans les voies de la violence extrémiste, l'exposition à un stress chronique et à un traumatisme peut survenir à différentes étapes du parcours d'une personne engagée dans la violence extrémiste : avant et pendant l'engagement, et pendant le désengagement et la (ré)intégration. Les praticiens doivent donc étudier de quelle manière différentes expériences traumatiques ont pu affecter les personnes engagées dans la violence extrémiste et ce, avant, pendant et après leur engagement (voir figure 2.2).

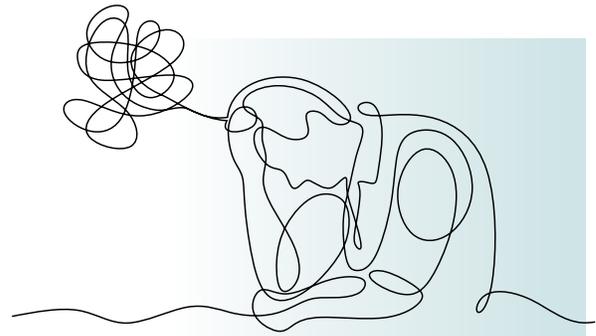
Figure 2.2. Exemples de traumatismes à différents stades de la violence extrémiste



Lien avec la violence extrémiste

Plus de 95 % des activités terroristes ont lieu dans des pays en conflit ou en proie à la violence politique.³ La violence politique et les crises qui lui sont associées génèrent d'innombrables expériences anxiogènes et potentiellement traumatisantes, notamment les migrations forcées, la séparation familiale, la violence directe, les soutiens sociaux perturbés, la rareté des ressources et la pauvreté. Ces difficultés ont des effets profonds sur les individus, les relations et les communautés.

Diverses études indiquent qu'un nombre disproportionné de personnes engagées dans la violence extrémiste ont des antécédents caractérisés par des maltraitements ou des traumatismes durant l'enfance.⁴ Les données suggèrent que les perturbations émotionnelles et comportementales dues aux traumatismes liés à la guerre peuvent se transmettre de manière intergénérationnelle, car elles peuvent contribuer à un risque accru de comportements parentaux agressifs ou perturbés.⁵



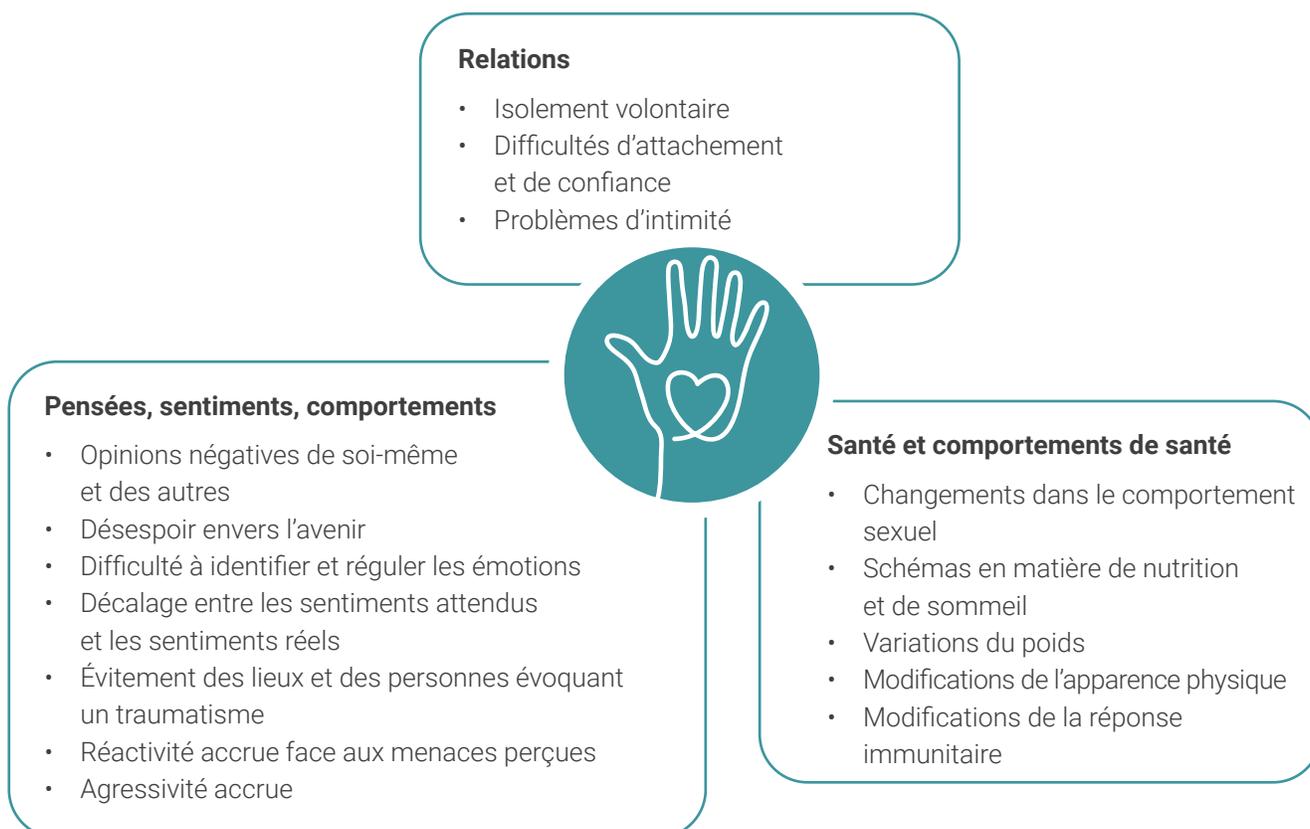
Plus directement, les études suggèrent également que les perceptions collectives, ainsi que les expériences directes, de la discrimination, de la marginalisation et de la victimisation sont courantes parmi les personnes engagées dans la violence extrémiste et peuvent influencer le soutien à la violence extrémiste.⁶ De telles expériences extrêmes – de la maltraitance durant l'enfance à la discrimination à l'âge adulte – peuvent avoir des effets significatifs sur la biologie, la psychologie et le comportement des individus. De plus, étant donné la prévalence de ces traumatismes et d'autres traumatismes dans les environnements où s'épanouit la violence extrémiste, les praticiens devraient comprendre comment ces adversités peuvent influencer la violence extrémiste.

Aucun lien de causalité direct entre l'exposition à un traumatisme ou à un stress chronique et l'engagement dans la violence extrémiste n'a été établi. Peu de personnes issues de milieux touchés par un conflit ou un fort traumatisme se livrent à la violence extrémiste. De même, bien que des taux disproportionnés d'exposition aux traumatismes soient souvent observés chez les personnes impliquées dans la violence extrémiste, peu de survivants de traumatismes se livrent à la violence extrémiste. Ainsi, le traumatisme ne peut être considéré à lui seul comme un facteur de risque d'engagement dans la violence extrémiste. Cependant, certaines des adaptations qui peuvent survenir en raison d'un stress chronique et d'un traumatisme peuvent influencer la biologie, les pensées et le comportement, qui peuvent à leur tour interagir avec d'autres facteurs environnementaux pour faciliter l'engagement dans la violence extrémiste et potentiellement compliquer la (ré)intégration de ceux qui se sont désengagés de la violence extrémiste.

L'exposition aux traumatismes peut affecter le cerveau, le corps, le concept de soi et le comportement social de manière à créer des obstacles à un engagement sain envers soi-même et la communauté. Chaque individu a sa manière de réagir aux expériences traumatiques, et toutes les personnes qui ont vécu des événements traumatiques ne développeront pas forcément un trouble de stress post-traumatique ou d'autres altérations significatives de l'adaptation. Les diagnostics médicaux tels que les TSPT ne saisissent qu'un ensemble spécifique de symptômes, et les adaptations liées aux traumatismes qui sont pertinentes pour RISE peuvent s'étendre au-delà de ce que saisissent les diagnostics médicaux. Indépendamment de tout diagnostic, les expériences traumatiques peuvent entraîner des changements dans l'activité du système nerveux, les fonctions exécutives, les capacités cognitives et les comportements interpersonnels. De nombreuses adaptations post-traumatiques peuvent être bénéfiques à court terme dans la mesure où elles peuvent aider les gens à rester en vie et à gérer des expériences anxiogènes, mais, au fil du temps, certaines de ces adaptations perdent leur utilité et peuvent devenir nocives, compromettant la santé physique, le bien-être psychologique et le fonctionnement social. En outre, il est possible que certaines des adaptations sociales et comportementales découlant d'un traumatisme augmentent la vulnérabilité aux influences négatives, favorisent des stratégies d'adaptation malsaines et entravent les efforts visant à créer des liens prosociaux au cours du processus de (ré)intégration.

Divers facteurs influencent la probabilité de développer des symptômes ou des adaptations après un traumatisme, notamment le patrimoine génétique, la culture, l'âge auquel ces événements se produisent, la durée de ces événements, leur fréquence et leur intensité, les soutiens reçus par la suite, ainsi que la culpabilité et l'auto-accusation, entre autres facteurs. Bien qu'il soit difficile de prédire comment un individu donné répondra aux événements traumatiques, certaines des adaptations qui peuvent se produire sont présentées à la figure 2.3.

Figure 2.3. Adaptations possibles après un traumatisme



Lien avec RISE

Le traumatisme peut non seulement augmenter les risques d'engagement dans la violence extrémiste, mais aussi compliquer la (ré)intégration suivant le désengagement.⁷ Une réadaptation réussie des personnes en (ré)intégration nécessite une compréhension approfondie et minutieuse de la façon dont les traumatismes peuvent accroître les facteurs de risque et diminuer les facteurs de protection pour les individus au sein de leur environnement social. Les praticiens devraient avoir une compréhension pratique de la façon dont l'exposition aux traumatismes peut affecter divers processus cognitifs et relationnels, et peut interagir avec les facteurs communautaires et structurels pour faciliter ou compliquer la (ré)intégration.

Les personnes qui ont été engagées dans la violence extrémiste peuvent avoir vécu un traumatisme avant leur engagement, ou avoir été témoins ou participants d'actes de violence, d'abus ou d'exploitation, de violence sexuelle, de combat en temps de guerre ou d'autres expériences.⁸ En outre, le processus de (ré)intégration lui-même peut être anxiogène ou traumatisant, car il peut inclure des expériences d'anxiété ou de honte liées à la surveillance ou à l'attention accrue des forces de l'ordre ou des services de sécurité, à la détention, l'emprisonnement, la discrimination, le chômage, le logement instable ou les défis à long terme qui faisaient partie du quotidien d'avant l'engagement. Ce quotidien était peut-être marqué par la pauvreté, l'exclusion, la répression ou le sentiment d'injustice. En outre, et en particulier dans les communautés touchées par la violence extrémiste, le traumatisme collectif dû à l'expérience de la violence extrémiste peut entraîner la stigmatisation des personnes qui y ont participé, et ériger d'autres obstacles à l'engagement prosocial entre les personnes qui se désengagent et les membres de la communauté.⁹ (Ce sujet est abordé plus en détail dans le module 3 : « Réduire la stigmatisation ».)

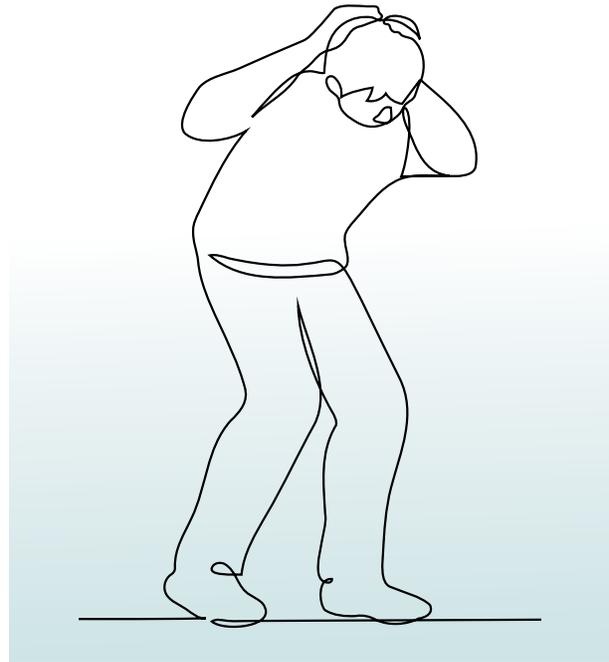
Quel que soit le moment où des expériences potentiellement traumatisantes se sont produites dans le parcours d'une personne vers la violence extrémiste, certaines adaptations traumatiques peuvent être particulièrement pertinentes, et mériter une attention ciblée, dans le contexte des personnes en (ré)intégration.

Par exemple, pour beaucoup, le sentiment d'appartenance, de but et de soutien qui accompagnait la participation à un groupe extrémiste violent offrait une protection contre les problèmes de santé comportementale et mentale, notamment les traumatismes subis lors de l'engagement dans la violence extrémiste.¹⁰ Les relations nouvelles ou forcées avec des personnes qui ont des opinions, des identités ou des idéologies éloignées ou décalées peuvent ne pas fournir le même niveau de soutien perçu que ces relations.

En ce sens, la formation de liens sociaux sains est cruciale pour guérir des traumatismes, et les tentatives pour résoudre les difficultés relationnelles doivent analyser si et comment l'engagement dans la violence extrémiste peut lui-même avoir fourni certains mécanismes d'adaptation ou d'autres avantages protecteurs. En d'autres termes, la guérison des traumatismes dans le cadre de RISE doit soigneusement réfléchir à la manière de promouvoir le bon type et la bonne qualité de relations pour les personnes en (ré)intégration.

« Pour beaucoup, le sentiment d'appartenance, de but et de soutien qui accompagnait la participation à un groupe extrémiste violent offrait une protection contre les problèmes de santé comportementale et mentale, notamment les traumatismes. »

Au-delà des difficultés relationnelles, d'autres adaptations traumatiques telles que la difficulté à faire confiance, les changements dans l'empathie hors du groupe, la réactivité accrue face aux menaces et les problèmes de contrôle de soi peuvent compliquer la (ré)intégration tant du point de vue de ceux qui se désengagent de la violence extrémiste que des communautés et des individus qui en ont été affectés. Bon nombre de ces adaptations créent des obstacles cognitifs et comportementaux aux activités de (ré)intégration et peuvent affecter directement la qualité des relations et des interactions sociales. Guérir des traumatismes réduit les obstacles aux types d'engagement prosocial qui sont essentiels au succès des programmes RISE. D'autres domaines liés aux conflits, tels que le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), peuvent fournir un guide pour intégrer la guérison des traumatismes dans les programmes. La recherche et l'expérience pratique révèlent que la lutte contre les traumatismes grâce à des stratégies communautaires de guérison des traumatismes peut soutenir l'engagement prosocial et la paix durable.¹¹



COMMENT INCITER À GUÉRIR DES TRAUMATISMES

La mobilisation et l'engagement dans la violence extrémiste, les attaques et les morts surviennent de manière disproportionnée dans les zones de conflit. Le niveau élevé de conflits violents, combiné à la violence extrémiste, augmente l'exposition des communautés à des événements potentiellement traumatisants et, historiquement, les communautés en conflit figurent souvent parmi celles qui disposent d'infrastructures de santé mentale rares et d'un faible soutien international pour la santé comportementale et mentale. Les contraintes de ressources, la vulnérabilité des infrastructures, les contraintes de temps, les problèmes de sécurité et les normes sociales qui érodent la volonté de participer aux activités de B/MHPSS sont autant de défis pour l'intégration significative des traumatismes dans les travaux de consolidation de la paix tels que RISE.

Malgré les appels lancés par les praticiens et les décideurs politiques en faveur de moyens innovants et évolutifs pour réduire le rôle du traumatisme dans les comportements négatifs, moins de 1 % de l'aide à la santé pour les pays en développement est consacrée à la santé mentale ou comportementale, qui comprend la guérison des traumatismes et les programmes de B/MHPSS pour les personnes exposées aux traumatismes et aux pertes.¹² À ce jour, aucune estimation claire n'existe sur le pourcentage d'activités mondiales de consolidation de la paix qui traitent délibérément des traumatismes et de la guérison des traumatismes, en particulier selon des méthodes fondées sur des données probantes, validées

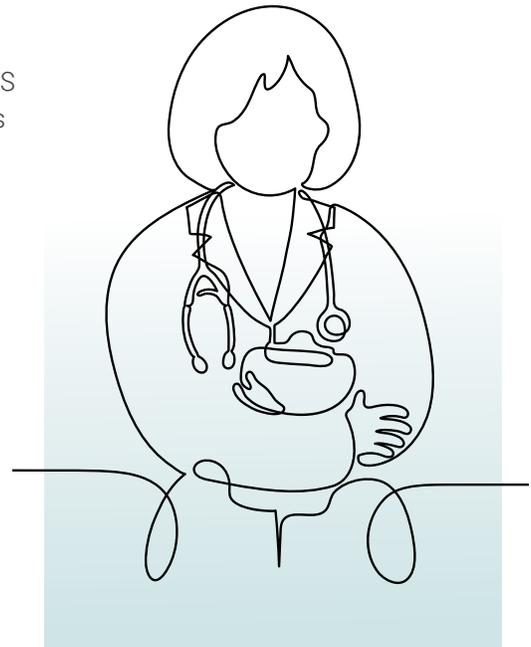
cliniquement et scientifiquement solides. En outre, dans de nombreux pays touchés par un conflit, le peu de soutien fourni à la guérison des traumatismes ou aux programmes de B/MHPSS est largement dirigé vers, et géré par, des hôpitaux publics ou des centres de soins de santé primaires, ce qui, bien qu'important, peut par inadvertance limiter les efforts communautaires de soutien psychosocial et restreindre l'accès aux soins.¹³

Depuis 2003, l'Organisation mondiale de la santé plaide en faveur d'un soutien accru pour les soins « informels » et communautaires, qui peuvent inclure le fait de prendre soin de soi, une psychoéducation et des formes non professionnelles de soutien psychosocial dirigées par des membres non professionnels de la communauté disposant d'une formation spécifique. De même, l'Inter-Agency Standing Committee (IASC) pour les programmes de B/MHPSS en cas d'urgence a longtemps salué le rôle essentiel des services de base, du soutien communautaire et familial et des interventions non professionnelles ciblées de B/MHPSS pour répondre aux besoins

en santé mentale des communautés touchées par un conflit, d'une manière qui intègre et repose sur toute la société et pas seulement sur les professionnels de la santé. Bien qu'il soit nécessaire d'augmenter la capacité des systèmes de santé à lutter contre les maladies mentales graves et à favoriser la guérison individuelles des traumatismes, les programmes de B/MHPSS communautaires peuvent également aider à lutter contre les effets des traumatismes chez les communautés et les individus, notamment les personnes en (ré)intégration, tout en renforçant la résilience et la capacité de l'ensemble des communautés à se rétablir après la violence, la perte et les chocs.

L'élargissement des soins communautaires informels peut aider à créer des environnements favorisant un soutien holistique pour les personnes qui ont subi un stress chronique et un traumatisme. Il en va de même pour la création de systèmes prenant en compte les traumatismes. Ces systèmes sont sensibles aux impacts du traumatisme sur le comportement humain et intègrent activement ces connaissances dans les politiques et les pratiques. En d'autres termes, les approches prenant en compte les traumatismes aident à atténuer les effets de ces derniers, même dans les activités qui n'ont rien à voir avec la santé mentale, en renforçant la sensibilisation aux traumatismes, l'identification des symptômes et les politiques sensibles aux traumatismes.

Aux fins de RISE, ce module souligne l'importance de créer des approches innovantes qui traitent intentionnellement et directement des effets du stress chronique et des traumatismes chez les personnes touchées par la violence, notamment les personnes qui se sont engagées dans la violence extrémiste. Ce module détaille également les avantages de la création de systèmes prenant en compte les traumatismes dans les communautés (au sens large) recevant des personnes en (ré)intégration.



Idées de planification et de conception

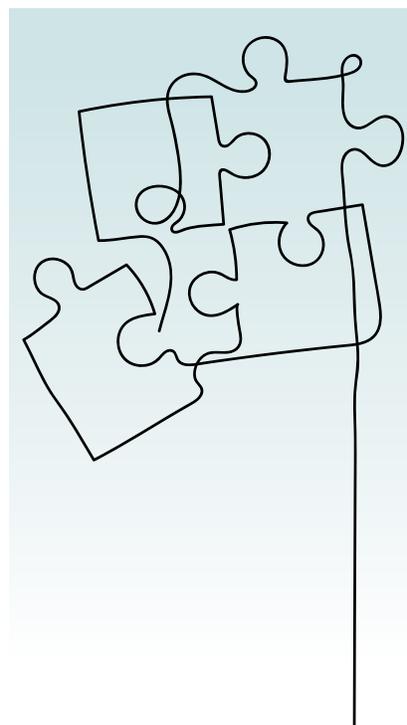
La lutte contre les traumatismes est cruciale pour la réussite des programmes RISE. Si le traitement individuel des traumatismes fourni traditionnellement par des spécialistes de la santé mentale dans les milieux professionnels de santé peut réduire les adaptations aux traumatismes et les symptômes associés chez les personnes, plusieurs obstacles et risques liés à l'approche de traitement individuel doivent être pris en considération et traités.

En premier lieu, la main-d'œuvre de professionnels spécialisés et formés, disposant des compétences et des aptitudes culturelles nécessaires pour travailler avec des personnes idéologiquement motivées, est limitée. Deuxièmement, une approche de traitement individuel des traumatismes ne doit pas détourner l'attention de la nécessité de mettre en œuvre des approches communautaires, des approches socio-écologiques et des approches multidisciplinaires, qui mettent l'accent sur l'importance de liens sociaux favorables, du maintien d'une santé comportementale positive et de la promotion d'une éducation et de moyens de subsistance significatifs. (Pour en savoir plus sur les interventions relatives aux moyens de subsistance, voir le module 4 : « Faciliter l'appartenance sociale ».) Troisièmement, assurer la confidentialité et la confiance entre les thérapeutes et les patients est crucial et doit être protégé, même si le secteur de la sécurité a un intérêt dans les résultats du traitement des traumatismes.

Reconnaître l'importance de la guérison des traumatismes impliquant la communauté

Un certain nombre de pays, notamment le Kazakhstan, la Macédoine du Nord, l'Arabie saoudite, Singapour, le Sri Lanka et le Royaume-Uni, ont des degrés divers de soutien obligatoire aux personnes en matière de santé mentale dans le cadre de leurs programmes de déradicalisation et de désengagement. Cependant, la plupart de ces activités ont été proposées dans des milieux d'incarcération et de détention, avec peu d'implication des acteurs communautaires.

Dans certaines circonstances, il est important d'établir un sentiment de stabilité et de sécurité avant que le traumatisme puisse être traité ou que des traitements de B/MHPSS élaborés puissent être offerts. Ainsi, la relocalisation ou la réinstallation peut constituer une première étape importante. L'exposition continue à des événements ou à des circonstances traumatisant(e)s au sein de la communauté, en plus de problèmes insolubles comme la vie dans une communauté en proie à la violence ou le manque d'accès aux programmes de B/MHPSS, peut entraver ou empêcher la réussite du désengagement, de la réadaptation et de la (ré)intégration.



Les bonnes pratiques en matière de B/MHPSS et les directives actuelles de l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organismes de coordination affirment que la prestation de soins communautaires informels devrait être une première étape pour la guérison des traumatismes, et devrait être suivie par la mise en relation des programmes communautaires avec les services de santé mentale et comportementale professionnels lorsque, et là où, ils sont nécessaires. Les efforts communautaires, notamment pour la guérison des traumatismes, sont une pierre angulaire des programmes RISE.

Chaque communauté doit disposer de ses propres ressources positives qui pourront être exploitées en vue de fournir des services de base pour la guérison des traumatismes, d'une manière familière et acceptable par les normes et les cultures locales. Grâce à des structures appropriées de supervision, des leaders communautaires dignes de confiance tels que des aînés, des enseignants ou des acteurs religieux peuvent être formés pour fournir les premiers secours en cas de traumatisme et des interventions de santé comportementale fondées sur des preuves formelles.

Les programmes communautaires ne sont pas seulement bénéfiques du fait de leur capacité à prioriser la construction de liens sociaux et d'appartenance, ils sont aussi utiles dans des contextes où l'offre de professionnels appropriés est limitée. La mise en relation de programmes communautaires avec des services professionnels de santé comportementale et de soins de santé primaires permet d'avoir recours à des non professionnels de la santé et d'autres personnes impliquées dans des approches multidisciplinaires qui ont les compétences et les aptitudes nécessaires pour soutenir la guérison des traumatismes tout en étant en mesure de renvoyer des cas spécifiques vers un traitement spécialisé. Cependant, le recours à des non-spécialistes pour soutenir les services de B/MHPSS pour les personnes exposées à un traumatisme important doit également maintenir des bonnes pratiques efficaces en matière de formation, de supervision et de suivi de la qualité. En outre, ces services fournis par des non-spécialistes devraient être étroitement liés à un continuum de soins afin que des professionnels de la santé mentale mieux formés puissent être engagés chaque fois qu'un niveau de soins plus élevé est indiqué.

Pratiquer des soins axés sur les traumatismes

Les programmes et stratégies visant le désengagement de la violence extrémiste, la réadaptation et la (ré)intégration doivent refléter une approche tenant compte des traumatismes dans la multitude de services nécessaires liés à la santé et à l'extrémisme. Il ne s'agit pas de minimiser le besoin de soutien en santé mentale pour la guérison des traumatismes, mais de souligner que les programmes RISE impliquent bien plus que les programmes de B/MHPSS. En effet, toutes les parties prenantes des programmes RISE réussiront mieux dans leurs activités si elles prennent en compte les effets du traumatisme sur les participants au programme, et si elles peuvent établir des protocoles et des pratiques qui réduisent au minimum les impacts

Considérations sexospécifiques



- L'exposition à la violence sexiste et sexuelle (VSS) pour les femmes, les hommes, les filles, les garçons et les personnes ayant une identité de genre non binaire peut avoir entraîné un traumatisme. La socialisation du genre et ses attentes peuvent affecter l'expression des signes de ce traumatisme. La misogynie sous-jacente et le manque de dignité des femmes dans de nombreuses sociétés peuvent ajouter une strate supplémentaire de traumatisme pour celles-ci.
- Les femmes qui vivent dans des communautés où les normes de genre sont restrictives devront pouvoir accéder à des soins de traumatologie tout en préservant leur vie privée.

négatifs du traumatisme sur les personnes et les résultats du programme, tout en offrant de nouvelles possibilités de développer des relations de soutien interpersonnelles enrichissantes ainsi que des moyens de progresser individuellement au niveau éducatif et professionnel.

En 2014, la Substance Abuse and Mental Health Services Administration (SAMHSA) du US Department of Health and Human Services a publié un cadre complet pour les soins axés sur les traumatismes. Bien qu'il soit destiné aux professionnels de la santé comportementale des États-Unis, et qu'un grand nombre de ses composantes spécifiques ne se traduisent pas nécessairement dans d'autres contextes, en particulier ceux qui sont touchés par des conflits violents, ce cadre fournit un guide utile pour concevoir des programmes axés sur les traumatismes.¹⁴ Les activités axées sur les traumatismes :

- reconnaissent l'impact généralisé des traumatismes ;
- reconnaissent les signes et les symptômes du traumatisme chez les personnes, les familles et les communautés ;
- identifient de multiples voies de guérison des traumatismes ;
- intègrent la sensibilisation aux traumatismes dans tous les éléments d'un programme, d'une organisation ou d'une intervention ;
- cherchent à prévenir la rechute.

La SAMHSA recommande six principes pour guider une approche axée sur les traumatismes (voir l'encadré 2.2). Ces principes s'appliquent à tous les efforts de RISE.

Encadré 2.2. Les six principes de la SAMHSA pour une approche axée sur les traumatismes*

Sécurité

Faites en sorte d'instaurer un maximum de sécurité et de protection dans le contexte. Lorsque le contexte local n'est pas sûr, l'objectif de guérison peut se révéler irréaliste. Dans ce cas, les objectifs d'autodétermination et d'autorégulation peuvent être plus réalistes et significatifs.

Fiabilité et transparence

Tous les intervenants externes doivent être responsables et transparents vis-à-vis des communautés locales et des bénéficiaires. Créez un nouveau modèle de soins respectueux, pertinent et centré sur les relations communautaires.

Le personnel impliqué auprès des personnes en (ré)intégration peut subir un traumatisme secondaire en entendant et en voyant les impacts de la violence extrémiste. Le personnel qui soutient la (ré)intégration devrait aider, par ses comportements, à modéliser les stratégies de gestion du stress et des traumatismes ainsi que le fait de prendre soin de soi.

Soutien par les pairs

Réalisez des évaluations du contexte pour identifier les ressources locales et les modèles de relations qui peuvent servir de facteurs de protection ou de facteurs de risque. N'oubliez pas que le soutien des pairs et la diversité des réseaux sociaux sont fortement corrélés avec des résultats positifs en matière de santé comportementale et de guérison des traumatismes (voir modules 1 et 4).

Collaboration et réciprocité

Nivelez les relations de pouvoir en vous assurant d'encourager une discussion ouverte sur la dynamique du pouvoir, en impliquant toutes les personnes, en particulier celles qui ont des identités marginalisées, dans la prise de décision et en valorisant le rôle de chacun dans la guérison des traumatismes. N'oubliez pas de donner des responsabilités aux communautés locales et de collaborer avec elles pour concevoir des programmes.

Les communautés disposent de nombreuses ressources souvent négligées. Créez des recommandations basées sur ce qui existe déjà au sein de la communauté. Formez les entités locales existantes, telles que les organismes gouvernementaux et communautaires, pour aider à activer les réseaux locaux d'orientation. Identifiez et faites le suivi des recommandations communautaires afin de vous assurer que les interventions ou les services ont eu lieu ; faites le suivi des progrès.

Autonomie et choix

Plutôt que de demander « Qu'est-ce qui ne va pas chez vous ? », une approche du comportement antisocial axée sur les traumatismes demande « Qu'est-ce qui vous est arrivé ? » pour révéler les schémas communautaires plus larges d'exclusion et de préjudice qui ont précédé l'engagement d'un individu dans la violence extrémiste. Chaque membre de la communauté peut contribuer à la guérison des traumatismes. Dotez les individus de connaissances et de compréhension sur la façon dont le traumatisme affecte leur corps, leurs émotions, leurs comportements et leurs pensées. Dans tous les aspects du travail, chaque membre du personnel et de la communauté joue un rôle important pour modéliser la capacité à prendre soin de soi, à contrôler ses émotions et à être sensibilisé aux traumatismes.

Questions culturelles, historiques et de genre

Les interventions liées à la guérison des traumatismes doivent tenir compte du contexte culturel et religieux. La santé comportementale individuelle est une sous-catégorie du bien-être communautaire. Les programmes intégrés de guérison des traumatismes devraient tenir compte du fait que le soutien aux traumatismes doit être fourni en même temps que d'autres besoins liés à la santé, aux moyens de subsistance et au logement.

N'oubliez pas d'intégrer la guérison des traumatismes dans les pratiques culturelles et religieuses existantes. Il peut s'agir d'appels quotidiens à la prière, de réunions autour d'un café ou d'un thé sur la place de la ville, ou de clubs de jardinage qui accueillent les participants dans des espaces verts. Soyez sensible au fait que certaines communautés religieuses et culturelles découragent les modèles de guérison des traumatismes qui sont présentés dans le langage de la psychologie clinique occidentale. Pourtant, osez vous approcher de la frontière ténue qui sépare ce qui est culturellement sanctionné et les choses « inavouables » qu'il faut exprimer pour faciliter la guérison.

Une approche axée sur le traumatisme du désengagement, de la réadaptation et de la réconciliation face à la violence extrémiste reconnaît la nécessité de fournir aux individus d'autres moyens d'acquérir le sentiment d'appartenance et d'identité que les groupes de violence extrémiste peuvent offrir. Trouver des moyens d'exprimer la culture, la religion, l'origine ethnique, le genre et d'autres identités est au cœur de la guérison des traumatismes.

* SAMHSA Trauma and Justice Strategic Initiative, "SAMHSA's Concept of Trauma and Guidance for a Trauma-Informed Approach," HHS Publication no. (SMA) 14-4884 (Washington: US Department of Health and Human Services, July 2014), 10-11, <https://store.samhsa.gov/sites/default/files/d7/priv/sma14-4884.pdf>.

Types d'interventions et d'activités

Des professionnels de la santé mentale, des artisans de la paix et des praticiens de divers domaines ont élaboré des approches novatrices et efficaces pour lutter contre les effets néfastes du stress chronique et des traumatismes. Les approches existantes ont exploité les connaissances de la science médicale ainsi que des siècles de pratiques et de rituels communautaires traditionnels ayant prouvé leur impact dans la diminution des symptômes liés aux traumatismes. Bien que peu d'approches de traitement des traumatismes aient été rigoureusement évaluées pour une utilisation spécifique avec des personnes engagées dans la violence extrémiste, et que les preuves soient rares pour les types d'interventions qui fonctionnent le mieux avec des populations idéologiquement motivées, on constate de plus en plus l'efficacité de divers types d'activités pour traiter les traumatismes chez les personnes touchées par un conflit et la violence.

Un certain nombre d'interventions factuelles axées sur les traumatismes peuvent se révéler pertinentes dans des environnements liés à RISE, et pourraient être réalisées par des prestataires de services dans le cadre d'efforts plus larges de désengagement, de réadaptation et de (ré)intégration. Certaines interventions peuvent être dispensées par des membres de la communauté non professionnels qui reçoivent une formation spécialisée et une supervision clinique continue. Les autres activités ne devraient être assurées que par des professionnels de la santé mentale. Dans tous les cas, l'exécution d'interventions axées sur les traumatismes nécessite l'implication et la supervision de professionnels de la santé mentale formés et ayant l'expérience des traumatismes, afin d'éviter les pratiques susceptibles d'être nocives lorsqu'elles sont dispensées de manière inappropriée.

Il ne serait pas judicieux de recommander des interventions spécifiques axées sur les traumatismes pour une utilisation dans des contextes RISE, car la base de preuves varie considérablement entre les interventions ; de plus, les preuves recueillies pour une population ou un environnement ne suggèrent pas nécessairement des résultats similaires dans un environnement différent. Cela dit, un certain nombre d'interventions pourraient être envisagées pour d'autres tests et évaluations, et une utilisation éventuelle, dans des contextes RISE ou pour contrer des effets spécifiques aux traumatismes. Les praticiens et les chercheurs continuent de travailler en étroite collaboration pour produire des données probantes qui pourraient permettre la prestation sécuritaire d'activités de santé comportementale communautaires à l'avenir. Certains modèles émergents notables comprennent :

- *Problem Management Plus (PM+)* est une brève intervention psychologique de l'Organisation mondiale de la santé qui vise à réduire les problèmes psychologiques et pratiques préoccupants, suite à l'exposition à l'adversité.¹⁵ L'intervention offre des conseils pour résoudre les problèmes et des stratégies comportementales et peut, dans certains cas, impliquer la famille des clients pour soutenir les progrès. PM+ a été largement évaluée dans différents contextes et se révèle efficace pour traiter la détresse émotionnelle, en particulier les troubles de l'humeur et de l'anxiété.
- La *Common Elements Treatment Approach (CETA)* est une approche transdiagnostique qui peut être fournie par des prestataires non professionnels formés pour résoudre de multiples problèmes de santé comportementale et mentale chez les personnes exposées à la violence et à l'adversité. Le modèle CETA a été testé dans divers contextes pour son efficacité dans la réduction de la détresse et des déficiences liées aux traumatismes.¹⁶
- *La réduction du stress basée sur la pleine conscience* est une technique thérapeutique structurée de groupe dans laquelle les personnes participent à des activités hebdomadaires basées sur la méditation, conçues pour encourager la concentration sur le moment présent, et qui peuvent atténuer la vivacité des événements traumatiques passés.

Suivi et évaluation

Certaines interventions axées sur les traumatismes ne peuvent être effectuées que par des professionnels de la santé mentale, tandis que d'autres peuvent être mises en œuvre par des non professionnels suffisamment formés, supervisés et surveillés par des professionnels de la santé mentale. Dans tous les cas, les praticiens doivent tenir compte des indicateurs qui rendent la guérison des traumatismes pertinent dans le contexte de RISE.

Quelques indicateurs à prendre en compte :

- les sentiments subjectifs de sécurité, d'appartenance et de lien ;
- le bien-être psychologique général et la satisfaction face à la vie ;
- les symptômes spécifiques liés aux traumatismes et aux TSPT, notamment l'hypervigilance face aux menaces et la réactivité ;
- l'empathie et la confiance dans le groupe et hors du groupe ;
- les mécanismes négatifs d'adaptation ; et
- le sentiment de but et de sens.

En toute bienveillance



- Quelles que soient les modalités du traitement des traumatismes, la création d'un environnement sûr et stable et l'assurance que le traitement est administré dans le cadre d'une relation sûre et de confiance avec un prestataire sont essentielles à des soins axés sur les traumatismes efficaces.
- Les traumatismes sont complexes, tout particulièrement dans le contexte de la violence extrémiste. Par exemple, le traumatisme peut activer des réponses non seulement de peur, mais aussi de honte et de culpabilité. Les traitements d'exposition traditionnels pourraient aggraver ces réponses, ce qui pourrait entraîner un évitement social et d'autres comportements antisociaux ou agressifs susceptibles d'entraver le processus de (ré)intégration. Des ressources communautaires positives doivent être mobilisées pour fournir des soins de base en cas de traumatisme, et des professionnels formés doivent être impliqués dans le traitement des traumatismes graves, le développement de plans de traitement individuels et l'administration de méthodes thérapeutiques spécialisées.*

* Deborah A. Lee, Peter Scragg, and Stuart Turner, "The Role of Shame and Guilt in Traumatic Events," *British Journal of Medical Psychology* 74 (2001): 451–466; Jeff Elison, Carlo Garofalo, and Patrizia Velotti, "Shame and Aggression: Theoretical Considerations," *Aggression and Violent Behavior* 19 (2014): 448–451.

EXEMPLES

Soutien communautaire aux traumatismes au Nigeria

La Neem Foundation est spécialisée dans la recherche et les programmes de santé comportementale visant à traiter la dépression, l'anxiété et les traumatismes chez des personnes impliquées dans des groupes extrémistes violents au Nigeria, par exemple Boko Haram. En collaboration avec le gouvernement nigérian, la Neem Foundation propose une approche intégrée qui comprend des conseils psychologiques, des services religieux, des moyens de subsistance, une éducation à la paix et des compétences en pensée critique, de l'expression artistique, des jeux sportifs, des valeurs communautaires d'inclusion et un soutien alimentaire aux anciens membres de groupes extrémistes violents. Elle offre également une formation et un renforcement des capacités aux organisations de la société civile et aux agences gouvernementales pour les aider à accroître leur capacité à fournir des services de santé mentale.

La Neem Foundation dirige le programme « Counselling on Wheels » qui répond aux traumatismes communautaires liés à la violence, notamment pour les survivants de la violence sexiste. Les recherches de la Neem Foundation révèlent que la vulnérabilité des jeunes au recrutement est liée aux limites des possibilités éducatives, des compétences de pensée critique et de la compréhension religieuse. Pour répondre à ces besoins, la fondation a développé un programme éducatif qui comprend des exercices visant à stimuler l'imagination et les rêves pour un avenir sans violence extrémiste. Elle a également appris que les personnes en (ré)intégration peuvent avoir besoin de trouver des moyens de réinventer leur identité, et ce qu'elles doivent faire pour (ré)intégrer leurs communautés et recevoir le pardon pour les préjudices qu'elles ont infligés aux autres.¹⁷

Soutien religieux et psychosocial en Colombie et au Venezuela

Parce qu'ils ont facilement accès aux communautés locales et qu'ils sont en première ligne pour aider les personnes touchées par la violence et les conflits violents, les acteurs religieux soutiennent souvent les besoins psychosociaux des personnes croyantes ou non croyantes. Pour répondre au besoin croissant de programmes de MHPSS inclusifs, accessibles, culturellement pertinents et dispensés par des membres abordables et dignes de confiance de la communauté, le United States Institute of Peace a piloté des interventions pour mettre en relation des acteurs religieux, des professionnels de la santé mentale et d'autres acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux chargés du soutien psychosocial des populations touchées par la violence en Colombie et au Venezuela.

Les efforts à venir en Asie et en Europe visent à aider les acteurs religieux et les professionnels de la santé mentale à combiner des rituels religieux et ancestraux, des pratiques et des normes avec les méthodes fondées sur des données probantes des programmes de MHPSS pour les communautés touchées par un conflit. Ces programmes développeront des outils de formation scientifiquement fondés, culturellement pertinents et sensibles aux conflits qui répondront aux besoins en santé mentale des communautés touchées par un conflit.¹⁸

The Field Guide for Barefoot Psychology

The Field Guide for Barefoot Psychology a été développé en Jordanie par un partenariat entre Beyond Conflict, une organisation de résolution des conflits qui s'appuie sur la science comportementale, et Questscope for Social Development, une organisation de changement social qui s'engage auprès des personnes marginalisées pour fournir des opportunités de guérison des traumatismes, d'autonomie et d'inclusion économique. Le *Field Guide* est un support psychosocial et une ressource éducative pour les personnes ayant vécu des conflits et des traumatismes. Il offre une psychoéducation accessible sur une variété de sujets pertinents en matière de santé mentale et de soutien psychosocial, y compris le stress, le traumatisme, la perte, la honte, le désespoir, l'espoir et la résilience, ainsi que des exercices pratiques pour prendre soin de soi (yoga, pleine conscience et exercices de respiration), le tout dans le but de réduire la stigmatisation associée au traumatisme et de gérer les symptômes indésirables qui peuvent survenir.

The Field Guide for Barefoot Psychology a été rédigé par des scientifiques et des experts dans leurs domaines en collaboration avec des communautés déplacées, y compris d'anciens combattants, en Jordanie. Il a pour fil rouge une histoire qui suit les expériences traumatisantes de deux personnes de la communauté. L'histoire utilisée est différente dans chaque version du *Field Guide*, puisqu'elle a été adaptée aux récits locaux et aux expériences de stress et de traumatisme.

En 2019, le *Field Guide* a été évalué par une équipe conjointe de chercheurs issus des domaines de la psychologie clinique et des sciences politiques. Les chercheurs en psychologie ont étudié comment les explications neuroscientifiques et psychophysiologiques des réponses humaines à la guerre et aux conflits pouvaient réduire la stigmatisation de la santé mentale, l'isolement subjectif et la détresse psychologique, et comment ces changements pourraient conduire à l'utilisation de pratiques pour prendre soin de soi et, au final, à la diminution des symptômes de traumatisme. Dans le même temps, l'équipe de chercheurs en sciences politiques a étudié la relation entre les résultats de santé mentale au niveau individuel et leurs effets sur les comportements sociaux et politiques.

Les résultats ont indiqué que le *Field Guide* était efficace pour réduire la stigmatisation ainsi que les symptômes traumatiques dans différents types de profils de détresse pour les femmes et les hommes de plus de dix-huit ans. Les données, bien qu'elles ne soient pas concluantes, suggèrent également que les changements dans les symptômes de santé mentale apparaissent en même temps qu'une confiance accrue dans la communauté, une prosocialité et une diminution de l'anxiété intergroupe.¹⁹

Le programme Zhusan et le renforcement des capacités de l'UIC/HMS au Kazakhstan

Le programme Zhusan, au Kazakhstan, est un projet géré par le gouvernement et mis en œuvre localement pour soutenir le rapatriement et la (ré)intégration des femmes et des enfants revenant des territoires anciennement contrôlés par l'État Islamiste (EI). Avec le soutien du US State Department, l'équipe conjointe University of Illinois Chicago and Boston Children's Hospital/Harvard Medical School (UIC/HMS) s'est attelée à développer les compétences axées sur les traumatismes des prestataires et dirigeants kazakhs engagés dans ce travail. Ce faisant, l'équipe UIC/HMS s'est appuyée sur deux cadres interdépendants axés sur les traumatismes. Le premier, le Repatriation and Reintegration Intervention Framework, illustre la nécessité d'élaborer des interventions qui ciblent les facteurs de risque et de protection à différents niveaux de l'écologie sociale : conditions structurelles, soutien communautaire, réussite éducative, soutien familial, et santé et bien-être individuels. Au centre de l'approche axée sur les traumatismes, on trouve l'idée que travailler avec le contexte de vie sociale plus large des individus est essentiel à une trajectoire de guérison réussie. Favoriser des conditions non stigmatisantes dans la communauté, la stabilité familiale grâce à la formation professionnelle et au soutien au logement, ainsi que l'orientation vers des professionnels de l'enseignement concernant l'engagement et le soutien des enfants ayant des besoins affectifs ou éducatifs particuliers, sont autant d'actions au cœur de ce travail.

Le deuxième cadre est la thérapie des systèmes traumatiques, une approche organisationnelle et clinique de la collaboration avec les personnes ayant subi un traumatisme qui met l'accent sur l'importance de stabiliser l'environnement social et d'identifier les facteurs de stress spécifiques contribuant à la dysrégulation émotionnelle. La clé de cette approche a été de fournir des compétences et des approches aux enseignants, aux mentors religieux et aux autres professionnels qui pourraient ne pas être formés cliniquement. Le cadre met l'accent sur l'importance d'aider la communauté professionnelle dans son ensemble à reconnaître les réponses aux traumatismes chez les enfants, et fournit des outils concrets pour aider à gérer et à prévenir la dysrégulation, en veillant à stabiliser l'environnement social.

Dans la pratique, le programme Zhusan a aidé les mères à réunifier leurs familles, à se loger et à trouver un emploi en aidant leurs enfants à s'inscrire à l'école et à s'impliquer dans leur scolarité. Les femmes identifient les réseaux de pairs en tant que famille et ont relaté des expériences positives du programme, notamment l'accueil, la confiance, le pardon, la satisfaction complète des besoins fondamentaux et l'avenir de leurs enfants. Ces rapports suggèrent que le programme a accompli des aspects fondamentaux des soins axés sur les traumatismes, comme la création d'un environnement sûr et stable avec des réseaux sociaux de confiance.

RESSOURCES

Common Monitoring and Evaluation Framework for Mental Health and Psychosocial Support in Emergency Settings: With Means of Verification (Version 2.0)

Inter-Agency Standing Committee, 2021

<https://interagencystandingcommittee.org/iasc-reference-group-mental-health-and-psychosocial-support-emergency-settings/iasc-common-monitoring-and-evaluation-framework-mental-health-and-psychosocial-support-emergency>

Ce document fournit des conseils sur l'évaluation, la conception, la mise en œuvre, le suivi et le bilan des programmes de santé mentale et de soutien psychosocial dans les milieux humanitaires. Il comprend un objectif global, des résultats associés, des indicateurs d'impact et de niveau de résultat, ainsi qu'un outil de mesure de ces indicateurs.

Doing What Matters in Times of Stress: An Illustrated Guide

World Health Organization, 2020

www.who.int/publications/i/item/9789240003927

S'appuyant sur des données probantes et des essais approfondis sur le terrain, ce guide vise à doter les individus de compétences pratiques pour les aider à faire face au stress. Quelques minutes par jour suffisent pour pratiquer les techniques d'auto-soins.

The Field Guide for Barefoot Psychology

Beyond Conflict, 2020

<https://en.field-guide.org/home/>

Écrit pour les adultes déplacés de force et les personnes qui travaillent avec eux, *The Field Guide* est un outil éducatif et de soin de soi qui expose des processus biologiques et psychologiques, notamment des problèmes tels que la peur, l'anxiété, le stress, les traumatismes, la culpabilité, la honte et le désespoir. De plus, il analyse spécifiquement des atouts positifs pour cultiver la résilience, notamment la science de la neuroplasticité, l'appartenance et la croissance post-traumatique. Il est périodiquement disponible dans un format d'apprentissage en ligne.

A Treatment Improvement Protocol: Trauma-Informed Care in Behavioral Health Services Substance Abuse and Mental Health Services Agency, US Department of Health and Human Services, 2014

<https://store.samhsa.gov/sites/default/files/d7/priv/sma14-4816.pdf>

Ce manuel aide les professionnels de la santé comportementale à comprendre l'impact du traumatisme sur ceux qui en sont victimes. Le manuel explique les stratégies d'évaluation des patients et de planification du traitement. Ces stratégies favorisent la guérison et le développement des compétences d'un personnel de soins tenant compte des traumatismes.

NOTES

- 1 Voir : B. Heidi Ellis et al., "Trauma and Openness to Legal and Illegal Activism among Somali Refugees," *Terrorism and Political Violence* 27, no. 5 (2015): 857–883; Daniel Koehler, "Violent Extremism, Mental Health, and Substance Abuse among Adolescents: Towards a Trauma Psychological Perspective on Violent Radicalization and Deradicalization," *Journal of Forensic Psychiatry and Psychology* 31, no. 3 (2020): 455–472; James Lewis and Sarah Marsden, *Trauma, Adversity, and Violent Extremism*, UK Centre for Research and Evidence on Security Threats, August 2021, <https://crestresearch.ac.uk/resources/trauma-adversity-and-violent-extremism>; Michael Niconchuk, "Terrorist Cells: Neurobiology and Violent Extremism," in *Neuroscience and Peacebuilding*, NeuroPeace no. 1, ed. Colette Rausch, Mary Hoch Center for Reconciliation, George Mason University, 2021, 57–86, www.neuropeace.org/volumes; Steven Windisch et al., "Measuring the Extent and Nature of Adverse Childhood Experiences (ACE) among Former White Supremacists," *Terrorism and Political Violence* 34, no. 6 (2020): 1207–1228, www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09546553.2020.1767604.
- 2 Voir, par exemple : Rezhna Mohammed and Frank Neuner, "War Trauma, Mental Health, Aggressions, and Violent-Extremism among Former ISIS Terrorists," *Journal of Affective Disorders Reports* 10 (2022): 1003399.
- 3 Institute for Economics and Peace, "Global Terrorism Index 2022: Measuring the Impact of Terrorism," March 2022, 2, www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2022/03/GTI-2022-web_110522-1.pdf.
- 4 Windisch et al., "Measuring the Extent and Nature"; Paul Gill et al., "Systematic Review of Mental Health Problems and Violent Extremism," *Journal of Forensic Psychiatry and Psychology* 32, no. 1 (2021): 51–78.
- 5 Lewis and Marsden, *Trauma, Adversity, and Violent Extremism*, 22.
- 6 Clara Pretus et al., "Neural and Behavioral Correlates of Sacred Values and Vulnerability to Violent Extremism," *Frontiers in Psychology* 9 (December 2018): 1–12.
- 7 Stevan Weine et al., "Rapid Review to Inform the Rehabilitation and Reintegration of Child Returnees from the Islamic State," *Annals of Global Health* 86, no. 1 (June 2020): 1–15; Lotta Carlsson, "The Role of Psychotherapy in Rehabilitation and Exit Work," European Commission Radicalisation Awareness Network, 2021, https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2021-11/ran_role_of_pschotherapy_in_rehabilitation_and_exit_work_112021_en.pdf.
- 8 Jan Ilhan Kizilhan and Michael Noll-Hussong, "Post-traumatic Stress Disorder among Former Islamic State Child Soldiers in Northern Iraq," *British Journal of Psychiatry* 213, no. 1 (2018): 425–429; Anna Maedl et al., "Psychological Rehabilitation of Ex-combatants in Non-Western, Post-conflict Settings," in *Trauma Rehabilitation after War and Conflict*, ed. Erin Martz (New York: Springer, 2010), 177–213; Theresa S. Betancourt, Dana Thomson, and Tyler J. VanderWeele, "War-Related Traumas and Mental Health across Generations," *JAMA Psychiatry* 75, no. 1 (2018): 5–6.
- 9 Orla T. Muldoon et al., "The Social Psychology of Responses to Trauma: Social Identity Pathways Associated with Divergent Traumatic Responses," *European Review of Social Psychology* 30, no. 1 (2019): 311–348; Jill Stockwell, "Stigma, Trauma, and the Social Forces Shaping Memory Transmission in Argentina," *PORTAL Journal of Multidisciplinary International Studies* 11, no. 1 (January 2014).
- 10 A. Lundesgaard and K. Krogh, "From Childhood Trauma to Violent Extremism: Implications for Prevention," in *Violent Extremism in the 21st Century: International Perspectives*, ed. G. Overland et al. (Newcastle-upon-Tyne, UK: Cambridge Scholars Publishing, 2018), 180–188.
- 11 Mary Beth Altier, "Violent Extremist Disengagement and Reintegration: Lessons from Over 30 Years of DDR," RESOLVE Network, March 2021, www.resolvenet.org/system/files/2021-03/RSVE_VEDR_Altier_March%202021.pdf.
- 12 Barnabas J. Gilbert et al., "Assessing Development Assistance for Mental Health in Developing Countries: 2007–2013," *PloS Med* 12, no. 6 (2015): 2.

- 13 Graham Thornicroft, Tanya Deb, and Claire Henderson, "Community Mental Health Care Worldwide: Current Status and Further Developments," *World Psychiatry* 15, no. 3 (October 2016): 276–286.
- 14 SAMHSA Trauma and Justice Strategic Initiative, "SAMHSA's Concept of Trauma and Guidance for a Trauma-Informed Approach," HHS Publication no. (SMA) 14–4884 (Washington, DC: Substance Abuse and Mental Health Services Administration, US Department of Health and Human Services, July 2014), <https://store.samhsa.gov/sites/default/files/d7/priv/sma14-4884.pdf>.
- 15 World Health Organization, *Problem Management Plus (PM+): Individual Psychological Help for Adults Impaired by Distress in Communities Exposed to Adversity* (No. WHO/MSD/MER/16.2), 2016.
- 16 Laura K. Murray et al., "A Common Elements Treatment Approach for Adult Mental Health Problems in Low- and Middle-Income Countries," *Cognitive and Behavioral Practice* 21, no. 2 (May 2014): 111–123, <https://doi.org/10.1016/j.cbpra.2013.06.005>; William M. Weiss et al., "Community-Based Mental Health Treatments for Survivors of Torture and Militant Attacks in Southern Iraq: A Randomized Control Trial," *BMC Psychiatry* 15, no. 1 (October 2015): 1–16.
- 17 Pour en savoir plus, consulter le site de la Neem Foundation, <https://neemfoundation.org.ng>.
- 18 Pour plus d'informations, consulter le site de l'USIP : www.usip.org/programs/religious-and-psychosocial-support-displaced-trauma-survivors
- 19 Pour en savoir plus, consulter le site de Feet on the Ground : www.feet-on-the-ground.org/the-field-guide-for-barefoot-psychology.

PARTIE II



TRANSFORMER L'IDENTITÉ AU NIVEAU SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE

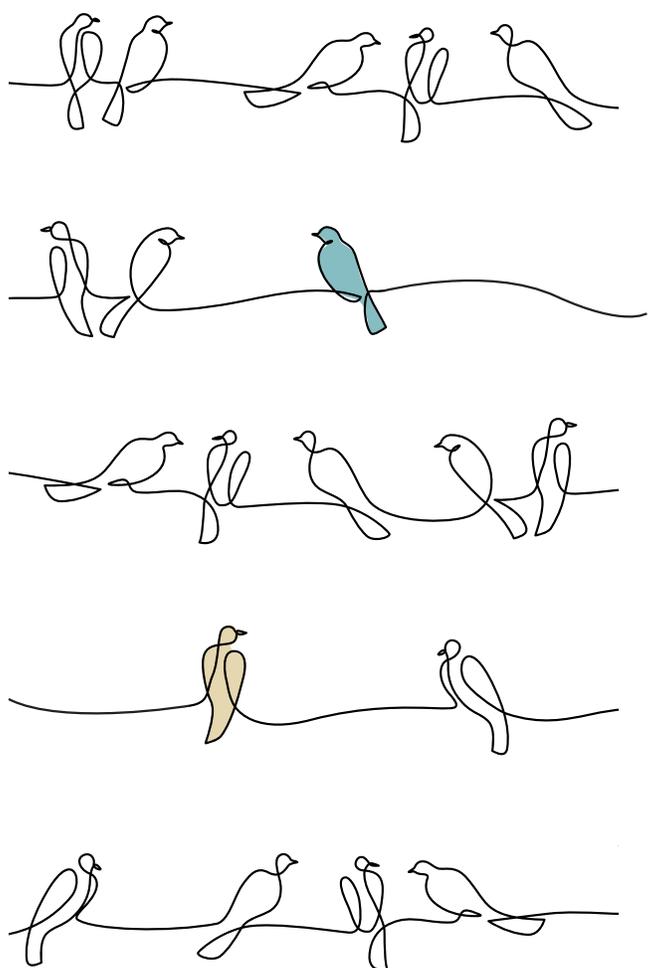
La violence extrémiste est intrinsèquement sociale : c'est une forme d'action collective qui se nourrit de facteurs sociaux enflammés. La deuxième partie de cet ouvrage couvre les principes qui abordent les dynamiques communautaires et relationnelles contribuant au désengagement réussi de la violence extrémiste et à la (ré)intégration dans les communautés locales. Réduire la stigmatisation et offrir des possibilités d'interaction sincère, soutenue, positive et inclusive entre les personnes en (ré)intégration et les membres de la communauté et les institutions peut générer une dissonance cognitive avec les idéologies extrémistes violentes. Démontrer le mensonge de telles idéologies tout en établissant des relations et des liens sociaux, en renforçant la confiance sociale et en offrant un sentiment d'appartenance aidera les personnes en (ré)intégration à trouver une nouvelle identité qui ne voit plus la violence comme un moyen de résoudre un conflit, de poursuivre un objectif ou d'exprimer des griefs.

MODULE 3

RÉDUIRE LA STIGMATISATION

Amir a rejoint Boko Haram lorsqu'il était adolescent. À cette époque, son avenir semblait ouvert mais incertain. La communauté n'offrait aucune perspective intéressante et les chances de trouver un emploi au-delà des frontières du Nigeria n'étaient pas réalistes. Néanmoins, bien que ce manque de perspectives ait pu lui ouvrir la porte de Boko Haram, il a pris la décision de franchir le pas pour d'autres raisons. Quand des amis avec lesquels il jouait au football ont rejoint le groupe, ils l'ont exhorté à faire de même. Amir n'a d'abord montré aucun intérêt envers cette idée, mais il était facile de l'enflammer au sujet de la corruption du gouvernement et des forces de sécurité de plus en plus oppressives qui maltraièrent sa communauté. Après quelque temps, il a décidé de rejoindre le groupe. Il pourrait protéger ses amis dans cette aventure, et peut-être pourrait-il changer les choses. Au début, il était excité, surtout parce qu'il avait l'impression de donner au gouvernement ce qu'il méritait : une opposition.

Au bout de deux ou trois ans, Amir se sentait beaucoup moins enthousiaste à l'idée d'appartenir à Boko Haram. Il comprenait maintenant pourquoi ses parents, ses entraîneurs de football et son imam étaient tous contrariés par sa décision de rejoindre le groupe, même s'ils partageaient ses griefs et son sentiment d'humiliation. Avec Boko Haram, il avait été contraint d'assister à de nombreuses exécutions, et il vivait dans la peur constante de la punition s'il désobéissait aux ordres. Il n'avait pas non plus vu les changements politiques qu'il espérait ; en fait, la violence de Boko Haram aggravait les choses. Il voulait rentrer chez lui, dans sa communauté, mais il était persuadé que ce n'était pas possible ; il avait cessé de communiquer avec sa famille au bout d'un certain temps, depuis que chaque appel téléphonique et chaque e-mail tournait à la dispute sur son choix. Il craignait de chercher un emploi alors que tant de gens savaient



*qu'il avait appartenu à Boko Haram ; ils penseraient qu'il était violent et imprévisible, si tant est qu'ils soient prêts à vouloir lui parler ! Il connaissait des personnes qui avaient essayé de rentrer chez elles et qui étaient revenues avec Boko Haram parce qu'elles n'avaient trouvé aucune place ailleurs. Pour qu'Amir envisage de retourner dans sa communauté, il lui faudrait affronter ses peurs, ses inquiétudes et la colère intériorisée qu'il ressentait envers lui-même pour avoir trahi sa famille et sa communauté. En même temps, la communauté devrait accepter le retour d'Amir et le traiter avec une certaine dignité. Après tout, c'était encore sa maison, son village et son peuple.**

RÉSUMÉ

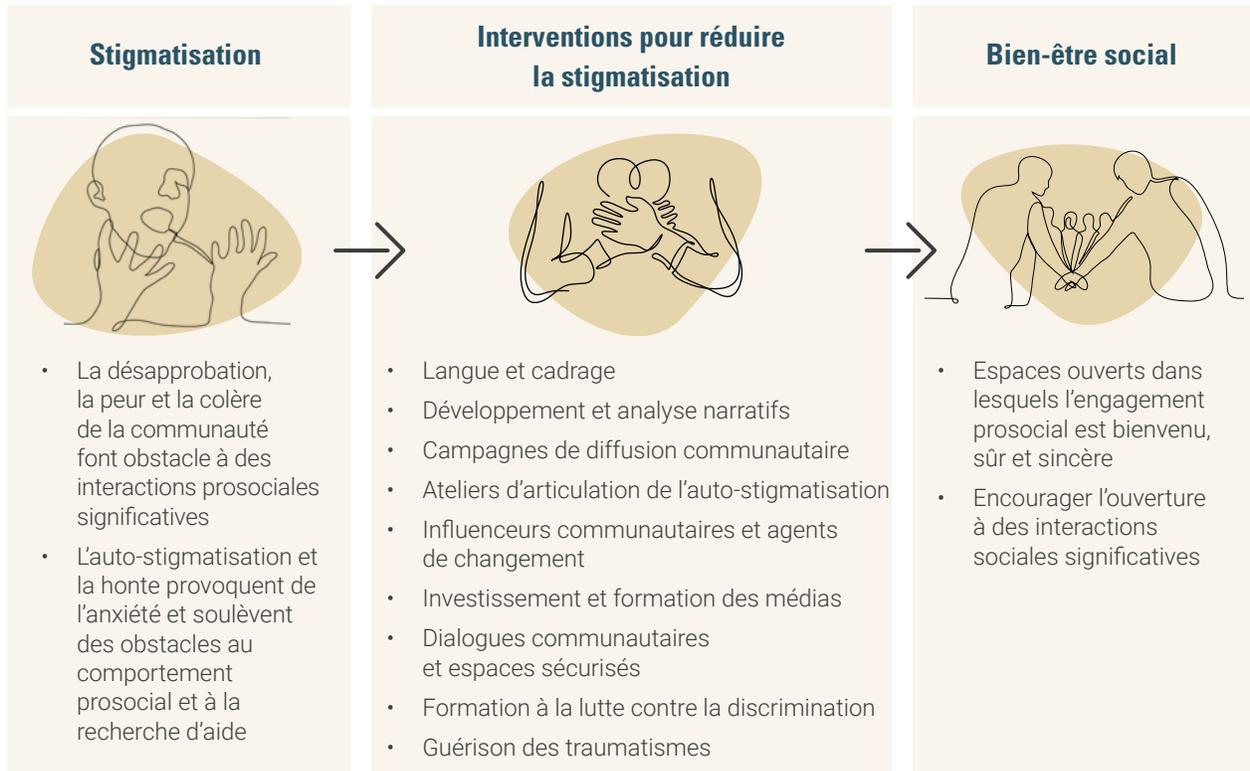
Après s'être engagées dans la violence extrémiste, les personnes en (ré)intégration peuvent être confrontées à de multiples niveaux de stigmatisation, notamment la colère face à leur participation à la violence, le manque de respect et la peur de leur extrémisme idéologique, la discrimination à l'encontre des groupes sociaux plus larges avec lesquels elles s'identifient, et l'auto-stigmatisation et la honte des actions commises pendant qu'elles étaient engagées dans la violence extrémiste. La stigmatisation nuit souvent à la santé et au bien-être.¹ Elle peut limiter la capacité et la volonté des personnes en (ré)intégration à s'engager dans la société et la communauté, à chercher et accepter l'aide, ou à poursuivre le traitement et le soutien.

L'approche RISE s'appuie sur des décennies de pratique pour réduire la stigmatisation à l'égard des groupes et des individus marginalisés qui ont adopté des comportements à risque ou culturellement déviants, et peut permettre aux personnes en (ré)intégration et aux membres de la communauté de s'engager de manière prosociale. La réduction de la stigmatisation offre des possibilités d'interaction sociale significative (voir module 4 : « Faciliter l'appartenance sociale ») et de réconciliation (voir module 5 : « Favoriser la justice et la réconciliation »). Ce module explique les défis que la stigmatisation pose aux personnes en (ré)intégration et fournit des informations sur les types d'interventions qui peuvent réduire la stigmatisation.

La figure 3.1 montre que la stigmatisation peut limiter la capacité et la volonté des individus à s'engager dans des activités transversales et inclusives, en limitant la diversité des réseaux sociaux et en affectant négativement le bien-être. Il est possible de réduire la stigmatisation contre les personnes en (ré)intégration en utilisant stratégiquement des rituels communautaires, la justice réparatrice et la sensibilisation, notamment les efforts d'éducation du public et les campagnes de plaidoyer ciblées. Le résultat potentiel d'une réduction réussie de la stigmatisation peut améliorer les résultats de (ré)intégration et le bien-être social en réduisant les obstacles à l'engagement prosocial et en encourageant des interactions significatives dans la communauté.

* Les auteurs remercient la conseillère thématique pour ce module : Tarela Juliet Ike, PhD, maître de conférences en criminologie et application de la loi, Teesside University, Royaume-Uni. Les auteurs remercient également Kim Hartog, chercheur sur la réduction de la stigmatisation, War Child Holland, et Jaremev McMullin, PhD, maître de conférences, University of St Andrews, pour leur contribution substantielle.

Figure 3.1. Réduction de la stigmatisation et RISE : une théorie du changement



CONCEPTS CLÉS

Honte réintégrative désigne la désapprobation par la communauté des comportements et actions nuisibles d'une personne, tout en lui présentant un chemin de rédemption, d'acceptation et de (ré) intégration. La honte réintégrative est une forme de justice réparatrice (voir module 5).

Auto-stigmatisation désigne l'éventail de points de vue négatifs que les individus ont sur eux-mêmes en raison de certaines caractéristiques, intériorisées et souvent renforcées par des récits stigmatisants tenus par les autres dans la société. L'auto-stigmatisation peut entraîner une faible estime de soi, de l'anxiété et d'autres

problèmes psychosociaux qui peuvent empêcher les personnes d'adopter des comportements prosociaux et de développer des relations saines.

Stigmatisation désigne l'expression ou la manifestation de points de vue négatifs ou de désapprobation d'un individu ou d'un groupe en raison de certaines caractéristiques basées sur des normes locales, qui sont intégrées dans la dynamique de pouvoir locale.² La stigmatisation peut conduire à des politiques discriminatoires, à la honte publique et à l'exclusion sociale des individus et des groupes d'une communauté.

POURQUOI S'ATTAQUER À LA STIGMATISATION ?

La stigmatisation des communautés et des individus envers les personnes qui se sont engagées dans la violence extrémiste représente un obstacle important à la (ré)intégration.

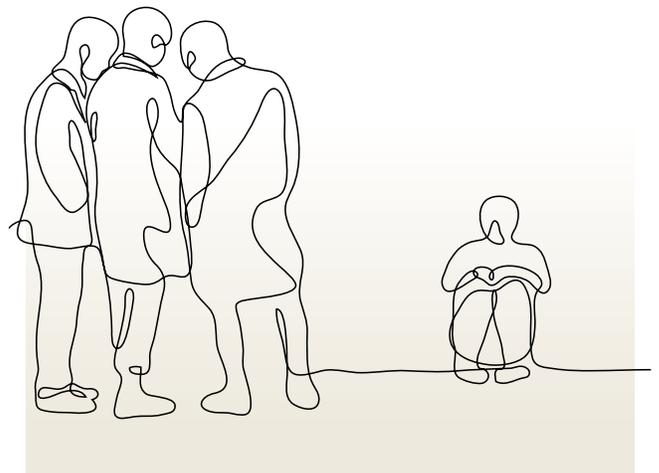
Les personnes liées par des liens de parenté ou d'autres marqueurs d'identité développent des normes et des pratiques qui aident les membres à adopter un comportement jugé acceptable au niveau local. L'appartenance au groupe est soutenue et garantie par le respect de ces normes. Les personnes extérieures ou les membres dévoyés qui enfreignent les normes du groupe sont souvent stigmatisées et souffrent de discrimination, d'exploitation, d'isolement ou de rejet.³ Marginaliser des groupes de personnes sur la base de certaines caractéristiques et relier des mythes stigmatisants tels que les stéréotypes et les préjugés peut contribuer à des comportements délétères et aggraver les divisions sociales. Même si la stigmatisation et la discrimination peuvent trouver leur justification dans la protection du groupe (pour s'assurer que les personnes se comportent de manière jugée appropriée au niveau local), la stigmatisation peut inspirer le retour d'une violence nuisible à la communauté. La stigmatisation peut aussi conduire à la récurrence, lorsque les personnes en (ré)intégration dans la société n'ont aucun sentiment de but ou d'acceptation communautaire.⁴

La stigmatisation est largement reconnue comme un obstacle au bien-être communautaire. Cependant, la plupart des interventions prêtent trop peu d'attention à la lutte contre la stigmatisation. Comme l'a fait remarquer une personne en (ré)intégration : « Ils nous ont préparés à nous réintégrer dans la société, mais ils n'ont pas préparé la société à nous recevoir. »⁵

Lien avec la violence extrémiste

La stigmatisation peut contribuer à la discrimination, à la marginalisation et à l'exclusion sociale et donc, indirectement, à l'engagement dans la violence extrémiste (pour comprendre pourquoi et comment l'exclusion sociale peut motiver les personnes à s'engager dans la violence extrémiste, voir l'introduction).

Si une communauté stigmatise une minorité religieuse ou ethnique, cette stigmatisation peut alimenter la frustration, l'humiliation ou un sentiment d'aliénation. Si les programmes et les politiques du gouvernement stigmatisent également certains groupes, cela peut créer une discrimination prenant la forme d'un refus à l'accès au logement, à l'emploi ou aux soins de santé, ce qui peut attiser le sentiment d'injustice infligé par un système oppressif. De cette manière, la stigmatisation fondée sur l'identité peut motiver une personne à s'engager dans la violence extrémiste pour défendre son statut, chercher à se venger d'une identité stigmatisée ou exprimer ses griefs. La stigmatisation peut être dysfonctionnelle à de nombreux niveaux, que ce soit en niant catégoriquement la dignité humaine et l'accès aux biens ou services communautaires pour toute personne



qui détient une identité particulière, ou en empêchant quelqu'un d'acquérir une perspective de vie ou un sentiment d'appartenance ou de sens au sein de la communauté.

Chaque personne a plusieurs formes d'identité. L'identité est composée de la perception de soi d'un individu, de la manière dont les autres personnes perçoivent l'individu et des différents groupes culturels, sociaux, économiques ou politiques auxquels l'individu appartient.

Une *identité perçue positivement* comprend un sentiment d'appartenance et de tolérance à chaque niveau de l'identité et constitue un élément central de la santé comportementale et du bien-être social. Une *identité perçue négativement* peut induire un sentiment d'humiliation résultant de l'expérience de la stigmatisation, des stéréotypes, de la déshumanisation ou de la discrimination ; les identités négatives se forment par hostilité envers les attentes et les normes sociétales.

Chaque personne appartient à de nombreux groupes d'identité sociale, certains stigmatisés et d'autres non. Mais dans de nombreux cas, une identité perçue négativement parmi les identités perçues positivement peut venir dominer la façon dont une communauté interagit avec un individu. Une communauté peut stigmatiser un groupe minoritaire en refusant à ses membres l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux soins de santé, indépendamment des autres identités détenues par les membres de ce groupe.

La stigmatisation et la discrimination ouverte peuvent être humiliantes. L'humiliation a été liée à l'engagement dans la violence extrémiste et au désir de représailles violentes.⁶ Le sentiment de honte et le désir d'effacer l'humiliation peuvent contribuer à la motivation d'un individu à soutenir ou à participer à la violence extrémiste. Certains peuvent avoir été eux-mêmes victimes de stigmatisation ou de discrimination ; d'autres peuvent s'indigner que certaines personnes avec lesquelles ils s'identifient en aient fait l'expérience.⁷

Lien avec RISE

Les communautés peuvent stigmatiser les personnes qui se désengagent de la violence extrémiste sur la base de la colère, de la peur ou de la désapprobation de la communauté, en raison de croyances ethnocentriques ou de la perception d'un traitement préférentiel des personnes en (ré)intégration.⁸ Certaines communautés ou individus peuvent avoir des doutes ou être sceptiques quant aux motifs ou à la sincérité des personnes qui prétendent s'être désengagées et qui veulent maintenant se (ré)intégrer. Les groupes extrémistes violents commettent souvent des crimes odieux qui terrorisent les civils au niveau local, menant parfois des violences de masse contre des groupes ethniques ou religieux entiers et instillant un traumatisme généralisé. Ces traumatismes devront souvent être traités pour apaiser le scepticisme, et les personnes en (ré)intégration devront prouver leur désir sincère de se réconcilier avec les communautés qu'elles ont blessées ou trahies pour pouvoir s'y (ré)intégrer. Les programmes de désengagement, de réadaptation et de (ré)intégration qui ne répondent pas à ces sources de scepticisme et de griefs au sein de la communauté au sens large peuvent conduire à un profilage et à une oppression accrues de groupes identitaires entiers.

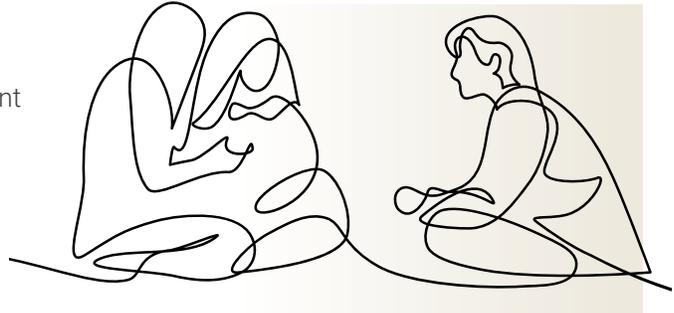
Que la stigmatisation contre les personnes en (ré)intégration soit fondée sur la discrimination ou sur le désir de protéger les membres du groupe d'un comportement dangereux ou contre-normatif, elle peut réduire l'efficacité des efforts de RISE de trois manières : en décourageant les personnes potentiellement intéressées à se désengager de la violence extrémiste ; en compliquant l'accès aux services liés à la réadaptation et en fermant les espaces d'engagement prosocial ; ou en renforçant les sentiments de honte et d'humiliation qui pourraient contribuer à la récurrence dans la violence.

Les communautés qui ont peur et qui sont en colère contre les personnes en (ré)intégration constituent une barrière pour ceux qui pourraient autrement être motivés à laisser la violence extrémiste derrière eux. Bloquer les possibilités de retour dans la communauté en stigmatisant les personnes en (ré)intégration peut empêcher les individus de quitter les groupes extrémistes violents ou les amener à rejoindre ces groupes s'ils ne trouvent pas de voie viable. Une personne peut percevoir que le groupe extrémiste violent est sa seule option durable, même si elle n'est plus d'accord avec l'idéologie ou les activités du groupe (ou ne les a jamais acceptées).⁹ En l'absence d'un autre groupe d'identité disponible, viable et tangible auquel elles peuvent adhérer, les personnes peuvent avoir l'impression d'avoir peu de possibilités de se désengager. La stigmatisation empêche de présenter une telle alternative.

La stigmatisation envers les personnes en (ré)intégration peut aggraver les sentiments d'altérité et de ressentiment, les empêchant d'établir des liens sociaux ou de développer un sentiment d'appartenance. Les personnes en (ré)intégration déclarent tenter de cacher leur identité ou se rendre dans des endroits où personne ne les connaît.¹⁰ La stigmatisation peut amener une personne à ressentir de la honte et de l'humiliation plutôt que de la culpabilité. Les neuroscientifiques confirment que la honte et la culpabilité sont des expressions émotionnelles liées mais distinctes. La culpabilité semble activer la partie du cerveau où une personne peut ressentir de l'empathie pour les autres. La culpabilité stimule les intentions de repentir pour réparer les relations et les préjudices. En revanche, la honte opère dans la partie du cerveau qui réfléchit aux jugements d'autrui. La honte stimule l'humiliation en faisant croire à une personne que les autres la prennent de haut et qu'elle est piégée, impuissante et isolée ; une telle pensée peut entraîner le ressentiment et l'envie de vengeance.¹¹

« Une personne peut percevoir que le groupe extrémiste violent est sa seule option durable, même si elle n'est plus d'accord avec l'idéologie ou les activités du groupe (ou ne les a jamais acceptées). »

La stigmatisation pourrait augmenter les risques de récidive pour ceux qui se sont désengagés de la violence. Les chercheurs en santé publique constatent que la stigmatisation envers les personnes atteintes de troubles mentaux et les actes violents commis par des personnes ayant des troubles mentaux ont augmenté au cours des dernières décennies. Et, bien que la grande majorité des personnes souffrant de problèmes de santé mentale ne se livrent jamais à la violence, les perceptions du public



qui établissent un lien entre les déficiences de santé mentale et la violence ont stigmatisé les personnes souffrant de problèmes de santé mentale, les empêchant parfois de chercher un traitement approprié. Cette stigmatisation contribue également à la discrimination dans l'éducation, l'emploi, le logement et d'autres domaines qui augmentent à leur tour le stress et l'anxiété, ce qui peut conduire à la consommation de substances nocives et à l'incapacité à maintenir des relations familiales et communautaires. Tous ces effets de la stigmatisation pourraient aggraver de sérieux problèmes de santé mentale, l'exclusion sociale, l'isolement et le manque de sens, autant de facteurs qui peuvent être associés à un comportement agressif ou violent et qui pourraient rendre la récidive plus probable. Réduire la stigmatisation envers les personnes qui cherchent un traitement pour des problèmes de santé mentale graves pourrait accroître considérablement la portée des soins de santé mentale, aider les individus à relever les défis associés à l'isolement et à la prise de sens, et réduire les épisodes de violence.¹²

Bien que les chercheurs en santé publique commencent tout juste à approfondir leurs recherches sur les personnes s'étant engagées dans la violence extrémiste, ces dynamiques existent bel et bien pour les personnes qui laissent derrière elles la criminalité, les gangs et les cultes, et il ne fait guère de doute qu'il existe des mythes stigmatisants analogues qui établissent un lien inexact entre la violence extrémiste et les problèmes de santé mentale.¹³ La lutte contre la stigmatisation peut améliorer les résultats de santé comportementale pour les personnes en (ré)intégration et réduire la probabilité de réengagement dans la violence et d'autres comportements défavorables. (Pour en savoir plus, voir le module 1 : « Promouvoir la santé comportementale et le bien-être ».)

L'auto-stigmatisation peut, elle aussi, poser des obstacles importants en termes de recherche d'aide et de comportement prosocial. L'intériorisation de récits stigmatisants peut entraîner une honte susceptible d'augmenter les angoisses liées à la recherche d'aide et aux interactions avec les membres de la communauté et les institutions. L'auto-stigmatisation peut également affecter les perceptions de l'estime de soi, de la valeur et de l'identité, ce qui, collectivement, pourrait affecter négativement le bien-être en empêchant les individus de maintenir des relations saines, d'accéder à des avantages sociaux ou de rechercher des opportunités d'emploi ou d'éducation.

La réduction de la stigmatisation est une étape essentielle pour s'assurer que les personnes en (ré)intégration puissent accéder à des soins de santé comportementale, interrompre les cycles de violence possibles et limiter leurs risques de récidive.

Considérations sexospécifiques



L'expression de la honte peut se manifester différemment selon le sexe. Faire l'expérience de la honte est le produit d'attentes socioculturelles, de sorte que les personnes traitent leur sentiment de honte dans le contexte des normes de genre de leur communauté. De nombreuses sociétés patriarcales stigmatisent les femmes qui sortent de leurs rôles traditionnels de genre, y compris en participant à la violence ou aux conflits violents et en étant une survivante de la violence sexuelle. Les femmes et les filles qui (ré)intègrent ces contextes peuvent éprouver un sentiment accru de honte, ce qui peut affecter leur volonté de demander de l'aide ou de s'engager de manière proactive.^a

Des recherches sur le genre basées sur des données issues de contextes interculturels ont montré que les femmes et les filles ont tendance à utiliser des stratégies qui évitent les déclencheurs de la honte. De telles stratégies d'évitement peuvent affecter leur volonté de rechercher un soutien en matière de santé comportementale ou de guérison des traumatismes, d'interagir de manière proactive avec les membres de la communauté, de participer à des activités de réconciliation ou de rechercher un emploi.^b

Dans des contextes non conflictuels, on a constaté que les femmes suivaient également des stratégies de gestion de la honte de type « diriger l'attaque contre soi-même » plus souvent que les hommes, qui utilisent plutôt des stratégies de type « diriger l'attaque contre autrui ». De telles réponses peuvent rendre les femmes plus enclines à l'auto-stigmatisation que les hommes.^c

De plus amples recherches sont nécessaires pour déterminer si ces expériences de stigmatisation différenciées selon le genre, et leurs réponses, sont également observées dans des contextes de conflits violents et dans divers contextes des pays du Sud. De telles recherches permettraient de mieux comprendre comment les stratégies de gestion de la honte sont également influencées par des problèmes transversaux d'origine raciale, de classe et d'environnements conflictuels.^d

Notes

- a. Jessica Benetti-McQuoid and Krisanne Bursik, "Individual Differences in Experiences of and Responses to Guilt and Shame: Examining the Lens of Gender and Gender Role," *Sex Roles* 53, nos. 1–2 (July 2005): 134–135.
- b. Markus B. T. Nyström et al., "Shame and Interpersonal Sensitivity: Gender Differences and the Association between Internalized Shame Coping Strategies and Interpersonal Sensitivity," *Bulletin of Menninger Clinic* 82, no. 2 (Spring 2018): 137–155; Milfrid Tonheim, "Who Will Comfort Me? Stigmatization of Girls Formerly Associated with Armed Forces and Groups in Eastern Congo," *International Journal of Human Rights* 16, no. 2 (2012): 278–297.
- c. Nyström et al., "Shame and Interpersonal Sensitivity."
- d. Sur les implications interculturelles des théories de la stigmatisation en général : L. H. Yang et al., "Culture and Stigma: Adding Moral Experience to Stigma Theory," *Social Science and Medicine* 64, no. 7 (2007): 1524–1535.

COMMENT RÉDUIRE LA STIGMATISATION

La réduction de la stigmatisation est essentielle au succès des programmes RISE, car elle ouvre des possibilités d'interactions prosociales au sein des communautés et réduit les risques de réengagement dans la violence. Pour réduire la stigmatisation, les praticiens doivent traiter de questions complexes d'identité, de victimisation, de perception du risque et de justice.

De nombreux types d'interventions peuvent réduire la stigmatisation, soit intentionnellement soit comme résultat dérivé du travail sur l'autonomie des personnes ou du traitement des conflits.¹⁴ La plupart des interventions ont été menées sans évaluation rigoureuse et sans se focaliser sur les personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste. Néanmoins, les programmes qui ont cherché à réduire la stigmatisation dans d'autres contextes donnent des indications sur la manière de concevoir et de mettre en œuvre des interventions pour les personnes en (ré)intégration.

Idées de planification et de conception

La stigmatisation est fondée sur des normes, qui existent souvent pour améliorer l'identité au sein du groupe et valider les perceptions des personnes stigmatisées. Cependant, en renforçant cette identité, la stigmatisation renforce les perceptions de type « nous contre eux ». Elle fait porter la responsabilité sur les individus, souvent sans reconnaître le contexte plus large qui a contribué à la transformation des citoyens en « extrémistes violents » prêts à nuire aux civils. Les communautés peuvent ressentir du dégoût, de la peur et de la colère envers les personnes en (ré)intégration. Ces attitudes négatives peuvent isoler les personnes en (ré)intégration, réduire leur capacité à imaginer la rédemption et la transformation, ou faire en sorte que le coût du premier pas de la (ré)intégration sera si élevé que beaucoup se sentent piégées et restent dans un groupe extrémiste violent. Dans de tels environnements, la sensibilisation aux considérations de planification et de conception suivantes peut améliorer l'efficacité des efforts visant à réduire la stigmatisation et à soutenir le désengagement, la réadaptation et la (ré)intégration.

En toute bienveillance



La conception des programmes devrait prioriser la protection de la vie privée et envisager comment identifier et travailler avec les communautés et les personnes stigmatisées sans les exposer à des acteurs de sécurité agressifs ou à des membres de la communauté non réceptifs, au risque de les stigmatiser davantage.

Consulter les communautés via la cartographie et la conception collaborative

La stigmatisation peut se manifester de diverses manières, à la fois subtilement et ouvertement. Les interventions visant à réduire la stigmatisation devraient se concentrer sur les personnes en (ré)intégration, leurs familles et leurs pairs, les communautés touchées et les institutions qui leur offrent des services. Idéalement, les programmes devraient impliquer tous les groupes concernés ou travailler en coordination avec d'autres programmes pour s'assurer que la stigmatisation est traitée à différents niveaux de l'écologie sociale.

Le manque de consultation et d'appropriation communautaires des programmes destinés aux personnes en (ré)intégration entrave l'efficacité de ces programmes, car les expériences complexes, multiples et diverses de stigmatisation ne peuvent être comprises et cartographiées de manière exhaustive que par le biais de telles consultations.¹⁵

Avant de commencer une intervention visant à réduire la stigmatisation, une série de consultations et d'ateliers avec chacun de ces groupes peut cartographier efficacement comment, où, par qui et vers qui la stigmatisation est susceptible de s'exprimer dans un contexte donné.

Après avoir cartographié les récits, les manifestations et les expressions de stigmatisation contre les personnes en (ré)intégration, des interventions visant délibérément la manière dont la stigmatisation est vécue peuvent être développées. La conception collaborative d'interventions visant à réduire la stigmatisation avec les personnes touchées (y compris, mais sans s'y limiter, les personnes en (ré)intégration, leurs familles et leurs pairs et, le cas échéant, certains leaders communautaires influents) peut aider les interventions à tirer parti de ressources communautaires positives, à développer des campagnes narratives crédibles et persuasives et à se conformer aux coutumes et aux normes locales, le cas échéant.¹⁶ L'implication des personnes en (ré)intégration peut aider à mettre à jour des sources et des cas d'auto-stigmatisation afin d'augmenter la conscience de soi, l'estime de soi et l'auto-efficacité ; leur implication peut aider à identifier et à aborder les récits subtils susceptibles de perpétuer la stigmatisation et les mythes stigmatisants, même dans des récits bienveillants.¹⁷

Considérations sexospécifiques



Les femmes, les hommes et les personnes avec des identités de genre non binaires vivent des expériences différentes de violence extrémiste. Les séances de sensibilisation des communautés peuvent aider celles-ci à identifier les expériences sexospécifiques en lien avec des groupes extrémistes violents ou des forces de sécurité en charge de la (ré)intégration. Cela peut aider à réduire la stigmatisation, à développer l'empathie et à renforcer le soutien aux personnes en (ré)intégration. Par exemple :

- Les hommes, et dans de nombreux cas et contextes les femmes, peuvent être craints ou respectés pour leurs actes violents et peuvent même être considérés comme des héros par certains.
- Les femmes peuvent être stigmatisées pour avoir enfreint les normes de genre en quittant leur famille ou en participant à un conflit armé. Dans certains cas, elles peuvent être cataloguées de dévergondées si elles ont survécu à des violences sexuelles. Même en cas d'enlèvement ou de séquestration, les filles et les femmes peuvent être stigmatisées pour avoir apporté la honte et le déshonneur à leur famille.
- Les membres masculins de la famille des femmes et des filles kidnappées peuvent être stigmatisés pour ne pas avoir pu protéger les membres de leur famille.

Tirer parti de la honte réintégrative et de la théorie de l'étiquetage

La *honte réintégrative* désigne le fait de faire honte aux comportements antisociaux, mais pas aux individus qui les commettent. Cette distinction entre la personne et le comportement est essentielle pour réduire la stigmatisation des personnes en (ré)intégration.¹⁸ Il est également important d'aider les communautés à sortir des points de vue absolutistes et de reconnaître que les personnes en (ré)intégration qui ont commis des actes violents peuvent en partie l'avoir fait en raison de griefs valables.

Les perceptions de l'identité ne sont pas figées ; les identités évoluent en fonction du contexte, ainsi que de l'endroit où les gens se sentent en sécurité et où ils se sentent menacés. La stigmatisation s'attache à un ou plusieurs aspects de l'identité d'une personne et nie la possibilité de transformation et d'acceptation. La réduction de la stigmatisation exige que les communautés voient les personnes en (ré)intégration comme des personnes qui peuvent se racheter, et qu'elles ne voient pas que leur pire comportement.¹⁹

Cela ne signifie pas que ces comportements de violence doivent être négligés ou sommairement pardonnés. Le défi pour les communautés accueillant des personnes en (ré)intégration est de trouver des moyens de continuer à exprimer l'inacceptabilité d'un comportement violent et de s'assurer que les personnes sont tenues responsables de leurs actes de violence, tout en présentant une voie à suivre et une possibilité de rédemption. (Pour en savoir plus, voir le module 5 : « Favoriser la justice et la réconciliation ».)

Lorsque des personnes se désengagent de la violence extrémiste, en particulier lorsqu'elles reviennent après avoir participé à un conflit, elles sont confrontées à une crise d'identité qui catalyse la découverte d'un nouveau sens à la vie, la réaffectation d'un nouveau sens aux expériences passées et la recherche d'une nouvelle identité sociale.²⁰ Cette crise présente des opportunités de réadaptation, mais seulement lorsque les communautés locales présentent des alternatives viables et tangibles. Alors que la stigmatisation indique qu'aucune alternative de ce type n'est disponible, *l'étiquetage* ou la *certification* de la transformation d'un membre violent en un membre productif ou solidaire de la communauté peut symboliquement indiquer qu'une telle alternative existe, que les communautés locales sont prêtes

En toute bienveillance



La honte réintégrative peut être un outil puissant lorsqu'elle est exploitée de manière appropriée, mais elle peut également nuire à l'intégration si elle est mal faite ou précipitée.* L'intégration de la honte réintégrative dans le processus de planification et de conception doit garantir de ne pas :

- stigmatiser davantage les personnes en (ré)intégration, même par inadvertance ;
- imposer aux personnes en (ré)intégration des normes comportementales et identitaires sans rapport avec la violence extrémiste (comme obliger les personnes LGBTQ+ à renoncer à leur identité de genre ou à se conformer aux normes locales) ; et
- trop insister sur l'adoption d'un comportement conforme plutôt que de faciliter la transformation comportementale.

* John Braithwaite, "Restorative Justice and Reintegrative Shaming," in *Criminal Justice Theory: Explanations and Effects*, ed. Cecilia Chouhy et al. (London: Routledge, 2020), 281–308.

à s'engager avec la personne et que la rédemption est possible. Les personnes ont tendance à se conformer aux attentes comportementales des étiquettes que la société leur accole, car ces étiquettes identifient les opportunités et dirigent les individus vers certains rôles. L'étiquetage de la transformation des personnes en (ré)intégration peut renforcer la nouvelle identité et les normes comportementales qui l'accompagnent.²¹

Identifier et cibler « ce qui compte le plus »

Des études sur la stigmatisation liée aux soins de santé dans des contextes aussi divers que le Botswana, le Népal, la Tunisie, l'Europe occidentale et les États-Unis ont démontré que « la stigmatisation est ressentie avec la plus grande acuité lorsque les individus ne sont pas en mesure de participer aux activités qui "comptent le plus" et qui déterminent "la personnalité" de leur culture ».²² Lorsque la stigmatisation interdit aux personnes en (ré)intégration de participer à des activités communautaires ou sociales culturellement saillantes qui sont perçues comme étant concomitantes à l'adhésion à part entière à un groupe ou à une communauté, la stigmatisation bloque effectivement la (ré)intégration sociale. Des engagements structurés avec les personnes en (ré)intégration, ainsi qu'avec les membres des communautés affectées, peuvent aider à identifier les activités qui « comptent le plus » pour maintenir le statut de membre à part entière de la communauté.²³ Focaliser les actions de réduction de la stigmatisation sur la suppression des obstacles à ces activités peut bénéficier à la (ré)intégration, en permettant la participation à des processus de transformation susceptibles de changer le statut des personnes en (ré)intégration de *l'autre* à *nous*, et en favorisant l'engagement prosocial dans des activités pouvant faciliter l'établissement de relations entre les divisions sociales. L'approche de type « ce qui compte le plus » permet d'identifier ce qui est le plus en jeu dans l'expérience de la stigmatisation et d'en atténuer les effets les plus menaçants en augmentant l'accès à ces activités.

Considérations sexospécifiques



Les activités sociales et communautaires qui sont perçues comme soutenant le statut au sein d'un groupe ou d'une communauté peuvent être différentes selon le sexe. Lors de l'identification de « ce qui compte le plus », il est essentiel de s'assurer que les activités culturellement importantes sont désagrégées et cartographiées en fonction du sexe et d'autres rôles sociaux clés.

Adopter une approche intersectionnelle

Il est rare que les individus ne ressentent la stigmatisation que dans un seul domaine de l'identité. Les personnes en (ré)intégration peuvent faire face à une stigmatisation fondée sur la peur et la colère face à leur engagement dans la violence extrémiste. Elles peuvent également ressentir la stigmatisation en raison de leur origine raciale, leur religion, leur sexe, leur classe sociale, leurs croyances idéologiques, leur travail ou leur santé – autant d'éléments pouvant être associés à des mythes stigmatisants qui lient ces identités à l'extrémisme violent ou au comportement violent. Leurs pairs et leurs proches peuvent également éprouver une stigmatisation fondée sur l'un de ces marqueurs de stigmatisation et sur leur affiliation perçue avec des personnes engagées dans la violence extrémiste, ce qui les expose à un risque d'ostracisation sociale et à une attention accrue des autorités chargées de l'application de la loi et de la sécurité.²⁴

Souvent, la stigmatisation de certains groupes peut être le résultat d'expériences traumatisantes. En particulier dans les environnements touchés par les conflits où la violence, les traumatismes et les griefs de groupe sont régulièrement présents, les soins axés sur les traumatismes et les soins communautaires qui élargissent la portée des services de guérison peuvent répondre à des traumatismes collectifs qui perpétuent la colère, la peur ou le ressentiment. (Pour en savoir plus sur la guérison des traumatismes, voir le module 2 : « Aider à guérir des traumatismes ».)

Types d'interventions et d'activités

La perpétuation de la stigmatisation implique une écologie sociale complexe. Les interventions devraient donc inclure des éléments qui cherchent à modifier les normes, les attitudes et les politiques favorisant la stigmatisation et à atténuer les résultats de la stigmatisation qui compromettent le bien-être des personnes en (ré)intégration.²⁵

L'approche Social and Behavior Change Communications (SBCC) constitue un cadre pour changer les normes, les attitudes et les comportements en évaluant l'écologie sociale en jeu, puis en ciblant les points d'effet de levier qui peuvent devenir des points de bascule pour le changement. L'approche SBCC commence par une évaluation cartographique de l'ensemble de l'écologie sociale concernée : où, comment, par qui et contre qui la stigmatisation se manifeste-t-elle ? Quels sont les mythes et les récits qui perpétuent la stigmatisation ? Quelles ressources communautaires positives et quels points d'entrée peuvent être utilisés pour les interventions de réduction de la stigmatisation ? SBCC est un processus interactif qui utilise (1) la communication sur le changement de comportement pour changer la base de connaissances des publics sélectionnés ; et (2) les stratégies de plaidoyer et de mobilisation sociale pour accroître la volonté politique et sociale de changement et galvaniser la participation plus large, l'action collective et l'appropriation communautaire. Ici, les interventions et les activités représentent des éléments qui peuvent être combinés en une intervention de SBCC complète, sociale et écologique pour réduire la stigmatisation contre les personnes en (ré)intégration. Les interventions et les activités devraient être ciblées à plusieurs niveaux de l'écologie sociale afin de répondre adéquatement aux besoins uniques des communautés locales et des personnes qui s'y (ré)intègrent.

En toute bienveillance



Tout programme qui fournit des services à des personnes ayant été affiliées à une organisation extrémiste violente doit s'assurer qu'il fonctionne conformément aux lois en vigueur qui régissent quand, comment et à qui ces soutiens peuvent et ne peuvent pas être offerts.

Sensibiliser et ré-humaniser les personnes en (ré)intégration

La réduction de la stigmatisation peut se faire par des approches inclusives favorisant les contacts et permettant aux personnes de participer ensemble à des activités structurées ou semi-structurées qui constituent un processus de transformation des identités et de ré-humanisation des personnes en (ré) intégration. Les rituels marquent symboliquement la transition d'une personne de retour dans la société, et les rituels sociaux et cérémonies qui reconnaissent et marquent publiquement une transformation de l'identité peuvent être efficaces pour favoriser le désengagement, la réadaptation et la (ré)intégration. Les programmes d'éducation publique peuvent également mettre en lumière les défis auxquels les personnes en (ré)intégration font face et dissiper de nombreux mythes stigmatisants qui perpétuent la peur et la colère. Des interventions et activités efficaces doivent être adaptées à différents niveaux de l'écologie sociale et intégrer des considérations relatives à l'âge, au sexe et à d'autres facteurs susceptibles d'affecter l'efficacité du programme.²⁶ Pour être inclusives, ces approches doivent être entreprises avec le consentement des personnes en (ré)intégration et rechercher leur participation active en leur donnant l'occasion de personnaliser le contenu des rituels sociaux et des cérémonies en fonction des contextes, cultures et croyances locaux.

Les activités qui peuvent encourager les communautés à surmonter la stigmatisation sont les suivantes :

- Des activités interpersonnelles pour faciliter les contacts et l'acceptation entre les personnes en (ré) intégration et leur famille immédiate et leurs pairs, le cas échéant. Il est également crucial de s'attaquer à l'expérience de stigmatisation des familles et des pairs en les associant aux personnes en (ré) intégration. Une attention particulière doit être accordée aux éventuels préjudices liés aux retrouvailles des personnes en (ré)intégration avec les membres de leur famille et leurs pairs dans certains contextes.
- Des dialogues communautaires ou des réunions publiques qui offrent aux communautés touchées l'occasion d'exprimer leurs inquiétudes, et leur donnent l'occasion de réfléchir et d'apprendre en approfondissant leurs connaissances, en dissipant les mythes et en atténuant les inquiétudes concernant les risques posés par les personnes en (ré)intégration.
- Des possibilités d'activités de coopération basées sur le contact entre les personnes en (ré)intégration et les membres de la communauté, tels que les groupes de soutien mutuel ou les activités de services communautaires. L'expression de la compassion, même d'un seul membre d'un groupe externe, peut déclencher une empathie réciproque envers l'ensemble du groupe.²⁷ L'empathie est essentielle pour soutenir les comportements prosociaux, créer des liens sociaux, rejeter la violence intergroupe et interpersonnelle et transformer les identités sociales.²⁸
- Des projets communautaires basés sur les contacts qui ne sont pas explicitement décrits comme des efforts de rapprochement entre les groupes stigmatisés et la communauté élargie, mais qui offrent néanmoins des possibilités d'interaction et de collaboration.²⁹ Par exemple, les projets de jardinage communautaire, les festivals multiculturels, les projets de peinture murale et les journées de nettoyage environnemental peuvent non seulement créer un sentiment de communauté en améliorant la culture et l'environnement au niveau local, mais aussi permettre à une personne en (ré)intégration de contribuer bénévolement au bien-être communautaire.

- Des services communautaires de guérison des traumatismes ciblant les traumatismes collectifs qui renforcent la stigmatisation des mythes et des récits, en particulier dans les environnements touchés par la violence extrémiste (voir le module 2 : « Aider à guérir des traumatismes »).
- Des événements basés sur le contact qui impliquent des activités telles que chanter, manger, jouer de la musique ou réciter de la poésie et qui font participer les personnes en (ré)intégration. Ces contextes offrent des occasions d’humaniser les personnes en (ré)intégration aux yeux de la communauté au sens large et d’accroître la confiance entre les groupes.
- Des rituels religieux, rites de passage ou gestes symboliques informels qui marquent la transition d’un individu ou d’une famille vers la communauté. Cela indique aux personnes en (ré)intégration que la communauté est ouverte à leur retour. Ces actes symboliques, qui peuvent être aussi simples que d’accueillir quelqu’un avec un petit cadeau comme une boisson, peuvent marquer la décision d’une personne de laisser son ancienne identité liée à la violence extrémiste et d’adopter son identité renouvelée en tant que membre contributeur de la communauté.
- Des consultations ou des ateliers communautaires peuvent fournir des plateformes dans lesquelles les participants peuvent discuter et élaborer des récits personnels qui n’attribuent pas aux personnes en (ré)intégration des étiquettes ne mettant en évidence que leurs pires actions passées. Ces ateliers peuvent plutôt mettre en évidence les multiples identités de groupe d’une personne et son désir d’apporter des contributions positives à la communauté. Ces consultations ou ateliers peuvent également identifier des ressources communautaires positives que les campagnes de réduction de la stigmatisation peuvent exploiter de manière à résonner avec le public cible et à se conformer aux normes et coutumes locales, le cas échéant.

En toute bienveillance



Les interventions axées sur les traumatismes reconnaissent la portée et la profondeur des questions psychosociales. Les interventions individuelles ne doivent pas re-victimiser, ouvrir les plaies sans les guérir, ni aggraver les dynamiques de honte qui pourraient conduire à des sentiments d’humiliation ou à un désir de représailles (voir le module 2 : « Aider à guérir des traumatismes »).

Les interventions thérapeutiques dans certains pays devraient également reconnaître que ceux qui ont commis des crimes peuvent être vulnérables à des poursuites étant donné la faiblesse des systèmes de confidentialité dans le traitement. Encourager les individus à affronter leur auto-stigmatisation en avouant ce qu’ils ont causé aux autres peut créer des répercussions qui échappent au contrôle de ceux qui gèrent l’intervention.

Plaider pour un changement de normes sociales

Les programmes de plaidoyer vont au-delà de l'éducation publique en ciblant les normes sociales et les politiques et lois discriminatoires pour galvaniser le soutien et l'adhésion de la communauté et pour construire un environnement qui permette le désengagement, la réadaptation, la (ré)intégration, et la réconciliation.³⁰

Mobiliser des personnalités communautaires crédibles et dignes de confiance pour diffuser publiquement des messages positifs sur le désengagement, la réadaptation, la réconciliation et la rédemption peut être un moyen efficace de lier la réussite de la (ré)intégration à la prévention de nouvelles violences, et de changer les attitudes de manière à rendre les membres de la communauté plus disposés à interagir avec les personnes en (ré)intégration.³¹ Des messages similaires peuvent être transmis à l'aide de médias de masse (par exemple des émissions de radio) qui diffusent généralement du divertissement et de l'information. Intégrer des messages sur la rédemption et la réduction des préjugés, de la violence et des traumatismes dans les programmes de radio et de divertissement a le potentiel de susciter des normes sociales et des comportements qui peuvent faciliter le désengagement et la réconciliation.³²

Intégrer dans la conscience publique des récits sur le rôle des structures et des événements passés qui ont donné lieu à des griefs légitimes et aux décisions des individus, peut rendre une communauté plus disposée à voir les personnes en (ré)intégration comme ayant été motivées à s'engager dans la violence extrémiste à cause de griefs communs, et non parce qu'elles agissent mal ou sont des agents du chaos apparus de nulle part. De tels récits peuvent aider à réduire l'auto-stigmatisation à mesure que les individus comprennent comment leurs comportements s'inscrivent dans une histoire plus vaste. Bien que ces récits n'effacent pas la responsabilité individuelle, ils peuvent réduire la colère du public, permettant aux communautés de reconnaître que les choix des individus sont également affectés par leur environnement, et de ressentir une certaine compassion pour les individus dont la vie a été façonnée par des forces échappant à leur contrôle.³³

« Des récits qui intègrent. . . des structures et des événements passés. . . peuvent rendre une communauté plus disposée à voir que les personnes en (ré)intégration ont été motivées. . . par des griefs communs, et non parce qu'elles agissent mal. »

Une autre manière de susciter de l'empathie, ou du moins de la compréhension envers les personnes en (ré)intégration, est de partager avec la communauté des histoires sur leur vie, qui elles étaient avant de s'engager dans la violence extrémiste, pourquoi elles ont décidé de s'y engager, ce qui les a poussées à s'en détourner, et qui elles veulent être à l'avenir. Partager des histoires de personnes qui ont déjà réussi leur (ré)intégration, et décrire les défis auxquels elles ont été confrontées lors de leur parcours, peut susciter l'adhésion de la communauté et apaiser les inquiétudes concernant la sécurité publique. De telles histoires peuvent être partagées via des journalistes, des producteurs de médias et des campagnes médiatiques de la société civile.

Dans le même temps, les programmes de plaidoyer doivent reconnaître la difficulté, dans certains contextes, de trouver le bon équilibre dans les messages. Premièrement, tirer parti des campagnes médiatiques sans sensibiliser les journalistes, les producteurs et les autres acteurs à leurs rôles pourrait accentuer la stigmatisation et les divisions. Deuxièmement, et en particulier dans les communautés où les programmes de MHPSS et d'autres services sociaux sont rares et où la justice est considérée comme insuffisante, certains membres de la communauté peuvent en vouloir aux personnes en (ré)intégration, car elles ont un plus large accès (réel ou perçu) aux services qui n'ont pas encore été mis à la disposition des autres membres de la communauté, parmi lesquels, éventuellement, des survivants de la violence extrémiste. Dans ces contextes, les programmes de plaidoyer qui ne sont pas adaptés aux représentants des communautés locales peuvent créer, par inadvertance, des ressentiments aliénants plutôt que de générer de l'empathie.³⁴

S'attaquer à l'auto-stigmatisation et à la culpabilité ou à la honte intériorisées

Les personnes en (ré)intégration peuvent avoir intériorisé la stigmatisation, la honte, la culpabilité et les reproches pour s'être livrées à la violence extrémiste, ce qui affecte leur bien-être psychosocial et les amène à s'isoler. Le changement de comportement individuel et les interventions de santé comportementale, comme le conseil, la thérapie comportementale cognitive ou la participation à des groupes d'entraide et de soutien, peuvent être efficaces pour changer les connaissances, les attitudes, le concept de soi, l'estime de soi et les compétences d'adaptation qui font obstacle à l'engagement prosocial (voir le module 1 : « Promouvoir la santé comportementale et le bien-être »).³⁵

En toute bienveillance



Impliquer les personnes en (ré)intégration dans des activités de réduction de la stigmatisation basées sur les contacts peut les forcer à divulguer des informations privées, et ces contacts peuvent avoir des effets volatils susceptibles d'aggraver le ressentiment. Les programmes devraient s'assurer de faire une place à l'expression légitime de la peur et de la colère, de protéger les besoins en matière de sûreté et de sécurité pour toutes les personnes impliquées, et de veiller à ce que les médiateurs soient bien formés à gérer ces situations ainsi qu'à la divulgation sélective par laquelle les personnes en (ré)intégration peuvent choisir de révéler leur ancienne association avec la violence extrémiste quand, et avec qui, elles se sentent à l'aise.

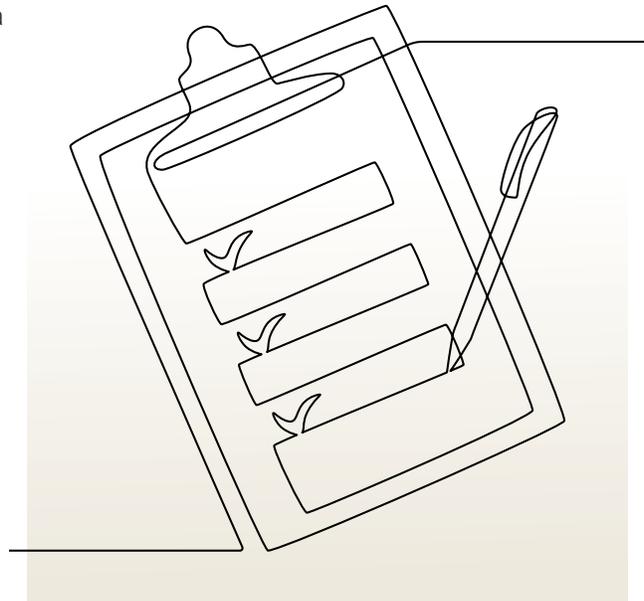
Suivi et évaluation

Les données sur l'étendue et les manifestations de la stigmatisation et de la discrimination dans certaines communautés font souvent défaut, mais elles sont néanmoins essentielles pour le suivi et l'évaluation des programmes de réduction de la stigmatisation. L'utilisation de méthodes mixtes (approches quantitatives et qualitatives) et de conceptions expérimentales peut augmenter le nombre de données et permettre de comparer les expériences de stigmatisation avant et après les interventions de réduction de la stigmatisation.

Une série d'enquêtes données aux personnes touchées par la stigmatisation, ainsi qu'à d'autres membres de la communauté, avant et après l'intervention, pourrait poser des questions telles que les suivantes pour recueillir des données qualitatives :

- Quelles sont les opinions ou attitudes des membres de la communauté à l'égard de la volonté de vivre à proximité, de recruter, de travailler avec ou de se lier avec une personne en (ré)intégration ?
- La communauté a-t-elle du ressentiment à cause d'un manque perçu de justice distributive ? Par exemple, la communauté a-t-elle l'impression que les personnes en (ré)intégration reçoivent trop d'aides financières de la part de l'État ?
- Les personnes en (ré)intégration ont-elles le sentiment que la communauté a tenu ses promesses d'assistance ou perçoivent-elles que les mesures d'assistance étaient symboliques et ne répondaient pas à leurs aspirations de justice distributive ?
- Qu'est-ce qui constitue le sentiment de connectivité et d'appartenance de la communauté ? Les personnes qui ont été (ré)intégrées sont-elles considérées comme appartenant à la communauté, comme faisant partie du « nous » ?

Le changement d'attitude et de comportement parmi les membres de la communauté peut se révéler plus lent à certains endroits, et les changements positifs peuvent eux-mêmes sembler différents dans divers contextes.³⁶



Des données quantitatives pertinentes pourraient également être recueillies par un chercheur qui observe et documente des indicateurs et des activités tels que :

- des indicateurs locaux pertinents et des comportements observables associés à l'inclusion de personnes ou de groupes stigmatisés dans les activités sociales ;
- les changements de comportement chez les fonctionnaires, les forces de l'ordre et les représentants du gouvernement dans leur interactions avec les personnes en (ré)intégration et les personnes qui leur sont associées ;
- la participation à des événements communautaires ou familiaux importants, par exemple lorsque les personnes en (ré)intégration sont invitées à des funérailles, à des mariages ou à des festivités communautaires ;
- les thèmes dans les récits – recueillis régulièrement par le biais d'enquêtes, d'entretiens, de surveillance des médias ou d'autres méthodes éthiques – concernant les expériences vécues par les personnes en (ré)intégration ainsi que les membres de la communauté.³⁷

En toute bienveillance



Il est important de ne pas surveiller les comportements – par exemple, l'utilisation du hijab ou la participation à des rituels religieux particuliers – qui pourraient renforcer les mythes stigmatisants et être interprétés par les membres de la communauté comme des signes de récidive.

EXEMPLES

Programme de réintégration au Rwanda après le génocide

Depuis le génocide au Rwanda en 1994, nombreux sont les coupables de participation directe à la tuerie qui ont passé du temps en prison. Ils sont maintenant sur le point de terminer leur peine et de retourner dans leur communauté. La recherche sur ce processus de réintégration offre des leçons convaincantes sur la réduction de la stigmatisation des personnes en (ré)intégration après s'être engagées dans la violence extrémiste.

Même si la stigmatisation et la colère contre les personnes qui ont participé au génocide restent fortes au Rwanda, les communautés où il existe des opportunités pour les personnes en (ré)intégration d'interagir avec les membres de la communauté peuvent réduire les complications sociales de la réintégration. Dans certains cas, les voisins ont accueilli les personnes en leur offrant de petits cadeaux tels qu'un soda, de la nourriture ou de petites sommes d'argent pour acheter de quoi manger ou boire. Dans d'autres cas, les personnes de retour ont bénéficié d'un espace dans les réunions pour parler de ce qu'elles avaient fait et pourquoi, prendre leurs responsabilités, exprimer leurs remords et décrire leurs espoirs pour l'avenir. Une personne en (ré)intégration a rapporté que ces gestes « ont effacé l'impression que les gens [me] détestaient ».

Les preuves indiquent que les récits exprimés lors des événements commémoratifs organisés par le gouvernement et les programmes scolaires publics sur l'histoire et les effets du colonialisme au Rwanda ont façonné les attitudes à l'égard de la (ré)intégration. Ces récits historiques expliquent comment et pourquoi la Belgique a créé des divisions entre les groupes ethniques au Rwanda, instaurant la méfiance qui a contribué au génocide. Cette histoire a aidé les communautés à reconnaître à la fois les facteurs structurels plus larges qui ont provoqué le génocide et la responsabilité individuelle des personnes qui y ont participé.

Les personnes en (ré)intégration ont également rapporté que le langage utilisé pour les décrire, par leurs voisins et dans le discours public, a eu un effet significatif sur leur perception de la stigmatisation et leur capacité à (ré)intégrer leurs communautés. Plutôt que d'être affublés de l'étiquette de *génocidaires*, certains individus de retour ont suggéré être désignés par des termes tels que « de nouveau Rwandais », c'est-à-dire des termes qui font allusion à leurs crimes passés tout en renforçant l'idée qu'ils ne sont plus une menace pour leurs concitoyens. Les étiquettes qui mettent en avant la personne, en particulier lorsqu'elles sont utilisées par des personnes ayant une autorité telle que le personnel gouvernemental ou les chefs religieux, aident à donner le ton en matière de (ré)intégration.³⁸

Lutter contre la stigmatisation des motocyclistes au Liberia

À la fin de la guerre civile au Liberia, en 2003, les enfants autrefois associés à des groupes armés qui terrorisaient les populations civiles ont été exclus de nombreux programmes officiels de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Les autorités considèrent souvent les jeunes comme des auteurs de troubles et voient leurs efforts en faveur du travail indépendant comme un crime ou une menace. Le Liberia est un exemple remarquable, où les jeunes vivant avec les effets d'un conflit armé – suspendus entre leur vie pendant la guerre et un contexte d'après-guerre dans lequel ils ont été humiliés et ignorés – ont peu d'occasions de gagner leur vie. Certains de ces jeunes créent leurs propres opportunités en utilisant leurs motos pour assurer le transport dans les communautés locales. Cependant, les médias libériens rapportent souvent que les motocyclistes sont des agents d'autodéfense violente et que la police ne fait pas grand-chose lorsque les motocyclistes eux-mêmes sont la cible de la violence ; par conséquent, les motocyclistes sont souvent perçus comme dangereux, peu fiables et potentiellement violents.

En réponse, certains de ces jeunes hommes et femmes se sont engagés dans des efforts de lutte contre la stigmatisation en travaillant avec les communautés et les leaders communautaires pour changer le discours autour des motocyclistes et réduire la stigmatisation à leur rencontre. Cartographier la stigmatisation qu'ils ressentent et reconnaître leur auto-stigmatisation intériorisée leur a permis d'élaborer des récits et d'effectuer leurs propres campagnes d'inclusion sociale, comme la conception et la distribution d'autocollants qui mettent l'accent sur la prestation des services de transport nécessaires ou qui affirment leur identité en tant que contributeurs importants au processus de consolidation de la paix. Les motocyclistes ont également scénarisé des programmes radio qui prônent un changement de norme sociale en éduquant le public sur leurs contributions à la société (comme le transport de passagers malades vers les hôpitaux pendant les crises d'Ebola et de COVID-19), et sur les défis auxquels ils sont confrontés en raison des restrictions routières discriminatoires et de la brutalité policière. Ces campagnes illustrent le potentiel pour les personnes quittant une vie de violence de changer et de contribuer à leurs communautés tout en affirmant leur dignité.³⁹

La transformation identitaire pour réduire la stigmatisation au Pakistan

Au Pakistan, le Paiman Trust travaille avec des personnes en (ré)intégration après un engagement avec les talibans et d'autres groupes extrémistes violents. L'un des programmes du Paiman Trust se concentre sur les mères qui ont joué un rôle actif dans le recrutement de leurs fils dans ces groupes ; certaines ont activement aidé leurs fils en cousant les ceintures de suicide qu'ils portaient. Les membres de la communauté ont tendance à stigmatiser ces femmes, en se concentrant sur leur contribution à la violence. Néanmoins, le Paiman Trust leur offre des soins psychosociaux, une formation aux moyens de subsistance, une exposition aux arts, une éducation civique et une alphabétisation religieuse. Le programme met en lumière leurs identités multiples en tant que Pakistanaïses, membres de la tribu des Pachtouns (ou Pachtous) et musulmanes pratiquantes. Une partie du programme d'éducation comprend la poésie pachtoune, source locale familière qui prodigue des enseignements sur la paix. Le Paiman Trust engage les imams du Pakistan à promouvoir l'idée du pardon dans l'islam. En tant que personnalités de confiance influentes dans les communautés locales, les imams peuvent contribuer à réduire la stigmatisation en mettant en valeur la rédemption et en démontrant l'inclusion des personnes en (ré)intégration dans la prière et d'autres activités religieuses. Le Paiman Trust cherche des occasions pour les personnes en (ré)intégration de faire du bénévolat et d'assurer un leadership dans la communauté afin que celles-ci puisse s'engager dans une relation de confiance.⁴⁰

L'éducation communautaire pour lutter contre la stigmatisation en Indonésie

La Coalition of Civil Society Against Violent Extremism (C-SAVE) est une coalition d'organisations communautaires en Indonésie qui travaille avec des personnes revenant vivre dans leur communauté après avoir vécu ou combattu avec l'État islamique. Pour prévenir tout nouvel engagement dans la violence, y compris la violence extrémiste, C-SAVE insiste sur la nécessité d'offrir et d'enseigner l'empathie pour réduire la stigmatisation et augmenter les compétences prosociales. Lors de la vague de retours initiale, la plupart des personnes en (ré)intégration étaient des femmes et des enfants. Ils ont fait face à une stigmatisation considérable de la part des communautés locales, opposées à ce qu'elles percevaient comme un traitement spécial, et opposées au fait de permettre aux enfants en (ré)intégration de retourner à l'école, par crainte pour la sécurité publique. C-SAVE aide à lutter contre la stigmatisation des personnes en (ré)intégration en proposant des programmes d'éducation publique qui sensibilisent la communauté aux nombreux défis auxquels elles sont confrontées. Par exemple, C-SAVE diffuse de courtes vidéos racontant le parcours des personnes en (ré)intégration et travaille avec des responsables religieux féminins locaux pour « traduire les enseignements religieux en actions concrètes mettant en œuvre l'empathie, promouvant la tolérance et améliorant les activités sociales pour le bien d'autrui ». ⁴¹

RESSOURCES

STRETCH for Stigma

War Child Holland, 2021

www.warchildholland.org/intervention-stigmatisation

Ce cadre de réduction de la stigmatisation est développé par War Child, une organisation basée à Amsterdam qui travaille à améliorer la résilience et le bien-être des enfants vivant dans la violence et les conflits armés. STRETCH for Stigma intègre une approche normalisée qui peut être adaptée à différents contextes. Il s'agit d'une approche socio-écologique destinée à aider à réduire les croyances et les pratiques nuisibles enracinées au sein des communautés et conçue pour traiter de multiples formes de stigmatisation.

“Countering Xenophobia and Stigma to Foster Social Cohesion in the COVID-19 Response and Recovery”

International Organization for Migration, 2021

www.iom.int/sites/g/files/tmzbd1486/files/documents/countering_xenophobia_and_stigma_130720.pdf

Cette note d'information propose un certain nombre de solutions que les gouvernements et les autres acteurs concernés peuvent envisager pour répondre aux différentes formes d'attaques xénophobes que les migrants peuvent subir pendant la pandémie, que ce soit des mesures visant à renforcer la réponse juridique et politique à la xénophobie et au racisme, ou des modèles communautaires visant à lutter contre les préjugés et à promouvoir la mixité sociale.

The Health, Stigma, and Discrimination Framework

Anne L. Stangle et al., 2019

<https://link.springer.com/content/pdf/10.1186/s12916-019-1271-3.pdf>

Le Health Stigma and Discrimination Framework est un cadre global et transversal basé sur la théorie, la recherche et la pratique, conçu pour s'appliquer à un éventail de conditions de santé, notamment la lèpre, l'épilepsie, la santé mentale, le cancer, le VIH, et l'obésité ou le surpoids. Il analyse comment la stigmatisation liée à l'origine raciale, au sexe, à l'orientation sexuelle, à la classe sociale et au travail se recoupe avec les stigmates liés à la santé, et comment le cadre peut être utilisé pour améliorer la recherche, la programmation et les efforts politiques. Bien que développé pour la stigmatisation liée à la santé, nombre de ses leçons et principes peuvent être instructifs pour réduire la stigmatisation dans d'autres contextes, y compris pour les personnes en (ré)intégration.

“Improving Community Acceptance of Returnees from Boko Haram in Nigeria: What Role Do Trusted Authorities Play?”

Innovations for Poverty Action | Mercy Corps, 2018

www.poverty-action.org/study/improving-community-acceptance-returnees-boko-haram-nigeria-what-role-do-trusted-authorities

Le rapport propose l'utilisation de messages de dirigeants de confiance pour réduire la stigmatisation et augmenter le soutien des personnes à la (ré)intégration, ainsi que leur volonté d'interagir avec les personnes sortant d'un conflit extrémiste violent dans la vie sociale, politique et économique. S'appuyant sur une conception expérimentale dans le contexte du Nigeria, l'étude suggère que les autorités de confiance peuvent être des messagers efficaces pour promouvoir la paix et le soutien à la (ré)intégration des anciens membres de Boko Haram.

NOTES

- 1 Cependant, dans certains contextes, la capacité à résister à la stigmatisation interne peut renforcer la résilience et jouer un rôle positif dans la guérison. Voir, par exemple : Ruth L. Firmin et al., "Stigma Resistance Is Positively Associated with Psychiatric and Psychosocial Outcomes: A Meta-analysis," *Schizophrenia Research* 175, nos. 1–3 (2016): 118–128, <https://doi.org/10.1016/j.schres.2016.03.008>.
- 2 Les premières recherches sociologiques sur la stigmatisation ont étudié comment l'expression de points de vue négatifs et la désapprobation d'individus stigmatisés « [les] disqualifiaient de la pleine acceptation sociale » et se concentraient sur les personnes ayant certaines caractéristiques physiques, un trouble mental ou pouvant être associées à une race, une ethnie, une religion, une idéologie particulière, etc., considérées comme déviantes par la société. En analysant comment la participation à la violence et aux conflits violents constitue également une caractéristique importante qui soumet les individus à la stigmatisation, ce module s'appuie sur des études, anciennes et contemporaines, de la stigmatisation et se concentre sur les processus de disqualification sociale des personnes qui, selon les communautés, s'écartent des normes et des compréhensions sociales dominantes. Voir Erving Goffman, *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity* (New York: Simon & Schuster, 1963).
- 3 Pour des études sur les principales catégories de stigmatisation : Verena Ertl et al., "The Challenge of Living On: Psychopathology and Its Mediating Influence on the Readjustment of Former Child Soldiers," *PLoS ONE* 9, no. 7 (2014): e102786, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0102786>; Jo C. Phelan, Bruce G. Link, and John F. Dovidio, "Stigma and Prejudice: One Animal or Two?" *Social Science and Medicine* 67, no. 3 (2008): 358–367, <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2008.03.022>.
- 4 Voir, par exemple : Kim Hartog, Ruth M. H. Peters, and Mark J. D. Jordans, "Understanding Stigmatisation: Results of a Qualitative Formative Study with Adolescents and Adults in DR Congo," *Foundations of Science* 27 (2022): 805–828.
- 5 Comme l'a rappelé un participant à l'atelier en ligne "Stigma Reduction and Violent Extremist Disengagement and (Re)integration" qui s'est tenu le 29 juin 2021, afin d'éclairer ce module.
- 6 Voir, par exemple : James Gilligan, "Shame, Guilt, and Violence," *Social Research* 70, no. 4 (2003): 1149; Clark McCauley, "Toward a Psychology of Humiliation in Asymmetric Conflict," *American Psychologist* 72, no. 3 (2017): 255–265, <https://doi.org/10.1037/amp0000063>; Arie Kruglanski, Jocelyn Bélanger, and Rohan Gunaratna, *The Three Pillars of Radicalization: Needs, Narratives, and Networks* (Oxford: Oxford University Press, 2019).
- 7 Evelyn Lindner, *Making Enemies: Humiliation and International Conflict* (Westport, CN: Praeger Security International, 2006).
- 8 Pour en savoir plus sur les obstacles à la réadaptation et à la réintégration que la stigmatisation peut ériger : Gordon Clubb et al., "Combatting the Terrorist Stigma: Communicating Rehabilitation and Reducing Barriers to Reintegration," paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Montreal, September 2022.
- 9 Lina Grip and Jenniina Kotajoki, "Deradicalisation, Disengagement, Rehabilitation and Reintegration of Violent Extremists in Conflict-Affected Contexts: A Systematic Literature Review," *Conflict, Security, and Development* 19, no. 4 (2019): 371–402, <https://doi.org/10.1080/14678802.2019.1626577>.
- 10 Voir, par exemple : Any Rufaedah, and Idhamsytha Eka Putra, "Coping with Stigma and Social Exclusion of Terror-Convicts' Wives in Indonesia: An Interpretative Phenomenological Analysis," *Qualitative Report* 23, no. 6 (2018): 1334–1346, <https://doi.org/10.46743/2160-3715/2018.3118>.
- 11 Brené Brown, "Shame Resilience Theory: A Grounded Theory Study on Women and Shame," *Families in Society* 87, no. 1 (January–March 2006): 45–46; Kathryn F. Jankowski and Hidehiko Takahashi, "Cognitive Neuroscience of Social Emotions and Implications for Psychopathology: Examining Embarrassment, Guilt, Envy, and Schadenfreude," *Psychiatry and Clinical Neurosciences* 68 (2014): 319–336; Deborah A. Lee, Peter Scragg, and Stuart Turner, "The Role of Shame and Guilt in Traumatic Events," *British Journal of Medical Psychology* 74 (2001): 451–466.
- 12 E. Fuller Torrey, "Stigma and Violence: Isn't It Time to Connect the Dots?" *Schizophrenia Bulletin* 37, no. 5 (September 2011): 892–896.

- 13 Pour en savoir plus sur la stigmatisation et la désaffiliation de culte, le désengagement des gangs et la délinquance : Stuart A. Wright, *Leaving Cults: The Dynamics of Defection* (Washington, DC: Society for the Scientific Study of Religion, 1987); Kelly E. Moore, Jeffrey B. Stuewig, and June P. Tangney, "The Effect of Stigma on Criminal Offenders' Functioning: A Longitudinal Mediational Model," *Deviant Behavior* 37, no. 2 (2016): 196–218; Adrian Bergmann, "Shut In, Shut Out: Barriers and Opportunities for Gang Disengagement in El Salvador," *Critical Criminology* 30 (2022): 193–210.
- 14 Pour une cartographie complète des interventions visant à réduire la stigmatisation : Kim Hartog et al., "Stigma Reduction Interventions for Children and Adolescents in Low- and Middle-Income Countries: Systematic Review of Intervention Strategies," *Social Science and Medicine* 246 (2020).
- 15 Tarela Juliet Ike et al., "Community Perspectives of Former Terrorist Combatants, Militants, and Reintegration Programmes in Nigeria: A Systematic Review," *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 14, no. 2 (22): 142–168, <https://doi.org/10.1080/19434472.2020.1834431>.
- 16 Voir, par exemple : William B. Farrell et al., *Processes of Reintegrating Central Asian Returnees from Syria and Iraq* (Washington, DC: United States Institute of Peace, 2021).
- 17 Jareme R. McMullin, "Hustling, Cycling, Peacebuilding: Narrating Postwar Reintegration through Livelihood in Liberia," *Review of International Studies* 48, no. 1 (January 2022): 67–90.
- 18 John Braithwaite, "Reintegrative Shaming," in *Criminological Perspectives: A Reader*, ed. John Muncie, Eugene McLaughlin, and Mary Langan (London: Sage Publications, 1996), 432–438.
- 19 Des recherches récentes ont identifié le sentiment de rédemption des personnes désengagée de la violence extrémiste comme un mécanisme clé pour construire un soutien parmi les communautés. Voir, par exemple : Clubb et al., "Combatting the Terrorist Stigma."
- 20 Maja Touzari Greenwood, "When Foreign Fighters Come Home: The Story of Six Danish Returnees," *Perspectives on Terrorism* 13, no. 4 (August 2019): 28; Thomas Meisenhelder, "Becoming Normal: Certification as a State in Exiting from Crime," *Deviant Behavior* 3, no. 2 (1982): 137–153.
- 21 Shadd Maruna et al., "Pygmalion and the Reintegration Process: Desistance from Crime through the Looking Glass," *Psychology, Crime, and Law* 10, no. 3 (September 2004): 273.
- 22 Lawrence H. Yang et al., "Psychometric Validation of a Scale to Assess Culturally-Salient Aspects of HIV Stigma among Women Living with HIV in Botswana: Engaging 'What Matters Most' to Resist Stigma," *AID and Behavior* 25 (2021): 461. Pour plus d'informations sur l'approche de type « ce qui compte le plus » : Brandon A. Kohrt et al., "Reducing Mental Illness Stigma in Healthcare Settings: Proof of Concept for a Social Contact Intervention to Address What Matters Most for Primary Care Providers," *Social Science and Medicine* 250 (2020): 1–12; Lawrence Hsing Yang et al., "Culture and Stigma: Adding Moral Experience to Stigma Theory," *Social Science and Medicine* 64, no. 7 (April 2007): 1524–1535.
- 23 Yang et al., "Psychometric Validation," 462.
- 24 Anne L. Strangl et al., "The Health Stigma and Discrimination Framework: A Global, Crosscutting Framework to Inform Research, Intervention Development, and Policy on Health-Related Stigmas," *BioMed Central Medicine* 17, no. 31 (2019): 1–13. Pour un exemple de la façon dont les stigmates peuvent se développer : Jomas R. Kunst, Lisa S. Myhren, and Ivuoma N. Onyeador, "Simply Insane? Attributing Terrorism to Mental Illness (Versus Ideology) Affects Mental Representations of Race," *Criminal Justice and Behavior* 45, no. 12 (2018): 1888–1902.
- 25 Strangl et al., "Health Stigma and Discrimination Framework," 4.
- 26 Age, for example, can play a role in choosing the most effective stigma-reduction strategies. Tandis que le contact peut être plus efficace pour réduire la stigmatisation chez les adultes, l'éducation peut être plus appropriée pour réduire la stigmatisation chez les enfants et les adolescents. Voir, par exemple : Patrick W. Corrigan et al., "Challenging the Public Stigma of Mental Illness: A Meta-Analysis of Outcome Studies," *Psychiatric Services* 63, no. 10 (2012) : 963–973.

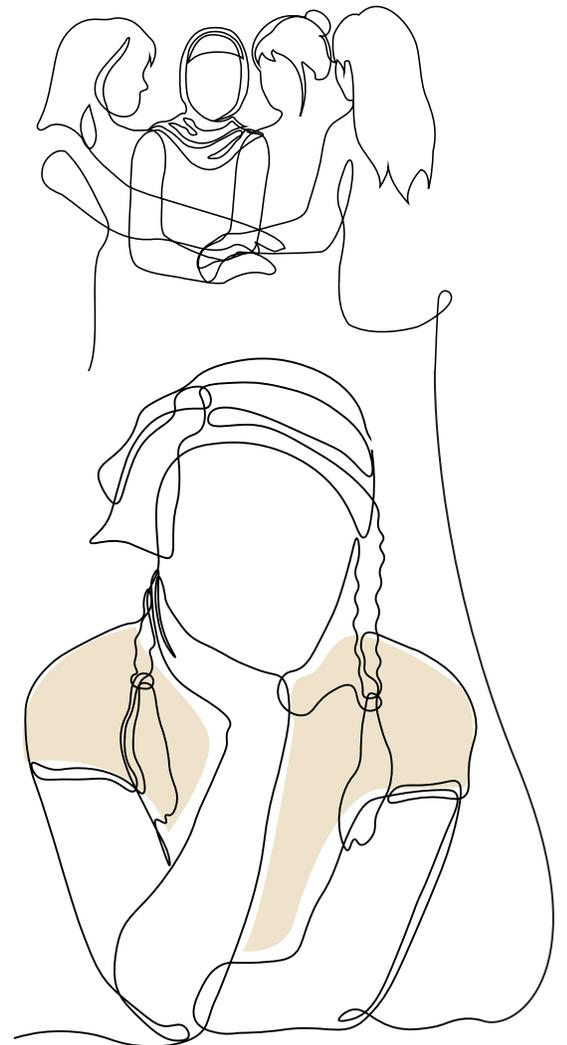
- 27 Joshua Ronald Gubler, Eran Halperin, and Gilad Hirschberger, "Humanizing the Outgroup in Contexts of Protracted Intergroup Conflict," *Journal of Experimental Political Science* 2 (2015): 36–46.
- 28 Voir, par exemple : Cameron Anderson and Decher Keltner, "The Role of Empathy in the Formation and Maintenance of Social Bonds," *Behavioral and Brain Sciences* 25 (2002): 21–22; Walter G. Stephan and Krystina Finlay, "The Role of Empathy in Intergroup Relations," *Journal of Social Issues* 55, no. 4 (1999): 729–743.
- 29 Voir, par exemple : Brandon A. Kohrt et al., "Collaboration with People with Lived Experience of Mental Illness to Reduce Stigma and Improve Primary Care Services: A Pilot Cluster Clinical Trial," *Journal of the American Medical Association Network Open* 4, no. 11 (publié en ligne en 2021), www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8567115/.
- 30 Miriam Heijnders and Suzanne Van Der Meij, "The Fight against Stigma: An Overview of Stigma-Reduction Strategies and Interventions," *Psychology, Health and Medicine* 11, no. 3 (2006): 360.
- 31 Graeme Blair et al., "Trusted Authorities Can Change Minds and Shift Norms during Conflict," *PNAS* 118, no. 42 (2021): 1–6.
- 32 Elizabeth Levy Paluck, "Reducing Intergroup Prejudice and Conflict Using the Media: A Field Experiment in Rwanda," *Journal of Personality and Social Psychology* 96, no. 3 (2009): 574–587.
- 33 Hollie Nyseth Brehm, "Identity, Rituals, and Narratives: Lessons from Reentry and Reintegration after Genocide in Rwanda," Resolve Network Policy Note, November 2020, www.resolvenet.org/research/identity-rituals-and-narratives-lessons-reentry-and-reintegration-after-genocide-rwanda.
- 34 Voir, par exemple, un rapport sur la réponse des Afghans au processus de reddition, de désengagement et de (ré)intégration des combattants de l'État islamique en Afghanistan mené par le gouvernement : Najim Rahim and Rod Nordland, "Are ISIS Fighters Prisoners or Honored Guests of the Afghan Government?" *New York Times*, August 4, 2018.
- 35 Heijnders and Van Der Meij, "The Fight against Stigma," 353–363. Pour une étude des stratégies de réduction de l'auto-stigmatisation : Dinesh Mittal et al., "Empirical Studies of Self-Stigma Reduction Strategies: A Critical Review of the Literature," *Psychiatric Services* 63, no. 10 (2012) : 974–981.
- 36 « C'est un travail de longue haleine » était l'une des conclusions principales d'un rapport de 2021 sur le désengagement de la violence extrémiste et la (ré)intégration, conclusion qu'il n'est pas inutile de répéter ici. Voir Mary Beth Altier, *Violent Extremist Disengagement and Reintegration: Lessons from over 30 Years of DDR* (Washington, DC: United States Institute of Peace, 2021).
- 37 Pour d'autres études qui peuvent offrir des indicateurs et des considérations utiles : Mark J. D. Jordans et al., "Reintegration of Child Soldiers in Burundi: A Tracer Study," *BMC Public Health* 12 (2012): 905; and Theresa S. Betancourt et al., "Past Horrors, Present Struggles: The Role of Stigma in the Association between War Experiences and Psychosocial Adjustment among Former Child Soldiers in Sierra Leone," *Social Science and Medicine* 70, no. 1 (2010): 17–26.
- 38 Nyseth Brehm, "Identity, Rituals, and Narratives."
- 39 McMullin, "Hustling, Cycling, Peacebuilding."
- 40 International Civil Society Action Network (ICAN), *Invisible Women: Gendered Dimensions of Return, Rehabilitation and Reintegration from Violent Extremism*, ICAN and United Nations Development Programme, 2019, 68–71, <https://icanpeacework.org/wp-content/uploads/2019/02/ICAN-UNDP-Rehabilitation-Reintegration-Invisible-Women-Report-2019.pdf>; Peace Insight, "PAIMAN Alumni Trust," December 2019, www.peaceinsight.org/en/organisations/paiman-alumni-trust-paiman/?location=pakistan&theme.
- 41 Ellen Policinski and Sai Sathyanarayanan Venkatesh, "Interview with Mira Kusumarini: Executive Director of the Coalition of Civil Society Against Violent Extremism (C-SAVE)," *International Review of the Red Cross* 101, no. 911 (August 2019): 441.

MODULE 4

FACILITER L'APPARTENANCE SOCIALE

Comme beaucoup d'autres femmes tadjikes, Jamolbi et Zarina ont suivi leurs maris en Syrie pour rejoindre l'État islamique (EI). Zarina, bien plus que Jamolbi, était au courant des idéaux et des valeurs du « califat ». Jamolbi ne lisait pas les journaux. Elle menait une vie modeste, s'occupant principalement de ses deux jeunes enfants, rendant visite à sa mère et à sa sœur, et veillant à ce que sa maison répondent aux exigences de plus en plus rigides de son mari. Pour Jamolbi, la Syrie a été un choc. La mobilité limitée qu'elle avait au Tadjikistan s'est rapidement réduite. Zarina, bien que d'abord zélée dans son soutien à l'EI, a également été surprise après ses premiers jours. Ce qu'elle espérait s'est révélé tout à fait différent de ce qu'elle voyait ; néanmoins, Jamolbi et elle s'y sont conformées tandis que leurs maris rejoignaient une brigade spéciale composée principalement d'hommes d'Asie centrale. Au bout de quelques mois, leurs maris sont morts, et les deux femmes ont rapidement été obligées de se marier avec d'autres hommes.

Quitter le califat n'était pas envisageable. D'un point de vue logistique, la route serait compliquée, et aucune des deux ne parlait suffisamment l'arabe pour passer les points de contrôle qu'elles auraient à traverser. En outre, même si les deux femmes avaient du mal à supporter leur vie avec l'EI, un sentiment persistant de devoir est resté, de désir envers cette idée pour laquelle leurs anciens maris les avaient traînées à travers le monde. Mais plus le temps passait, plus ce sens du devoir s'est estompé. Après que l'EI a été chassé lors des bombardements de Raqqa, elles ont été transférées dans la poussière du camp de déplacés d'al-Hol, où la violence, les mauvais traitements et la rareté des moyens de subsistance étaient des dangers constants. Lorsqu'elle s'est présentée, Jamolbi et Zarina ont saisi l'offre de rapatriement au Tadjikistan. Les conséquences qu'elles subiraient à leur retour dans leur pays d'origine semblaient préférables à ce qui serait sinon une souffrance sans fin dans le camp.



*Maintenant, Jamolbi et Zarina sont rentrées dans leurs communautés d'origine. Les interactions avec les personnes extérieures à leur famille sont limitées. Jamolbi et Zarina, désormais séparées par deux cents kilomètres, redoutent les réactions des autres. Ni l'une ni l'autre n'ont été condamnées à une peine de prison, mais elles sont régulièrement surveillées et rencontrent des travailleurs sociaux. Elles veulent oublier la violence, le viol conjugal et la rareté des moyens de subsistance. Elles aimeraient remonter le temps. Comme cela n'est pas possible, Zarina et Jamolbi espèrent au moins trouver un sentiment d'appartenance dans un lieu qui était autrefois leur foyer.**

RÉSUMÉ

Les individus se livrent à la violence extrémiste pour de multiples raisons, et l'influence des groupes identitaires ou des pairs est souvent citée comme un facteur important pour initier la mobilisation dans la violence extrémiste. Qu'il s'agisse de défendre son groupe contre les menaces perçues pesant sur son statut social ou de rechercher l'appartenance auprès de groupes de personnes partageant les mêmes valeurs, l'engagement dans la violence extrémiste est profondément influencé par les liens sociaux. Les attitudes, les normes et les comportements des groupes de pairs ont un effet significatif sur le soutien envers, la mobilisation dans, et le désengagement de la violence extrémiste. La diversité limitée des réseaux sociaux réduit l'influence sociale des autres cercles sociaux et renforce les perceptions selon lesquelles des normes ou des identités sociales différentes n'existent pas.

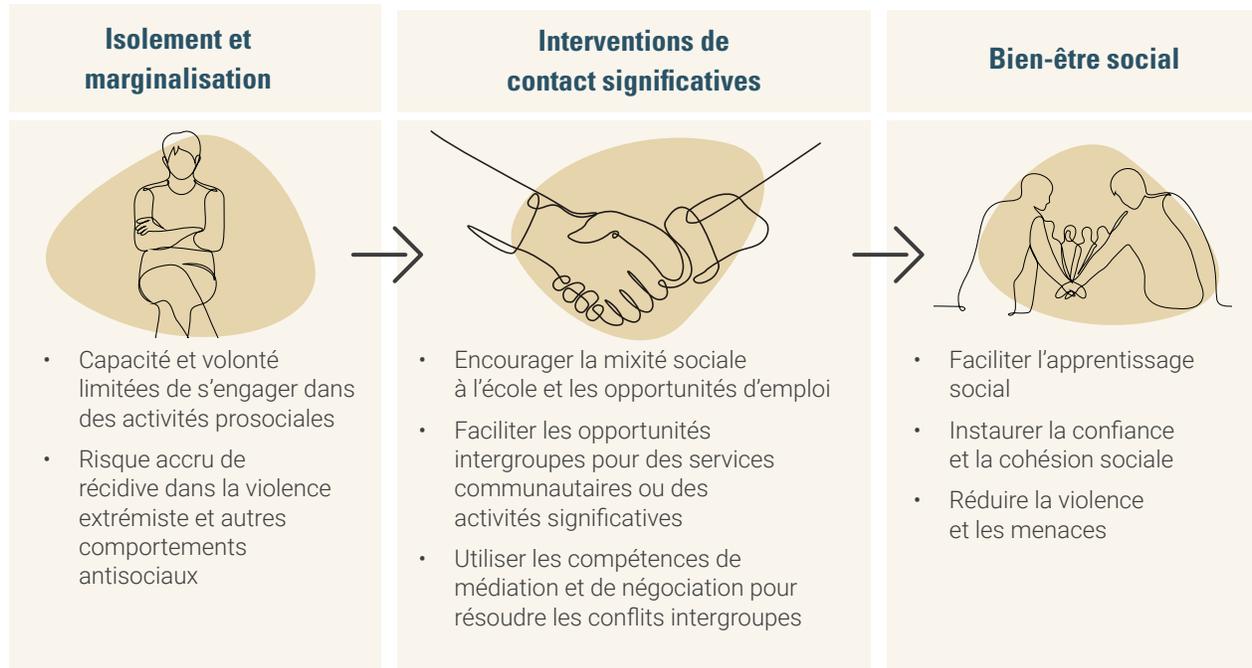
Les personnes en (ré)intégration après s'être désengagées de la violence extrémiste – qui peuvent être coupées brutalement de leurs réseaux extrémistes précédents – peuvent éprouver des difficultés à nouer des relations en raison d'une combinaison de traumatismes, d'anxiété, d'attitudes sectaires héritées de leur période d'engagement, et de méfiance ou d'animosité de la part d'autres membres de la communauté. Les tentatives de (ré)intégration dans des environnements où existent de tels obstacles à des interactions sociales significatives peuvent générer ou raviver des sentiments d'isolement ou de manque d'appartenance, ce qui soulève des obstacles au développement de liens sociaux et compromet entièrement le succès des efforts de (ré)intégration.

Les communautés qui reçoivent des personnes en (ré)intégration doivent prévoir comment elles peuvent faciliter les interactions sociales avec les autres membres de la communauté, de manière à traiter et prévenir la marginalisation et les préjugés et à faciliter la diversité des réseaux sociaux, l'augmentation du capital social et, au final, la cohésion. Ce module présente diverses façons de favoriser des interactions sociales significatives par le biais de contacts intergroupes et en réduisant les obstacles à l'inclusion.

La figure 4.1 montre comment les interventions significatives de contact et de mélange social qui facilitent les interactions entre les personnes peuvent contribuer au bien-être dans la communauté en augmentant la diversité des réseaux sociaux, en remettant en question les stéréotypes propagés par les groupes extrémistes violents et en promouvant une alternative en termes de perspectives, d'attitudes, de croyances et de normes.

* Les auteurs remercient les conseillers thématiques pour ce module : Nafees Hamid, PhD, chercheur principal, International Centre for Study of Radicalisation, King's College London ; et Salma Moussa, PhD, chargée d'enseignement en sciences politiques, University of California, Los Angeles.

Figure 4.1. Intégration sociale et RISE : une théorie du changement



CONCEPTS CLÉS

La **théorie des contacts intergroupes** affirme que les contacts significatifs, c'est-à-dire les contacts positifs et coopératifs, par lesquels les participants partagent le même statut de pouvoir que les personnes issues de groupes sociaux externes, peuvent réduire les préjugés et favoriser la cohésion sociale.

Le **comportement prosocial** est positif, inclusif et destiné à promouvoir l'acceptation sociale ou à contribuer à l'établissement de relations et de liens sociaux.

L'**engagement prosocial** implique des interactions durables, positives et inclusives entre les personnes en (ré)intégration et les membres de la communauté locale et les institutions.

Capital social désigne le stock de ressources tangibles et non tangibles, notamment les réseaux de relations, les normes et les institutions, au sein d'une unité sociale qui promeut la coopération, l'appartenance, le lien et l'identité et permet le fonctionnement efficace d'une société.

Cohésion sociale désigne le sentiment de but, d'identité et de confiance partagé entre les membres d'un groupe ou les résidents d'une localité et la volonté de ces membres ou résidents de coopérer les uns avec les autres dans l'avancement du bien commun.

L'intégration sociale implique un sentiment d'appartenance au sein d'une communauté d'accueil qui comprend le maintien de relations significatives avec les autres et l'acceptation mutuelle par d'autres groupes de la communauté d'accueil, souvent facilité par l'élimination des obstacles qui limitent la pleine participation aux systèmes sociaux.

Diversité des réseaux sociaux désigne le degré de diversité ethnique, religieuse, partisane, sectaire et socio-économique dans les interactions et les relations d'une personne. Elle peut comprendre d'autres catégories en fonction de liens forts (famille et amis) ou de liens faibles (connaissances). Les recherches ont montré que la diversité des liens faibles est particulièrement importante pour la construction du capital social.

POURQUOI ABORDER L'APPARTENANCE SOCIALE ?

Les personnes en (ré)intégration ont besoin de développer un sentiment d'acceptation mutuelle et d'appartenance à une communauté. Un tel sentiment est marqué par la participation aux systèmes sociaux et communautaires. La participation aux systèmes communautaires reflète en partie les dynamiques politiques, mais est également influencée par les relations intracommunautaires, par les attitudes à l'égard des personnes acceptées, des personnes valorisées et des personnes accueillies. L'acceptation et l'appartenance peuvent influencer la mobilisation dans la violence ainsi que la réadaptation et la (ré)intégration pour les personnes qui se sont désengagées de la violence extrémiste.

Encourager les relations de soutien et de diversité, ainsi que la pleine participation sociale de tous les membres de tous les groupes, devrait être fondamental tant pour la prévention de la mobilisation dans la violence que pour les efforts de RISE. La promotion de l'inclusion sociale dans les communautés concernées par les personnes en (ré)intégration peut accroître le capital social et la cohésion sociale, qui contribuent tous deux à des sociétés résilientes (ce point sera abordé dans le module 6 : « Renforcer la résilience communautaire »).

Lien avec la violence extrémiste

Tous les humains ont besoin d'appartenir à un groupe, bien que ce besoin puisse différer selon les individus en termes d'influence sur la cognition et le comportement. L'identité sociale, l'appartenance et l'exclusion peuvent jouer un rôle important dans la radicalisation et la mobilisation dans la violence. La vaste littérature sur ce sujet identifie de nombreux aspects de la relation entre la violence extrémiste et l'intégration et l'appartenance sociales, et toutes trois méritent une attention particulière dans le contexte de RISE.



Tout d'abord, *la violence extrémiste est fondamentalement une forme d'action collective*, même si la violence elle-même est antisociale. La violence extrémiste émerge d'un engagement envers un groupe, et la violence est souvent commise au nom des idéaux ou des valeurs d'un groupe, ou pour se défendre contre une menace perçue envers le statut ou l'existence du groupe.¹ Un besoin et un désir d'appartenance incitent les individus à s'identifier ou à s'intégrer dans des groupes, et une partie de ce processus comprend l'adoption des croyances et des normes de ces groupes. Parfois, les individus peuvent adopter les croyances et les normes des groupes dans lesquels ils sont nés en raison de marqueurs identitaires hérités (tels que l'ethnie ou la religion) ; à d'autres moments, les individus peuvent se joindre volontairement à des groupes qui influencent alors leurs perceptions, normes et croyances. Même chez les personnes qui ne cautionnent pas la violence au départ, les processus de socialisation de groupe peuvent encourager l'adoption de comportements et de croyances violents lorsque ceux-ci représentent les normes du groupe. Les idées et comportements extrémistes violents sont socialement ancrés et définissent généralement l'appartenance à un groupe. Même lorsque les personnes s'engagent dans la violence extrémiste pour des raisons qui ne sont pas liées à l'idéologie ou aux croyances, comme les griefs sociaux ou les incitations matérielles, elles peuvent se socialiser en adoptant ces croyances et ces comportements pour se sentir mieux intégrées au groupe.



Deuxièmement, tout comme l'appartenance sociale peut influencer les croyances, les normes et les comportements, *l'exclusion sociale peut également influencer fortement la cognition et le comportement*, voire mener à des comportements extrêmement violents. Plus les individus se sentent exclus des groupes auxquels ils sont censés appartenir – leur famille, leur communauté immédiate ou la société au sens large – plus ils peuvent s'investir dans un autre groupe qui les accueille et exprime son antagonisme à l'égard des groupes sociaux plus larges qui les excluent. Lorsque les groupes traditionnels aliènent certains individus, les groupes marginaux, y compris les groupes extrémistes violents, peuvent sembler attrayants. Le besoin d'appartenance peut même s'intensifier face à l'exclusion. Diverses études suggèrent que la participation à des groupes marginaux ou extrémistes peut être, en partie, une réponse à l'isolement, à l'humiliation ou au sentiment d'être insignifiant, en apportant un sentiment d'importance ou de valeur personnelle.² En outre, les recherches ont montré que l'exclusion sociale des groupes externes accroît la loyauté envers le groupe rejoint, et rend plus saillantes les « valeurs sacrées » sur lesquelles les individus ne sont pas prêts à faire des compromis et pour lesquelles ils sont prêts à se battre et à mourir.³

Troisièmement, *la violence extrémiste est un comportement antisocial qui réduit les contacts intergroupes*, réduisant ainsi la diversité des réseaux sociaux qui peuvent protéger contre la polarisation idéologique ou la radicalisation. Les conflits, en particulier ceux qui sont fondés sur l'identité, érigent des barrières aux contacts intergroupe. La méfiance, la colère et la peur empêchent la coopération et le mélange entre les groupes en conflit, réduisant ainsi la possibilité de s'engager avec des points de vue, des identités ou des normes différents. La réduction de la diversité des réseaux peut amplifier les risques de violence cyclique et de conflit en creusant les divisions sociales entre les groupes.

Lien avec RISE

Un manque perçu d'appartenance sociale peut susciter l'attraction et la participation à la violence extrémiste, en particulier lorsque les individus se sentent exclus ou discriminés. Dans le même temps, le manque d'appartenance, l'acceptation mutuelle limitée et la participation restreinte à la société compliquent grandement la capacité des personnes à se désengager de la violence et à (ré)intégrer dans la société. Favoriser l'inclusion sociale et l'appartenance est donc un élément essentiel de RISE.

Naturellement, la communauté au sens large craint et rejette souvent ceux qui emploient la violence extrémiste ou soutiennent la violence exercée par des groupes extrémistes violents. Comme l'illustre l'exemple de Zarina et Jamolbi dans le récit d'ouverture, ne pas traiter le ressentiment et la peur peut limiter la possibilité d'un contact significatif entre les personnes en (ré)intégration et leurs communautés d'accueil. Et plus une communauté exclut ou sanctionne socialement les personnes en (ré)intégration, plus la barrière empêchant ces personnes et leurs familles de se réconcilier avec la communauté est haute. (La manière de responsabiliser les personnes tout en offrant des voies de rédemption et de réconciliation est abordée dans le module 5 : « Favoriser la justice ».)

Cultiver un sentiment d'appartenance peut favoriser la responsabilité mutuelle et accroître l'intérêt et la volonté de s'engager dans la vie sociale et politique de la communauté. Étant donné que les personnes en (ré)intégration ont peut-être été initialement attirées par la violence extrémiste comme moyen d'appartenance sociale et qu'elles peuvent encore se sentir exclues de leurs communautés d'origine, cultiver un sentiment d'appartenance peut prendre du temps, et les efforts à cette fin devraient être soigneusement et consciemment intégrés dans les programmes RISE.

Un autre objectif de RISE qui demandera probablement beaucoup de temps est de *surmonter le manque d'acceptation mutuelle*. Les communautés peuvent continuer à ressentir de l'animosité, de la peur et de la colère envers les individus qui ont participé à la violence extrémiste, et les personnes en (ré)intégration peuvent encore avoir des croyances qui limitent leur acceptation de certains segments de la société et individus au sein de la communauté. Il peut être particulièrement difficile de parvenir à une acceptation

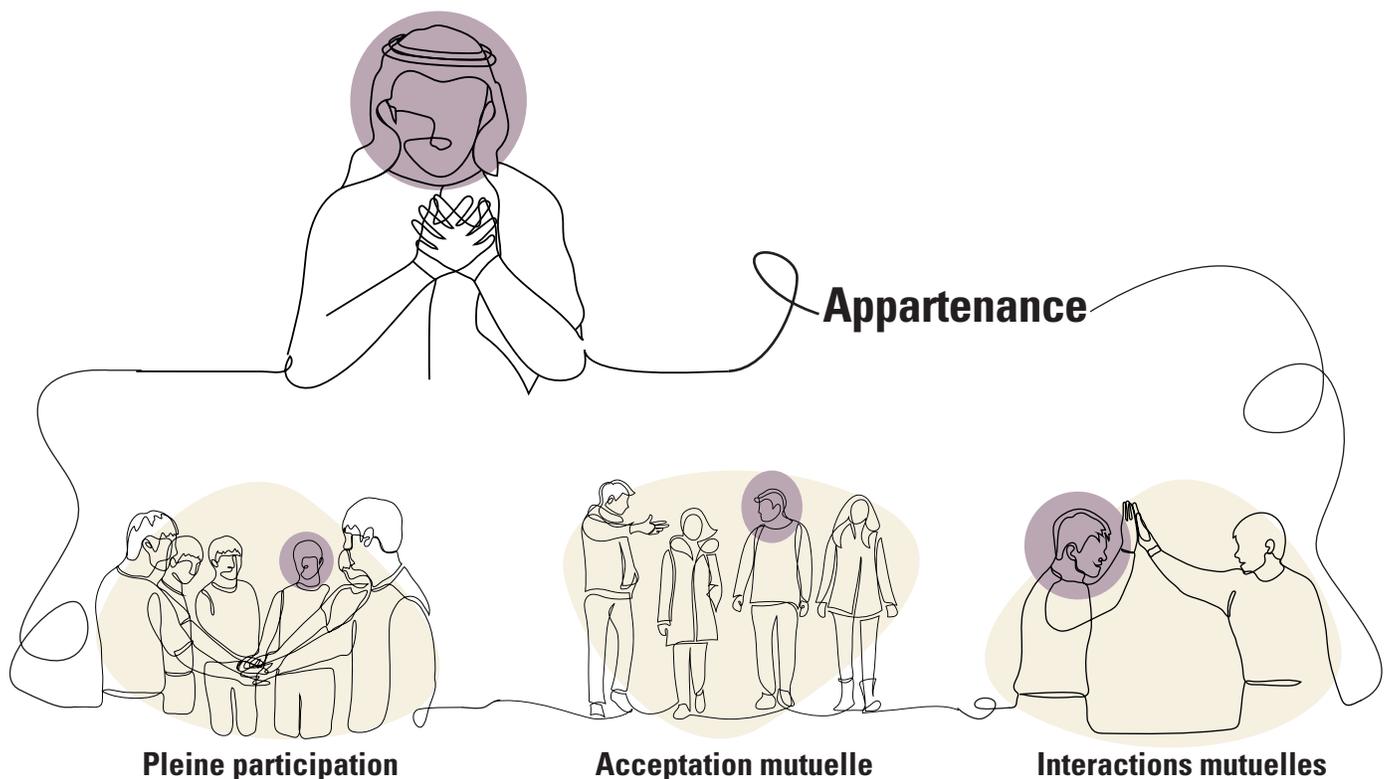
« Le manque d'appartenance, l'acceptation mutuelle limitée et la participation restreinte à la société compliquent grandement la capacité des personnes à se désengager de la violence et à (ré)intégrer la société. »

mutuelle dans un contexte de stigmatisation élevée (comme indiqué dans le module 3 : « Réduire la stigmatisation »).

Permettre une pleine participation à la vie sociale est une marque d'appartenance sociale et peut avoir un impact considérable sur le succès des efforts de RISE. Les personnes en (ré)intégration doivent pouvoir participer à la vie communautaire en toute sécurité. Les inquiétudes en matière de sécurité, la stigmatisation ou la peur peuvent encourager les responsables locaux, les dirigeants communautaires et les décideurs politiques à restreindre l'accès aux services ou la participation des personnes en (ré)intégration. Cela peut toutefois raviver le sentiment d'exclusion et de discrimination, et renforcer les conditions qui ont pu conduire à l'engagement dans la violence.

Comme le montre la figure 4.2, les interactions significatives avec les autres membres de la communauté, l'acceptation mutuelle et la pleine participation à la vie civile et aux institutions sociales sont les piliers de l'appartenance sociale. Et l'appartenance sociale est un élément clé pour *créer un sentiment collectif de responsabilité morale, d'identité partagée et de cohésion sociale*, qui sont essentiels pour réussir à (ré)intégrer ceux qui se sont désengagés de la violence extrémiste. Améliorer la cohésion sociale au sein des familles, des communautés et de la société au sens large peut aider à lutter contre la marginalisation que connaissent de nombreuses personnes, en réduisant les obstacles à leur inclusion dans les groupes sociaux au sens large. Une telle cohésion peut aussi rendre plus difficile pour les organisations extrémistes violentes de manipuler les griefs entre les groupes à l'avenir.

Figure 4.2. Les trois piliers de l'appartenance sociale



COMMENT FACILITER L'APPARTENANCE SOCIALE

Certains éléments de l'appartenance sociale – en particulier la participation à la vie sociale, économique et politique – dépendent, dans une certaine mesure, des politiques établies par les gouvernements nationaux ou régionaux. Par exemple, dans certains cas, les personnes en (ré)intégration peuvent ne pas avoir tous les droits et privilèges dont jouissent les autres citoyens, en particulier si des poursuites judiciaires ont été engagées contre elles ou si les groupes identitaires plus larges auxquels elles appartiennent sont marginalisés. Chaque pays dispose de cadres différents pour la justice et la réconciliation (dont certains sont explorés dans le module 5). De même, la ségrégation résidentielle peut présenter des barrières structurelles à la mixité sociale et à la diversité des réseaux sociaux, empêchant le développement de liens sociaux transversaux et d'un sentiment d'appartenance inclusif.

Cependant, d'autres éléments de l'appartenance sociale ne dépendent pas vraiment des politiques gouvernementales. Ces éléments peuvent être promus par des activités structurées qui rassemblent les personnes en (ré)intégration et les membres de la communauté d'accueil. Les organisations impliquées dans les activités RISE peuvent promouvoir l'inclusion sociale en encourageant des liens sociaux sains dans les groupes de la communauté et entre les groupes, et en réduisant soigneusement les obstacles à l'acceptation mutuelle par le biais de contacts sociaux et de programmes de collaboration. D'une manière générale, le travail intergroupe et le travail de contact social visent à accroître la diversité des réseaux sociaux et la cohésion sociale.

Idées de planification et de conception

L'appartenance sociale est plus facile à accomplir lorsque les individus ont des réseaux sociaux divers. L'exclusion, les conflits et l'extrémisme limitent la diversité des réseaux sociaux ; un manque de diversité de réseaux ou d'interactions entre les groupes identitaires dans une communauté, en particulier lorsque les personnes en (ré)intégration appartiennent à un groupe identitaire marginalisé, peut réduire le capital social. Favoriser l'acceptation mutuelle entre les membres de différents groupes peut être plus difficile dans le contexte de RISE, car la peur, la méfiance et l'animosité entre les membres de la communauté et les personnes en (ré)intégration peuvent être amplifiées par les tensions et les divisions existantes entre les groupes sociaux. Par conséquent, les relations entre personnes ayant différents griefs ou suspicions doivent être au cœur des programmes RISE. La diversité des réseaux sociaux fait référence à des contacts significatifs réguliers avec des personnes appartenant à différents groupes d'identité ; elle peut contribuer à la santé comportementale, améliorer le sentiment d'appartenance à une communauté plus large et accroître la participation à la vie de la communauté. La diversité des réseaux sociaux peut également modérer l'adoption d'attitudes violentes au sein du groupe de pairs.⁴ Les personnes en (ré)intégration ont souvent perdu tout contact significatif avec d'autres groupes en dehors de leur groupe extrémiste violent ; cela peut inclure une diminution des contacts avec leurs familles, leurs communautés locales et la société au sens large. La (ré)intégration nécessite une approche qui ne se contente pas de remplacer une identité de groupe par une autre, car cela peut accroître la vulnérabilité à plus long terme. L'appartenance sociale durable implique plutôt une interaction avec une multiplicité de groupes dans les communautés locales.

Cultiver la diversité des réseaux sociaux nécessite un contact prosocial soutenu et significatif avec les membres d'autres groupes identitaires. La théorie du contact social affirme que des interactions significatives entre les groupes de personnes peuvent avoir des impacts positifs sur la perception qu'ont les membres de ces groupes, en réduisant les préjugés et en développant l'empathie et la confiance entre les

membres de la majorité et des minorités.⁵ Bien que la recherche sur le contact intergroupe se concentre généralement sur la réduction des préjugés, il semble que le contact intergroupe puisse également réduire la perception des menaces posées par les groupes externes.⁶

Si un contact intergroupe significatif peut avoir un effet positif sur la diversité du réseau social et l'appartenance sociale, il doit cependant être maintenu dans le temps et au-delà de la durée de vie des programmes pour donner de meilleurs effets.⁷ Les programmes qui exploitent les institutions et les ressources sociales existantes pour cultiver le contact entre les groupes peuvent contribuer à la durabilité et aider à maintenir les gains en capital social après la fin du programme.

Les chercheurs en sciences sociales étudient toujours si, et comment, les contacts intergroupes modifient les comportements réels et pas seulement les attitudes ou les préjugés. Cependant, des recherches ont montré que le fait de modifier la perception qu'une personne a du soutien de ses pairs envers certains comportements peut entraîner des changements comportementaux et idéologiques au fil du temps, à mesure que les croyances et attitudes de la personne évoluent pour se conformer à celles de ses pairs.⁸

S'assurer que le contact intergroupe est pertinent et positif

Une exposition à d'autres groupes sans communication significative peut amplifier les préjugés ou même augmenter le risque de violence. Le mélange intergroupe entre les personnes en conflit est plus difficile et, dans certaines situations, il peut amplifier le conflit ou avoir peu d'effet sur la communauté dans son ensemble. Il existe quatre conditions pour une interaction positive :

- Tout le monde dans le groupe a à peu près le même statut de pouvoir dans l'activité.
- Le groupe mixte travaille à un objectif commun.
- Les membres du groupe mixte coopèrent entre eux (par opposition à la concurrence).
- Le contact est approuvé par les autorités communautaires, les influenceurs et les normes sociales (de sorte que s'engager dans le contact ne conduira pas à la stigmatisation).⁹

En toute bienveillance

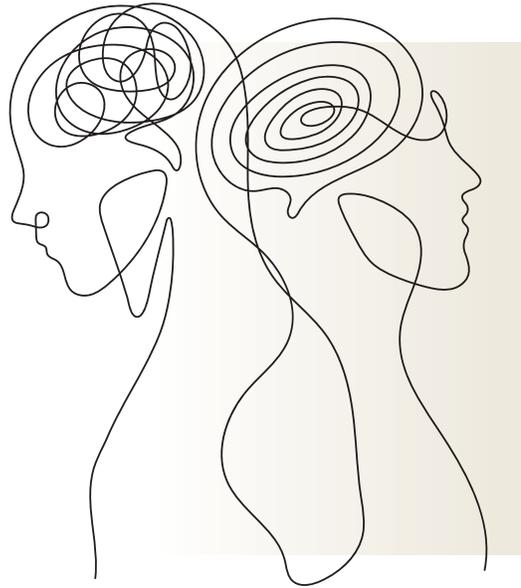


Dans les cas où les conflits ou la colère envahissent les groupes cibles, les programmes de contact qui ne tiennent pas compte des participants individuels et de la composition globale du groupe risquent d'être volatiles et d'entraîner une violence supplémentaire en attisant les tensions. Même dans des environnements qui ne sont pas touchés par des conflits violents, les malentendus peuvent se transformer en agression ou en violence. Les programmes devraient sélectionner soigneusement les participants afin de réduire le risque d'altercations qui dégénèrent, et le personnel du programme devrait être formé à la facilitation et à la médiation et connaître les points de discorde potentiels.

En outre, une facilitation compétente est importante pour s'assurer que l'expérience de contact soit positive. Si le contact est vécu de façon négative, les interventions en contact direct peuvent entraîner une stigmatisation renforcée des participants, une diminution de la confiance dans les autorités et une aliénation accrue de la part des communautés locales.

Promouvoir le changement comportemental à long terme

Les chercheurs étudient si les changements de comportement notés dans les projets de contact intergroupes affecteront non seulement les participants immédiats à court terme, mais aussi les normes sociales plus larges sur une plus longue période. Pour être efficace dans la promotion de l'appartenance sociale pour les personnes en (ré)intégration, le contact intergroupe doit être évolutif et durable. Certaines recherches sur la manière dont les chefs tribaux en Irak ont traité les personnes en (ré)intégration soupçonnées de collaborer avec l'EI suggèrent que la mixité sociale peut affecter non seulement les participants directs, mais aussi la communauté au sens large.¹⁰ Plus le contact intergroupe est répandu, plus il est susceptible de réduire les préjugés entre les groupes.¹¹



Envisager de favoriser les contacts intergroupes même en cas de conflit violent

La plupart des recherches sur les contacts intergroupes ont lieu dans des contextes où le niveau de conflits ou de violence entre les groupes est peu élevé, et il peut être particulièrement difficile de renverser les préjugés chez les adultes exposés à la violence. Cependant, certaines recherches suggèrent que même dans des contextes de conflit prolongé, des interventions qui suscitent l'empathie pour un individu appartenant à un groupe antagoniste peuvent entraîner des changements positifs dans les perceptions de l'ensemble du groupe.¹²

Mélanger les initiatives communautaires et institutionnelles

Les processus de paix et les accords de partage du pouvoir peuvent soutenir l'intégration sociale au niveau national. Les politiques institutionnelles telles que l'intégration scolaire, le logement inclusif et les initiatives de création d'emplois peuvent avoir un impact significatif pour susciter le changement de comportement nécessaire au soutien de la (ré)intégration. Les initiatives au niveau communautaire peuvent soutenir ces initiatives plus larges en créant des contacts plus approfondis et facilités pour s'assurer que les interactions qui en résultent sont vécues comme positives. En Jordanie, Mercy Corps a constaté que combiner le « matériel » (infrastructures) et le « logiciel » (dialogues, résolution des différends) a contribué à accroître la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés d'accueil.¹³ Sans investissements substantiels dans des institutions publiques telles que les écoles, le logement et les lieux de travail, les programmes de mixité sociale bénéficient à peu d'individus, et leur impact sur le reste de la communauté semble être limité, manquant d'atteindre un niveau d'impact critique.

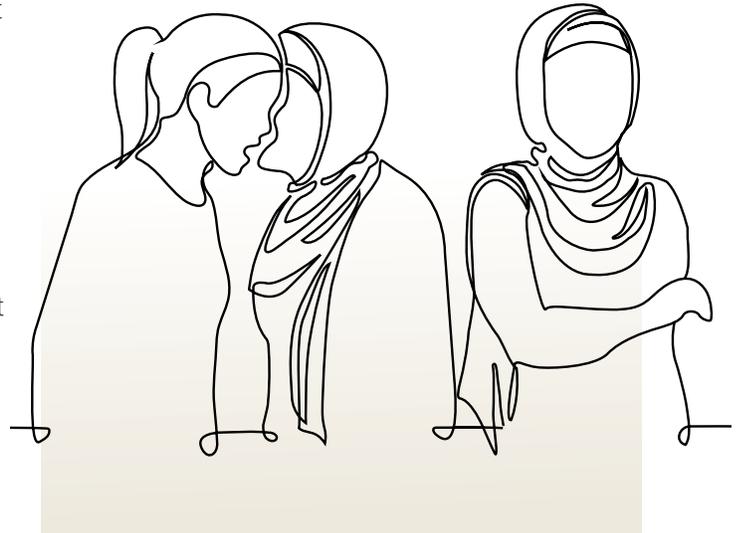
Anticiper et gérer les obstacles aux activités de mixité intergroupe

Toute activité de brassage culturel intergroupe est confrontée à une variété de défis. La conception d'activités prosociales pour les personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste peut être confrontée à certains de ces défis :

- *Les obstacles individuels* peuvent inclure des problèmes de santé comportementale, des traumatismes, une auto-stigmatisation et des difficultés financières. Les modules de la partie I de ce guide d'action proposent des suggestions pour réduire les obstacles individuels à l'intégration sociale. En termes de défis financiers, il peut être important de proposer des activités gratuites ou abordables.
- *Les barrières culturelles* peuvent inclure des normes sociales telles que la ségrégation des hommes et des femmes ou des attentes sexospécifiques qui peuvent rendre les jeux ou le sport plus difficiles. Les évaluations communautaires peuvent aider à identifier les obstacles culturels potentiels. (Pour en savoir plus sur les types de participation communautaire qui peuvent aider à évaluer les besoins dans des endroits spécifiques, voir l'introduction.)
- *Des barrières géographiques et linguistiques* peuvent apparaître si les groupes extrémistes violents appartiennent à des groupes ethniques minoritaires qui vivent déjà à l'écart d'autres groupes. Bien que la mixité sociale intragroupe puisse améliorer la diversité des réseaux sociaux et les relations locales, elle peut ne pas avoir d'impact sur la dynamique sociale plus large de l'exclusion et des préjugés. Si les groupes vivent dans différentes régions du pays, il faudra peut-être développer des programmes de contact intergroupes plus créatifs. Les efforts numériques de consolidation de la paix utilisant le contact virtuel et imaginaire sont à l'étude.
- *Les obstacles structurels à l'inégalité* comprennent la ségrégation dans l'éducation, le logement et le transport selon des facteurs économiques et sociaux. Comme pour les obstacles géographiques, une planification créative peut être nécessaire pour surmonter ces obstacles.

« Bien que la mixité sociale intragroupe puisse améliorer la diversité des réseaux sociaux et les relations locales, elle peut ne pas avoir d'impact sur la dynamique sociale plus large de l'exclusion et des préjugés. »

■ *Les craintes concernant la mixité sociale* peuvent s'enraciner dans des récits stigmatisants qui perpétuent les divisions sociales en déshumanisant les autres, en les dépeignant comme dénués de sincérité dans leur désir de se désengager et de contribuer positivement, ou comme intrinsèquement immoraux ou violents. Cette anxiété augmente la probabilité que l'interaction devienne négative, réduisant à néant l'utilité des activités de contact intergroupes. L'anxiété intergroupe peut être abordée en organisant d'abord des réunions distinctes pour chaque groupe, au cours desquelles les membres peuvent discuter de leurs craintes et préconceptions de l'autre ou des autres groupe(s). Faciliter la communication peut permettre à chaque groupe de poser des questions sur l'autre partie et d'entendre les réponses avant d'accepter de participer à la mixité sociale. Cela peut aider à renforcer la confiance et à répondre aux craintes légitimes. En outre, inviter les médias et les journalistes à un lancement spécial du programme afin de s'assurer qu'ils en comprennent les avantages, peut contribuer à générer un soutien public positif pour les activités. (Pour en savoir plus sur les mécanismes de réduction des obstacles, voir le module 5 : « Favoriser la justice et la réconciliation ».)



- *Les leaders communautaires, les autres membres de la communauté et les personnes en (ré)intégration* peuvent avoir des préjugés inconscients profonds envers d'autres groupes. Ces attitudes négatives rendent difficile pour les leaders communautaires de modéliser le comportement prosocial dans leurs efforts pour promouvoir la mixité sociale. Pour limiter l'impact de ces préjugés, les médiateurs d'activités de mixité sociale peuvent d'abord suivre leur propre formation et préparation pour identifier et traiter les préjugés inconscients. Les médiateurs peuvent ensuite attirer l'attention sur le racisme et les préjugés exprimés lors de la mixité sociale ou après. Une autre façon d'atténuer les préjugés est d'intégrer la résolution des conflits et les canaux de rétroaction (comme les mécanismes de traitement des plaintes par téléphone ou par SMS) afin que les participants puissent identifier les situations qui les mettent mal à l'aise.
- *Des obstacles à la capacité de la communauté* peuvent perdurer si aucune personne formée au niveau local n'est disponible pour agir comme facilitateur ou si les médiateurs locaux présentent de forts préjugés. Il se peut qu'un programme doive commencer par former les parties prenantes des communautés locales aux compétences de facilitation et qu'il démontre son engagement à fournir une culture organisationnelle inclusive qui modélise les comportements prosociaux.
- *Le manque de soutien institutionnel* peut devenir un obstacle au développement de projets ou empêcher ceux-ci d'atteindre un niveau d'impact significatif. Cet obstacle peut être réduit en consultant et en impliquant les dirigeants dès le début du projet, pour discuter de ses avantages et impacts prévus sur la communauté et sur leur réputation de dirigeants. Les activités de mixité sociale peuvent ainsi être liées à des stratégies institutionnelles plus larges pour améliorer la vie communautaire.

Séquence et structure des activités d'appartenance sociale

Pour instaurer la confiance et une interaction saine, les activités d'appartenance sociale doivent être conçues en gardant à l'esprit l'importance de leur structure et de leur séquence. Il convient de prendre en compte les éléments suivants :

- *Proposer des activités ciblées* qui impliquent de travailler à relever les défis communs, tels que le changement climatique ou la consommation de substances nocives, au sein des communautés locales. Les programmes devraient d'abord identifier les besoins et les difficultés partagés par les personnes en (ré)intégration et les communautés touchées, puis communiquer à chaque groupe pourquoi il devrait travailler avec les autres sur des objectifs communs, avant de les rassembler.
- *Séquencer les événements* pour instaurer la confiance. On peut commencer par des jeux ou des activités « brise-glace » pour aider les participants à identifier leurs intérêts et identités communs (comme être parents, veuves, cinéphiles ou fans de sport). Les différences et les tensions doivent être abordées à un stade ultérieur.
- *Exiger une collaboration intergroupe* en demandant aux personnes de s'asseoir ensemble (avec des incitations pensées pour les encourager à converser ou interagir) lors d'événements, ou en créant des équipes mixtes de sports ou de jeux au lieu d'opposer les personnes en (ré)intégration à d'autres membres de la communauté.
- *Créer des opportunités significatives* de contribuer à la communauté au sens large par le bénévolat, ou de participer à des discussions de groupe sur des questions d'intérêt commun telles que la santé mentale ou l'éducation.
- *S'assurer que les individus se sentent égaux et habilités* à sensibiliser les autres aux inégalités ou aux griefs existants lors d'événements collectifs mixtes.
- *Planifier une facilitation habile* qui traite des conflits et des tensions au sein du groupe, notamment toute expression de racisme, de sexisme ou d'autres formes de préjugés ou d'oppression, afin d'assurer le respect et l'inclusion de tous.

« [Proposer] des activités qui impliquent de travailler pour relever des défis communs. . . au sein des communautés locales... »

- *Concevoir des opportunités régulières et permanentes* d'interaction. Bien que les interactions continues soient essentielles pour générer de l'empathie et, au final, élargir les conceptions du *nous*, ces interactions n'ont pas besoin de faciliter les relations étroites ; le fait de connaître des gens est important pour accroître l'exposition aux opportunités d'emploi et construire d'autres formes de capital social.
- *Déployer une variété de stratégies*, car les preuves suggèrent que le contact intergroupe fonctionne mieux pour réduire le soutien à la violence lorsque se mélangent l'éducation, l'engagement civique et les incitations économiques.¹⁴
- *Renforcer la mixité sociale par un soutien institutionnel permanent et des partenariats* avec les leaders communautaires.

Interventions et activités

La mixité sociale et les contacts intergroupes peuvent être structurés institutionnellement par le logement et l'éducation, la formation, le soutien à l'emploi et aux moyens de subsistance, les dialogues et la formation à la gestion des conflits, ainsi que par une variété de programmes d'engagement civique, de bénévolat communautaire et de groupes d'intérêt.

Activités logicielles

Les groupes de la société civile peuvent créer des occasions de contacts intergroupes significatifs et de mélange social dans une variété d'interventions. Les activités logicielles favorisent l'interaction sociale ; elles sont généralement mises en œuvre dans les communautés locales par des groupes de la société civile et peuvent doter les participants de compétences en gestion des conflits, favoriser l'empathie pour les autres et remettre en question les stéréotypes et les récits qui stigmatisent les membres d'autres groupes sociaux.¹⁵

Action citoyenne et bénévolat communautaire. Le bénévolat communautaire peut mettre en valeur des objectifs et des valeurs communs. Non seulement il peut unir dans une seule cause les personnes en (ré)intégration et les membres de la communauté issus de groupes sociaux transversaux, mais le sentiment de travailler vers un objectif commun peut également encourager

En toute bienveillance



Le contact intergroupe peut ne pas avoir de sens dans certains contextes en raison des risques associés au rassemblement des personnes. Les programmes de réconciliation et de réintégration intergroupes peuvent alors ne pas être possibles ou éthiques, au moins à court terme, car les risques de préjudice, y compris le déclenchement d'un nouveau traumatisme et la récurrence du conflit, l'emportent sur les avantages potentiels.

Les interventions de contact intergroupes ne doivent pas considérer un groupe de participants comme la cible principale de l'intervention ni instrumentaliser les membres d'un groupe en les utilisant comme des outils dans le but principal de contester les croyances sectaires ou haineuses des autres afin de les aider à se désengager de la violence. Au lieu de cela, les interventions de contact devraient être conçues de manière à profiter à toutes les personnes impliquées, car la création des liens sociaux est une fin en soi.

des comportements coopératifs qui peuvent perdurer. Les activités bénévoles qui soutiennent d'autres membres de la communauté, comme les groupes de soutien mutuel, peuvent aussi générer de l'empathie à travers les divisions sociales.

Groupes d'intérêt et activités récréatives. Des événements éducatifs, des activités sportives, des projets d'art communautaire, des activités de conservation telles que la plantation d'arbres, des programmes communautaires pour sensibiliser à la santé mentale et des projections de films suivies de discussions sur les questions qui y sont soulevées, peuvent rassembler les individus autour d'intérêts communs et bâtir des relations qui transcendent les divisions sociales.

L'expression créative et les activités artistiques peuvent avoir des effets positifs sur le bien-être en augmentant l'ambition, l'estime et le sentiment d'accomplissement. De telles expériences peuvent intensifier l'expérience de groupe et renforcer les liens sociaux dans la communauté.

Les célébrations et les rassemblements qui impliquent des activités culturelles socialement interactives peuvent favoriser des relations intergroupes positives. Partager des coutumes culturelles ou religieuses, célébrer conjointement des fêtes importantes, cuisiner ensemble et jouer à des jeux traditionnels en groupes mixtes peut accroître les connaissances des participants sur les traditions et les coutumes tout en leur offrant l'occasion de découvrir des similitudes.¹⁶

Rituels. Les rituels sont des expériences symboliques qui créent une réalité partagée entre les participants. À ce titre, ils ont le pouvoir de générer la solidarité. Ils peuvent aider au processus de changement en aidant à transformer et à remodeler les visions du monde, les identités et les relations. Les rituels peuvent prendre diverses formes : ils peuvent être formels ou informels, religieux ou laïques, traditionnels ou spontanés. Indépendamment de la manière dont ils se manifestent, les rituels se produisent dans des espaces uniques, à l'écart de la vie normale, « où les règles d'action et d'interprétation du sens sont différentes du reste de la vie ». ¹⁷ En outre, ils favorisent la communication par les symboles, les sens et les émotions plutôt que par le langage verbal, créant ainsi un espace où les individus peuvent trouver leurs propre sens et désamorcer leur instinct défensif. De ce fait, les rituels peuvent transformer les relations sociétales de manière significative.

En toute bienveillance



Engager les personnes en (ré)intégration et les membres des communautés touchées dans un dialogue direct qui discute explicitement des racines et des expériences du conflit peut causer un nouveau traumatisme pour les personnes impliquées, avec le risque de conséquences néfastes telles que l'aggravation des problèmes de santé mentale et comportementale et un durcissement de l'hostilité entre les groupes impliqués. Cependant, de nombreuses personnes au sein des communautés touchées peuvent ne pas envisager de s'engager dans des activités d'appartenance sociale avec des personnes en (ré)intégration sans savoir au préalable que ces dernières sont sincères dans leurs intentions conciliantes et leur désir de contribuer de manière productive et positive à la communauté. Les décisions quant à savoir si et quand un tel dialogue est prudent doivent être éclairées par une compréhension approfondie du contexte local et prises sous la direction de médiateurs formés pour éviter les risques de nouveau traumatisme ou de crise violente. (Pour de plus amples informations à ce sujet, voir le module 5 : « Favoriser la justice et la réconciliation ».)

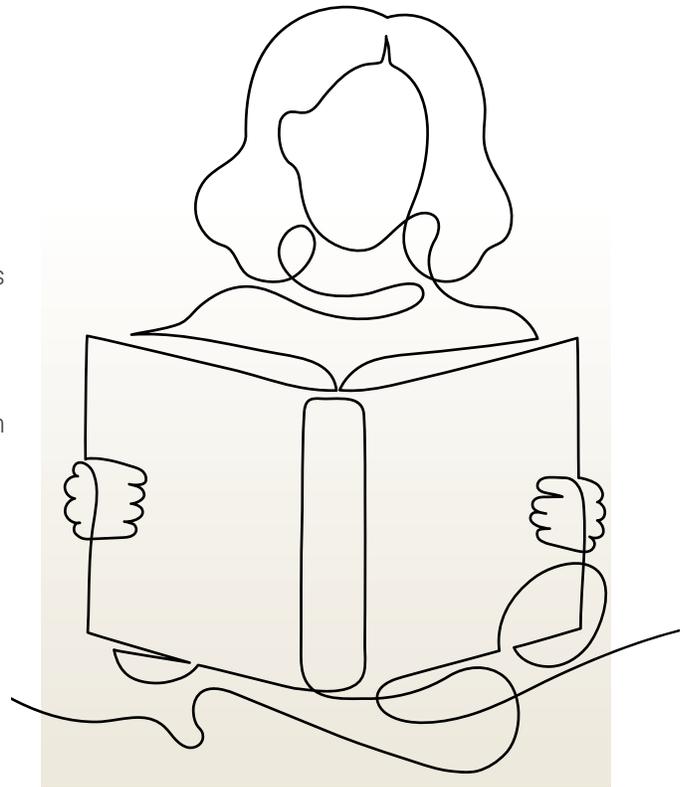
Mécanismes de gestion des conflits. La formation et les mécanismes communautaires pour gérer les conflits peuvent encourager la participation communautaire inclusive, favoriser l'engagement avec d'autres groupes sociaux et permettre aux individus de se sentir impliqués dans la prise de décisions communautaire. Ces mécanismes devraient être gérés par des dirigeants locaux considérés comme légitimes et dignes de confiance par toutes les parties de la communauté.¹⁸

Projets matériels

Alors que les activités logicielles peuvent faciliter le brassage social, les associer à des projets matériels peut aider à réduire les tensions intergroupes et créer des conditions dans lesquelles l'engagement prosocial peut être maintenu et un sentiment sincère d'appartenance sociale peut être encouragé. En termes de prestation de services, les projets matériels visent à réduire les contraintes physiques, structurelles et institutionnelles qui génèrent des tensions entre les groupes sociaux en apportant des améliorations à l'infrastructure et en renforçant les institutions communautaires qui comblent les fractures sociales par une utilisation commune.¹⁹

Les personnes en (ré)intégration appartiennent souvent à des groupes qui ont été marginalisés, et il est important de réduire cette marginalisation pour favoriser des liens durables entre les personnes qui s'identifient à ces groupes (y compris les personnes en (ré)intégration) et d'autres groupes au sein des communautés locales. Bien que les projets matériels puissent sembler surdimensionnés par rapport au nombre relativement faible de personnes en (ré)intégration, de tels projets sont essentiels pour assurer la pérennité des engagements prosociaux dans le temps.

Logement et scolarisation. Les gouvernements peuvent influencer sur la qualité des relations intergroupes par le biais d'une variété de politiques institutionnelles qui affectent la mixité des groupes dans le logement et l'éducation. La recherche suggère une corrélation claire entre l'isolement géographique et l'augmentation des préjugés. Les personnes qui vivent dans des quartiers mixtes sont plus susceptibles d'être tolérantes envers les voisins appartenant à d'autres groupes religieux ou ethniques.²⁰ Les gouvernements locaux devraient s'assurer que le logement public est conçu pour être inclusif et accessible à une variété de groupes socio-économiques et ethniques, et l'ordonnance de zonage et le financement public des projets de logement devraient adopter les mêmes critères. Les organisations de voisinage et de la



société civile peuvent plaider en faveur de politiques de logement inclusives qui encouragent la mixité sociale pour l'ensemble de la communauté, en incluant les personnes en (ré)intégration.

Dans les établissements scolaires, une plus grande diversité est liée non seulement à la réduction des préjugés intergroupes, mais aussi à l'amélioration de la créativité et de la résolution des problèmes des élèves, ainsi qu'à des résultats plus élevés aux tests.²¹ Les écoles dont les élèves et le personnel viennent d'une variété de groupes ethniques, religieux ou autres peuvent avoir recours à des classes mixtes et à des programmes inclusifs d'intérêt ou de sport parrainés par l'école pour réduire les préjugés et resocialiser les enfants en (ré)intégration. Les écoles qui ont des élèves et un personnel plus homogènes pourraient envisager un mentorat entre « copains » et des programmes d'échange avec les écoles qui servent principalement d'autres groupes. Les contacts positifs planifiés et significatifs entre les élèves de différents groupes peuvent affecter non seulement les enfants en (ré)intégration, mais aussi leur famille, les élèves manifestant des attitudes et des comportements plus inclusifs chez eux et à l'extérieur.

Emploi et moyens de subsistance. L'exclusion économique est l'un des facteurs abordés dans les recherches relatives aux moteurs de la violence extrémiste. À ce jour, peu d'interventions ont cherché à apporter un soutien économique aux personnes en (ré)intégration. Cependant, des programmes similaires de réintégration des combattants après une guerre civile peuvent offrir des leçons et des exemples pertinents.

Les programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) comprennent généralement une certaine forme d'avantages économiques, de formation ou d'emploi pour soutenir les anciens combattants pendant leur transition vers la vie civile. Ces efforts visent à leur donner un intérêt dans une société pacifique et à les rendre moins enclins à revenir à des comportements violents. Nombreuses sont les personnes en (ré)intégration qui peuvent penser qu'elles ont peu d'opportunités économiques, surtout parce que la peur et la stigmatisation de la communauté peuvent entraver l'accès à l'emploi. Des recherches ont toutefois suggéré que le chômage et les difficultés économiques ne suffisent pas à expliquer l'engagement dans la violence extrémiste ; un facteur plus important est le manque de statut au sein des communautés.²²

« Les contacts positifs planifiés et significatifs entre les élèves de différents groupes peuvent affecter non seulement les enfants en (ré)intégration mais aussi leurs familles. . . [en] manifestant des attitudes et des comportements plus inclusifs. »

Par conséquent, les composantes de l'emploi, des moyens de subsistance et de l'aide économique des programmes RISE devraient inclure des efforts pour créer des opportunités de mixité sociale et d'exposition à de nouvelles idées et identités de groupe. Ces objectifs peuvent être atteints en encourageant la diversité et l'équité sur le lieu de travail, en dispensant une formation aux moyens de subsistance qui facilite l'emploi et l'engagement dans des secteurs non ségrégués, et en ciblant l'assistance économique pour permettre la participation à des activités qui dépassent les clivages sociaux.

Selon une étude menée au Burundi, les programmes économiques qui soutenaient la réinsertion sociale ont renforcé les attitudes favorables des anciens combattants à l'égard de groupes sociaux plus larges et de l'ordre politique.²³ Les bénéfices d'une telle approche peuvent probablement être reproduits par des programmes destinés aux personnes en (ré)intégration.

Les programmes d'aide économique, à l'emploi et aux moyens de subsistance peuvent alimenter le ressentiment communautaire, car l'aide apportée aux personnes en (ré)intégration peut être perçue comme une récompense pour leurs comportements violents ou un détournement des ressources communautaires. Plutôt que de cibler exclusivement les personnes en (ré)intégration, une telle assistance peut être plus efficace lorsqu'elle est fournie à un groupe plus large de personnes afin de profiter à l'ensemble de la communauté. Par ailleurs, les programmes d'emploi qui placent les personnes en (ré)intégration dans des emplois visant à réparer directement les dommages et les préjudices résultant de la violence extrémiste peuvent apaiser une partie de ce ressentiment.²⁴

Considérations sexospécifiques



Dans certains contextes, les normes sociales interdisent aux femmes de participer à des programmes de contact intergroupes sans chaperons masculins. Dans d'autres cas, les femmes ont tendance à s'en remettre aux hommes et, par conséquent, elles sont moins enclines à fournir des commentaires ou exprimer des opinions dans les processus décisionnels communautaires. Les programmes devraient identifier les dynamiques locales susceptibles de créer des obstacles à la participation des femmes. Dans le même temps, les programmes devraient chercher à s'attaquer aux disparités de participation entre les femmes et les hommes en incorporant la consultation et la direction de projet par les femmes au même titre que les hommes.

Suivi et évaluation

Dans chaque contexte d'intervention, les programmes doivent travailler avec les communautés locales pour identifier les indicateurs locaux pertinents qui peuvent mesurer la volonté et la capacité de s'engager auprès des personnes en (ré)intégration et des groupes sociaux auxquels elles appartiennent. Lorsqu'ils sont mesurés avant et après une intervention, ces indicateurs peuvent fournir une base de référence permettant de mesurer l'efficacité de l'intervention. Les résultats peuvent être utilisés pour identifier des moyens d'améliorer les futurs programmes.

Parmi les questions qui peuvent aider les partenaires locaux à identifier des indicateurs saillants figurent les suivantes :

- Quels sont les indicateurs locaux de la volonté de la communauté de (ré)intégrer les personnes, ainsi que de la volonté des individus de (ré)intégrer la communauté ? Quel est le niveau de tolérance au sein des communautés locales pour les personnes d'autres groupes culturels, religieux ou idéologiques ? Au-delà des attitudes auto-déclarées et divulguées dans les enquêtes, quels indicateurs peuvent mesurer les changements de comportements qui indiquent une plus grande intégration sociale ?
- Comment ces participants se sont-ils retrouvés dans votre programme ? En quoi sont-ils différents du groupe élargi dont ils sont issus ? Étudier les questions pouvant indiquer l'ampleur du biais de sélection permet aux gestionnaires d'un programme d'établir les limites appropriées à la généralisation de ses résultats.
- Dans les événements publics locaux, les membres de différents groupes et sexes se mélangent-ils ?
- Quelle est la diversité des réseaux sociaux pour les personnes en (ré)intégration ? Avec combien d'autres groupes culturels et d'affiliation ont-elles des relations quotidiennes ou hebdomadaires ?
- Les membres de la communauté locale développent-ils eux-mêmes de nouvelles formes ou types d'initiatives pacifiques ?
- Lors des interventions intergroupes, l'attitude des personnes en (ré)intégration évolue-t-elle vers un plus grand soutien au gouvernement, à la démocratie et au multiculturalisme ?
- Existe-t-il des indicateurs d'une moindre marginalisation des groupes minoritaires par la société traditionnelle, les médias ou le gouvernement ?
- Existe-t-il des indicateurs de résistance aux chocs, aux provocations ou à la violence ?

EXEMPLES

Football intergroupe en Irak après l'EI

Une étude menée par Salma Mousa, chargée d'enseignement à l'Université de Yale qui étudie la cohésion sociale après un conflit, incluait la mise en œuvre d'un programme en Irak visant à rassembler dans une ligue de football les chrétiens et les musulmans irakiens déplacés par l'EI. Par rapport à un groupe témoin impliquant une équipe de football entièrement chrétienne, les équipes mixtes ont amélioré les comportements prosociaux intergroupes, comme le fait de s'inscrire à une équipe mixte la saison suivante, s'entraîner avec des membres extérieurs au groupe six mois plus tard et voter pour qu'un membre extérieur au groupe reçoive un prix sportif. Ces gains positifs ne se sont toutefois pas étendus à des contextes sociaux extérieurs au football, ni à des étrangers à l'extérieur du groupe. Les attitudes vis-à-vis des personnes extérieures au groupe – mesurées par des enquêtes avant et après les ligues – n'ont pas non plus changé, bien que les croyances plus larges sur les perspectives de coexistence se soient améliorées. Ce manque de changement d'attitude est peut-être dû à la difficulté de faire confiance aux étrangers extérieurs au groupe lorsque l'instabilité et l'insécurité persistent.²⁵

Projet social et appartenance en Australie

À Melbourne, en Australie, l'organisation non gouvernementale (ONG) STREAT met l'accent sur l'intégration prosociale axée sur les traumatismes afin de favoriser un sentiment d'appartenance et donner un but pour les jeunes qui sont exposés non seulement à la violence extrémiste, mais aussi à d'autres conséquences néfastes comme la criminalité, l'itinérance, l'isolement social, le décrochage scolaire et le chômage chronique. L'organisation offre des parcours de formation et d'emploi dans plusieurs entreprises du secteur de l'accueil, favorisant un sentiment de connexion, de sécurité et d'appartenance. En offrant une formation professionnelle et un emploi, un soutien personnalisé et des compétences de vie professionnelle, STREAT cultive un sentiment renouvelé de responsabilisation et de respect de soi. Faire partie d'une équipe de travail, combiné au cadre public d'un café, encourage les interactions prosociales avec un large éventail de membres de la communauté. Des emplois rémunérés avec des partenaires d'emploi soigneusement choisis sont mis à la disposition de tous les diplômés, et une aide intensive est apportée pendant six mois après le placement. La vision de STREAT est d'aider « les jeunes à trouver leur place et s'épanouir avec un moi en bonne santé, une maison et un emploi ».²⁶

Instaurer la cohésion sociale en Jordanie

En Jordanie, l'organisation internationale d'aide humanitaire Mercy Corps et l'institut de recherche à but non lucratif International Security and Development Center, basé à Berlin, ont mis en place un programme visant à instaurer la confiance, l'interaction et la coopération entre la population de réfugiés syriens et leurs hôtes jordaniens. Ce programme comprenait deux ensembles d'activités : des composantes logicielles pour faciliter l'engagement prosocial et renforcer les compétences en gestion des conflits entre les groupes de réfugiés et d'accueil, et des composantes matérielles pour améliorer la capacité de l'infrastructure locale et l'inclusion de la prestation de services. Une évaluation du programme a révélé que, bien que les composantes logicielles aient été efficaces à elles seules pour améliorer la cohésion sociale, la combinaison de projets logiciels et matériels a eu un effet plus prononcé en termes d'amélioration des attitudes et des comportements des réfugiés et des hôtes les uns envers les autres. Ces changements d'attitudes et de comportements comprenaient une meilleure perception des groupes extérieurs, moins d'approbation pour l'utilisation de la violence contre les groupes extérieurs, une interaction accrue avec les groupes extérieurs, une baisse des tensions perçues sur l'équité des services gouvernementaux, et une gestion des conflits non violents ainsi qu'une résolution des conflits réussies.²⁷

Échange éducatif en Croatie

Le Nansen Dialogue Center, une ONG croate, et la Croatian Education and Teacher Training Agency s'attaquent aux profondes divisions sociales et ethniques dans les anciens pays yougoslaves en protégeant les jeunes des stéréotypes qui peuvent conduire à des tensions entre groupes. Le programme organise des activités conjointes, des voyages et des cours avec des élèves de vingt-trois écoles principalement croates et d'autres écoles qui accueillent principalement des enfants d'autres ethnies. Le modèle a réussi à remettre en question les normes d'exclusion et à socialiser les enfants sur la valeur de la diversité.²⁸

Street art au Niger

À Niamey et Agadez, au Niger, l'International Organization for Migration et l'ONG française Street Art Sans Frontières ont mené pendant un mois un projet de street art pour lequel artistes, migrants et habitants ont travaillé ensemble à embellir les villes, en peignant les espaces publics et les centres de transit locaux qui abritent les migrants. Le projet associait des artistes aux migrants séjournant dans les centres de transit pour décorer leurs foyers temporaires. Au cours du projet, des voisins, des organisations locales, des écoles et des passants ont demandé aux peintres s'ils pouvaient participer. Le projet offrait aux migrants un moyen de remercier leurs communautés d'accueil, tout en créant des occasions d'interactions significatives avec les membres de la communauté locale.²⁹

RESSOURCES

The Power of Contact: Designing, Facilitating, and Evaluating Social Mixing Activities to Strengthen Migrant Integration and Social Cohesion between Migrants and Local Communities

International Organization for Migration, 2021

<https://publications.iom.int/books/power-contact-designing-facilitating-and-evaluating-social-mixing-activities-strengthen>

Cette note d'orientation fournit aux gestionnaires et aux développeurs de projets, ainsi qu'aux organisateurs et aux médiateurs d'événements, des conseils pour favoriser l'intégration des migrants et la cohésion sociale par le biais d'activités de mixité sociale. Elle formule des recommandations fondées sur des données probantes que les gestionnaires de projets et les médiateurs d'événements peuvent exploiter pour que l'impact positif des activités de mixité sociale soit maximal.

Conception, mise en œuvre et évaluation de l'impact des programmes de mixité sociale

International Organization for Migration, 2022

<https://publications.iom.int/books/designing-implementing-and-evaluating-impact-social-mixing-programmes-toolkit-iom-and-its>

Compagnon du rapport *The Power of Contact* de l'OIM, cette boîte à outils fournit des conseils détaillés pour la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de mixité sociale. La boîte à outils offre des données théoriques et des étapes concrètes pour une application pratique.

“The Ties That Bind: Building Social Cohesion in Divided Communities”

Catholic Relief Services, 2017

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/crs-ties-rev-08-03-2017-web.pdf>

Ce guide combine le cadre de l'Appreciative Inquiry (*découvrir, devenir, décider et déployer*) avec une méthodologie de consolidation de la paix pour la cohésion sociale et la résilience (*lien, rapprochement et citoyenneté*). Le résultat est une approche à utiliser dans un cadre de consolidation de la paix entre les personnes qui peut aider les groupes, les organisations et les communautés à analyser les désaccords et les différends de manière introspective, à trouver un terrain d'entente, à collaborer pour un bénéfice mutuel et à envisager un avenir harmonieux.

**“Social Cohesion: A Practitioner’s Guide to Measurement Challenges and Opportunities”
100 Resilient Cities—Pioneered by the Rockefeller Foundation, 2019**

https://resilientcitiesnetwork.org/downloadable_resources/UR/Social-Cohesion-Handbook.pdf

Ce manuel est un guide pratique pour les entrepreneurs communautaires et les praticiens urbains qui veulent comprendre comment leurs pairs mesurent la cohésion sociale. Il étudie les qualités et les valeurs du concept de cohésion sociale et discute des approches, des indicateurs et des défis communs pour mesurer le changement. Ce manuel donne aux praticiens de divers horizons (et possédant des degrés divers d'expérience de mesure) les outils et le vocabulaire permettant d'articuler et de mesurer la valeur des efforts de cohésion sociale.

“A Toolkit for Integrating Gender Equality and Social Inclusion in Design, Monitoring, and Evaluation”

World Vision, 2020

<https://app.mhpss.net/?get=393/wvi-gender-equity-and-social-inclusion-toolkit.pdf>

Cette boîte à outils vise à fournir des conseils et des outils pour aider les équipes à intégrer les perspectives de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale (GESI) à toutes les étapes de la conception, du suivi et de l'évaluation d'un projet. Il comprend des conseils pratiques pour aider le personnel à aligner la programmation sur les normes et les bonnes pratiques internationales de la GESI. La boîte à outils peut être une ressource utile pour les partenaires de mise en œuvre et les intervenants gouvernementaux lorsqu'ils collaborent aux objectifs de l'initiative GESI.

NOTES

- 1 Laura G. E. Smith, Leda Blackwood, and Emma F. Thomas, "The Need to Refocus on the Group as the Site of Radicalization," *Association for Psychological Science* 15, no. 2 (2020): 327–352.
- 2 Ewa Szumowska et al., "Truth and Significance: A 3N Model (Needs, Narratives, Networks) Perspective on Religion," in *The Science of Religion, Spirituality, and Existentialism*, ed. Kenneth Vail III and Clay Routledge (London: Elsevier, 2020), 225–242.
- 3 Clara Pretus et al., "Neural and Behavioral Correlates of Sacred Values and Vulnerability to Violent Extremism," *Frontiers in Psychology* 9 (December 21, 2018): 1–12.
- 4 Wojciech Kaczkowski et al., "Impact of Perceived Peer Attitudes and Social Network Diversity on Violent Extremist Intentions," *Terrorism and Political Violence*, (September 2020): 1–19, <https://doi.org/10.1080/09546553.2020.1808466>.
- 5 G. W. Allport, *The Nature of Prejudice* (Cambridge, MA: Perseus Books, 1954); and Elizabeth Paluck et al., "Prejudice Reduction: Progress and Challenges," *Annual Review of Psychology* 72 (2021): 533–560.
- 6 Katharina Schmid et al., "Reducing Aggressive Intergroup Action Tendencies: Effects of Intergroup Contact Via Perceived Intergroup Threat," *Aggressive Behavior* 40, no. 3 (May/June 2014): 250–262.
- 7 Nadia Siddiqui, Roger Guiu, and Aaso Ameen Shawan, "Reframing Social Fragility in Areas of Protracted Displacement and Emerging Return in Iraq: A Guide for Programming," Social Inquiry and International Organization for Migration, February 2017, www.social-inquiry.org/reports-1/2019/1/20/reframing-social-fragility-in-areas-of-protracted-displacement-and-emerging-return-in-iraq.
- 8 Nefeesa Hamid et al., "Neuroimaging 'Will to Fight' for Sacred Values: An Empirical Case Study with Supporters of an Al Qaeda Associate," *Royal Society Open Science* 6 (June 12, 2019): 1–13.
- 9 Allport, *Nature of Prejudice*.
- 10 Mara Redlich Revkin, "The Limits of Punishment: Transitional Justice and Violent Extremism," Iraq Case Study, United Nations University, May 2018, 24–25, 31, <https://i.unu.edu/media/cpr.unu.edu/attachment/3127/2-LoP-Iraq-final.pdf>.
- 11 Oliver Christ et al., "Contextual Effect of Positive Intergroup Contact on Outgroup Prejudice," *PNAS* 111, no. 11 (2014): 3996–4000.
- 12 Joshua Ronald Gubler, Eran Halperin, and Gilad Hirschberger, "Humanizing the Outgroup in Contexts of Protracted Intergroup Contact," *Journal of Experimental Political Science* 2, no. 1 (2015): 36–46.
- 13 Neil Ferguson et al., "What Works and What's Next for Social Stability in Jordan: Evidence from Mercy Corps' Host-Refugee Social Cohesion Program," Mercy Corps and International Security and Development Center, October 2019, www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-01/MC_ISDC_CSSF_Social_Stability_Policy_Brief_FINAL_16DEC2019.pdf.
- 14 Rebecca Wolfe and Keith Proctor, "What Works to Prevent Violent Extremism," in *The Ecology of Violent Extremism*, ed. Lisa Schirch (London: Rowman & Littlefield, 2018).
- 15 Ferguson et al., "What Works and What's Next."
- 16 International Organization for Migration (IOM), *The Power of "Contact": Designing, Facilitating, and Evaluating Social Mixing Activities to Strengthen Migrant Integration and Social Cohesion between Migrants and Local Communities—A Review of Lessons Learned*, 2021, 18–22, <https://publications.iom.int/books/power-contact-designing-facilitating-and-evaluating-social-mixing-activities-strengthen>.
- 17 Lisa Schirch, *Ritual and Symbol in Peacebuilding* (Bloomfield, CT: Kumarian Press, 2005), 68.
- 18 Adam Lichtenheld et al., "Harnessing Local Sources of Social Cohesion in Niger: Lessons for Building Resilience in Protracted Crises and Conflict-Affected Settings," Mercy Corps, 2021, 11, www.mercycorps.org/sites/default/files/2021-04/HarnessingLocalSourcesofSocialCohesionNiger.pdf.
- 19 Ferguson, et al., "What Works and What's Next," 8.
- 20 J. Eric Oliver and Janelle Wong, "Intergroup Prejudice in Multiethnic Settings," *American Journal of Political Science* 47, no. 4 (October 2003): 567–582.

- 21 Amy Stuart Wells, Lauren Fox, and Diana Cordova-Cobo, "How Racially Diverse Schools and Classrooms Can Benefit All Students," Century Foundation, February 9, 2016, <https://tcf.org/content/report/how-racially-diverse-schools-and-classrooms-can-benefit-all-students/>; Gautam Rao, "Familiarity Does Not Breed Contempt: Generosity, Discrimination, and Diversity in Delhi Schools," *American Economic Review* 109, no. 3 (2019) : 774–809.
- 22 Francis Butichi and Rebecca Wolfe, "Examining the Links Between Youth Economic Opportunity, Civic Engagement, and Conflict: Evidence from Mercy Corps' Somali Youth Leaders Initiative," Mercy Corps, Research Brief, January 2013, https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00JGK6.pdf.
- 23 Michael J. Gilligan, Eric N. Mvukiyehe, and Cyrus Samii, "Reintegrating Rebels into Civilian Life: Quasi-Experimental Evidence from Burundi," *Journal of Conflict Resolution* 57, no. 4 (2013) : 598–626.
- 24 Vanda Felbab-Brown, "The Limits of Punishment: Transitional Justice and Violent Extremism, Somalia Case Study," Institute for Integrated Transitions and United Nations University, May 2018, 26–30, <https://i.unu.edu/media/cpr.unu.edu/attachment/2770/4-LoP-Somalia-Case-Study.pdf>.
- 25 Salma Mousa, "Building Social Cohesion between Christians and Muslims through Soccer in Post-ISIS Iraq," *Science* 369, no. 6505 (August 2020): 866–870.
- 26 Site web de STREAT, 1er février 2022, www.streat.com.au/about/streat.
- 27 Ferguson et al., "What Works and What's Next," 2, 10.
- 28 Peter R. Neumann, "Countering Violent Extremism and Radicalisation That Leads to Terrorism: Ideas, Recommendations, and Good Practices from the OSCE Region," Organization for Security and Co-operation in Europe, September 2017, 59, www.osce.org/files/f/documents/1/2/346841.pdf.
- 29 IOM, "Street Art for Social Cohesion in Niger's Transit Centres," October 28, 2019, www.iom.int/news/street-art-social-cohesion-nigers-transit-centres.

PARTIE III



TRANSFORMER LE CONFLIT AU NIVEAU STRUCTUREL

La violence extrémiste est une forme de conflit violent. La troisième partie couvre les principes qui traitent de la dynamique structurelle contribuant au désengagement réussi de la violence extrémiste, de la réadaptation et de la (ré)intégration dans les communautés locales. Favoriser la justice et la réconciliation et renforcer la résilience communautaire peuvent constituer un capital social pour répondre aux griefs légitimes et pour renforcer les institutions sociales et politiques qui travaillent à combler les divisions et rassembler les personnes dans une même communauté.

MODULE 5

FAVORISER LA JUSTICE ET LA RÉCONCILIATION

Michael appartenait à un groupe paramilitaire républicain d'Irlande du Nord qui employait la violence pour protester contre la présence des forces de sécurité britanniques et lutter pour une Irlande unie. James appartenait à un groupe paramilitaire loyaliste qui luttait pour que l'Irlande du Nord reste membre du Royaume-Uni.

Les deux hommes avaient grandi dans des familles et des communautés qui leur avaient donné un sentiment d'identité et d'appartenance. Mais cette identité était enracinée, en partie, dans les récits de conflits qui avaient envahi la communauté de chacun et qui dépeignaient les membres de l'autre communauté comme des agresseurs violents, et les membres de leur propre groupe comme des victimes. Tous deux partageaient un profond ressentiment contre l'« autre » en Irlande du Nord, même si chacun avait une conception différente de qui était l'autre. Un sentiment d'humiliation et d'injustice, couplé à la croyance que la violence était le seul moyen de défendre leur identité et leurs valeurs contre les agressions, a conduit Michael et James à employer la violence contre les civils de l'autre bord. Finalement, tous deux se sont retrouvés en prison pour leurs activités.



*Après leur libération, Michael et James ont eu du mal à se réintégrer dans leurs communautés. Ils ont constaté que leurs voisins les regardaient avec suspicion ; ils ont découvert qu'il était difficile de renouer avec leurs familles et de bâtir de nouvelles relations ; ils ont eu du mal à trouver un emploi stable, et les propriétaires potentiels ne répondaient jamais à leurs demandes de logement. Michael et James ont finalement participé à un programme qui utilise la justice réparatrice pour traiter les griefs politiques par le biais du dialogue communautaire et favoriser de nouvelles relations entre les lignes de conflit.**

RÉSUMÉ

La violence extrémiste vise non seulement certains individus, mais aussi des sociétés ou des communautés entières. Les communautés touchées peuvent se sentir trahies, en colère et effrayées par ceux qui se sont livrés à la violence extrémiste. Guérir de ces méfaits et offrir une voie de réparation et de réconciliation exigent que les personnes en (ré)intégration rendent des comptes à ces communautés.

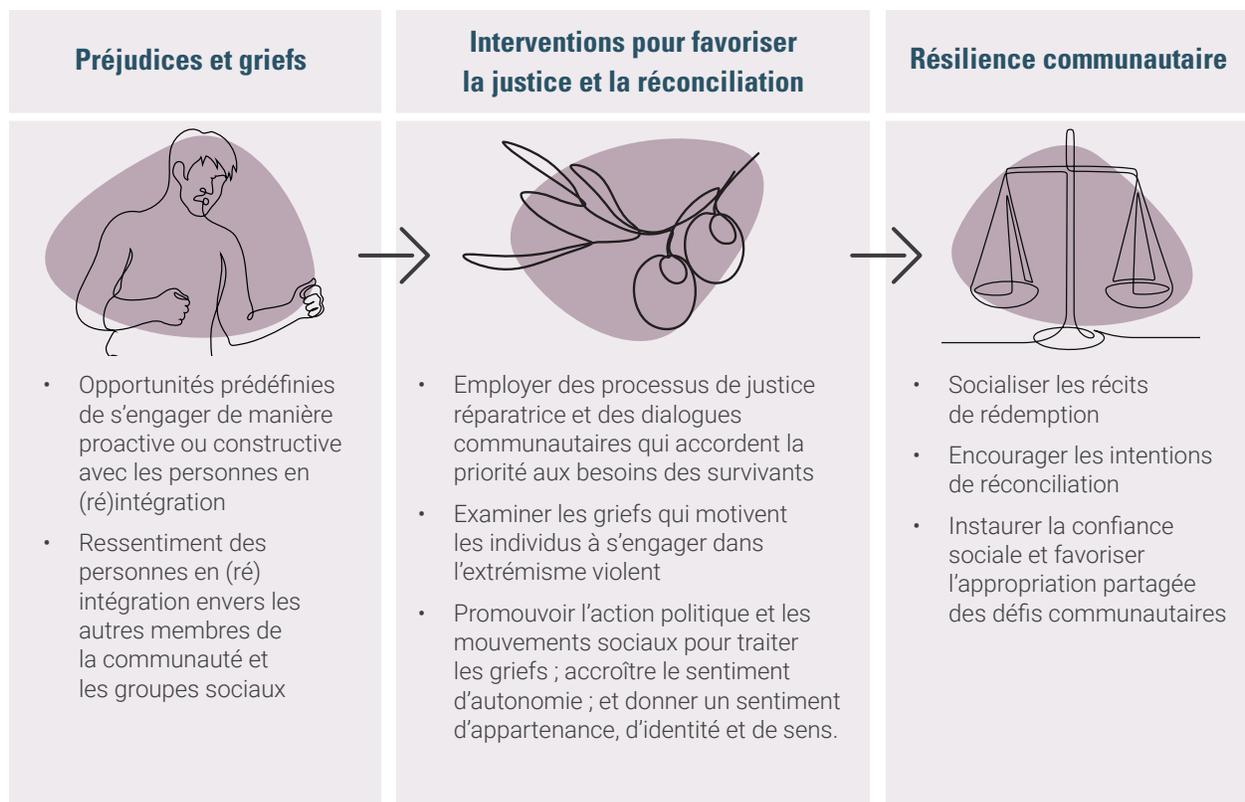
Dans un cadre de justice réparatrice, faciliter ces résultats signifie également interroger les griefs qui font partie du cycle de la violence et les perceptions de victimisation qui contribuent à la violence extrémiste. Les personnes qui se perçoivent comme des victimes recourent souvent à la violence pour répliquer, pour punir les autres ou pour exprimer leur frustration à propos de leurs griefs lorsque les canaux légitimes ou non violents ne sont pas considérés comme viables.

Les mécanismes de justice réparatrice peuvent stimuler les récits de rédemption, transformer les identités en nouvelles histoires partagées, entamer le processus de guérison et donner l'expression et le sens aux expériences humaines pour permettre aux communautés et aux personnes en (ré)intégration d'avancer ensemble. Ce module étudie la justice réparatrice en tant qu'approche favorisant la justice et la réconciliation. Cette stratégie peut réduire les obstacles au désengagement de la violence extrémiste et à la réconciliation des communautés.

Comme le montre la figure 5.1, les processus de justice réparatrice et les mécanismes de réconciliation qui accordent la priorité aux besoins des personnes et des communautés lésées par la violence extrémiste tout en explorant les griefs légitimes qui contribuent à la violence extrémiste peuvent conduire à des récits de rédemption et à des intentions de conciliation pour les personnes en (ré)intégration. Ces récits, combinés à des actions et des comportements qui démontrent une conciliation, peuvent permettre d'entamer la guérison de ces préjudices, d'instaurer la confiance et d'ouvrir une volonté, dans les communautés touchées, d'accepter les personnes en (ré)intégration.

* Les auteurs remercient la conseillère thématique de ce module : Rebecca Littman, PhD, chargée d'enseignement, University of Illinois Chicago.

Figure 5.1. Favoriser la justice et la réconciliation : une théorie du changement



CONCEPTS CLÉS

Cycle de violence désigne le caractère auto-entretenu de la violence communautaire, qui met en évidence des liens entre la perception qu'a une personne d'être victime et son choix de perpétrer des actes de violence à l'encontre d'autres personnes en réponse à cette perception.

Justice réparatrice désigne un processus de traitement des préjudices qui se concentre sur les besoins et les voix des survivants pour traiter les préjudices qu'ils ont subis ; aide ceux qui ont blessé les autres à rendre des comptes par le biais d'un processus communautaire visant à guérir à la fois les survivants et les personnes

qui ont causé un préjudice ; et examine le contexte dans son ensemble pour déterminer si les personnes qui causent un préjudice auraient également pu connaître des formes structurelles plus larges de violence ou des cycles de violence.

Survivants ou **personnes ayant subi un préjudice** et **personnes ayant causé un préjudice** sont des termes utilisés pour décrire ceux qui ont subi un préjudice (survivants) et ceux qui ont causé un préjudice à autrui. En raison du cycle de violence, les survivants peuvent également causer un préjudice et ceux qui causent un préjudice peuvent également être des survivants.

POURQUOI FAVORISER LA JUSTICE ET LA RÉCONCILIATION ?

Favoriser la justice et la réconciliation aide à réduire les obstacles à la (ré)intégration et soutient le changement de comportement. Une approche de consolidation de la paix face à la violence extrémiste cherche une issue au cycle de violence. Cette issue implique des efforts pour parvenir à la justice et à la réconciliation, tant pour les personnes en (ré)intégration qui ont quitté la violence extrémiste que pour les personnes et les communautés touchées par la violence extrémiste. Faisant écho aux thèmes des identités internes et externes discutés dans les modules 3 et 4, ce module étudie les thèmes de la justice et de la réconciliation entre les groupes, ainsi que celui des individus en (ré)intégration. L'enjeu est d'interrompre le cycle de violence en aidant les communautés à imaginer ce qu'elles veulent pour les générations futures.

Lien avec la violence extrémiste

Les personnes qui rejoignent des groupes extrémistes violents pensent souvent que ce sont elles qui demandent justice aux autres. Les personnes qui se livrent à la violence extrémiste ont souvent de puissants récits de griefs qui se rapportent au mal et à l'humiliation qu'elles ont pu ressentir elles-mêmes ou qu'elles peuvent percevoir comme étant dirigées vers le groupe identitaire auquel elles appartiennent. Elles peuvent se percevoir comme étant socialement marginalisées ou victimes de violences structurelles qui discriminent ou nuisent aux individus et aux groupes par le biais de politiques et d'institutions. Les récits de victimes simplifient souvent de manière excessive des phénomènes complexes en liant une souffrance personnelle à une tendance ou un grief social, politique ou économique. Lier les récits de victimisation personnelle et sociétale peut amener les individus à justifier une violence extrémiste.¹ Par exemple, les récits de griefs de l'EI étaient souvent centrés sur l'humiliation perçue de voir les forces américaines interférer dans les pays musulmans, ce que les membres et les partisans de l'EI considéraient comme une atteinte à leurs valeurs sacrées liées à l'islam et au droit islamique.² Dans les récits de griefs de Boko Haram, on trouve la conviction que l'islam est miné par la démocratie, l'éducation occidentale et d'autres systèmes de croyance non musulmans.³ De même, les récits de griefs des suprémacistes blancs violents impliquent souvent la peur de perdre leur statut, les mesures pour contrer le racisme et favoriser l'équité étant perçues comme des agressions contre leur statut social et leur identité culturelle.

La violence est souvent une tentative de faire justice ou de défaire l'injustice. La plupart des personnes qui commettent des violences contre une autre personne ou un autre groupe ont une justification qui donne sens à leur violence. Souvent, le récit d'un individu pour justifier sa violence est lié à ses efforts pour surmonter les sentiments de honte et d'humiliation et pour créer un sentiment de justice.

Essayer de comprendre ce qui pousse les individus à recourir à la violence ne doit pas être considéré comme une tentative d'excuser ou de justifier la violence. Comprendre leurs récits pour expliquer leur violence est important pour comprendre la relation entre la violence et la perception de la justice. Répondre à la violence extrémiste exige que nous nous posions les questions appropriées sur les récits utilisés pour justifier la violence.

La violence extrémiste et la sanction partagent une logique similaire. La sanction vise souvent à dissuader les individus de commettre des méfaits particuliers en causant de la douleur, qu'elle soit physique ou psychologique. Mais une telle douleur peut aussi être une cause de violence. En fait, certaines recherches suggèrent que non seulement la sanction n'inhibe pas, n'empêche pas ou ne décourage pas la violence, mais aussi que plus une société recourt à la sanction, plus son taux de violence est élevé.⁴ Il y a peu de raisons de croire que la sanction est plus efficace pour dissuader la violence extrémiste que toute autre forme de violence.

Lien avec RISE

Les exigences du public en matière de responsabilité et de justice sont autant des opportunités que des obstacles potentiels pour la réconciliation communautaire avec les personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste.

Les méfaits de la violence extrémiste touchent non seulement des victimes individuelles, mais aussi des communautés et des sociétés entières, qui peuvent être traumatisées par le terrorisme, vivre dans la peur de la violence, nourrir de la colère et se sentir trahies par ceux qui l'emploient. (Pour en savoir plus sur la guérison des traumatismes collectifs, voir le module 2 : « Aider à guérir des traumatismes ».) Parce que la violence extrémiste touche des sociétés entières, la pression publique et politique est souvent forte pour punir par la prison les personnes qui se livrent à cette violence. Bien qu'il s'agisse souvent d'une réponse justifiée, les poursuites judiciaires peuvent être imprudentes, inappropriées ou impossibles. Par exemple, les enfants qui ont été emmenés ou qui sont nés dans des zones de conflit extrémiste violent devraient être considérés comme des survivants de la traite des êtres humains et de la violence malgré les crimes qu'ils ont pu commettre alors qu'ils vivaient sous la coupe d'un groupe extrémiste violent.

De même, de nombreuses personnes ont pu être contraintes de s'engager dans la violence extrémiste, voire kidnappées. Beaucoup d'autres ont peut-être été rapidement désabusés par la cause qu'ils avaient rejointe, parfois sans avoir commis de violence, mais sans pouvoir sortir du milieu extrémiste. S'ils n'ont pas pu s'échapper, ils ont peut-être été obligés de se conformer pour survivre. Dans de nombreux cas, les groupes extrémistes violents imposent également un point de non-retour, en forçant les nouveaux arrivants à commettre des actes de violence graves et traumatisants, en diffusant de la propagande montrant des preuves de ces actes et en obligeant les membres à rester engagés.⁵

Dans le même temps, les communautés ont souvent des demandes urgentes et légitimes en termes de responsabilité et de justice. Dans ces situations, un manque de justice formelle et de responsabilisation – notamment des expressions significatives de regret de la part des personnes en (ré)intégration –

Considérations sexospécifiques



Les recherches suggèrent que l'une des raisons pour lesquelles la plupart des violences sont commises par des hommes contre d'autres hommes est due à la peur de paraître faibles et au désir de surmonter l'humiliation en utilisant la violence pour prouver leur conception de la virilité.*

* James Gilligan, *Violence: Reflections on a National Epidemic* (New York: Random House, 1997), 225–240.

affectera les efforts de justice réparatrice au niveau communautaire. Les familles de survivants peuvent refuser de s'engager dans des processus de justice réparatrice jusqu'à ce que des mécanismes officiels de justice et de responsabilisation soient mis en place et jusqu'à ce qu'elles reçoivent une compensation. Dans ce cas, les processus de justice réparatrice peuvent dépendre de la première réponse aux demandes de la communauté en matière de justice formelle et de responsabilisation.

En résumé, de nombreuses personnes apparaîtront à la fois comme victimes et agresseurs, un nœud gordien que les systèmes de justice pourraient avoir du mal à démêler. En outre, il est difficile de recueillir des preuves sur un champ de bataille étranger d'une manière qui respecte les normes judiciaires, ce qui rend souvent les poursuites difficiles. Par conséquent, de nombreuses personnes (ré)intégreront des communautés locales sans avoir d'abord subi une période d'incarcération et, dans certains contextes, le vide juridique peut prolonger leur présence dans les installations de détention lorsque les systèmes judiciaires n'ont pas les outils pour traiter leurs dossiers rapidement.



Même lorsque la prison fait partie du processus de (ré)intégration après la violence extrémiste, elle peut rendre la (ré)intégration plus difficile en raison de la stigmatisation liée à l'incarcération et de la possibilité que les prisonniers qui subissent de mauvaises conditions et un mauvais traitement se sentent validés dans leurs justifications et leur engagement envers la violence extrémiste, ces derniers pouvant même subir des traumatismes supplémentaires pendant leur détention.

La justice réparatrice est un processus qui attire de plus en plus l'attention, car il est pertinent pour les personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste. La justice réparatrice se distingue de la plupart des processus de justice pénale de deux manières. Tout d'abord, elle éclaire les expériences et les besoins de ceux qui ont survécu au mal plutôt que de concentrer le prisme inflexible de l'État sur la personne en procès et de savoir si une loi a été violée. Deuxièmement, elle se concentre sur la réparation des méfaits plutôt que sur la détermination des sanctions. Le processus de justice réparatrice commence par trois hypothèses :

- Des besoins sont créés lorsque des personnes et des relations sont lésées.
- Les besoins engendrés par les préjudices engendrent des obligations.
- L'obligation est de guérir et de « réparer » les préjudices.

Trois questions suivent :

- Qui a été blessé ? (à opposer à « quelles règles ont été violées ? »)
- Quels sont les besoins ? (à opposer à « qui a violé la règle ? »)
- Qui a l'obligation de répondre aux besoins, de réparer les préjudices et de rétablir les relations ? (à opposer à « que mérite-il ? »)⁶

Dans le contexte de violence extrémiste, le processus de justice réparatrice concerne trois groupes de personnes :

- les personnes qui ont été blessées par la violence extrémiste ;
- les membres d'une communauté ou d'une société touchée par la violence extrémiste ;
- les personnes en (ré)intégration qui ont pu être motivées à s'engager dans la violence extrémiste par un désir de justice pour des griefs sociaux ou politiques, ou même qui ont pu être contraintes à s'engager dans la violence extrémiste.

Le défi consiste à répondre aux préjudices et aux besoins des trois groupes. Le gouvernement et la communauté ou la société peuvent avoir des obligations envers la personne en (ré)intégration si son groupe identitaire a été marginalisé ou opprimé avant qu'elle se livre à la violence extrémiste. La personne en (ré)intégration aura des obligations à la fois envers ceux qui ont été lésés et envers la société au sens large. Toutefois, il est important de ne pas imposer un fardeau de responsabilité aux personnes qui ont été lésées par la violence extrémiste.

Il n'est pas rare que les communautés se préoccupent des crimes commis contre une personne en son sein plutôt que contre la communauté dans son ensemble. Cependant, cette préoccupation sera souvent amplifiée dans les cas qui impliquent la violence extrémiste, car la violence extrémiste vise non seulement des individus, mais aussi des communautés et des sociétés entières. Plutôt que d'être un crime commis par un individu contre un individu, la violence extrémiste est perpétrée au nom d'un groupe entier contre un autre groupe ou une population civile, ce qui soulève des enjeux pour tout le monde.

Les trois valeurs sous-jacentes qui constituent le fondement de la justice réparatrice sont le respect, la responsabilité et la relation aux autres. Le *respect* de la dignité humaine et la capacité d'un individu à changer et à devenir une meilleure personne pouvant contribuer à sa communauté sont au cœur d'une approche de justice réparatrice. La *responsabilité* comprend le devoir de « corriger » les torts ou de demander pardon aux personnes qui ont été lésées et à la société en général. *Relation aux autres* fait référence au pouvoir qu'ont les individus lorsqu'ils travaillent ensemble pour résoudre les problèmes de manière créative et transformer une tragédie en une opportunité de guérison.

Chacune de ces valeurs est importante pour le désengagement de la violence extrémiste, la réadaptation et la (ré)intégration. Le respect est une condition préalable à la promotion de l'engagement prosocial au sein des différentes divisions sociales. La responsabilité est nécessaire pour réparer les préjudices causés par la violence extrémiste, ainsi que pour identifier les griefs légitimes qui ont contribué à cet engagement et éclairer une voie de rédemption. Cependant, la responsabilité peut parfois être compliquée dans des contextes de violence extrémiste, par exemple pour les personnes qui ont été contraintes de nuire aux autres. Ces personnes peuvent avoir elles-même besoin que les autres reconnaissent le mal qui leur a été fait, en même temps que la responsabilité de réparer les dommages qu'elles ont causés aux autres (même si ce n'est pas par choix). Nouer des relations peut permettre d'élargir les conceptions du *nous* et d'offrir un sentiment d'appartenance communautaire.

Trois principes de justice réparatrice reflètent ces valeurs de réponse juste aux préjudices :

- La *restauration* implique la reconnaissance et la réparation des dommages causés et révélés par les actes répréhensibles.
- La *responsabilité* consiste à encourager la responsabilité appropriée pour répondre aux besoins et réparer le préjudice.
- L'*engagement* implique les personnes touchées, y compris la communauté, dans la résolution.

Les mécanismes de justice réparatrice devraient donc inclure une reconnaissance par la personne en (ré)intégration des préjudices qu'elle a infligés aux victimes individuelles et à la société en général en participant à la violence extrémiste. Les personnes en (ré)intégration devraient également expliquer comment elles comptent réparer ces méfaits. Par exemple, une personne peut faire une vidéo ou publier une déclaration publique dans laquelle elle reconnaît les personnes lésées et assume la responsabilité de répondre aux besoins créés par ces préjudices. Un rituel ou une cérémonie publique de lamentation et de repentance peut être approprié(e) dans certaines cultures. La communauté pourrait participer en offrant des occasions à une personne en (ré)intégration de se porter volontaire dans des activités communautaires pour apporter sa contribution.

« Le respect est une condition préalable à la promotion de l'engagement prosocial au sein des différentes divisions sociales. La responsabilité est nécessaire pour réparer le mal causé. . . identifier les griefs légitimes. . . et éclairer une voie de rédemption. »

COMMENT FAVORISER LA JUSTICE ET LA RÉCONCILIATION

Idées de planification et de conception

L'objectif de la justice réparatrice est d'impliquer les personnes touchées par (dans ce cas précis) la violence extrémiste dans la réparation des préjudices qu'elles ont subis et de traiter ces préjudices d'une manière qui fait sens pour elles. Ainsi, les outils impliqués et la conception du programme doivent être adaptés au contexte particulier.

Même si certains membres de la communauté peuvent souhaiter une sanction sévère pour les personnes qui ont participé à la violence extrémiste et peuvent envisager tout type de processus de justice réparatrice avec suspicion ou colère, les recherches montrent que l'omniprésence de la « victime vengeresse » qui insiste sur la justice punitive est surtout un mythe. En fait, de nombreux survivants peuvent préférer une indemnisation ou des excuses sincères à la sanction.⁷ Le respect de deux principes clés pour la planification et la conception peut toutefois aider à surmonter ces tensions et à susciter l'adhésion de la communauté.

Premièrement, une *approche centrée sur les survivants* est nécessaire.⁸ Les survivants de la violence extrémiste ne devraient jamais être manipulés ou contraints de participer à des processus de justice réparatrice. Dans certains cas, la médiation entre les survivants et les personnes en (ré)intégration peut à la fois aider celles-ci à assumer la responsabilité du mal qu'elles ont causé et aider les survivants à obtenir un sentiment de justice, de guérison ou des réponses à leurs questions sur ce qui s'est passé. Dans d'autres cas, cependant, de telles réunions peuvent causer un nouveau traumatisme ou paraître dangereuses. Si un survivant ne veut pas rencontrer quelqu'un qui lui a causé du tort, il ne devrait pas être obligé de le faire. Lorsqu'un survivant est réticent mais volontaire, l'implication d'une équipe de facilitation bien formée sera essentielle, comme décrit dans le présent guide, pour s'assurer que toute réunion se déroule d'une manière qui limite les risques de nouveau traumatisme ou d'agression verbale en privilégiant un dialogue respectueux, sûr et ouvert, qui réponde au niveau de confort et aux limites des survivants participants.

Deuxièmement, *l'implication de la communauté à toutes les étapes et dans toutes les discussions* sur la justice et la réconciliation avec les personnes en (ré)intégration est essentielle. Les communautés doivent peut-être se familiariser avec le concept de justice réparatrice. Proposer des ateliers et des occasions d'engagement du public pour rassurer les



membres de la communauté sur le fait que leurs inquiétudes en matière de sécurité publique ont été prises en compte par le biais de discussions avec les autorités du secteur de la sécurité, lorsque ces acteurs sont crédibles dans les communautés touchées, et présenter des recherches qui démontrent des taux de récidive exceptionnellement bas chez les personnes qui se sont désengagées de la violence extrémiste peuvent contribuer à susciter l'adhésion au processus de justice réparatrice.⁹ L'implication des communautés locales dès le début du processus de justice réparatrice peut permettre de s'assurer qu'il est aligné sur les coutumes locales et peut donner aux membres de la communauté l'occasion d'obtenir des réponses à des questions telles que :

- À quoi ressemblent la justice, l'obligation de rendre des comptes, la réconciliation et la rédemption dans le contexte local ?
- Quels types de cérémonies ou de rituels existants pourraient appuyer un processus de justice ?
- Quel est le rôle des intervenants étrangers dans le soutien à la justice et à la réconciliation ?
- Y a-t-il un rôle pour les personnes qui se sont déjà désengagées de la violence extrémiste et qui se sont (ré)intégrées dans la communauté ? Que peuvent-elles faire pour soutenir la justice ?
- Comment les processus de justice communautaire se rattachent-ils aux processus de justice pénale de l'État ?

Les dirigeants communautaires peuvent contribuer à légitimer ces efforts et à encourager un soutien plus large du public. L'implication de la communauté peut garantir que les progrès réalisés par les personnes en (ré)intégration sont durables et résistent aux chocs ou aux facteurs de stress auxquels elles sont susceptibles d'être confrontées

En toute bienveillance



Un travail approfondi avec les personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste, avant qu'elles ne participent à un processus de justice réparatrice, peut permettre de vérifier qu'elles sont prêtes à assumer la responsabilité des préjudices causés aux autres et qu'elles ne représentent plus aucun danger pour les personnes. Cela peut être particulièrement compliqué lorsque la personne (ré)intégration a été contrainte à la violence extrémiste. Un tel travail nécessitera l'implication de psychologues formés qui peuvent évaluer les risques comportementaux à l'aide de critères fondés sur des preuves et scientifiquement validés. Dans les contextes où de tels professionnels ne sont pas disponibles ou ne sont pas suffisamment compétents, les autorités communautaires culturellement appropriées, telles que les chefs tribaux ou les guérisseurs traditionnels ayant l'expérience d'évaluer les risques posés par les membres individuels de la communauté, peuvent être impliquées à la place. Ces interactions ne seront jamais vraiment à risque zéro, mais l'implication attentive de professionnels formés et des autorités communautaires peut faire beaucoup en matière de réduction et de gestion des risques.

Il est important de ne pas prioriser les griefs et les besoins de certains groupes affectés par rapport à d'autres, ce qui peut mener à une « concurrence victimaire » sur ceux qui ont souffert davantage. Par exemple, une aide internationale disproportionnée pour les communautés chrétiennes et yézidiennes en Irak a généré du ressentiment parmi les communautés musulmanes sunnites voisines qui ont également souffert sous le régime de l'EI, mais qui ont reçu moins de soutien.

(voir module 6 : « Renforcer la résilience communautaire »). Les conseils de la communauté peuvent aider les concepteurs de programmes à s'assurer que l'encadrement, les messages et la désignation des projets de justice réparatrice, ainsi que la forme que ces projets prennent, correspondent aux contextes culturels et religieux locaux. Les membres de la communauté peuvent conseiller sur la façon de parler aux survivants de leur option de rencontrer des personnes ayant pu leur causer du tort ou nuire à leur famille, à leurs amis et à leurs voisins. Les personnes extérieures doivent veiller à ne pas faire de promesses sur les résultats d'une intervention ou à créer des attentes sur le processus de justice réparatrice qu'elles ne peuvent garantir.

Interventions et activités

Participants et formats

Les pratiques de justice réparatrice peuvent prendre plusieurs formes. Les modèles les plus courants sont la médiation, la conférence et les cercles :

- En *médiation*, les survivants et les personnes en (ré)intégration se rencontrent (directement ou indirectement) pour discuter de leurs expériences, partager leurs émotions et leurs inquiétudes, et trouver un accord sur une voie à suivre pour chaque partie.
- En *conférence*, un grand groupe de personnes affectées par la violence se réunit pour discuter de ce qui s'est passé et trouver des solutions pour l'avenir.
- En *cercles*, un dialogue structuré est établi pour traiter un conflit spécifique et renforcer les relations et les communautés.¹⁰

Les processus de justice réparatrice sont plus efficaces lorsque les participants sont sincères et ouverts. Ainsi, sauf dans les cas où une personne en (ré)intégration se soumet au processus dans le cadre d'une décision de justice, la participation doit être volontaire.

Les médiateurs doivent organiser plusieurs réunions distinctes pour préparer chaque groupe de parties prenantes – survivants, membres de la communauté et personnes en (ré)intégration après une violence extrémiste – avant tout dialogue ou autre mécanisme conçu pour promouvoir la justice et la rédemption. Ces réunions préalables peuvent aider à répondre aux questions des participants, à instaurer la confiance et à clarifier les attentes et les objectifs de chacune des parties prenantes.

Dans certains cas, toutes les parties prenantes peuvent se réunir dans le cadre d'une conférence sur la justice communautaire, mais la justice réparatrice n'exige pas qu'une réunion soit organisée entre les survivants et ceux qui ont causé un préjudice. Un survivant peut choisir, par exemple, de faire une vidéo, qui protège son identité mais communique l'impact de la violence extrémiste sur sa vie. Une personne en (ré)intégration après la violence extrémiste peut également reconnaître ses torts et faire preuve de responsabilité via des vidéos, des émissions de radios ou des publications dans les médias d'information et sur les réseaux sociaux. Les témoignages de survivants, de membres de la communauté et de personnes en (ré)intégration sur leurs expériences peuvent servir de prélude possible à la catharsis et à la guérison.

Les médiateurs doivent s'assurer que tous les participants savent qu'ils peuvent quitter le processus de justice réparatrice à tout moment. Cette liberté de sortir du processus s'étend aux médiateurs ainsi qu'aux membres de la communauté et aux personnes en (ré)intégration.

Des conférences virtuelles peuvent avoir lieu si, par exemple, les survivants ne veulent pas se rencontrer en personne ou sont éloignés géographiquement. Dans le cadre de conférences virtuelles, les médiateurs peuvent demander aux personnes en (ré)intégration de parler aux survivants comme si elles étaient dans la même pièce ; ils peuvent demander à une personne en (ré)intégration ce qu'elle dirait aux survivants, comment les survivants pourraient répondre, et comment la personne en (ré)intégration pourrait reconnaître et tenter de réparer les préjudices avec eux.

Facilitation et soutien aux survivants

Tous ces processus de justice réparatrice reposent sur les compétences de facilitation. Des médiateurs professionnels formés doivent s'assurer que les besoins des survivants restent au cœur du processus et que ceux de la personne en (ré)intégration n'en soient à aucun moment le moteur. En plus de la formation classique à la facilitation, qui peut permettre d'apprendre à structurer un dialogue, identifier des participants silencieux et gérer les perturbations, les médiateurs de justice réparatrice sont également tenus d'être formés aux traumatismes, aux formes de discours de haine et à la violence extrémiste.

Les médiateurs doivent veiller à accorder la priorité au soutien et à l'autonomie des survivants, à s'assurer que ceux-ci sont protégés contre d'autres préjudices intentionnels ou non intentionnels, à prendre des mesures pour empêcher toute forme de coercition des survivants à participer au processus, et à empêcher quiconque de subir des représailles pour avoir exprimé les préjudices qu'il a subis. Idéalement, il y aura dans l'équipe au moins un facilitateur issu du même groupe identitaire que la personne ou le groupe lésé par la violence extrémiste.

Les rencontres en face à face doivent avoir lieu dans des endroits qui peuvent assurer la sécurité physique et émotionnelle des participants et favoriser un sentiment de neutralité afin que tous les participants au processus se sentent accueillis. Les médiateurs commenceront le processus en face à face en présentant un ensemble de règles de base pour la participation auxquelles tout le monde peut contribuer et que tout le monde accepte de respecter.

En toute bienveillance



Il est important que les programmes soient conscients que la participation à des activités de justice réparatrice peut avoir des conséquences négatives sur la santé mentale des participants, en aggravant les symptômes de dépression, d'anxiété et de stress post-traumatique. Cela souligne l'importance de lier les interventions de réconciliation avec les initiatives de santé comportementale et de guérison des traumatismes (voir modules 1 et 2).

Que les procédures et les rituels se déroulent en face-à-face ou virtuellement, il peut être nécessaire d'aborder les traumatismes collectifs dans les communautés touchées par la violence extrémiste, ainsi que les traumatismes individuels, au cours du processus de justice réparatrice. (Pour en savoir plus à ce sujet, voir le module 2 : « Aider à guérir des traumatismes ».)

Les médiateurs peuvent fournir des mises à jour régulières sur le processus aux survivants, aux membres de la communauté et aux personnes en (ré)intégration afin de permettre à chacun de comprendre le processus, et afin de contrer la propagation au sein de la communauté de fausses rumeurs ou éviter la diffusion de désinformations sur les médias d'information ou les médias sociaux. Les médiateurs doivent avoir un plan pour réagir rapidement et avec force à tout effort de ce genre visant à faire dérailler un processus de justice réparatrice.

Trouver une voie à suivre

Le processus de justice réparatrice pour les survivants, les personnes en (ré)intégration et les membres de la communauté comprendra des occasions pour chaque partie prenante d'exprimer les préjudices qu'elle a subis et ses besoins en matière de justice et de réconciliation. Les médiateurs encourageront les autres à écouter activement les propos, à les accepter et à faire preuve de compréhension. Ils dirigeront le processus vers les étapes que la personne en (ré)intégration après la violence extrémiste peut suivre pour demander pardon aux survivants et à la communauté.

La communauté peut également accepter de prendre des mesures pour traiter des griefs spécifiques qui peuvent avoir fait partie de la motivation initiale d'une personne à rejoindre un groupe extrémiste violent. Par exemple, une communauté peut créer un groupe de travail de lutte contre la corruption si la corruption gouvernementale a contribué à alimenter la décision d'une personne de s'engager dans la violence extrémiste.

Rituels, cérémonies et étiquetage

Les rituels, les cérémonies et les rites de passage qui marquent symboliquement le retour d'une personne dans la société font partie intégrante des processus de justice réparatrice lorsqu'ils réifient la guérison et la réconciliation au niveau communautaire. Les cérémonies symboliques peuvent apporter une rupture tangible par rapport aux actions et aux identités passées en attribuant un nouveau sens aux transgressions passées, en créant de nouvelles identités partagées et en guérissant les blessures causées par les conflits et le crime. Les rituels communautaires et traditionnels déjà en place, qui impliquent un dialogue respectueux, peuvent conduire à des récits crédibles de rédemption en mettant l'accent sur le respect, la solidarité et la responsabilité active. Les récits de rédemption peuvent encourager ceux qui ont causé du tort à réparer les dommages causés tout en réduisant au minimum les réactions défensives parmi les survivants de ces méfaits.¹¹

Les individus ont tendance à se conformer aux attentes associées aux étiquettes que la société leur appose, car ces étiquettes identifient des opportunités et poussent les individus vers certains rôles.¹² Lorsque les personnes se désengagent de la violence extrémiste, elles sont confrontées à une crise d'identité qui catalyse la recherche d'un nouveau sens à la vie, la réaffectation de sens aux expériences passées et la recherche d'une nouvelle identité sociale. Cette crise présente des opportunités lorsque les communautés sont ouvertes à donner ce nouveau sens et cette nouvelle identité ; le simple fait d'étiqueter une personne comme « réhabilitée » ou comme « membre de la société » peut contribuer au processus de désengagement, de réadaptation et de (ré)intégration.¹³ Les rituels impliquant la communauté ont la capacité de donner de l'expression et du sens aux expériences et d'entretenir des relations humaines en permettant aux individus et aux communautés de se projeter *collectivement*.¹⁴

Relations et (ré)intégration durable

Les relations établies par le biais de processus de justice réparatrice peuvent permettre à une communauté de guérir de la violence passée et de s'organiser pour répondre aux griefs qui ont motivé certaines personnes à rejoindre des groupes extrémistes violents en premier lieu. Les processus de justice réparatrice sont une forme d'organisation communautaire dans laquelle les membres de la communauté analysent les problèmes auxquels ils sont confrontés et développent le sentiment qu'ils peuvent agir pour changer les choses. Les exemples de la Sierra Leone et de l'Irlande du Nord dans la partie suivante illustrent comment les processus de réconciliation communautaire peuvent contribuer à déclencher un mouvement social en vue d'une transformation plus large.

Considérations sexospécifiques



Les personnes ayant des identités de genre différentes peuvent connaître des expériences et des besoins différents dans un processus de justice réparatrice. Un processus de justice réparatrice sensible au genre pour les personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste devrait consulter les membres de la communauté à chaque étape afin de garantir un soutien et un espace adéquats pour répondre aux besoins spécifiques du genre.

Les mécanismes de justice communautaires ou ne relevant pas de l'État (en particulier la justice tribale dans le cas de l'Irak, où les meurtres d'honneur sont une inquiétude majeure pour les femmes autrefois associées à l'EI) peuvent être nuisibles envers les femmes. Ils sont aussi souvent fermés aux femmes. Les programmes de justice réparatrice qui utilisent des mécanismes de justice fondés sur les traditions devraient interroger ces pratiques et les modifier afin d'assurer l'égalité d'accès pour tous et de s'assurer qu'elles n'infligent aucun préjudice à un groupe particulier de personnes.

Travailler avec des acteurs tribaux est nécessaire et parfois bénéfique dans des contextes où les institutions de justice de l'État sont inefficaces ou illégitimes, mais cela doit être fait avec soin et en portant l'attention sur les inquiétudes concernant la participation et la protection des femmes.

Les processus de justice réparatrice peuvent ouvrir des conversations importantes sur les récits de masculinité qui peuvent parfois contribuer à la violence.

Ces relations sont également importantes pour s'assurer que l'engagement prosocial entre les personnes en (ré)intégration et les membres de la communauté est maintenu après que la personne a participé au programme de justice réparatrice. Les programmes peuvent envisager des activités de suivi pour aider à entretenir ces relations au-delà des limites du programme et cultiver une (ré)intégration plus complète dans la vie communautaire, rendant la transformation de l'identité plus durable et empêchant le réengagement avec les groupes extrémistes violents.

Suivi et évaluation

Des programmes tels que Community Restorative Justice Ireland ont démontré que des interventions sur mesure peuvent réduire les cas de conflits violents.¹⁵ Le suivi et l'évaluation de tels programmes peuvent tirer parti de l'inclusion d'une approche à méthodes mixtes.

Les mesures quantitatives comprennent la collecte de statistiques sur les cas de violence avant et après les interventions, afin de déterminer la nécessité de ressources supplémentaires (financement, professionnels formés). Les mesures qualitatives comprennent les entretiens périodiques avec les principaux intervenants de toutes les facettes de l'intervention, afin d'évaluer les progrès et de fournir des indications sur le bon fonctionnement de l'intervention. Les questions à poser peuvent inclure les suivantes :

- Quel est le niveau d'implication de la communauté ?
- Dans quelle mesure l'engagement communautaire est-il inclusif ?
- Quelles réparations ou améliorations ont été apportées à la communauté ?
- Que ressentent les survivants, les victimes et les membres de la communauté au sujet des réparations ?
- Les membres de la communauté pensent-ils avoir obtenu une mesure de justice et de responsabilisation ?
- Que ressentent les personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste vis-à-vis du processus ? Le perçoivent-elles comme une contribution à leur réintégration et à l'acceptation communautaire ?

Les réponses aux questions d'enquête sur des concepts et des résultats très abstraits, tels que les niveaux de confiance communautaire, le pardon et la réintégration, peuvent ne pas être très instructives. Il est important de poser des questions précises et réalistes sur les implications observables de ces résultats, par exemple : « Autoriseriez-vous vos enfants à être amis avec les enfants d'une personne anciennement associée à un groupe armé ? »

Une méthode qui peut être appliquée pour mesurer les résultats est la « collecte des résultats », qui peut être utilisée pour aider à surveiller les changements de perception vis-à-vis d'une intervention particulière.¹⁶ La collecte des résultats fournit une méthode en six étapes pour recueillir des preuves sur ce qui a été réalisé et informer sur la façon dont les interventions ont favorisé le changement.

EXEMPLES

Réconciliation communautaire en Sierra Leone

En Sierra Leone, le processus National Truth and Reconciliation s'est concentré sur les grandes villes et les zones rurales négligées, où certaines des causes fondamentales de la guerre civile de 1991–2002 persistaient. En 2007, les dirigeants communautaires de la Sierra Leone ont commencé à reconnaître la nécessité pour la communauté rurale de participer au processus décisionnel national. L'initiative Fambul Tok (« conseil de famille ») a invité les communautés à participer à la conception de processus par lesquels les personnes qui avaient pris part à la violence contre les communautés pouvaient reconnaître les actes répréhensibles envers les survivants grâce à un programme de réparation orienté localement. Fambul Tok continue de mobiliser les communautés pour concevoir des programmes dans le cadre de la réconciliation post-conflit en Sierra Leone et dans plusieurs autres pays.

L'approche de Fambul Tok implique plusieurs éléments. Elle utilise le People's Planning Process pour créer des opportunités pour tous de jouer un rôle actif dans la réconciliation, en portant une attention particulière aux besoins et aux expériences des femmes et des jeunes. Après consultation de la communauté, Fambul Tok lance un programme pilote pour tester les idées de la communauté. Les leçons tirées du projet pilote sont identifiées et intégrées dans la version du processus de réconciliation que la communauté met en œuvre. Les intervenants communautaires forment les membres à acquérir des compétences en facilitation, en médiation et en guérison des traumatismes.

Une cérémonie de réconciliation est au cœur des processus de Fambul Tok. De nombreuses communautés prévoient un feu de joie Fambul Tok pour créer un espace rituel où les survivants peuvent exprimer les préjudices. Par exemple, au cours de ces feux de joie, les femmes partagent souvent des expériences d'abus sexuels et accusent publiquement les personnes qui les ont agressées. Les « mères de la paix » sont des guides féminins qui aident les communautés à répondre aux besoins uniques des femmes victimes de violence sexuelle. Fambul Tok soutient le processus de réconciliation par le biais d'activités de suivi telles que des rencontres sportives et l'agriculture communautaire. Les recherches sur le programme Fambul Tok en Sierra Leone ont montré qu'il augmente le pardon envers les auteurs de violence et renforce le capital social.¹⁷

Programmes de justice réparatrice en Irlande du Nord

En Irlande du Nord, divers programmes visent à réduire la violence sectaire et les crimes de haine sectaires tout en soutenant les individus qui se (ré)intègrent dans la communauté. Le programme The Bridge demande aux personnes qui ont commis une infraction criminelle de réfléchir sur elles-mêmes afin de comprendre les impacts de leur comportement sur les autres et de susciter leur volonté d'améliorer leurs compétences sociales. Le programme commence par reconnaître que les personnes qui se sont engagées dans la violence extrémiste ressentent de l'injustice et de la honte d'appartenir à un groupe violent. Par exemple, les membres des groupes loyalistes disent se sentir souvent coincés entre, d'une part, le soutien d'une cause politique qu'ils estiment juste et, d'autre part, la reconnaissance de l'image négative du loyalisme auprès du public. Le programme The Bridge vise à créer, pour les personnes politiquement motivées qui se sont engagées dans la violence extrémiste, un espace leur permettant de réfléchir de manière critique à leur impact sur les personnes et les communautés. Le processus les aide également à comprendre les réponses non violentes aux conflits, telles que les mouvements sociaux visant à répondre à leurs griefs politiques. Des médiateurs de dialogue demandent aux participants d'évaluer les avantages et les coûts liés au recours d'une stratégie violente pour atteindre leurs objectifs. Les médiateurs utilisent des jeux de rôle pour explorer les options non violentes.

Le programme a également permis à soixante-dix militants républicains et loyalistes qui avaient été impliqués dans la violence extrémiste par le passé de suivre des cours à l'Université d'Ulster. Ces cours les préparent à diriger des processus de justice réparatrice dans les milieux interculturels. Dans le projet Young Men and Violence, les personnes qui se sont déjà (ré)intégrées dans la communauté après avoir appartenu à des groupes violents dirigent des programmes pour d'autres jeunes hommes issus de zones militantes où sévit la violence sectaire. Ces leaders remettent en question le « prestige de la violence » en partageant leurs expériences personnelles et en réfléchissant à ce qu'ils ont perdu du fait de leur implication dans la violence extrémiste. Ils soutiennent que les stratégies politiques pacifiques sont plus efficaces que la violence pour atteindre leurs objectifs.¹⁸

RESSOURCES

“Restorative Justice in Cases of Violent Extremism and Hate Crimes”

European Forum for Restorative Justice, 2021

www.euforumrj.org/en/working-group-restorative-justice-and-violent-extremism

Ce guide du praticien offre des conseils et des mises en garde pour la conception de programmes, notamment la médiation, les conférences de justice communautaire et les cercles communautaires.

Restorative Dialogue Against Violent Radicalization

Restorative Justice for All International Institute

<http://restoratedialogue.org>

Ce projet présente une approche différente pour répondre à la violence extrémiste, basée sur le dialogue et la justice réparatrice. Ses ressources comprennent un manuel de formation et plusieurs cours en ligne pour les professionnels et les bénévoles susceptibles de travailler avec des personnes risquant de s’engager dans la violence extrémiste.

“Grassroots Solutions for Radicalized Youth and the Addictive Process of Extremism,” special issue of the Internet Journal of Restorative Justice

Tara Sheppard-Luangkhot, Restorative Justice for All International Institute, 2020

www.rj4allpublications.com/product/special-issue-grassroots-solutions-for-radicalized-youth-and-the-addictive-process-of-extremism/

Ce reportage propose des alternatives aux moyens punitifs de lutter contre l’engagement des jeunes dans la violence extrémiste. Il utilise la psychologie positive pour intervenir auprès des jeunes qui risquent de s’engager dans la violence extrémiste et se concentre sur la perception positive de l’identité et du bien-être.

NOTES

- 1 Pour plus d'informations : Javier Argomaniz and Orla Lynch, "The Complexity of Terrorism—Victims, Perpetrators and Radicalization," *Studies in Conflict and Terrorism* 41, no. 7 (2018): 491–506.
- 2 Pour plus d'informations : A. Gómez et al., "The Devoted Actors Will to Fight and the Spiritual Dimension of Human Conflict," *Nature Human Behavior* 1 (2017): 673–679.
- 3 Voir Alex Thurston, "The Disease Is Unbelief: Boko Haram's Religious and Political Worldview," Project on U.S. Relations with the Islamic World, Brookings Institution, January 14, 2016, www.brookings.edu/research/the-disease-is-unbelief-boko-harams-religious-and-political-worldview/.
- 4 Voir, par exemple Dieter Dölling et al., "Is Deterrence Effective? Results of a Meta-Analysis of Punishment," *European Journal on Criminal Policy and Research* 15 (2009): 201–224.
- 5 Voir, par exemple : Haroro J. Ingram and Omar Mohammed, "The Islamic State's Defection and Reintegration Strategies: Transforming Enemies into Supporters to Sustain Its Forever Wars," *Nexus*, August 25, 2022; Michael Jensen, Patrick James, and Elizabeth Yates, "Contextualizing Disengagement: How Exit Barriers Shape the Pathways Out of Far-Right Extremism in the United States," *Studies in Conflict and Terrorism* 46, no. 3 (2023): 249–277.
- 6 Cette partie du module s'appuie sur diverses publications d'Howard Zehr, notamment : *The Little Book of Restorative Justice* (Intercourse, PA: Good Books, 2002) and *Changing Lenses: A New Focus for Crime and Justice* (Scottsdale, PA: Herald Press, 2005).
- 7 Emanuela Biffi, "The Potential of Restorative Justice in Cases of Violent Extremism and Terrorism," Radicalisation Awareness Network Report, European Union, March 2021, 19, https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2021-03/ran_cons_overv_pap_restor_just_pcve_vot_10022021_en.pdf.
- 8 Joakim Hope Soltveit, Lucy Jaffe, and Cheryl Lubin, eds., "Restorative Justice in Cases of Violent Extremism and Hate Crimes," Practice Paper, European Forum for Restorative Justice, June 2021, 21, www.euforumrj.org/sites/default/files/2021-06/Practice%20paper%20-%20Restorative%20justice%20in%20cases%20of%20violent%20extremism%20and%20hate%20crimes%20-%20June%202021.pdf
- 9 Thomas Renard, "Overblown: Exploring the Gap Between the Fear of Terrorist Recidivism and the Evidence," *CTC Sentinel* 13, no. 4 (April 2020): 19–29; Andrew Silke and John Morrison, "Re-offending by Released Terrorist Prisoners: Separating Hype from Reality," Policy Brief (The Hague: International Centre for Counter-Terrorism, September 2020), <https://www.icct.nl/publication/re-offending-released-terrorist-prisoners-separating-hype-reality>; Omi Hodwitz, "The Terrorism Recidivism Study (TRS): An Update on Data Collection and Results," *Perspectives on Terrorism* 15, no. 4 (August 2021): 27–38.
- 10 Biffi, "Potential of Restorative Justice," 7–8.
- 11 Katie N. Rotella, Jennifer A. Richeson, and Dan P. McAdams, "Groups' Search for Meaning: Redemption on the Path to Reconciliation," *Group Processes and Intergroup Relations* 18, no. 5 (2015): 696–698.
- 12 Shad Maruna et al., "Pygmalion and the Reintegration Process: Desistance from Crime through the Looking Glass," *Psychology, Crime, and Law* 10, no. 3 (September 2004): 273.
- 13 Thomas Meisenhelder, "Becoming Normal: Certification as a State in Exiting from Crime," *Deviant Behavior* 3, no. 2 (1982): 137–153.
- 14 Luc Huyse, introduction to *Traditional Justice and Reconciliation after Violent Conflict: Learning from African Experiences*, ed. Luc Huyse and Mark Salter (Stockholm: International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2008), 76.
- 15 Harry Mika, "Community-Based Restorative Justice in Northern Ireland," Queen's University Belfast, December 2006, www.atlanticphilanthropies.org/wp-content/uploads/2015/09/HMikaReport.pdf.

- 16 Ricardo Wilson-Grau and Heather Britt, "Outcome Harvesting," Ford Foundation MENA Office, May 2012, www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/wilson-grau%2C-britt-%282012%29-outcome-harvesting.pdf.
- 17 Pour plus d'informations, consulter le site de Fambul Tok : <https://fambultok.org>.
- 18 Tim Chapman, "Nobody has ever asked me these questions: Engaging restoratively with politically motivated prisoners in Northern Ireland", in *Victims and Perpetrators of Terrorism: Exploring Identities, Roles and Narratives*, eds. Orla Lynch and Javier Argomaniz (London: Routledge, 2017).

MODULE 6

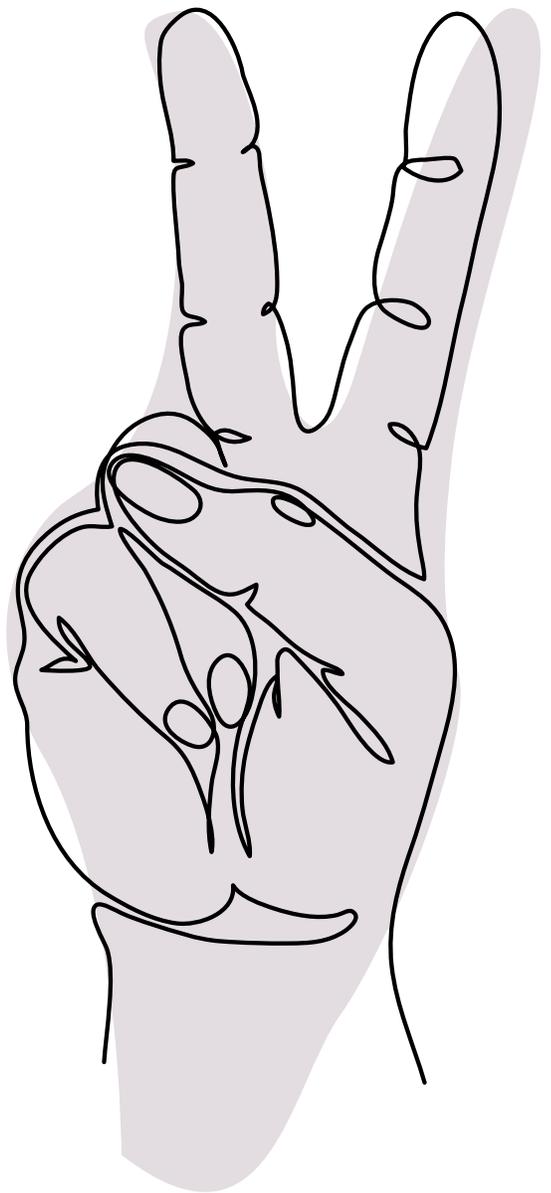
RENFORCER LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE

Quand Marium était enfant, sa sœur et ses parents ont été tués dans une mosquée de la province de Cotabato, aux Philippines. Elle ne sait toujours pas qui a commis le massacre : des membres des forces constabulaires philippines, des extrémistes chrétiens déguisés en policiers, ou peut-être un mélange des deux ?

Élevée par ses grands-parents, Marium a grandi dans un barangay (quartier) à majorité musulmane qui a affirmé son identité de musulmane. Mais même si son barangay a voté pour rejoindre l'Autonomous Region in Muslim Mindanao (ARMM), ses souhaits ont été ignorés en raison de son statut d'exclave située dans une municipalité et une province à majorité chrétienne. Son expérience en tant que femme musulmane dans le sud des Philippines a toujours été marquée par la marginalisation et la discrimination.

C'est ce qui la séduisait chez les Bangsamoro Islamic Freedom Fighters (BIFF) : ils voulaient lui offrir un foyer. Eux aussi connaissaient des personnes qui avaient été tuées par des militants chrétiens. Eux aussi déploraient le manque de représentation politique musulmane. Eux aussi avaient souffert d'opérations militaires qui avaient déplacé des dizaines de milliers de personnes, tué des milliers d'autres et laissé la région confrontée à l'insécurité alimentaire, à des soins médicaux inadéquats et à un approvisionnement énergétique sporadique. Marium était donc heureuse de fournir aux BIFF un abri, un moyen de transport et de la nourriture pour soutenir la cause.

En 2015, quand une partie de la direction du BIFF qu'elle portait aux nues a annoncé une alliance avec l'EI, Marium a eu des doutes. Que savait l'EI de son sort dans la province de Cotabato ? Puis elle a été prise de court lorsque les BIFF ont soutenu un autre groupe séparatiste musulman alors que celui-ci retenait la ville de Marawi en captivité depuis cinq mois, tandis que l'armée philippine menait des frappes aériennes dévastatrices pour les déloger. Elle savait que



des membres de sa famille à Marawi avaient perdu leur maison et leurs moyens de subsistance et, depuis, mouraient de faim. Avait-elle nourri les BIFF qui auraient été impliqués ? Les avait-elle logés ? Avait-elle joué un rôle dans la souffrance de Marawi ?

*Ainsi, en 2019, lorsque l'ARMM a été dissoute, que la Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao (BARMM) a été établie et que son barangay a été inclus, Marium s'est réjouie. La paix et la reconstruction ne seraient pas faciles après des décennies de combats ou face aux crises environnementales, sécuritaires et sanitaires. Mais elle a vu des gens qu'elle admirait se mobiliser pour mettre en œuvre l'accord de paix. Elle a participé au dialogue et a expliqué à quoi la paix ressemblait pour elle, et elle se sent habilitée à avoir une voix. Certains groupes séparatistes se battent encore pour une scission complète des Philippines, et Marium se demande parfois s'ils ont raison. Pourtant, la BARMM peut peut-être réussir là où les combats ont échoué, en construisant la paix nécessaire pour soutenir son bien-être, sa famille et sa communauté.**

RÉSUMÉ

Dans ce module, la *résilience communautaire* est définie comme les capacités quotidiennes que les communautés mobilisent et adaptent pour répondre efficacement à un choc ou un stress à long terme – dans ce cas précis, celui qui provoque ou augmente le risque de violence extrémiste. Des recherches importantes sur la résilience communautaire à la violence et à la violence extrémiste ont identifié plusieurs capacités fondamentales dont disposent les communautés résilientes :

- Le *capital de lien* désigne la capacité d'un groupe à identifier le risque interne d'engagement dans la violence extrémiste et le soutien aux mouvements extrémistes violents, ainsi qu'à développer des stratégies préventives ou de lutte.
- Le *capital de rapprochement* désigne la capacité des membres de groupes différents à travailler ensemble entre les lignes de conflit pour établir un niveau de confiance (capital social) permettant d'atténuer les opérations extrémistes violentes dans la communauté ou la violence rétributive après une attaque extrémiste violente.
- Le *capital de citoyenneté* désigne la relation sociale entre les citoyens et les nœuds institutionnalisés de pouvoir et d'autorité qui peuvent agréger, articuler, canaliser les besoins et les préférences des citoyens et y répondre. Lorsqu'il est lié à la lutte contre la violence extrémiste, le capital de citoyenneté renvoie à la capacité des communautés à gérer ou atténuer la prédation, l'exploitation et l'intimidation par l'État. Les réponses musclées de l'État à des communautés à risque ou perçues comme associées à des groupes extrémistes – et les actions prédatrices ou corrompues de politiciens qui dépouillent les groupes marginalisés de leurs actifs, services, statuts ou agences – réduisent la capacité des communautés à lutter contre la violence extrémiste (leur résilience) tout en augmentant le risque. Les communautés qui exploitent le capital de citoyenneté pour gérer l'État résistent mieux à la violence extrémiste.

* Les auteurs remercient la conseillère thématique de ce module : Rebecca Wolfe, PhD, maître de conférences, Université de Chicago. Les auteurs remercient également Lauren Van Metre, PhD, directrice de Peace, Climate, and Democratic Resilience, National Democratic Institute, pour avoir rédigé des parties importantes de ce module.

Les personnes en (ré)intégration reviennent souvent dans le même environnement où leur engagement dans la violence extrémiste a commencé, interagissent avec le même réseau social et font face aux mêmes défis qui les ont poussées vers la violence. À moins que les communautés ne puissent développer la résilience permettant d'offrir une expérience différente à ceux qui ont été attirés par la violence extrémiste, les personnes en (ré)intégration pourraient avoir du mal à maintenir leur désengagement.

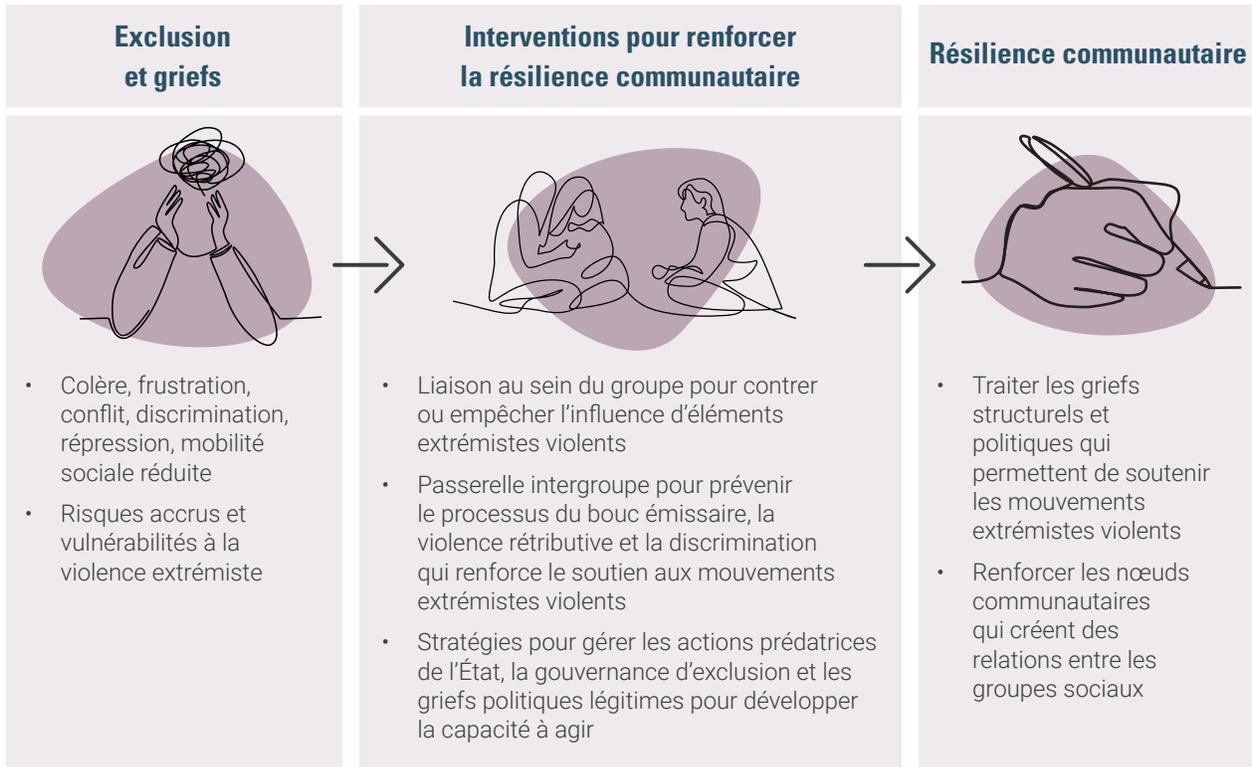
Renforcer la résilience consiste à *protéger* les personnes les plus exposées à la violence extrémiste en encourageant leur capacité à agir, leur identité et leur appartenance, face à la violence systémique, politique et étatique à leur encontre ; cela consiste aussi à *connecter* les personnes en développant un capital social pouvant être exploité pour empêcher la mobilisation, la présence et les activités liées à la violence extrémiste dans une communauté ; et enfin cela consiste à *transformer* les personnes, les communautés et les conflits en créant et en tirant parti des capacités de la communauté à traiter les griefs fondamentaux que les éléments extrémistes violents exploitent pour entrer dans les communautés et les influencer.

Les communautés résilientes s'adaptent et tirent des enseignements, appliquant leurs réponses d'un choc à l'autre. Ce guide définit une stratégie pour gérer le choc de la (ré)intégration en renforçant les capacités spécifiques des communautés et des individus et en évitant des résultats – tels que la récurrence, la violence, la stigmatisation, l'intimidation et la marginalisation – qui fragilisent les communautés et les individus. De nombreuses capacités communautaires permettant de répondre efficacement à la violence extrémiste – capital de lien, capital de rapprochement, capital de citoyenneté – peuvent également être adaptées pour gérer le choc de la (ré)intégration. De même, la compétence communautaire en matière de (ré)intégration des personnes se désengageant de la violence extrémiste peut être utilisée pour prévenir ou contrer la violence extrémiste.

Comme le montre la figure 6.1, l'augmentation de la confiance sociale et de la cohésion entre les groupes en conflits peut réduire les obstacles à l'engagement prosocial en réduisant les menaces perçues envers les groupes identitaires.

« Les personnes en (ré)intégration reviennent souvent dans le même environnement où leur engagement dans la violence extrémiste a commencé, interagissent avec le même réseau social et font face aux mêmes défis qui les ont poussées vers la violence. »

Figure 6.1. Développer la résilience communautaire face à la violence extrémiste : une théorie du changement



CONCEPTS CLÉS

Fragilité désigne le manque de capacité d'une communauté à réagir, s'adapter, gérer, absorber ou survivre à des événements anxiogènes ou perturbateurs ou à des chocs, généralement à cause d'un manque de confiance sociale dans d'autres groupes et de confiance entre le gouvernement et les citoyens.

Résilience communautaire désigne la capacité d'une communauté à réagir, s'adapter, gérer, absorber ou survivre à des événements anxiogènes ou perturbateurs ou à des chocs, en encourageant la confiance sociale entre les groupes et la confiance du public dans des institutions capables de maintenir son bien-être.

Résilience individuelle désigne l'état d'un individu ayant les capacités et les soutiens nécessaires, dans son environnement social, pour réagir, s'adapter, gérer, absorber ou faire face à des crises ou changements importants, en s'appuyant sur des relations, des réseaux et des stratégies positifs pour gérer son stress et contrôler ses émotions.

Chocs désigne des crises et des événements inattendus qui perturbent la capacité d'un individu ou d'une communauté à survivre et à prospérer.

Capital social désigne le stock de ressources tangibles et non tangibles, notamment les réseaux de relations, les normes et les institutions, au sein d'une unité sociale qui promeut la coopération, l'appartenance, le lien et l'identité et permet le fonctionnement efficace d'une société.

Cohésion sociale désigne le sentiment de but, d'identité et de confiance partagé entre les membres d'un groupe ou les résidents d'une localité et la volonté de ces membres ou résidents de coopérer les uns avec les autres dans l'avancement du bien commun. La cohésion sociale peut exister sur plusieurs dimensions : le *lien social* implique le lien entre les personnes qui partagent une identité, comme dans une famille ; le *rapprochement social* implique le lien entre les personnes qui sont dans différents groupes ; le *lien de citoyenneté* fait référence au lien entre les communautés et les institutions gouvernantes.

Mouvements sociaux désigne des efforts soutenus, organisés et collectifs qui se concentrent sur certains aspects de la promotion d'une distribution juste et équitable des richesses, des opportunités et des privilèges au sein d'une société.

Facteurs de stress désigne des facteurs permanents ou chroniques qui augmentent la fragilité ou la vulnérabilité à la violence extrémiste, comme l'exclusion et la discrimination politiques, économiques ou sociales.

Bien-être communautaire désigne la réunion de la cohésion sociale, du capital social et des facteurs de santé et de résilience qui permettent aux personnes de s'épanouir, de réaliser leur potentiel et de faire face aux chocs et aux facteurs de stress de manière constructive et saine.

POURQUOI RENFORCER LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE ?

Lien avec la violence extrémiste

Pourquoi certains individus et certaines communautés deviennent-ils vulnérables à la violence extrémiste et pas d'autres ? La réponse repose en partie sur deux grands ensembles de facteurs qui aident à expliquer le lien entre la résilience et la violence extrémiste. Le premier ensemble se compose de facteurs de stress chroniques tels que la violence structurelle persistante de l'État ou du groupe politique dominant, entraînant la marginalisation du groupe ou de l'individu ; la corruption politique systémique privant les groupes ciblés de leur capacité à agir, de statut et d'appartenance ; et l'exploitation systématique de groupes particuliers par des acteurs politiques pour maintenir leur pouvoir politique et économique. Le deuxième ensemble comprend des chocs politiques, économiques, sociaux et environnementaux qui peuvent aggraver les facteurs de stress existants, perturber le bien-être et créer de nouvelles vulnérabilités. Lorsque les dirigeants traditionnels vendent des terres communales à des fins personnelles, les individus peuvent subir un choc immédiat de perte de statut, de capacité à agir et de bien-être. Lorsque les forces de sécurité commettent des exécutions extrajudiciaires, des enlèvements et des violations des droits de l'homme, la détresse aiguë peut faire perdre confiance en l'État et en son autorité. Le renforcement de la résilience nécessite à la fois de *traiter les facteurs de stress et les sources de fragilité* et de *se préparer aux chocs*. Les conditions communautaires qui ont permis à la violence extrémiste de prendre racine en premier lieu peuvent rendre la (ré)intégration plus difficile si elles continuent à être ignorées. Ce module explore la résilience communautaire comme un facteur empêchant l'engagement ou le réengagement dans la violence extrémiste.

Facteurs de stress, fragilité et violence extrémiste

La fragilité et la résilience apparaissent aux niveaux sociétal, communautaire, familial et individuel. Les modules précédents de ce guide d'action se concentraient sur la résilience individuelle. Ce sixième module étudie la résilience communautaire.

La recherche montre une corrélation claire entre l'injustice structurelle et la violence extrémiste. Les griefs liés aux sentiments d'isolement, de marginalisation et d'injustice, ainsi que l'exposition à la violence perpétrée par l'État, sont des motivations importantes pour s'engager ou se réengager dans la violence extrémiste.¹ En outre, les groupes extrémistes violents recrutent généralement sur la base de griefs partagés, qui sont les principaux contributeurs à la *fragilité sociétale*.



Selon le Global Terrorism Index, plus les politiques et les institutions d'une société visent et excluent socialement et politiquement certains groupes, plus il est probable que cette société connaisse une violence extrémiste.² Les divisions sociales et la discrimination structurelle peuvent contribuer à s'engager dans la violence extrémiste, qui peut affecter les personnes en (ré)intégration dans les communautés qui connaissent de telles divisions et discriminations.

Les modules 4 et 5 abordent la dynamique de l'appartenance au sein et à l'extérieur d'un groupe. Les personnes qui subissent l'exclusion sociale et politique peuvent employer la violence en réponse à la marginalisation perçue, qu'elles peuvent ressentir comme une forme d'humiliation ou comme une agression et une menace contre leur identité sociale et leurs droits politiques. Une personne s'engage dans la violence extrémiste en réponse à cette injustice perçue ou réelle, ce qui conduit à un cycle de violence qui renforce la méfiance et l'exclusion au sein et à l'extérieur du groupe.

Par exemple, l'islamophobie perçue ou réelle et la marginalisation des musulmans, ainsi que les politiques de sécurité parfois répressives qui ciblent les communautés musulmanes, peuvent engendrer des frustrations qui contribuent à l'engagement d'un individu dans un groupe extrémiste violent. En retour, ce modèle de recrutement pourrait renforcer la perception que les musulmans sont des menaces, amplifiant à son tour l'islamophobie et augmentant l'engagement dans la violence extrémiste contre les musulmans.

L'exclusion sociale et économique contribue également à la *fragilité communautaire*, qui réduit la capacité des communautés à s'organiser au-delà des frontières conflictuelles, rendant les communautés discrètes au sein d'une société plus large plus vulnérables à la violence extrémiste. Une communauté qui discrimine certains de ses membres et utilise des récits de type « nous contre eux » va probablement générer des griefs liés à l'exclusion. Les groupes extrémistes violents peuvent s'appuyer sur ces griefs lors de leur recrutement. Les individus victimes de discrimination et de marginalisation peuvent se tourner vers

des groupes extrémistes violents pour trouver un sentiment d'appartenance, de capacité à agir et d'identité qu'ils n'ont pas dans le courant dominant de leurs communautés. Les contre-récits élaborés par les gouvernements, les forces de sécurité ou les médias traditionnels ne peuvent pas renforcer la résilience face aux récits de recrutement des groupes extrémistes violents si ces récits expriment des griefs légitimes contre l'État.³

Chocs et violence extrémiste

Un environnement complexe de crises ou de chocs politiques, sociaux, environnementaux et économiques peut rendre la (ré)intégration plus difficile, d'autant plus que ces chocs et crises interagissent avec les facteurs de stress existants. La fragilité diminue souvent la capacité d'une communauté à réagir aux chocs, et les griefs peuvent s'accumuler en l'absence de facteurs de résilience qui pourraient atténuer les effets négatifs des chocs. Cela ne signifie pas que ces chocs provoquent de la violence extrémiste. Ils peuvent plutôt exacerber les fragilités existantes ou créer de nouvelles fragilités et réduire la résilience communautaire. Les chocs peuvent rendre la (ré)intégration plus difficile ou même contribuer à une plus grande vulnérabilité envers la mobilisation à la violence extrémiste.

Par exemple, le fait de déposséder les gens de leurs terres est un exemple de *choc économique*. Une catastrophe naturelle ou une pandémie qui renforce les inégalités existantes peut également créer des chocs économiques.

Les *chocs sécuritaires* tels qu'une attaque violente des forces gouvernementales ou une attaque terroriste qui cible un groupe spécifique ou entraîne une violence rétributive peuvent également accroître la vulnérabilité à l'adoption de comportements violents.

Les *chocs informationnels* comprennent des récits faux, trompeurs de type « nous contre eux » qui peuvent chercher à déshumaniser ou à alimenter la violence entre les groupes.

« Les contre-récits élaborés par les gouvernements, les forces de sécurité ou les médias traditionnels ne peuvent pas renforcer la résilience face aux récits de recrutement des groupes extrémistes violents si ces récits expriment des griefs légitimes. »

Parmi les exemples de *chocs de corruption* figurent les pratiques de dirigeants politiques qui privent certains groupes de leurs moyens de subsistance et de leur statut au sein de la communauté. Par exemple, les dirigeants traditionnels qui exploitent les réglementations foncières communales pour profiter des ventes de terres qui déposent les membres de la communauté créent un choc de corruption.

La prédation de l'État se produit lorsqu'une classe d'élite exploite les institutions de l'État destinées à répondre aux besoins collectifs afin d'extraire la richesse et les ressources communautaires. Les *chocs politiques* se produisent lorsque les piliers du gouvernement (partis politiques, institutions de justice, etc.) sont cooptés pour exploiter, discriminer des groupes particuliers (groupes ethniques et religieux, jeunes, femmes) ou en faire des boucs émissaires afin de maintenir un contrôle politique ou économique de l'élite. Ces pratiques érodent la foi dans l'autorité de l'État. Le soutien aux groupes extrémistes violents peut augmenter, car ils offrent des possibilités de mobilité sociale ou économique et donnent la capacité d'agir pour répondre à ces griefs.

Le changement climatique, les migrations et la pandémie de COVID-19 sont des exemples de *chocs sociaux* qui peuvent perturber les communautés. Ces chocs interagissent souvent avec d'autres types de chocs. Par exemple, les changements climatiques en Amérique centrale et en Afrique du Nord augmentent les migrations vers les États-Unis et l'Europe, et certains éléments politiques ont conduit à des campagnes de désinformation qui rejettent la faute sur ces migrants pour des questions complexes telles que la rareté des ressources, des services publics et des emplois. Dans certaines régions, des groupes suprémacistes blancs se servent de ces récits anti-immigrés pour recruter de nouveaux membres. Dans ces communautés, il peut également être plus difficile de protéger les personnes de couleur en raison des menaces suprémacistes blanches croissantes. De même, les recherches suggèrent que la pandémie de COVID-19 a alimenté les traumatismes, l'isolement, l'incertitude, les inégalités de santé et les récits de griefs qui pourraient accroître la vulnérabilité à la violence extrémiste.⁴

Bien que ces chocs ne causent pas en soi de violence extrémiste, ils peuvent affaiblir la résilience communautaire en aggravant de nombreux facteurs de risque de violence extrémiste tout en affaiblissant les facteurs de protection qui facilitent le lien social.



Lien avec RISE

Dans ce guide d'action, la résilience décrit la capacité des communautés et de la société à répondre aux sources de fragilité, aux facteurs de stress et aux chocs de manière à soutenir les personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste. Ce module décrit les facteurs qui rendent les communautés vulnérables à l'engagement dans la violence et les récits extrémistes, et comment les communautés en première ligne pour résister à la violence extrémiste s'organisent contre ces pressions. Les similitudes sont nombreuses entre la manière dont les communautés réussissent à gérer le choc de la (ré)intégration, et la manière dont elles résistent collectivement au choc de la coercition extrémiste violente et de la violence. La relation entre la résilience communautaire à la violence extrémiste et RISE peut prendre trois formes, la résilience agissant comme un bouclier, comme un lien et comme une transformation.⁵

La résilience comme bouclier

Lorsque les communautés sont résilientes, elles exploitent et renforcent les réseaux de confiance existants qui unissent et rapprochent les groupes pour une action collective contre la menace spécifique de la violence extrémiste. La violence extrémiste est perçue comme une menace commune nécessitant une mobilisation dans de nombreux groupes. Les communautés résilientes ne blâment et ne stigmatisent aucun groupe particulier. La communauté protège de manière proactive les plus vulnérables grâce à des stratégies activistes, telles que des réseaux de surveillance communautaire, la collaboration avec les autorités locales et les responsables de la sécurité pour organiser la protection, ainsi que la promotion de récits positifs qui permettent aux individus de considérer leur identité avec un sentiment de fierté tout en reconnaissant ce que les autres groupes culturels peuvent leur apprendre. L'identité culturelle et le patrimoine culturel procurent du sens et un sentiment d'appartenance par le biais de croyances, de traditions, de célébrations et de normes.

Dans de nombreuses sociétés polarisées, les groupes extrémistes violents sont à l'image des récits de types « nous contre eux » et « le bien contre le mal » utilisés par les dirigeants de l'État et des communautés. Les communautés résilientes cherchent à transformer les récits traditionnels qui marginalisent certains groupes, les « autres ». Plutôt que de contrer les récits extrémistes, une approche transformative de la résilience cherche à modéliser des récits positifs de l'inclusion communautaire. La ville de Malines, en Belgique, préempte l'aliénation sociale avec des programmes inclusifs destinés aux jeunes et aux familles et l'utilisation de récits publics pour favoriser un sentiment d'unité et de cohésion.

La résilience comme bouclier inclut également la capacité à mobiliser rapidement et efficacement les ressources pour aider les membres les plus vulnérables d'une communauté confrontée aux facteurs de stress et aux chocs. Par exemple, stocker des aliments, créer des groupes de soutien mutuel et économiser de l'argent peut aider à protéger les communautés et leurs membres des terribles conséquences d'une pandémie, d'un coup d'État ou d'une catastrophe naturelle. Les communautés possédant des réseaux existants qui comprennent un éventail diversifié de membres et de groupes communautaires pour répondre aux crises peuvent souvent adapter ces réseaux de réponse à d'autres chocs, tels que la violence extrémiste.

La résilience comme lien et cohésion sociale

Les membres de la communauté qui sont plus vulnérables à l'engagement dans la violence extrémiste peuvent mieux résister s'ils peuvent développer un fort sentiment de lien avec leur communauté. Les communautés résilientes ont une plus grande cohésion sociale et un plus fort capital social que les communautés fragiles ou plus vulnérables à la division et à la violence extrémiste. Le capital social est un terme décrivant les réseaux qui permettent aux individus d'accéder à des ressources tangibles et non tangibles. Selon la définition des Nations Unies, « la cohésion sociale est l'étendue de la confiance dans le gouvernement et dans la société et la volonté de participer collectivement à une vision commune de paix durable et d'objectifs de développement communs ». ⁶ La cohésion sociale et le capital social peuvent accroître la confiance, réduire la peur et ouvrir les communautés à la (ré)intégration.

En toute bienveillance



Protéger les individus de l'exclusion ou de la discrimination est un élément important de la résilience. Cependant, les contre-récits qui visent à protéger les individus d'entendre des opinions critiques à l'égard de l'État ou des dirigeants communautaires peuvent être inefficaces. Les récits extrémistes expriment souvent des griefs légitimes contre l'exclusion politique, économique et sociale. La source de la fragilité et de l'extrémisme pourrait être l'ordre social lui-même. La résilience exige une action politique pour réduire cette exclusion, et non pour cacher aux gens les récits qui la décrivent.*

* William Stephens and Stijn Sieckelincx, "Being Resilient to Radicalization in PVE Policy: A Critical Examination," *Critical Studies Terrorism* 13, no. 1 (2020): 148–156; Scott Atran, *Talking to the Enemy: Faith, Brotherhood, and the (Un) Making of Terrorists* (New York: HarperCollins, 2010).

Une étude de la résilience sociétale face aux attaques terroristes a montré que les pays ayant des niveaux élevés de confiance sociale horizontale entre les groupes et de confiance verticale entre les gouvernements et le public étaient moins enclins à la peur après une attaque terroriste.⁷ La peur peut accentuer les divisions sociales, faire obstacle à l'engagement prosocial et empêcher les communautés de se réconcilier avec les personnes en (ré)intégration. Le rapport 2016 de la Commission européenne sur l'extrémisme violent décrit les sociétés qui résistent à la violence extrémiste comme celles qui « luttent contre l'exclusion sociale et la discrimination et promeuvent la justice et la protection sociales ». ⁸

Une personne qui se sent intégrée et entretient des relations avec divers groupes est plus résiliente qu'une personne qui se sent isolée. Une famille dont les membres entretiennent des liens solides et sains est plus susceptible d'être résiliente qu'une famille dont les membres sont incapables de se soutenir mutuellement ou n'en ont pas envie. Une communauté ou une société qui favorise des liens transversaux entre les groupes sociaux et résiste activement aux récits de type « nous contre eux » qui ciblent et déshumanisent certains groupes est plus susceptible de résister à la violence extrémiste, d'empêcher d'autres formes de fragilité et de se remettre des chocs.

La confiance et la cohésion sociales existent lorsqu'une communauté ou une société :

- partage des valeurs fondamentales de dignité humaine inhérente à tous les êtres humains ;
- encourage les relations de confiance entre les personnes appartenant à des groupes identitaires différents par le dialogue et la résolution collective de problèmes (ce qu'on appelle également le capital social *horizontal* ou *de rapprochement*) ;
- prend des mesures pour dénoncer ou prévenir la violence ; et
- permet aux personnes d'influencer équitablement les institutions publiques qui servent divers groupes et démontre que les biens publics tels que la sécurité, les soins de santé et l'éducation sont accessibles (ce qu'on appelle également le capital social *vertical* ou *citoyenneté*).

La résilience comme transformation

Les communautés résilientes offrent aux individus des occasions d'exercer leur capacité à agir et de renforcer leur aptitude à transformer les facteurs de stress et les fragilités que les groupes extrémistes violents exploitent.

La violence extrémiste n'est qu'une manifestation de l'injustice structurelle. Les inégalités systémiques peuvent également jouer un rôle dans les conflits violents, la violence communautaire, les disparités en matière de santé, les inégalités économiques, la pauvreté, la violence interpersonnelle, la violence entre partenaires intimes, le crime, la consommation de substances nocives et l'automutilation. Les politiques gouvernementales discriminantes ou qui encouragent l'exclusion politique, économique ou sociale sont des moteurs importants de la violence extrémiste et d'autres formes de violence. Les communautés résilientes permettent à leurs membres de s'attaquer aux causes profondes plutôt qu'aux symptômes. Il peut être difficile ou impossible de réduire toute forme de violence sans s'attaquer aux injustices structurelles.

L'exposition à la violence politique est un autre facteur contribuant au soutien envers les groupes extrémistes violents. Les communautés qui organisent des processus de surveillance et d'intervention en cas de violence électorale sont en mesure de réduire le niveau de violence autour des élections et dans l'ensemble. Les dialogues entre les forces citoyennes et les forces de sécurité qui créent des canaux de communication et de confiance peuvent modérer les interactions policières et militaires, introduire des idées plus larges de sécurité humaine, et améliorer la surveillance communautaire et la réponse à la violence et à l'intimidation parrainées par l'État.

Les communautés résilientes cherchent à se transformer plutôt qu'à accepter, à s'adapter ou à résister à l'exclusion et à la violence sociales, politiques et économiques qui les exposent à un risque d'exploitation par des forces extrémistes violentes. Un grand nombre des capacités et stratégies que les communautés adoptent pour prévenir ou résister à la mobilisation, à l'incursion ou à l'enracinement des extrémistes violents s'appliquent aux approches communautaires de RISE. L'activisme communautaire qui protège les personnes à risque de violence extrémiste s'attaque également à la dynamique qui enferme les individus dans la poursuite de leur engagement dans la violence extrémiste. Une communauté qui peut puiser dans des réservoirs de confiance et de cohésion pour organiser des stratégies et des actions collectives

permettant de résister à l'appel des groupes extrémistes violents, rejeter la stigmatisation des individus et des groupes dans la communauté, et faire cesser la violence rétributive après un attentat terroriste peut adapter ces capacités aux activités fondamentales de RISE sur la stigmatisation et l'appartenance sociale. Le traitement des griefs structurels, économiques et politiques que les mouvements extrémistes violents exploitent transforme la dynamique des conflits communautaires et établit des liens importants entre les programmes de prévention et d'atténuation de la violence extrémiste avec le désengagement, la réadaptation et la (ré)intégration.

Considérations sexospécifiques



Le renforcement de la résilience communautaire face à la violence extrémiste nécessite une évaluation claire des risques de violence extrémiste pour des individus et des groupes spécifiques. Les groupes extrémistes manipulent les identités de genre pour mobiliser leurs partisans en vue d'établir, par la violence, d'autres ordres politiques. Pourtant, de nombreux programmes qui traitent du rôle des femmes et des hommes dans les groupes extrémistes violents et qui tentent de contrer les appels extrémistes violents fondés sur le genre sont systématiquement réductionnistes. Ils émettent des hypothèses stéréotypées sur les femmes en tant que victimes ou artisans de la paix et catégorisent généralement les hommes en tant qu'acteurs et auteurs de violence. En conséquence, les stratégies et programmes de PREV et de (ré)intégration sous-estiment souvent le pouvoir des approches sexospécifiques des organisations extrémistes violentes pour renforcer la cohésion de leur groupe et leur capacité à exercer la violence.

Des recherches récentes ont préconisé une meilleure compréhension de la violence sexiste et extrémiste afin d'améliorer les interventions politiques et programmatiques. Les stratégies visant à renforcer la résilience communautaire face à la violence extrémiste doivent intégrer le genre au cœur de leurs actions afin de protéger les membres de mobilisations efficaces qui promettent des rôles transformateurs liés au genre ; elles doivent aussi renforcer la cohésion sociale avec une compréhension plus nuancée du rôle des femmes non seulement dans la prévention de la violence extrémiste, mais aussi dans l'affirmation et le soutien des groupes extrémistes violents ; enfin, elles doivent transformer la dynamique des conflits locaux en traitant leurs impacts intersectionnels (femmes et identités ethniques, socioéconomiques et générationnelles) qui offrent aux groupes extrémistes violents des opportunités de mobiliser et de recruter.*

* Sara Mahmood, "Negating Stereotypes: Women, Gender, and Terrorism in Indonesia and Pakistan," in *Perspectives on the Future of Women, Gender, and Violent Extremism*, ed. Audrey Alexander (Washington, DC: George Washington University, 2019), 11–21, <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/f/Negating%20Stereotypes-%20Women%20Gender%20and%20Terrorism%20in%20Indonesia%20and%20Pakistan.pdf>.

COMMENT RENFORCER LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE

Idées de planification et de conception

La participation des communautés est essentielle à la conception de programmes culturellement pertinents pour favoriser la résilience. Comme l'explique ce guide d'action, la participation de divers membres d'une communauté est importante, car les individus peuvent voir différentes façons d'améliorer la résilience en fonction de leurs expériences personnelles. Les membres de la communauté peuvent réfléchir aux étapes d'un plan d'action pour déterminer la meilleure façon de renforcer la résilience au niveau individuel, familial, communautaire et sociétal.

Parmi les questions que les habitants peuvent se poser lorsqu'ils commencent à élaborer un plan d'action, on peut citer :

- À quoi ressemble la résilience dans le contexte local ?
- Quelles capacités et stratégies les communautés ont-elles utilisées pour faire face aux chocs et aux facteurs de stress dans le passé ?
- La communauté a-t-elle su adapter ces réponses à des chocs différents ?
- Quels types de résiliences peuvent être cruciaux pour prévenir ou résister à la violence extrémiste ? Ces résiliences peuvent-elles être renforcées ?
- Quels sont les indicateurs possibles de résilience à la violence extrémiste ? Comment la communauté pourrait-elle recueillir des informations pour mesurer les indicateurs ?
- Quels facteurs de stress et dynamiques de conflit dans la communauté sapent ses capacités de résilience et ses activités ?
- Quels types de crises ou de chocs violents et extrémistes peuvent survenir dans le contexte local ?
- Quels types de vulnérabilités pourraient affecter l'ouverture de la communauté accueillant des personnes en (ré)intégration ?

Étant donné que la résilience peut se manifester à travers les dimensions sociétales, communautaires, familiales et individuelles, les programmes doivent évaluer l'écologie sociale complète des communautés cibles afin d'identifier les points d'entrée qui peuvent être exploités pour renforcer la résilience. Pour ce faire, les programmes doivent commencer par une évaluation des ressources communautaires positives disponibles qui pourraient représenter des facteurs de résilience. Ces facteurs de résilience peuvent se situer aux niveaux individuel, familial, communautaire ou sociétal. Plutôt que de concevoir à l'avance des programmes qui s'appuient sur des actifs potentiels dont certaines communautés pourraient manquer, les concepteurs de programmes devraient identifier les actifs existants et créer des programmes qui tiennent compte des réalités locales, qui sont culturellement congruents, qui sont fondés sur les forces et qui ne reposent pas sur des hypothèses potentiellement fausses.⁹

Une fois les ressources communautaires positives identifiées, les programmes peuvent cartographier les transactions et les interactions qui existent entre ces ressources afin d'identifier les points de levier pouvant influencer plusieurs dimensions simultanément ; le ciblage de ces points peut amplifier l'impact du programme. En outre, les concepteurs de programmes devraient utiliser les résultats de cet exercice

de cartographie pour s'assurer que l'éventail d'activités incluses dans les programmes couvre tous les niveaux de l'écologie sociale. Par exemple, les programmes communautaires de guérison des traumatismes peuvent renforcer la résilience tant au niveau individuel qu'au niveau communautaire, en augmentant la capacité des communautés à faire face aux traumatismes collectifs. De même, les programmes de réduction de la stigmatisation peuvent entraîner des améliorations au niveau individuel en réduisant l'auto-stigmatisation, au niveau communautaire en réduisant les préjugés et en améliorant la cohésion sociale, et au niveau structurel en influençant le développement de politiques plus inclusives. Un programme qui comprend une combinaison de campagnes d'actions collectives visant à changer les politiques, des étapes pour construire des espaces permettant de célébrer et partager l'identité culturelle, une formation à l'emploi et des composantes de moyens de subsistance, ainsi que des services de santé comportementale basés sur la communauté, renforce la résilience à tous les niveaux de l'écologie sociale : sociétal, communautaire, familial et individuel.¹⁰

Interventions et activités

Le renforcement de la résilience communautaire nécessite que des efforts soient faits pour réduire les vulnérabilités et les risques tout en promouvant des expériences et des conditions de protection pour encourager la création de liens et la transformation.¹¹ Plus un individu, une famille, une communauté ou une société dispose de sources de résilience, moins il (elle) sera vulnérable à la violence extrémiste ou à l'érosion globale de la cohésion communautaire lors d'un choc ou d'une crise. Les interventions peuvent aider à favoriser les trois formes de relations entre la résilience à la violence extrémiste et la (ré)intégration.

Interventions protectrices

Les interventions peuvent renforcer les sources de résilience qui aident à protéger les individus contre le ré-engagement dans la violence extrémiste en les protégeant contre les récits de type « nous contre eux » qui séparent un groupe de l'autre.

Construire des espaces d'identité et d'appartenance culturelles.

Les leaders communautaires peuvent renforcer la résilience de la communauté en célébrant les identités culturelles tout en réaffirmant que « tout le monde est inclus ». Les groupes extrémistes violents offrent un sentiment d'appartenance et

« Les programmes communautaires de guérison des traumatismes peuvent renforcer la résilience tant au niveau individuel qu'au niveau communautaire, en augmentant la capacité des communautés à faire face aux traumatismes collectifs. »

apportent de la solidarité aux personnes qui sont souvent habituées à faire face à l'humiliation, à la discrimination ou à la marginalisation. Les interventions qui comprennent des ateliers, des dialogues, des événements d'éducation du public, des campagnes de sensibilisation, d'information et de promotion peuvent créer des occasions de développer et d'offrir des récits convaincants d'identité, d'appartenance et de collaboration vers une vision non violente d'un monde, d'une société ou d'une communauté meilleur(e). Au Nigeria, par exemple, des recherches ont montré que des autorités dignes de confiance, comme des chefs religieux, peuvent être des messagers efficaces pour promouvoir la paix.¹²

Favoriser la capacité à agir. Les individus peuvent rejoindre un groupe extrémiste violent pour exprimer leur capacité à agir. Les individus, les familles et les communautés résilientes doivent fournir des moyens différents et non violents pour que les personnes, en particulier celles issues de groupes marginalisés, expriment leur capacité à agir. La capacité à agir fait référence au pouvoir d'influencer une situation. Les intervenants peuvent concevoir la capacité à agir comme un élément central de toute la programmation en se demandant si un programme augmente le sentiment d'aptitude à travailler à une vision non violente pour un monde meilleur. Par exemple, les programmes qui favorisent les mouvements non violents ou les opportunités d'engagement civique peuvent offrir aux personnes des occasions non violentes d'exprimer leur capacité à agir pour traiter les griefs.¹³

Interventions qui créent du lien

D'autres interventions peuvent renforcer les sources de résilience qui comblent les divisions sociales et favorisent la cohésion sociale, permettant aux communautés et aux sociétés d'assurer équitablement le bien-être de tous.¹⁴

Renforcer les liens familiaux. Lorsque les membres d'une famille entretiennent de solides relations, entre eux et avec d'autres familles, ils peuvent se soutenir les uns les autres, ce qui peut être une source de résilience. Dans certains contextes, la violence extrémiste se propage au sein de la famille. Comme pour toutes ces interventions, le lien familial peut ne pas suffire à lui seul pour favoriser la résilience, mais les programmes de soutien familial peuvent offrir une éducation utile et des ressources précieuses aux familles qui cherchent à empêcher leurs membres de soutenir la violence extrémiste ou de s'y engager.

Faire le lien entre relations et confiance sociale.

Des relations significatives entre des personnes de différents groupes identitaires peuvent être une source de résilience. Par exemple, une étude sur la



violence intercommunautaire en Inde a révélé que les communautés dotées de systèmes institutionnalisés qui soutenaient la transformation des conflits et la paix pouvaient réagir aux chocs sans recourir à la violence.¹⁵ Une autre, menée dans des communautés vulnérables à la violence extrémiste au Kenya, a révélé que les structures de rapprochement étaient précieuses.¹⁶ Une troisième étude, qui comparait les communautés résistantes à la violence à celles qui ne l'étaient pas, a révélé que les communautés disposant de solides relations intragroupes étaient plus susceptibles de travailler ensemble pour analyser une situation donnée, élaborer des stratégies et réagir en utilisant des processus transparents et inclusifs. Ces communautés étaient résilientes, car elles pouvaient innover ensemble en réponse à un choc tel que la violence. Elles ont mis en place des signaux d'alerte précoces et maintenu la vie communautaire en s'adaptant aux circonstances changeantes.¹⁷ Au Mali, les chercheurs ont constaté que les communautés construisaient le capital social par le biais de jeux publics dans des clubs informels où les membres pratiquent l'équité et la réciprocité dans des interactions régulières en face à face avec divers membres de la communauté.¹⁸ Les intervenants peuvent aider à créer des espaces publics qui favorisent l'instauration de relations intergroupes. Des forums communautaires de prise de décision qui respectent un processus de distribution équitable des ressources peuvent être développés pour favoriser la résilience grâce à des liens qui forment un pont entre les groupes identitaires et nourrissent la confiance sociale.

Fournir un emploi durable. Les programmes de formation professionnelle et de création de moyens de subsistance sont souvent un élément de prévention et de lutte contre les efforts de violence extrémiste, car ils offrent une intégration financière et sociale et soutiennent la capacité à agir dans la communauté et dans la vie des individus. Les chercheurs mettent toutefois en garde contre une compréhension simpliste de l'emploi. Dans certains cas, il n'y a pas de corrélation entre le statut professionnel et le soutien à la violence politique.¹⁹ Comme le souligne le module 4, les programmes d'emploi pour les personnes en (ré)intégration peuvent attiser le ressentiment dans les communautés touchées, où ils peuvent être perçus comme une forme de traitement spécial ; le niveau de ressentiment est susceptible d'être particulièrement élevé dans les communautés où d'autres membres de la communauté connaissent le chômage ou le sous-emploi. Au lieu de simplement fournir un emploi, il s'agit plutôt de développer des « entreprises vertueuses » qui visent non seulement à donner du travail, mais aussi à cultiver chez les travailleurs un sens, une appartenance et un lien, ce qui peut transformer les lieux de travail en sites de cohésion sociale intergroupe et d'interactions prosociales importantes pour les communautés résilientes.²⁰

Soutenir l'engagement civique et le service communautaire. Lorsque les gens participent à des activités visant à améliorer leur communauté, comme des organisations communautaires locales, des groupes de soutien mutuel, des clubs sportifs, des associations professionnelles et des syndicats, cela peut être une source de résilience. Les interventions visant à soutenir l'engagement civique peuvent contribuer à établir la confiance entre les groupes identitaires, et démontrer que l'action collective peut aider à renforcer la résilience, à traiter les griefs et à améliorer la vie des gens. Mercy Corps a mené deux études en Somalie pour savoir si l'éducation réduit le soutien à, et l'engagement dans, la violence. Les deux études ont prouvé l'importance de l'engagement civique et, malgré certaines différences dans leurs conclusions, elles ont toutes deux montré que l'éducation, combinée aux possibilités d'engagement civique, réduisait le soutien à la violence. Au Somaliland, cette combinaison a également diminué l'engagement dans la violence politique. L'une des explications de ce déclin est que les jeunes ont acquis des compétences leur permettant d'engager leurs communautés et leurs gouvernements dans une démarche de changement.²¹

Créer des canaux de communication. Lorsque les individus ont un moyen de communiquer pendant une crise, ils sont plus à même de partager des informations et de prendre des décisions et des mesures collectives, ce qui peut constituer une autre source de résilience. Par exemple, une communauté peut instaurer un forum hebdomadaire pour le dialogue intergroupe dans l'espace de réunion de la ville ou en ligne. Les médiateurs peuvent aider à établir un programme de dialogue qui pourrait aider une communauté à réagir rapidement face à un choc, ou à répondre de manière perspicace à des griefs partagés. L'établissement d'un forum permanent permettant le dialogue entre la communauté et la police, par exemple, peut aider à créer un canal de communication durable qui aidera la communauté à traiter les griefs liés aux questions d'application de la loi ou de sécurité.

Interventions qui favorisent la transformation

Une troisième catégorie d'interventions peut renforcer les sources de résilience qui permettent aux communautés de traiter les griefs légitimes et de transformer les conflits violents en dialogue ou en coopération.

Concevoir des récits inclusifs. Dans les communautés polarisées, les groupes extrémistes violents et les leaders traditionnels s'appuient sur des récits de types « le bien contre le mal » ou « nous contre eux » qui peuvent déshumaniser et marginaliser les groupes. Pour résoudre les problèmes sociaux généralisés que de tels récits peuvent causer, les leaders communautaires peuvent développer leurs propres métaphores et termes communs pour signaler l'inclusion communautaire et les récits qui mettent l'accent sur un terrain commun. Il est important pour les communautés de donner corps à ces récits en renforçant des institutions sociales (comme les lieux de culte, les écoles, les centres communautaires et les espaces publics) qui soient inclusives et rassemblent un éventail de groupes sociaux.

Enseigner la flexibilité, l'innovation et l'adaptation. Les communautés dont les leaders savent s'adapter peuvent aider la résilience en facilitant la résolution créative des problèmes pour répondre aux chocs, en invitant diverses personnes à évaluer les coûts et les avantages des différentes options, et en plaidant pour combler les divisions avec d'autres groupes identitaires.²² La formation aux compétences d'adaptation du leadership pourrait aider les dirigeants communautaires à mieux résister aux chocs.

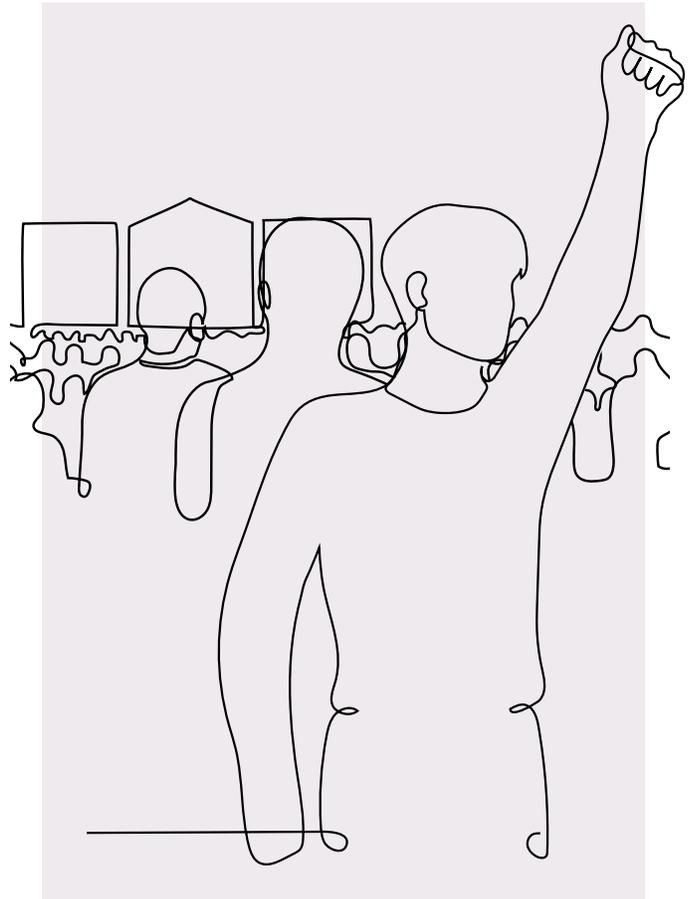
Agir collectivement. Le fait que les individus croient qu'ils ont le pouvoir de changer leur vie peut être une source de résilience, en particulier lorsqu'ils agissent ensemble. L'action collective fait référence à la décision des personnes d'agir non seulement en tant qu'individus, mais aussi en coordination avec les autres pour changer leur situation collective. Des recherches menées en Irak ont révélé que les communautés résistaient au recrutement des groupes sectaires lorsque les citoyens étaient capables de s'organiser et de travailler ensemble à un objectif commun.²³ Des recherches menées en Somalie ont révélé qu'un programme qui aidait les gens à travailler ensemble pour traiter les injustices et les griefs contre le gouvernement était corrélé à un soutien réduit à la violence extrémiste. La réduction du soutien à la violence a été corrélée à une plus grande réactivité du gouvernement.²⁴ Des recherches menées au Kenya ont également révélé que la compétence communautaire – la capacité d'une communauté à utiliser une action collective pour répondre à un choc en exploitant, par exemple, ses ressources économiques ou en organisant une marche pour la paix pour envoyer un message au gouvernement – a aidé le pays à résister à la violence extrémiste.²⁵

Les mouvements non violents qui peuvent offrir aux individus un sentiment d'appartenance et d'identité, ainsi qu'une mission de justice pour un bien social plus grand, peuvent être un moyen efficace de renforcer la résilience tout en répondant à certains des besoins psychosociaux des personnes en (ré)intégration. Les griefs contre l'État contribuent souvent à la violence extrémiste, et les personnes qui s'engagent dans la violence extrémiste recherchent souvent un moyen d'agir et l'autonomie pour lutter contre les formes structurelles de violence. Les individus qui rejoignent des mouvements extrémistes violents sont aussi, bien souvent, à la recherche d'un sentiment d'appartenance et d'une nouvelle identité de groupe.²⁶

L'activisme politique et les mouvements sociaux peuvent permettre de s'attaquer à ces dynamiques.²⁷ Premièrement, les mouvements sociaux peuvent catalyser des formes de gouvernance plus justes et inclusives. Les mouvements sociaux peuvent aider à lutter contre la corruption gouvernementale ou les politiques qui marginalisent certains groupes dans la société. Par exemple, au Brésil, un mouvement social a mis en avant la corruption du gouvernement et a pu faire pression sur le parlement pour qu'il adopte de nouvelles lois empêchant les politiciens corrompus de se présenter.²⁸ Deuxièmement, les mouvements sociaux donnent un sentiment de responsabilisation. L'expression « pouvoir du peuple » désigne la capacité des individus à travailler ensemble pour surmonter les formes militaires ou économiques du pouvoir par une action collective. Les tactiques telles que les boycotts économiques, les grèves et les veillées aux chandelles s'appuient sur des actions de masse.

Troisièmement, les mouvements sociaux procurent un sentiment d'appartenance, d'identité et de sens. En utilisant des symboles tels qu'un drapeau, un poing en l'air pour affirmer la résistance ou les parapluies jaunes qui ont marqué le mouvement social de Hong Kong en 2014, les mouvements sociaux offrent aux gens l'occasion de faire partie intégrante d'un tout beaucoup plus grand qu'eux-mêmes. La formation à l'action non violente et aux mouvements sociaux pourrait fournir aux communautés des idées sur les types d'activités à entreprendre pour traiter les griefs et renforcer la résilience communautaire.

Engager l'État. Un facteur clé de la mobilisation individuelle dans la violence extrémiste est l'action de l'État, en particulier la répression de l'État.²⁹ De même, une forte corrélation a été établie entre la corruption politique et les pays présentant des niveaux élevés d'extrémisme et de violence politique, même si la nature spécifique de cette relation doit encore être étudiée.³⁰ Les communautés qui résistent à la violence extrémiste ont souvent développé des méthodes



pour modérer les réactions musclées de l'État, créé des relations de confiance et de communication avec les représentants des gouvernements locaux et nationaux, et mis en place des institutions et des processus permettant la participation des citoyens à la prévention et à la répression de l'extrémisme violent (PREV). Le capital de citoyenneté est donc une composante essentielle de la résilience communautaire, qui renforce et améliore la gouvernance au niveau local et national.

Au Kenya, conformément aux réformes politiques visant à déléguer le pouvoir aux gouvernements

locaux pour la prévention de la violence à grande échelle, le centre national de lutte contre le terrorisme a mandaté l'élaboration de plans d'action de PREV au niveau des comtés. L'implication des communautés et des gouvernements locaux reconnaît que toutes les communautés ont une expérience différente de la menace de la violence extrémiste, et que les organisations de la société civile et les gouvernements locaux, en collaboration avec le gouvernement national, sont essentiels pour des réponses adaptatives et contextuelles.³¹ D'autres programmes axés sur la gouvernance ont soutenu le développement de stratégies PREV au niveau des gouvernements locaux, qui encouragent l'engagement des citoyens sur les mandats gouvernementaux, les cadres politiques et l'infrastructure institutionnelle nécessaire pour les soutenir.³² Les parlementaires de divers contextes à l'échelle mondiale ont reconnu l'importance de leur rôle dans l'avancement des politiques et des programmes axés sur les victimes et se sont réunis à l'échelle internationale pour promouvoir une législation modèle pour la protection et le soutien des victimes et des survivants du terrorisme.³³

Suivi et évaluation

Divers outils de recherche sont disponibles pour mesurer et évaluer si la résilience augmente ou diminue. Par exemple, Everyday Peace Indicators, une organisation qui travaille avec les communautés pour générer leurs propres indicateurs d'idées et de concepts complexes, demande aux communautés d'évaluer ce que la violence extrémiste, la résilience et la paix signifient pour elles et guide le développement d'indicateurs basés sur les connaissances locales, l'expérience et les conceptions du bien-être.³⁴ L'outil de recherche BRAVE est une mesure de déclaration individuelle utilisant une échelle de cinq points – de « pas du tout d'accord » à « tout à fait d'accord » – pour évaluer différentes catégories liées à la résilience. Les organismes communautaires peuvent promouvoir l'utilisation de cet outil pour identifier les vulnérabilités.³⁵ Le COSA, Committee on Sustainability Assessment, a élaboré une série d'indicateurs qui mesurent la résilience lors des chocs, en particulier les chocs produits par les conflits ou le changement climatique.³⁶ Les Building Regional Resilience Indicators mesurent la résilience au niveau sociétal.³⁷ Les indicateurs communautaires incluent le degré de communication et de relation entre les personnes au sein des groupes d'identité sociale. Les indicateurs sociétaux incluent la mesure des inégalités économiques et la mesure de la participation citoyenne. Une manière de mesurer la résilience consiste à comparer la vitesse à laquelle une communauté et une société peuvent se remettre des chocs. Par exemple, une communauté qui peut s'organiser rapidement pour fournir de la nourriture et de l'eau à tous ses membres après une attaque

En toute bienveillance



Dans les endroits où la dissidence est violemment réprimée et où les forces de sécurité ont déjà eu recours à la violence contre des mouvements pacifistes, les programmes devraient envisager des méthodes différentes pour exprimer la capacité à agir, de façon à ne pas mettre les participants en danger.

des forces gouvernementales est plus résiliente qu'une communauté qui n'a pas les relations nécessaires pour organiser ces services. Une société qui réagit rapidement pour tenir les forces de sécurité abusives responsables d'une telle attaque est plus résiliente que celle qui ne le fait pas.

Même si la réponse aux chocs ne peut pas faire partie d'un plan de S&E, car il est impossible de savoir si et quand un choc se produira, il est possible d'apprendre comment les communautés réagissent aux chocs, s'ils se produisent. Prendre en compte les chocs exige souvent que les bailleurs de fonds fassent preuve de souplesse dans le financement de la recherche et que les chercheurs puissent retourner dans une communauté où une intervention a eu lieu après un choc. Ce type d'analyse est difficile à mener en l'absence d'un exemple comparatif de communautés qui n'ont *pas* bénéficié de cette intervention. Au centre-nord du Nigeria, la mesure dans laquelle des communautés impliquées dans un programme de consolidation de la paix de dix-huit mois ont pu faire face à un choc de conflit n'est apparue qu'après que ces communautés ont été comparées à celles qui avaient subi le même choc de conflit mais n'avaient pas bénéficié de l'intervention de consolidation de la paix.

EXEMPLES

Aider les personnes en (ré)intégration en Indonésie

En Indonésie, le groupe de la société civile Yayasan Prasasti Perdamaian (consolidation de la paix internationale) offre un soutien holistique aux familles en (ré)intégration après la violence extrémiste. Noor Huda Ismail, qui a fondé l'organisation en 2008, s'est désengagé de sa propre expérience de la violence extrémiste. Il voulait montrer qu'il était possible d'aider les individus à se désengager et à se réconcilier avec leurs communautés par une approche de consolidation de la paix plutôt que par des approches carcérales ou de lutte contre le terrorisme violent. Il déclare : « Personne ne naît terroriste. Les terroristes sont façonnés par les gens auxquels ils s'associent et par la culture qui les entoure... . . . La plupart des terroristes sont motivés par le besoin d'amitié et de sens, et s'ils ne les trouvent pas quand ils sortent de prison, ils se regrouperont et en reviendront à leurs anciennes méthodes. » Noor Huda Ismail a ouvert un restaurant appelé Dapoer Bistik (« restaurant de steaks ») qui emploie plus d'une douzaine de personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste.³⁸ Les personnes qui participent au programme font état d'un plus grand respect d'elles-mêmes et d'une plus grande dignité, ce qui les aide à adopter des comportements et des attitudes prosociaux, notamment en modifiant leur perception des autres groupes et en se sentant partie intégrante de la communauté dans son ensemble.³⁹ Le programme comprend une thérapie de guérison des traumatismes, un dialogue entre les personnes en (ré)intégration, une formation aux compétences en communication et le soutien à l'emploi pour favoriser l'entrepreneuriat avec un coaching quotidien et un financement de démarrage.⁴⁰ Le programme travaille également avec les épouses et les familles des personnes en (ré)intégration et offre, en moyenne, 500 \$ pour aider les femmes à créer leur propre entreprise. Dans une société où les liens familiaux sont culturellement importants, un tel soutien familial peut aider le système familial dans son ensemble à être résilient en termes de re-connexion avec la communauté.⁴¹

Améliorer la confiance en Ouganda

Une ONG basée en Ouganda, United Religious Initiative–Great Lakes, a dirigé le projet Building the Capacity of Religious and Community Actors in the Rehabilitation and Reintegration of Violent Extremist Offenders and Returning Foreign Terrorist Offenders in Uganda. Le projet visait à améliorer la confiance sociale entre le personnel de sécurité et la communauté locale et les chefs religieux alors qu'ils tentaient de répondre aux besoins de sécurité communautaire et des personnes en (ré)intégration après la violence extrémiste. Le projet a facilité les dialogues communautaires qui ont mis l'accent sur la nécessité de soutenir les familles et les communautés au cours des processus de (ré)intégration. Les participants sont devenus moins méfiants les uns envers les autres et ont fait preuve de plus d'enthousiasme pour la réconciliation, ainsi que d'une plus grande volonté d'écouter et d'apprendre les facteurs complexes liés à la violence extrémiste.⁴²

Renforcer la capacité de gouvernance en Indonésie

L'Indonesian Muslim Crisis Center (IMC2) était initialement associé au ministère des Droits de l'Homme et du Droit par l'intermédiaire d'une autre ONG, mais il est maintenant passé à une relation indépendante de partenariat avec le procureur général et les tribunaux locaux. Ce centre surveille les activités des tribunaux locaux et les encourage à respecter les droits de l'homme et de la justice en défendant les personnes accusées d'actes terroristes et en leur fournissant une assistance juridique. L'organisation, dirigée par des jeunes, travaille également avec des familles et des communautés ciblées par des groupes extrémistes violents pour empêcher le recrutement, tout en (ré)intégrant des personnes qui se sont désengagées de la violence extrémiste. Pris dans son ensemble, son travail fait progresser la gouvernance démocratique et le respect des droits de l'homme en Indonésie.⁴³

Renforcer la résilience à Malines, en Belgique

Certaines villes en Belgique ont vu un nombre élevé d'immigrants partir pour rejoindre l'EI entre 2014 et 2016. Pas la ville de Malines. Le maire de Malines a reconnu que les jeunes immigrants se sentaient souvent isolés et marginalisés. Il a entrepris de renforcer la cohésion sociale au sein de la ville par le biais de programmes destinés aux jeunes, de programmes à l'école, de soutien aux familles et de planification urbaine afin d'aider les immigrants à se sentir accueillis dans tous les domaines de leur vie. Par exemple, la ville a créé de nouveaux centres pour les jeunes et d'autres espaces publics où des personnes d'origines ethniques différentes pouvaient se mélanger socialement et se lier les unes aux autres.⁴⁴

Renforcer la cohésion sociale aux Philippines

Aux Philippines, l'organisation de la société civile Balay Mindanaw a développé un programme intitulé Advancing and Sustaining Good Governance and Community Action towards Resilience and Empowerment pour les personnes qui se désengagent du groupe extrémiste violent Abu Sayef.⁴⁵ Le programme, lancé en 2017, a offert aux participants un soutien familial, une guérison des traumatismes, un soutien en santé mentale, une formation aux compétences agricoles et une éducation religieuse. Il a également présenté les personnes qui se désengageaient aux fonctionnaires locaux pour instaurer la confiance et des liens.⁴⁶ Balay Mindanaw a également formé des chefs militaires à la consolidation de la paix, ce qui les a aidés à développer un « objectif de paix » pour répondre à la violence extrémiste dans la région.⁴⁷

RESSOURCES

SNAP: Synergizing Nonviolent Action and Peacebuilding—An Action Guide

United States Institute of Peace, 2019

www.usip.org/publications/2019/04/snap-synergizing-nonviolent-action-and-peacebuilding

Ce guide d'action vise à établir des ponts entre les praticiens de la consolidation de la paix et de l'action non violente afin que les méthodes soient utilisées de manière stratégique et efficace sur la voie de la transformation des conflits. Il montre comment le dialogue, les compétences d'action directe et d'autres approches pour les mouvements non violents peuvent être mis en synergie pour faire progresser la justice et la paix durable. Ce guide est conçu pour les formateurs, les médiateurs et les autres praticiens au service des nombreux organisateurs, militants, médiateurs, négociateurs et artisans de la paix qui veulent en savoir plus sur la manière d'intégrer l'action non violente et les stratégies de consolidation de la paix dans leur travail.

“Strengthening Social Cohesion: Conceptual Framing and Programming Implications”

United Nations Development Programme, 2020

www.arabstates.undp.org/content/rbas/en/home/library/Dem_Gov/strengthening-social-cohesion-conceptual-framing-and-programmin.html

Ce document fournit des connaissances et des conseils pratiques sur l'évaluation et la conception de programmes et de projets de cohésion sociale efficaces en identifiant les défis, les risques, les dilemmes et les implications pour la programmation. Il analyse les moyens de développer et d'adapter les méthodes et les mesures d'évaluation de la cohésion sociale dans différents contextes. Les théories du changement dans la programmation de la cohésion sociale sont étudiées et évaluées de manière critique, et des considérations pratiques sont proposées pour guider une politique et une programmation plus efficaces et mieux intégrées à différents niveaux d'engagement.

“Harnessing Local Sources of Social Cohesion in Niger”

USAID, REAL, and Mercy Corps, 2021

<https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2021-04/HarnessingLocalSourcesofSocialCohesionNiger.pdf>

Cette note de synthèse vise à améliorer la programmation en utilisant les données d'enquête de base du programme PEACE (Preventing violent Extremism Actions through increased social Cohesion Efforts) de l'USAID dans la région de Tillabéri au Niger, pour examiner quels facteurs contribuent aux variations de la cohésion sociale au niveau local. L'enquête mesure six dimensions : la confiance, la tolérance, l'inclusion, la coopération, les interactions entre les groupes et l'action collective. En outre, l'enquête analyse des facteurs contextuels – comme la gouvernance, la participation des femmes et des jeunes à la gestion des conflits et à la consolidation de la paix, ainsi que les modèles de paix et de sécurité au sein de la communauté – qui sont associés aux variations de la cohésion sociale locale.

“Social Capital and Social Cohesion Measurement Toolkit for Community-Driven Development Operations”

Mercy Corps and the World Bank Group, 2020

https://collaboration.worldbank.org/content/sites/collaboration-for-development/en/groups/community-driven-development-global-solutions-group/documents.entry.html/2020/04/03/social_capital_and-OhaN.html

L'objectif de cette boîte à outils est de faciliter la mesure du capital social et de la cohésion sociale, en particulier dans le processus d'évaluation des programmes de développement communautaire dans des contextes affectés par la fragilité, les conflits, les migrations et les déplacements forcés. La boîte à outils est conçue pour mesurer les multiples dimensions sous-jacentes de chaque concept et pour être facile à utiliser par les évaluateurs et les chercheurs.

The Building Resilience Against Violent Extremism (BRAVE) Measure

Resilience Research Centre

<https://brave.resilienceresearch.org>

Ce bref questionnaire peut être utilisé pour évaluer les facteurs de risque et de protection de la résilience des jeunes face à la violence extrémiste. L'outil BRAVE donne une mesure globale de la résilience d'une personne à l'extrémisme violent. Il fournit également des scores dans cinq domaines importants pour la résilience à la violence extrémiste : identité culturelle et capacité au lien, capital de lien, capital de citoyenneté, comportements liés à la violence et croyances liées à la violence.

NOTES

- 1 Scott Atran, *Talking to the Enemy: Faith, Brotherhood, and the (Un)Making of Terrorists* (New York: Ecco Press, 2010).
- 2 Institute for Economics and Peace, "Global Terrorism Index 2022: Measuring the Impact of Terrorism," 2022, 2, www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2022/03/GTI-2022-web_110522-1.pdf.
- 3 William Stephens and Stijn Sieckelinck, "Being Resilient to Radicalization in PVE Policy: A Critical Examination," *Critical Studies on Terrorism* 13, no. 1 (2020): 142–165.
- 4 Francesco Marone, "Hate in the Time of Coronavirus: Exploring the Impact of the COVID-19 Pandemic on Violent Extremism and Terrorism in the West," *Security Journal* (January 2021), <https://doi.org/10.1057/s41284-020-00274-y>; UN Security Council, "The Impact of the COVID-19 Pandemic on Terrorism, Counter-terrorism, and Countering Violent Extremism: Update," UN Counter-terrorism Committee Executive Directorate, June 2021, www.un.org/securitycouncil/ctc/sites/www.un.org/securitycouncil.ctc/files/files/documents/2021/Jun/cted_covid_paper_15june2021_1.pdf.
- 5 William Stephens and Stijn Sieckelinck, "Being Resilient to Radicalization in PVE Policy: A Critical Examination," *Critical Studies on Terrorism* 13, no. 1 (2020): 142–165.
- 6 UN Development Program, "Social Cohesion," UNDP Data Futures Platform, <https://data.undp.org/covid-19/social-cohesion/>.
- 7 Bernard Enjolras, "Does Trust Prevent Fear in the Aftermath of Terrorist Attacks?" *Perspectives on Terrorism* 13, no. 4 (2019): 39–55.
- 8 European Commission, "Supporting the Prevention of Radicalization Leading to Violent Extremism," 2016, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016DC0379&from=EN>.
- 9 Michael Ungar, "Social Ecologies and Their Contribution to Resilience," in *The Social Ecology of Resilience: A Handbook of Theory and Practice*, ed. Michael Ungar (New York: Springer, 2012), 13–32; Stevan Weine et al., "Lessons Learned from Mental Health and Education: Identifying Best Practices for Addressing Violent Extremism," US Department of Homeland Security, National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START), 2015, www.dhs.gov/sites/default/files/publications/OPSR_TP_Integrating-Mental-Health-Education_Oct2015-508.pdf.
- 10 Stevan Weine et al., "Rapid Review to Inform the Rehabilitation and Reintegration of Child Returnees from the Islamic State," *Annals of Global Health* 86, no. 1 (2020): 1–15.
- 11 Heidi B. Ellis and Saida Abdi, "Building Community Resilience to Violent Extremism through Genuine Partnerships," *American Psychologist* 72, no. 3 (2017): 289–300.
- 12 Graeme Blair et al., "Trusted Authorities Can Change Minds and Shift Norms during Conflict," *Proceedings of the National Academy of Sciences* 118, no. 42 (October 2021): 1–6.
- 13 Beza Tesfaye et al., "If Youth Are Given the Chance: Effects of Education and Civic Engagement on Somali Youth Support for Political Violence," Mercy Corps, 2018, www.mercycorps.org/research-resources/youth-chance-education-somalia.
- 14 Les chercheurs ont découvert que des caractéristiques telles que des liens sociaux, un rapprochement social et un lien de citoyenneté forts entraînent moins de soutien à la violence, y compris la violence extrémiste. Voir, par exemple : Heidi B. Ellis et al., "Relation of Psychosocial Factors to Diverse Behaviors and Attitudes among Somali Refugees," *American Journal of Orthopsychiatry* 86, no. 4 (2016): 393–408.
- 15 Ashutosh Varshney, *Ethnic Conflict and Civic Life: Hindus and Muslims in India* (New Haven, CT: Yale University Press, 2002).
- 16 Lauren Van Metre, *Community Resilience to Violent Extremism in Kenya*, Peaceworks no. 122, United States Institute of Peace, 2016, www.usip.org/publications/2016/10/community-resilience-violent-extremism-kenya.
- 17 Mary B. Anderson and Marshall Wallace, *Opting Out of War: Strategies to Prevent Violent Conflict* (Boulder, CO: Lynne Rienner, 2012).

- 18 Jaimie Bleck et al. "Drinking Tea with the Neighbors: Informal Clubs, Social Trust, and Trustworthiness in Mali," Ford Seminar, November 2020, <https://kellogg.nd.edu/drinking-tea-neighbors-informal-clubs-social-trust-and-trustworthiness-mali-virtual>.
- 19 Mercy Corps, "Youth and Consequences: Unemployment, Injustice, and Violence," February 13, 2015, www.mercycorps.org/sites/default/files/2020-01/MercyCorps_YouthConsequencesReport_2015.pdf.
- 20 Stone Conroy, "The Private Sector and Violent Extremism," in *The Ecology of Violent Extremism: Perspectives on Peacebuilding and Human Security*, ed. Lisa Schirch (London: Rowman & Littlefield, 2018).
- 21 Beza Tesfaye, "Critical Choices: Assessing the Effects of Education and Civic Engagement on Somali Youths' Propensity towards Violence," Mercy Corps, November 2016, 2, www.mercycorps.org/research-resources/effect-education-civic-engagement-somali-youth; Tesfaye et al., "If Youth Are Given the Chance."
- 22 Van Metre, *Community Resilience*, 15.
- 23 Ami C. Carpenter, *Community Resilience to Sectarian Violence in Baghdad* (New York: Springer, 2014).
- 24 Rebecca Wolfe and Keith Proctor, "What Works to Prevent Violent Extremism: Lessons from Employment and Education Programs," in *The Ecology of Violent Extremism: Perspectives from Peacebuilding and Human Security*, ed. Lisa Schirch (London: Rowman & Littlefield, 2018).
- 25 Van Metre, *Community Resilience*, 16–17.
- 26 Jonathan Pinckney, Michael Niconchuk, and Sarah Ryan, *Motives, Benefits, and Sacred Values: Examining the Psychology of Nonviolent Action and Violent Extremism*, Peaceworks no. 179, United States Institute of Peace, November 2021, www.usip.org/publications/2021/11/motives-benefits-and-sacred-values-examining-psychology-nonviolent-action-and.
- 27 Maria J. Stephan and Leanne Erdberg, "To Defeat Terrorism, Use 'People Power,'" in *The Ecology of Violent Extremism: Perspectives on Peacebuilding and Human Security*, ed. Lisa Schirch (London: Rowman & Littlefield, 2018).
- 28 Shaazka Beyerle, "Brazil's Digital Resistance against Corruption," Policy Brief no. 40, Toda Peace Institute, 2019, https://toda.org/assets/files/resources/policy-briefs/t-pb-40-shaazka-beyerle_brazils-digital-resistance-against-corruption.pdf.
- 29 UN Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms while Countering Terrorism, "Human Rights Impact of Policies and Practices Aimed at Preventing and Countering Violent Extremism," UN General Assembly, Human Rights Council, 43rd Session, February 21, 2020, <https://digitallibrary.un.org/record/3872336>; Marc Sommers, "Youth and the Field of Countering Violent Extremism," Promundo, 2019, https://capve.org/components/com_jshopping/files/demo_products/Youth_Violent_Extremism.pdf.
- 30 Anga Timilsina and Jide Okeke, "Reducing Corruption Could Help Prevent Violent Extremism," UN Development Programme, May 4, 2018, www.undp.org/blog/reducing-corruption-could-help-prevent-violent-extremism.
- 31 Ben Crisman et al., "Preventing Violent Extremism: Lessons from Kenya," Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Princeton University, January 2020, https://issuu.com/woodrowwilsonschool/docs/preventing_violent_extremism.
- 32 Voir, par exemple : Strong Cities Network, <https://strongcitiesnetwork.org/en/what-we-do/>.
- 33 Inter-Parliamentary Union, "First Global Parliamentary Summit on Counter-Terrorism: Report on the Summit," January 2022, www.ipu.org/resources/publications/reports/2022-01/first-global-parliamentary-summit-counter-terrorism.
- 34 Pour en savoir plus sur Everyday Peace Indicators : www.everydaypeaceindicators.org.

- 35 Pour en savoir plus sur l'outil BRAVE : <https://brave.resilienceresearch.org/>.
- 36 Pour la Resilience Indicator Library : <https://thecosa.org/resilience-indicators/>.
- 37 Building Regional Resilience offre des exemples d'indicateurs utilisés dans différentes régions des États-Unis, mais la liste peut se révéler pertinente pour d'autres régions du monde. Voir le site web de Building Regional Resilience : <https://resilience.engagementnetwork.org/about-the-resilience-indicators/>.
- 38 Ben Bland, "Indonesian Scheme Serves Up a New Life for Reformed Militants," *Financial Times*, June 10, 2014, www.ft.com/content/f9992764-e700-11e3-aa93-00144feabdc0.
- 39 Christina Nemr et al., "It Takes a Village: An Action Agenda on the Role of Civil Society in the Rehabilitation and Reintegration of Those Associated with and Affected by Violent Extremism" (The Hague: International Centre for Counter-Terrorism, August 2018), 19, www.icct.nl/sites/default/files/import/publication/GC_It-Takes-a-Village_WEB.pdf.
- 40 Yayasan Prasasti Perdamaian, "Outreach Division," <https://prasasti.org/programs/outreach-division/>.
- 41 Krithika Varagur, "Empowering Women to Break the Jihadi Cycle," *New York Times*, June 20, 2017, www.nytimes.com/2017/06/20/opinion/empowering-women-to-break-the-jihadi-cycle.html.
- 42 Nemr et al., "Restaurant Employment for Formers," 27.
- 43 Margaret Williams, Rachel Walsh Taza, and Saji Preliis, "Working Together to Address Violent Extremism: A Strategy for Youth-Government Partnerships," Search for Common Ground, July 2017, www.sfcg.org/wp-content/uploads/2016/12/YouthGovtCVE_StrategyDocument_122116.pdf.
- 44 Preeta Bannerjee, "Mechelen: How a Flemish City Fought ISIS Recruiters," *Smart Citizen*, February 28, 2017, <https://thesmartcitizen.org/citizen-engagement/mechelen-counter-radicalisation/>.
- 45 "From Bandits to House Guests: Ex-Abu Sayyaf Members Tour Batasan," ABS-CBN News, November 14, 2019, <https://news.abs-cbn.com/news/11/14/19/from-bandits-to-house-guests-ex-abu-sayyaf-members-tour-batasan>.
- 46 Government of the Philippines, Office of the Presidential Advisor on the Peace Process, "Reformation Program for 214 Ex-Abu Sayyaf Members Launched in Basilan," June 25, 2019, <https://peace.gov.ph/2019/06/reformation-program-for-214-ex-abu-sayyaf-members-launched-in-basilan/>.
- 47 Pour en savoir plus sur Balay Mindanaw : <https://balaymindanaw.org/main/>.

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient Nigel Quinney pour ses conseils éditoriaux qui ont permis de rendre ce guide d'action pratique et lisible ; les conseillers thématiques du projet pour avoir assuré des pratiques et des discussions fondées sur des données probantes ; les trois évaluateurs anonymes pour avoir contribué à rendre ce guide plus solide ; Andrew Mines pour s'être prononcé sur des dizaines de commentaires, suggestions et recommandations substantiels et parfois contradictoires de la part des évaluateurs ; Sarah Cook-Raymond, Terry Platter et Tara Kovach chez Impact Marketing pour avoir embelli ce guide ; et Michael Darden pour avoir géré l'organisation.

Les auteurs remercient également tous les experts et praticiens qui ont participé aux riches discussions lors des ateliers et ainsi fourni une base inestimable pour bon nombre des recommandations contenues dans ce guide.

Conseillers thématiques

Theresa S. Betancourt, ScD

Directrice du Research Program on Children and Adversity, Boston College

B. Heidi Ellis, PhD

Directrice du Trauma and Community Resilience Center, Boston Children's Hospital

Nafees Hamid, PhD

Chercheur principal, International Centre for the Study of Radicalisation, King's College London

Kim Hartog

Chercheuse en réduction de la stigmatisation, War Child Holland

Tarela Ike, PhD

Maître de conférences en criminologie et application de la loi, Teesside University

Brandon Kohrt, MD, PhD

Titulaire du Charles et Sonia Akman Professorship of Global Psychiatry, The George Washington University

Rebecca Littman, PhD

Professeure assistante, University of Illinois Chicago

Jaremey McMullin, PhD

Maître de conférences, University of St. Andrews

Salma Moussa, PhD

Chargée d'enseignement en sciences politiques, Yale University

Lauren Van Metre, PhD

Directrice du département Peace, Climate and Democratic Resilience, National Democratic Institute

Stevan Weine, MD

Directeur des Centers of Global Medicine and Global Health, University of Illinois Chicago

Rebecca Wolfe, PhD

Maître de conférences, University of Chicago

Participants aux ateliers

Aynabat Atayeva, MD

United Nations Office of Counter-Terrorism,
International Hub for Behavioral Insights to Counter
Terrorism

Fatima Akilu, PhD

NEEM Foundation

Hamsatu Allamin

Allamin Foundation for Peace and Development

Fatima Azam

Registraire en psychologie clinique

Luljetta Berisha Gollopeni

Centre de réadaptation du Kosovo pour les victimes
de la torture

Mia Bloom, PhD

Georgia State University

Klubosumo John Borh

Network for Empowerment and Progressive
Initiatives

Gladys Faddy Canogura

Kitgum Women Peace Initiative

John Caulker

Fambul Tok

Ora Musu Clemens

Creative Associates International

Andrew Craig

Organisation internationale pour les migrations
(OIM)

Emmanuelle Crane, PhD

Université de Paris

Celina de Sola, MSW, MPH

Glasswing International

Kyle Dietrich

Equal Access International

S. Benedict Dossen

The Carter Center

Mehreen Farooq

Counterpart International

Graziella Fourez, PhD

Université Saint-Louis, Bruxelles

Debora B. Freitas López

University Research Co., LLC

Ali Gohar

Just Peace Initiatives UK-Pakistan

Ghayda Hassan, PhD

Université du Québec à Montréal

Tabea Hässler, PhD

Université de Zurich/University College Dublin

Lisa Inks

Mercy Corps

Vivian Khedari DePierro, PhD

Beyond Conflict

Sharon Kniss

United States Institute of Peace

Sabrina Laribi

United States Institute of Peace

Cheryl Lubin, JD, PhD

California Department of Corrections and
Rehabilitation

Josh Martin

Beyond Conflict

Rev. Gary Mason, PhD

Rethinking Conflict

Jesse Morton

Parallel Networks

Hollie Nyseth Nzitatira, PhD

The Ohio State University

Rowda Olad, PhD

Mandeeq Mental Health

Siobhan O'Neil, PhD

United Nations University

Stefania Paolini, PhD

University of Newcastle

Jacqueline Parry, PhD

Organisation internationale pour les migrations
(OIM)

Kristina Pecora, PsyD

United States Institute of Peace

María Elisa Pinto-García

Prolongar Foundation

Mossarat Qadeem

PAIMAN Alumni Trust

Kenneth Reidy, PhD

United Nations Office of Counter-Terrorism,
International Hub for Behavioral Insights to Counter
Terrorism

Mara Revkin, JD, PhD

Georgetown University Law Center (avec
l'autorisation de United Nations Assistance Mission
for Iraq)

Nika Saeedi

Programme des Nations Unies pour le
développement

Stacey Schamber

International Civil Society Action Network

Guglielmo Schinina

Organisation internationale pour les migrations
(OIM)

Tara Sheppard-Luangkhot, MMFT

Restorative Justice 4 All

Ruth Simpson

International Alert

Leslie Snyder, MD, MPH

MHPSS Collaborative for Children, Youth and
Families and Adversity (Save the Children)

Carl Stauffer, PhD

United States Institute of Peace

Rev. Gopar Tapkida, PhD

Africa Peacebuilding Institute

Linda Tropp, PhD

University of Massachusetts Amherst

Lee Tucker

United States Institute of Peace

Paul Turner

MSI Worldwide

Michael Wessells, PhD

Columbia University

Angi Yoder-Maina, PhD

Green String Network

Maggie Zraly, PhD

MHPSS Collaborative for Children, Youth and
Families and Adversity (Save the Children)

À PROPOS DES AUTEURS

Le **Dr Lisa Schirch** est titulaire de la chaire Richard G. Starmann Sr. et professeure de pratique en consolidation de la paix à la Keough School of Global Affairs de l'Université de Notre-Dame. Elle a obtenu une bourse Fulbright en Afrique de l'Est et de l'Ouest et a travaillé en Afghanistan et dans vingt autres pays. Elle est l'auteur de onze ouvrages, dont *Conflict Assessment and Peacebuilding Planning, Local Ownership in Security, Synergizing Nonviolent Action and Peacebuilding* et *Handbook on Human Security: A Civil-Military-Police Curriculum*. Elle est également l'éditrice du livre *The Ecology of Violent Extremism: Perspectives on Peacebuilding and Human Security*.

Chris Bosley est directeur par intérim du Program on Violence and Extremism du United States Institute of Peace (USIP). Depuis 2017, il dirige les travaux de l'Institut pour soutenir les gouvernements et les communautés touchées par les personnes qui se désengagent de la violence extrémiste ou sortent de conflits extrémistes violents. Chris Bosley est arrivé au United States Institute of Peace après avoir travaillé pour The Office of the Director of National Intelligence (ODNI), où il occupait le poste de conseiller principal pour la lutte contre le terrorisme, la lutte contre l'extrémisme violent et l'instabilité politique auprès du National Intelligence Manager for East Asia. Avant l'ODNI, Chris Bosley a servi pendant dix ans comme officier de renseignement de la United States Navy ; ses missions comprenaient le Joint Staff, la Defense Intelligence Agency et l'USS *Carl Vinson*.

Michael Niconchuk est responsable de programme au sein du Wend Collective et siège au Conseil consultatif du Counter Extremism Project. Auparavant, il a été directeur de programme pour Trauma & Violent Conflict chez Beyond Conflict. Il a travaillé pendant plus de dix ans au Moyen-Orient et en Asie centrale pour encourager les capacités locales à offrir et à développer des soins fondés sur des données probantes aux personnes touchées par les conflits violents, l'extrémisme et le déplacement, en soutenant notamment le retour et la réadaptation des familles de combattants terroristes étrangers. Il est l'auteur de *The Field Guide for Barefoot Psychology* et de nombreuses publications sur les traumatismes, l'extrémisme et les migrations.

À PROPOS DU UNITED STATES INSTITUTE OF PEACE

Le United States Institute of Peace est un organisme national, neutre et indépendant, créé par le Congrès et voué à l'idée qu'une société sans conflit violent est possible et essentielle pour la sécurité des États-Unis et du monde entier. Dans les zones de conflit à l'étranger, l'Institut s'engage avec l'aide de partenaires locaux à prévenir, atténuer et résoudre les conflits violents. Pour limiter les crises futures et la nécessité d'interventions coûteuses, le United States Institute of Peace collabore avec les gouvernements et les sociétés civiles dans le but de les aider à renforcer les capacités locales et résoudre les conflits de manière pacifique. L'Institut poursuit sa mission en liant la recherche, la politique, la formation, l'analyse et l'action directe pour soutenir ceux qui œuvrent à bâtir un monde plus pacifique et plus inclusif.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Judy Ansley (présidente)

Précédemment assistante du Président et conseillère adjointe pour la sécurité nationale sous la présidence de George W. Bush

Nancy Zirkin (vice-présidente)

Vice-présidente exécutive, Leadership Conference on Civil and Human Rights

Jonathan Burks

Vice-président, Politique publique mondiale, Walmart

Joseph L. Falk

Ancien conseiller en politiques publiques, Akerman LLP

Edward M. Gabriel

Président-directeur général, The Gabriel Company LLC

Stephen J. Hadley

Directeur, Rice, Hadley, Gates & Manuel LLC

Kerry Kennedy

Présidente, Robert F. Kennedy Human Rights

Nathalie Rayes

Présidente-directrice générale, Latino Victory Project

Michael Singh

Directeur général, Washington Institute for Near East Policy

Mary Swig

Présidente-directrice générale, Mary Green

Kathryn Wheelbarger

Vice-présidente, Future Concepts, Lockheed Martin

Roger Zakheim, directeur à Washington

Ronald Reagan Presidential Foundation and Institute

MEMBRES DE DROIT

Uzra Zeya

Sous-secrétaire d'État, Civilian Security, Democracy, and Human Rights

Lloyd J. Austin III

Secrétaire à la Défense

Michael T. Plehn

Lieutenant-général, US Air Force ; Président, National Defense University

Lise Grande

Présidente-directrice générale, United States Institute of Peace (sans droit de vote)



